

Introduction : universelles, décentrées, différentialistes ? Les sciences sociales face au défi renouvelé de la contextualisation et de la politisation des savoirs

Delphine Allès

Professeure des universités en science politique à l'Inalco
Chercheuse au Centre Asie du Sud-Est

Ce numéro de *Sociétés plurielles* est le produit d'un appel à contributions portant sur « Les sciences sociales, entre universalisme et différentialisme : un retour des “écoles nationales” ? ». La proposition invitait à interroger la résurgence, paradoxale, de la référence à des « écoles » ou « traditions » nationales¹ au sein de disciplines conçues pour penser le pluralisme des sociétés et des cultures au prisme de paradigmes, de concepts ou de méthodes aspirant sinon à l'universalité, du moins à saisir le monde social en dépassant la description de situations particulières².

Le double enjeu du rapport entre l'universel (qu'il soit normatif, épistémologique ou méthodologique) et le singulier (celui des trajectoires historiques, des contextes sociaux ou des individualités) d'une part, entre le savoir et le pouvoir d'autre part, imprègne l'essentiel des controverses qui ont nourri les sciences sociales depuis la

1. Sur la notion « d'école » ou de « tradition nationale », voir notamment : HEILBRON, 2008 ; GEISON, 1993. À titre illustratif dans différentes disciplines, et sans exhaustivité : XIAO, 2021 ; THAKUR, 2012 ; ARAL, 2005 ; HASSAN, 2017 ; TUSSIE & CHAGAS-BASTOS, 2023 ; ACHARYA & BUZAN, 2009.

2. KUHN & VESSURI, 2016 ; MUKHERJI & SENGUPTA, 2004 ; KUHN, 2016.

deuxième moitié du *xx*^e siècle. Dans les années 50, l'affirmation d'un « droit à la différence » et d'un relativisme culturel, opposés aux biais coloniaux et aux approches évolutionnistes, alors prédominantes, notamment en anthropologie, s'attachait à résoudre la tension entre universalisme et différentialisme³. Tout en s'élevant contre la hiérarchisation des cultures et des sociétés, il s'agissait de nuancer l'idée de différences incommensurables en traçant les contours d'une approche scientifique permettant de les appréhender. L'universel était alors épistémologique et méthodologique, tandis que la science se voulait dépourvue de normativité.

La montée en puissance des théories critiques, à partir des années 1960-1970, a bouleversé cette approche. L'enjeu était alors de mettre à jour les biais qui irriguent la construction même des savoirs et des concepts, en dévoilant les mécanismes de domination inhérents aux récits scientifiques et l'absence de neutralité intrinsèque de paradigmes et de concepts toujours conçus dans des contextes spécifiques⁴. La critique de savoirs susceptibles de perpétuer ou de légitimer des rapports de domination, au sein des sociétés comme entre elles, a débouché sur une réflexivité accrue concernant les concepts mobilisés et leur normativité masquée, autant que la positionnalité des auteurs et les effets de leurs productions intellectuelles sur les rapports (inter)sociaux.

Dans cette perspective, les approches postcoloniales ont souligné les rapports de domination au sein même des logiques d'élaboration du savoir, tandis que les critiques de l'orientalisme observaient la perpétuation de ces mécanismes par l'exotisation ou l'altérisation des sociétés extraoccidentales, ou du moins périphériques aux yeux des acteurs dominants au sein d'un champ donné – que celui-ci soit artistique, scientifique ou politique⁵. Fondés sur cette observation, les appels à « provincialiser l'Europe » et à donner la parole aux subalternes⁶ n'excluaient pas non plus la possibilité de refonder des cadres d'analyse communs, départis de biais occidentalocentrés, pour mieux intégrer la diversité des expériences et des conceptions du monde social. Au cœur d'une épistémologie à part entière, la réflexivité critique s'est à son tour progressivement érigée en compromis universalisable, fondé cette fois sur une normativité émancipatrice. Tout en contestant la neutralité des épistémologies ou méthodologies dominantes, elle sert de socle à une méta-approche visant à dévoiler, pour mieux les subvertir, des mécanismes de domination universellement présents⁷.

3. TODOROV, 1985.

4. HABERMAS, [1968] 1971 ; FOUCAULT, [1969] 2008.

5. SAID, 2014.

6. CHAKRABARTY, 1992 ; SPIVAK, 1988.

7. BOURDIEU, 2001.

Plus spécifiquement encore, cette réflexivité appliquée aux démarches et concepts mobilisés en sciences sociales a ouvert la voie aux critiques du nationalisme méthodologique. Ces dernières rappellent le caractère historiquement situé de l'État et, partant, la nécessité de se départir d'approches faisant de ce dernier le fondement, l'horizon ou le paramètre indiscuté de toute analyse scientifique – quelle qu'en soit la discipline⁸. Elles enjoignent à rendre compte de la diversité des organisations sociales ou politiques, en évitant de favoriser les angles de problématisation ou les jeux de données survalorisant le prisme étatique au détriment de formes sociales ou d'échelles d'analyse aussi légitimes et parfois plus pertinentes⁹.

Au-delà de leurs distinctions, les enseignements de ces différentes approches invitent à aborder avec prudence les notions mêmes « d'école » ou de « tradition nationale » en sciences sociales. Si un tel label vient fréquemment désigner des courants de pensée, méthodes ou approches jugés singuliers, représentatifs ou prédominants dans un contexte donné, il ne peut épuiser la diversité des travaux ou des réflexions qui y sont menés. Énoncée au premier degré, la référence peut en outre occulter les effets de circulation et d'influences mutuelles, entre les sociétés comme entre les acteurs de champs académiques ou intellectuels transnationaux¹⁰. C'est donc en tant qu'objet d'analyse, et non en tant que catégorie descriptive, que les notions d'école ou de tradition nationale (et, par extension, au regard des articles présentés dans ce numéro, les concepts identifiés à un contexte national et politique donné) présentent un intérêt pour les sciences sociales.

Comprendre les raisons du renouveau de cette référence à la nation comme espace de structuration d'approches distinctives en sciences sociales ; analyser les contextes dans lesquels l'émergence de telles « écoles » ou la réactivation de « traditions » dites nationales sont encouragées par les pouvoirs publics et les agendas différentialistes qu'elles peuvent contribuer à légitimer ; ou encore observer les résistances ou contestations auxquelles peuvent donner lieu les tentatives d'instrumentalisation politique des sciences sociales, cela permet d'aborder l'évolution des rapports entre le savoir et le pouvoir, dans un contexte où ce dernier connaît à l'échelle mondiale un décentrement à la fois géographique et normatif.

Qu'il s'agisse de « l'école chinoise de relations internationales », d'« économie politique russe » ou de « sociologie indienne », la résurgence « d'écoles nationales » (ou, à défaut, les questionnements sur la stratégie à déployer pour en développer

8. DUMITRU, 2014.

9. SCOTT, 2009.

10. WIMMER & GLICK SCHILLER, 2002 ; SAPIRO, LEPELIER & BRAHIMI, 2018 ; HEILBRON, 2014.

une) prend en effet place dans une triple configuration scientifique, économique et politique. En distant écho avec le débat sur les valeurs asiatiques, monté en puissance au tournant de la guerre froide (voir dans ce numéro l'article de Thomas Brisson)¹¹, la discussion sur le rapport entre universalisme et particularisme ou différentialisme en sciences sociales a pris un nouveau tournant, marqué par une convergence superficielle entre les appels (scientifiques) au décentrement des sciences sociales d'une part, et des formes renouvelées d'enrégimentement politique du savoir, d'autre part¹². D'un côté, l'arrivée à maturité du débat sur le décentrement a favorisé l'émergence de réflexions et propositions scientifiques allant de la nécessaire pluralisation des sources d'un corpus « universel » pour saisir la complexité d'un monde pluriel¹³, aux réflexions sur la difficile traductabilité de concepts dont la fine compréhension exige de les saisir dans leur contexte¹⁴, ou encore à la tentative de fonder des sciences sociales réellement « globales¹⁵ » en s'appuyant sur cette diversité de sources pour intégrer de nouvelles méthodologies, épistémologies ou ontologies. De l'autre, l'apparente adhésion à l'agenda du décentrement, ou à sa représentation simplifiée, peut déboucher sur la promotion de conceptions silotées des sciences sociales, portées par l'idée que l'on ne peut saisir un contexte qu'au prisme d'auteurs qui lui appartiennent ou de concepts qui s'y sont développés. Une telle simplification apparaît particulièrement soutenue dans le contexte d'États ou d'acteurs promouvant sur la scène mondiale une

11. Pour la première fois, des gouvernements extraoccidentaux faisaient alors explicitement la promotion d'approches de sciences sociales pensées pour légitimer leurs régimes politiques. Reflétant les intérêts d'autorités sud-est asiatiques (Singapour et Malaisie en particulier), les « valeurs asiatiques » opposaient à une supposée « fin de l'histoire » libérale un prisme culturaliste justifiant des conceptions présentées comme singulières – et donc incontestables – en matière de droits humains ou d'organisation politique et sociale. La promotion des « valeurs asiatiques », qui a trouvé un écho académique avec les approches communautariennes en théorie politique, s'appuyait à la fois sur une légitimation scientifique, sur un soutien politique et sur une supposée rationalité économique, puisqu'elles étaient censées expliquer la croissance des « tigres asiatiques ». L'effondrement de ce modèle économique, suivi de la conversion des promoteurs politiques des « valeurs asiatiques » à une version édulcorée des droits universels plutôt qu'à un différentialisme assumé, autant que la critique scientifique du culturalisme, ont progressivement refermé cette parenthèse qui n'a toutefois jamais suscité de pleine adhésion parmi les communautés universitaires concernées.

12. TICKNER, 2003 ; ACHARYA & BUZAN, 2017 ; ALLÈS, LE GOURIELLEC & LEVAILLANT, 2023.

13. DIAGNE, 2017.

14. CASSIN, 2014a et 2014b.

15. ACHARYA & BUZAN, 2019.

posture critique à l'égard de l'universalisme (ou de sa version assimilée à un exercice de domination occidentale). Il est en effet tentant d'opposer à l'universalisme un double agenda politique et scientifique de « diversité civilisationnelle » valant totem d'immunité contre les entreprises critiques¹⁶, mais faisant table rase des circulations d'influences et de références qui sont constitutives des ensembles sociaux ou civilisationnels comme de la nature même des champs académiques.

Ces stratégies peuvent s'incarner dans une vaste gamme d'interactions avec les communautés académiques, allant de la cooptation à la répression des productions dissidentes. Elles visent non seulement à conforter un modèle ou des intérêts politiques à l'échelle nationale, mais bien souvent aussi à peser sur l'évolution du débat scientifique mondial, considéré comme le lieu de production et de légitimation de conceptions du monde visant à faire évoluer sa réalité. Il n'est pas surprenant à cet égard que les « écoles nationales » les plus structurées émergent dans le domaine de l'étude des relations internationales, incarnant la prétention des autorités qui les subventionnent à occuper une place croissante dans la recomposition du système international. La démarche consiste finalement à mobiliser à rebours les approches critiques et constructivistes sur le rapport entre savoir et pouvoir, au service d'une finalité qui n'est pas émancipatrice, mais vise au contraire à configurer stratégiquement ces rapports pour légitimer le pouvoir par le savoir.

Un tel agenda doit néanmoins, pour aboutir, s'appuyer sur des ressources institutionnelles, économiques, et sur une légitimité suffisante pour acquérir une visibilité nationale et internationale. Ces dernières existent en particulier dans les États émergents – on pense notamment à l'Académie chinoise des sciences sociales, à l'Institut des sciences sociales et humanités de l'Académie des sciences de Russie, ou encore, dans une configuration néanmoins plus pluraliste et avec une plus grande autonomie à l'égard des structures étatiques, à l'Académie de science sociale indienne. Si les dirigeants de ces États s'appuient sur des institutions nationales ou sur des ressources publiques pour favoriser l'émergence ou la diffusion de théories ou de concepts au service du pouvoir, ils ne sont toutefois pas en mesure d'homogénéiser la production scientifique nationale. Au-delà des disparités liées à la diversité des régimes politiques concernés et à des degrés différents de centralisation du pouvoir et des communautés académiques, les velléités d'instrumentaliser la science se heurtent en effet à une contrainte paradoxale : les champs académiques doivent être préconstitués, institutionnalisés, internationalisés et dotés de ressources pour conférer une audience aux

16. Cette promotion à la fois politique et académique du différentialisme « civilisationnel » se trouve par ailleurs souvent superposée à un conservatisme social assimilé au bon sens anthropologique. Voir à titre d'exemple LARUELLE, 2024.

idées qui s'y développent... mais ces caractéristiques elles-mêmes augmentent leur résilience à l'égard des tentatives d'enrégimentement politique.

Les articles rassemblés dans ce numéro font écho à cette complexité et illustrent l'intérêt des « traditions » et « écoles nationales » en tant qu'objet d'analyse pour les sciences sociales (et non comme catégorie permettant de les décrire de manière non distanciée), tout en soulignant la gamme des précautions dont leur analyse doit s'entourer. Partant d'angles différents – des usages nationalistes des sciences sociales (Jules Sergei Fediunin en Russie) à la marginalisation d'approches ou d'auteurs hétérodoxes (Catherine Capdeville-Zeng en Chine) – et des controverses, résistances ou appropriations que suscite la promotion d'une « école » par le pouvoir (Thomas Brisson à Singapour) aux conceptions différenciées d'un concept transitant du champ politique au champ scientifique (Gauthier Mouton sur l'Indo-Pacifique tel qu'il est perçu aux États-Unis et en Chine). Tous ont néanmoins en commun d'éviter la simplification qui consisterait à opposer, de manière binaire, des sciences sociales universelles « scientifiques », « hors-sol » ou « occidentales », à des sciences sociales « contextualisées » ou « nationales » qui seraient quant à elles soit représentatives de contextes pensés de manière uniformisante, soit exclusivement politisées. Tout en observant les efforts consacrés dans des contextes différents à la promotion de démarches scientifiques ou de concepts correspondant aux intérêts du pouvoir politique, les articles ont aussi en commun de souligner l'absence de linéarité de cette relation.

Deux observations, essentielles pour l'analyse des « écoles nationales » en tant qu'objet de sciences sociales, traversent ces contributions. En premier lieu, s'il ne fait pas de doute que le politique cherche à instrumentaliser la science au service de projets nationaux, culturalistes, différentialistes, ou nationalistes, chaque cas d'étude souligne à sa manière l'autonomie résiliente des champs académiques. Loin de la représentation simplifiée d'un contrôle effectif et univectoriel du politique sur le savoir, tous donnent à voir des jeux d'influences mutuelles entre des champs politiques et scientifiques dont l'hétérogénéité complique l'émergence « d'écoles nationales ». En second lieu, les quatre articles montrent la continuité des circulations transnationales d'idées et d'influences qui concourent à la structuration des savoirs, y compris dans des contextes académiques enchâssés dans des systèmes politiques autoritaires ou totalitaires qui souhaiteraient les homogénéiser autour d'un référentiel « national ».

L'article de Catherine Capdeville-Zeng, autour de l'œuvre du sociologue et anthropologue chinois Fei Xiaotong et de la publication de sa traduction, souligne à la fois la difficulté de traduire et d'exposer des notions décrivant les structures sociales ou des « idées-valeurs » propres au contexte chinois, et celle de négocier la présentation de la trajectoire biographique de l'auteur dans le cadre de la censure chinoise actuelle. Ce

n'est pas le moindre des paradoxes, au regard de l'objet de ce dossier, que Fei Xiaotong ait travaillé en dialogue avec les travaux de sociologues et anthropologues français, ait eu à cœur de souligner la singularité de la société chinoise par le développement de notions propres et une approche comparative avec les sociétés occidentales, et ait finalement été ostracisé durant la Révolution culturelle avant de négocier un statut « d'intellectuel public ». Ce faisant, le Parti communiste chinois a marqué sa volonté de contrôler la substance d'une production scientifique qu'il entendait purger des influences de la « science bourgeoise »... ce qui eût pour conséquence d'entraver, selon Christine Nguyen Tri citée par Catherine Capdeville-Zeng, l'émergence de l'école sociologique originale qu'aurait pu porter Fei Xiaotong.

Les articles de Thomas Brisson et Jules Sergei Fediunin offrent des analyses convergentes, à Singapour et en Russie. À deux époques et dans des contextes nationaux différents, ils montrent que l'entreprise d'enrégimentement des sciences sociales au service d'une cause nationale, y compris en contexte autoritaire, est loin d'épouser la représentation d'un système académique se pliant inéluctablement et uniformément aux tentatives d'instrumentalisation du pouvoir. En dépit des moyens consacrés à la promotion de représentations ou de concepts correspondant à ses intérêts, ce dernier doit également composer avec les résistances que lui opposent des champs académiques déjà constitués, partiellement différenciés et internationalisés. Thomas Brisson le démontre en s'intéressant au tournant pris par les sciences sociales dans la Singapour des années 70. Alors que la scène académique singapourienne était largement dominée par les théories fonctionnalistes d'origine états-unienne, à visée universaliste, le développement de programmes de recherche différentialistes, incarnés par la promotion des « valeurs asiatiques », permet d'observer à la fois l'action de l'État pour tenter d'instrumentaliser la production en sciences sociales et les effets contrastés d'une telle entreprise. En observant les résistances suscitées par ce projet et en soulignant l'ancrage dans un logiciel wébérien de la pensée différentialiste véhiculée par la notion de « valeurs asiatiques », l'article montre à la fois l'autonomie relative des chercheurs vis-à-vis de la scène politique et la complexité des effets de circulation au sein d'un champ académique dont l'internationalisation constitue à la fois une source de résistance et la condition du succès des concepts qui s'y développent.

À une époque plus récente, Jules Sergei Fediunin observe une dynamique comparable en observant les destinées contrastées d'une tentative d'instrumentalisation nationaliste des sciences sociales en Russie postsoviétique. Pour mettre ces dernières au service de la construction nationale, notamment autour de la promotion du concept de nation civique ou de « nation russe », il a fallu l'adhésion d'acteurs occupant des positions centrales et contrôlant des supports de publication dont la légitimité s'appuyait notamment sur leurs liens avec l'Académie des sciences de Russie ou des

universités publiques. Mais en dépit des incitations politiques, la communauté scientifique russe n'a pas développé de conception homogène des sciences sociales et du rapport à la nation. D'une part, loin de réfléchir au sein d'un silo scientifique russe, les théoriciens du « projet russe » ont repris à leur compte l'approche constructiviste de la nation en tant que communauté imaginée formulée par Benedict Anderson ; d'autre part, la diffusion de cette approche s'est heurtée à une absence de consensus au sein même de l'Académie des sciences, d'autres auteurs privilégiant une conception primordialiste découlant d'un prisme ethnonationaliste également représenté sur la scène politique nationale. En définitive, les controverses au sein du champ scientifique, autant que les divergences politiques sur la nature de la nation russe ou russe, ont limité la diffusion de ce qui était pensé comme une « école russe » de la construction nationale au service du projet nationaliste.

Enfin, mettant en regard les usages de la notion d'Indo-Pacifique par des universitaires et instituts de recherche chinois et états-uniens, l'article de Gauthier Mouton offre un angle différent en partant d'un concept qui se trouve depuis quinze ans au cœur de la formulation de la stratégie politique et de défense des États-Unis tandis qu'il est formellement rejeté par les dirigeants chinois. Soulignant les interprétations et appropriations divergentes de la représentation officielle de l'Indo-Pacifique dans les deux pays, l'article met à son tour en évidence l'absence d'homogénéité et la relative autonomie des champs académiques à l'égard du pouvoir. Il démontre surtout la réciprocité des rapports d'influence et d'instrumentalisation, les idées développées par les chercheurs se trouvant elles aussi appropriées par les acteurs politiques. Enfin, il illustre la porosité des champs académiques nationaux entre eux, notamment pour la Chine, en dépit des efforts consacrés à consolider l'autonomie d'une « école chinoise de relations internationales ».

Ce numéro démontre *in fine* le renouvellement permanent de la problématique du rapport entre sciences sociales, pouvoir et contextes politiques. Loin d'avoir été épuisée par les théories critiques, cette relation, non seulement demeure, mais se réinvente en s'appuyant sur des épistémologies pensées pour la subvertir. Pour autant, elle n'est jamais linéaire : produit de configurations singulières, associant des ressources politiques, institutionnelles, économiques et scientifiques, elle ne surdétermine pas les acteurs qui interagissent à l'intersection de champs académiques et politiques nationaux à la fois autonomes et interdépendants, pluriels et transnationalisés.

Bibliographie

- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry (dir.), 2009, *Non-Western International Relations Theory: Perspectives On and Beyond Asia*, Routledge.
- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry, 2017, "Why is there no non-western international relations theory? Ten years on" in *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 17, n° 3, p. 341-370.
- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry, 2019, *The making of global international relations*, Cambridge University Press.
- ALLÈS Delphine, LE GOURIELLEC & LEVAILLANT Mélissa (dir.), *Paix et sécurité. Une anthologie décentrée*, CNRS éd., 2023.
- ARAL Berdal, 2005, "An inquiry into the Turkish 'school' of international law" in *European Journal of International Law*, vol. 16, n° 4, p. 769-785
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Science de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, Paris.
- CASSIN Barbara, 2016, *Éloge de la traduction. Compliquer l'universel*, Fayard.
- CASSIN Barbara, 2014a, « Traduire les intraduisibles, un état des lieux » in *Cliniques méditerranéennes* n° 90, p 25-36.
- CASSIN Barbara (dir.), 2014b, *Philosopher en langues. Les intraduisibles en traduction*, Rue d'Ulm, Paris, 224 p.
- CHAKRABARTY Dipesh, 1992, "Provincializing Europe: Postcoloniality and the critique of history" in *Cultural studies*, vol. 6, n° 3, p. 337-357.
- COX Robert, 1987, *Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History*, Columbia University Press, New York.
- DIAGNE Souleymane Bachir, 2017, « Pour un universel vraiment universel » in SARR Felwine & MBEMBE Achille (dir.), *Écrire l'Afrique-monde*, p. 71-78.
- DUMITRU Speranta, 2014, « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ? Essai de typologie » in *Raisons politiques*, n° 54, p. 9-22.
- FOUCAULT Michel, [1969] 2008, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, Paris.
- GEISON Gerald L., 1993, "Research School and New Directions in the Historiography of Science" in *Osiris*, n° 8, p. 226-238.
- HABERMAS Jürgen, [1968] 1971, *Knowledge and Human Interests*, Beacon Press, Boston.

- HASSAN Hamdy A., 2017, "An Alternative Perspective for Political Science in North Africa" in *Afro Asian Journal of Social Sciences*, n° 8.
- HEILBRON Johan, 2008, « Qu'est-ce qu'une tradition nationale en sciences sociales ? » in *Revue d'histoire des sciences humaines*, p. 3-14.
- HEILBRON Johan, 2014, "The social sciences as an emerging global field" in *Current sociology*, vol. 62, n° 5, p. 685-703.
- KUHN Michael, 2016, *How the Social Sciences Think about the World's Social. Outline of a Critique*, Ibidem-Verlag.
- KUHN Michael & VESSURI Hebe (dir.), 2016, *The Global Social Sciences. Under and beyond European Universalism*, Ibidem-Verlag.
- LARUELLE Marlène, 2024, « Désoccidentaliser le monde : la doctrine Karaganov » in *Le Grand Continent*. En ligne : <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/04/20/desoccidentaliser-la-majorite-mondiale-la-doctrine-karaganov/>.
- MUKHERJI Partha Nath & SENGUPTA Chandan (dir.), 2004, *Indigeneity and Universality in Social Science. A South Asian Response*, Sage.
- SCOTT James C., 2009, *The Art of Not Being Governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale University Press.
- SAID Edward W., 2014, "Orientalism reconsidered" in MOORE-GILBERT Bart, STANTON Gareth & MALEY Willy (dir.), *Postcolonial criticism*, Routledge, p. 126-144.
- SAPIRO Gisèle, LEPELIER Tristan & BRAHIMI Mohamed Amine, 2018, « Qu'est-ce qu'un champ intellectuel transnational ? » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 224, p. 4-11.
- SPIVAK Gayatri Chakravorty, 1988, "Can the Subaltern Speak?" in NELSON Cary & GROSSBERG Lawrence (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, Chicago, p. 271-313.
- THAKUR Manish K., 2012, « Radhakamal Mukerjee and the quest for an Indian Sociology » in *Sociological bulletin*, vol. 61, n° 1, p. 89-108.
- TICKNER Arlene, 2003, "Seeing IR differently: notes from the Third World" in *Millennium*, vol. 32, n° 2, p. 295-324.

- TKACHENKO Stanislav L., 2023, “International Political Economy: Russian School”
in LAGUTINA Maria, Natalia TSVETKOVA & Alexander SERGUNIN (dir.), *The
Routledge Handbook of Russian International Relations Studies*, Routledge,
p. 299-311.
- TODOROV Tzvetan, 1985, « Lévi-Strauss entre universalisme et relativisme » in *Le
Débat*, n° 42, p. 173-192.
- TUSSIE Diana & CHAGAS-BASTOS Fabricio H., 2023, “Misrecognised, misfit and
misperceived: why not a Latin American school of IPE?” in *Review of International
Political Economy*, vol. 30, n° 3, p. 891-913.
- WIMMER Andreas & GLICK SCHILLER Nina, 2002, “Methodological nationalism
and beyond: nation-state building, migration and the social sciences” in *Global
Networks*, vol. 2, n° 4, p. 301-334.
- XIAO Ren, 2021, “Grown from within: Building a Chinese school of international
relations” in BRESLIN Shaun & XIAO Ren (dir.), *China Debates Its Global Role*,
Routledge, p. 30-56.

Des théories de la modernisation au débat sur les valeurs asiatiques : l'invention d'une science sociale différentialiste à Singapour (années 1970-1990)

Thomas Brisson

Professeur de science politique à l'université Paris 8
chercheur au Cresppa-LabTop (CNRS)
chercheur associé à la Maison franco-japonaise (CNRS-Tokyo)

En dépit de sa taille modeste et de sa position excentrée, Singapour occupe une place significative dans l'histoire déjà ancienne des débats académiques opposant universalisme et différentialisme. C'est en effet dans la cité-État que s'élabora une partie du programme dit des « valeurs asiatiques », dont le versant scientifique postulait que les catégories des sciences humaines étaient, du fait de leur origine occidentale, inadaptées pour penser des sociétés asiatiques définies comme radicalement différentes des sociétés d'Europe et d'Amérique du Nord. Si ce débat appartient désormais au passé, son analyse permet non seulement d'éclairer un pan d'une histoire qui continue d'influencer aujourd'hui les relations scientifiques globales, mais également d'isoler un cas d'étude qui, parce qu'il appartient à une séquence historiquement close, autorise une analyse relativement exhaustive des processus en jeu.

Les tentatives visant à inventer une science sociale différentialiste à Singapour doivent en effet être ressaisies à la croisée de logiques plurielles, que cet article entend isoler et analyser dans leur imbrication. Le cas singapourien est particulièrement heuristique, car il donne à voir un renversement des paradigmes dominants

des sciences sociales : alors que ceux-ci, inspirés par les théories fonctionnalistes étasuniennes, se voulaient largement universalistes jusqu'aux années 1970, ils se virent concurrencés par des programmes de recherche à visées particularistes après cette date. Ce retournement permet de dégager au moins trois thématiques de recherche complémentaires qui structurent la trame argumentative de cet article.

La première interroge les raisons d'un tel changement et met en avant le rôle du pouvoir politique dans la redéfinition de l'agenda scientifique. Elle montre que l'État singapourien a tenté d'orienter la production des sciences sociales pour l'instrumentaliser à son profit, dans un contexte où il était confronté à un certain nombre de défis nationaux et transnationaux. L'hypothèse différentialiste lui a ainsi permis d'espérer mettre sur pied un argumentaire mobilisable contre les revendications démocratiques d'une partie de sa société, dans un contexte global où se multipliaient également les injonctions à s'aligner sur les normes sociales et politiques de l'Occident. En combinant les points de vue local et transnational, cette première partie propose donc une analyse multiscalaire des processus politiques qui ont abouti à rompre avec la vision universaliste des sciences sociales qui avait jusque-là prévalu à Singapour.

Le rôle joué par le pouvoir politique se retrouve également, bien qu'analysé depuis une autre perspective, dans le deuxième ensemble de questions qu'aborde cet article. En liant les agendas scientifiques différentialistes aux préoccupations souvent nationalistes et autoritaires des États, on court le risque d'accréditer une vision trop mécanique et unilatérale des rapports entre savoirs et pouvoirs. Ces rapports, qui doivent être analysés plus que postulés, posent une seconde question de recherche sur l'imbrication, mais aussi l'autonomie, entre politique et sciences. Le cas singapourien montre en effet tout l'intérêt d'une analyse attentive aux ambiguïtés et aux ratés de ces velléités de contrôle des sciences sociales. Les différentes déclinaisons du débat sur les valeurs asiatiques furent loin d'emporter l'adhésion de l'ensemble des chercheurs singapouriens : entretiens, actes de colloque et autres archives permettent de montrer les réticences et les tentatives de contournement que manifestèrent, même dans un contexte autoritaire comme celui de la cité-État, nombre de scientifiques. En étudiant les frictions et les résistances suscitées par une trop forte instrumentalisation des sciences sociales, la deuxième partie de l'article propose donc un cadre d'explication attentif aux oppositions au sein des élites scientifiques et politiques et éclaire plusieurs enjeux généralement négligés autour de l'autonomie dont jouit (au moins relativement) la production des connaissances sur le social.

Prolongeant ces interrogations, la troisième partie de l'article revient sur l'articulation entre universalisme et différentialisme, complétant l'analyse sociologique

des milieux politiques et scientifiques singapouriens menée jusqu'ici par un éclairage de l'histoire intellectuelle transnationale. Elle montre comment le débat sur les valeurs asiatiques gagne à être compris comme étant inscrit dans une temporalité plus longue et dans des enjeux scientifiques propres qui ont structuré la logique des textes et des prises de position. Elle éclaire ces enjeux en s'intéressant à l'une des références centrales des argumentaires culturalistes, soit les interrogations de Max Weber sur le lien entre modernité et religion, et les comparaisons qu'effectua le sociologue allemand entre les contextes occidental et asiatique. Cette liaison relativement contre-intuitive (puisqu'elle amène à trouver chez l'un des pères de la sociologie européenne l'une des bases sur lesquelles s'élabora la critique de cette même sociologie européenne) permet finalement de formuler un certain nombre d'hypothèses sur les logiques favorisant l'émergence d'une pensée différentialiste. Elle amène à penser que, plutôt que d'opposer unilatéralement universalisme et différentialisme scientifiques, on gagne à prêter attention à leurs continuités paradoxales : en partant du cas singapourien, on espère ainsi pouvoir monter en généralité et proposer un cadre d'analyse qui rende compte de manière plus adéquate des relations entre ces deux régimes de politique scientifique.

Des sciences sociales au service du pouvoir ?

Processus globaux et politique nationale dans la Singapour des années 1970-1980

On l'a suggéré en introduction, l'invention d'un différentialisme scientifique à Singapour dans les années 1970 et 1980 ne saurait être comprise sans prendre en compte l'inversion des paradigmes des sciences sociales qui s'effectua alors. Seul cet éclairage historique permet d'apprécier le rôle que joua l'État singapourien dans cet *aggiornamento* théorique et de mettre en lumière les processus, à l'intersection des échelons national et transnational, qui structurèrent sa décision.

Il révèle, tout d'abord, combien la mise en place des institutions universitaires et scientifiques à Singapour fut liée à l'importation sélective des savoirs européens dans un contexte (colonial puis postcolonial) qui allait en favoriser une conception universalisante, en phase avec les besoins du pouvoir. L'histoire des sciences sociales singapouriennes est en effet indissociable des institutions de savoir mises en place pendant la colonisation et de leur réorientation à l'indépendance du pays (en 1963, puis une seconde fois en 1965 lorsque Singapour quitta la fédération de Malaisie). Dans les dernières années de la période impériale, elles furent enseignées sporadiquement dans les deux établissements universitaires de l'île. À l'université de Singapour,

elles sont intégrées en 1952 au cursus de « travail social » et seront présentes ensuite, bien que moins centralement pour des raisons que l'on verra, dans des enseignements dits d'« études sociales » à l'université de Nanyang¹.

Cet aperçu schématique du monde universitaire singapourien offre quelques éléments de compréhension sur la place des sciences sociales dans la cité-État. Ces dernières se sont universalisées, depuis le contexte européen dans lequel elles sont initialement apparues, au moment de la colonisation, *via* les moyens de communication globaux offerts par la langue anglaise et la mise en place d'institutions de savoirs (les universités) modelées sur celles de l'Europe et de l'Amérique du Nord. La thèse de l'« isomorphisme institutionnel » – soit l'idée qu'un certain nombre de contenus culturels et politiques circulent à la faveur de structures institutionnelles similaires – apparaît ici heuristique². Elle permet de rendre compte du déplacement et de l'acclimatation de savoirs occidentaux hors de leur contexte d'émergence. Elle permet aussi de comprendre pourquoi l'université anglophone de Singapour, bien plus intégrée aux réseaux de l'Empire britannique, a pu jouir d'un avantage sur celle de Nanyang en matière de diffusion des sciences sociales.

Ce d'autant plus que la mise en place de cursus en sciences sociales dans les universités locales s'accompagna de circulations étudiantes soutenues, ici aussi favorisées par un système de bourses interne à l'empire, qui visait à ouvrir les portes des universités anglaises aux étudiants les plus brillants de la région. La sociologie ou l'anthropologie sociale singapouriennes resteront d'ailleurs marquées par ces pérégrinations intellectuelles et par l'importance des diplômes acquis à l'étranger, bien après la période coloniale : à la fin des années 1980, commentant la situation du département de sociologie, l'un de ses anciens membres pouvait noter que « les enseignants ont un doctorat, acquis dans la plupart des cas aux universités de Minnesota, Berkeley, Chicago, Oxford, Cologne, Indiana et Washington³ ». Avant eux, certains des plus hauts dirigeants singapouriens (Lee Kwan Yew, ancien premier ministre et père fondateur de la Singapour moderne, Goh Keng Swee, son ministre de la Défense et de l'Éducation, etc.), étudièrent à la London School of Economics et produisirent parfois des travaux de référence sur la société singapourienne. On comprend finalement pourquoi, qu'il s'agisse du rôle joué par les universités coloniales ou par les circulations étudiantes internes à l'empire, les sciences sociales ont été, d'emblée, pensées sous le sceau de leur universalité.

1. KHONDKER, 2000.

2. THOMAS & BOLI 1999 ; MEYER, 2010.

3. DEYO, 1987, p. 22. Toutes les traductions sont de l'auteur de l'article.

C'est cependant après l'indépendance que s'imposa pleinement cette vision, alors que les sciences sociales allaient connaître une institutionnalisation plus poussée. Le premier département de sociologie ouvrit ainsi en 1965 à l'université de Singapour. Cette forme de consécration s'explique par le rôle que pouvaient jouer les disciplines des sciences sociales dans la construction de la nation singapourienne indépendante. Deux points complémentaires doivent être soulignés. Tout d'abord, la situation de Singapour dans les années 1950 et 1960 rappelle celle d'un certain nombre de sociétés ou de territoires marqués par de profondes transformations qui allaient rendre nécessaire une forme d'expertise sociologique. En prenant la décision d'assurer le développement de l'île via son intégration aux circuits d'échanges du capitalisme global, le gouvernement allait transformer radicalement l'ancien port colonial en un centre industriel (puis financier) de premier plan : en quelques années seulement, l'ancienne Singapour disparut pour être remplacée par un territoire moderne et internationalisé. Or, ces séquences d'intenses transformations sont propices au développement de théories sociologiques à même d'en expliquer les logiques⁴ : l'institutionnalisation des sciences sociales répondit ainsi au besoin de comprendre et d'accompagner la transformation radicale de l'île, d'autant plus que le gouvernement allait rapidement réaliser tout l'intérêt qu'il avait à s'appuyer sur une expertise académique qui, en rendant le corps sociable « lisible⁵ », lui permettait de conforter son pouvoir sur ce dernier. À l'indépendance, Singapour fut en effet confrontée à une série de défis qui menacèrent l'existence même du jeune État-nation : affrontements interethniques, polarisation politique, bouleversements économiques typiques d'une économie périphérique en voie d'intégration aux échanges globaux, etc. Les sciences sociales prirent alors une importance nouvelle pour le pouvoir, car elles lui permettaient d'espérer pouvoir contrôler une situation volatile tout en poursuivant ses politiques de modernisation.

Cette configuration permet de rendre compte de l'influence que les sciences sociales européennes et nord-américaines eurent sur la sociologie singapourienne, contribuant à en renforcer l'assise universaliste. Dans ces années, en effet, les théories structuro-fonctionnalistes, souvent associées à la relecture séminale de Max Weber par Talcott Parsons, redéfinissaient une partie des paradigmes scientifiques. Alimentant des programmes de recherche divers, elles formèrent une constellation désignée sous le nom de théories de la modernisation⁶. Ces savoirs avaient la particu-

4. Sur le cas classique de Chicago, voir GRAFMEYER, 2007. Sur la naissance de la sociologie sur l'effondrement des relations anciennes, voir MAZLISH, 1989.

5. SCOTT, 2021.

6. GILMAN *et al.*, 2003.

larité d'inclure une forte dimension téléologique : posant la modernité occidentale comme un but universel à atteindre, ils indiquaient les étapes et les problèmes sociologiques typiques de tout processus de modernisation. De ce fait, ils furent cooptés par la politique étrangère américaine, qui y vit une manière de proposer une vision du développement à même de concurrencer l'attrait du socialisme dans les pays du tiers-monde⁷.

On comprend alors pourquoi la sociologie singapourienne fut, pendant une large partie des années 1960 et 1970, soumise à « la domination d'une sociologie quantitative, tournée vers la résolution des problèmes, d'inspiration américaine⁸ ». Ces orientations répondaient parfaitement aux besoins d'un pouvoir singapourien développementaliste, qui entendait moderniser sa société en se basant sur un modèle occidental dont l'universalité n'était alors jamais remise en question. Les liens tissés avec le monde anglophone pendant la période coloniale purent aisément se réorienter vers les États-Unis (Lee Kwan Yew lui-même prit un congé sabbatique à Harvard en 1968). Comme le montre incidemment cet exemple, l'alignement sur la sociologie occidentale et anglo-saxonne fut renforcé par les circulations académiques : le département de sociologie n'eut « aucun enseignant ou chercheur singapourien de sa création en 1965 jusqu'à 1975⁹ ». Il fonctionna avec des universitaires essentiellement recrutés en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie, alors que dans le même temps « tous les titulaires d'un doctorat en sociologie à Singapour poursuivaient des études postdoctorales dans des institutions anglo-saxonnes et vivaient un certain nombre d'années dans des pays anglophones¹⁰ ».

Le basculement des sciences sociales singapouriennes d'un régime d'universalité vers une optique différentialiste peut alors paraître paradoxal. Comment comprendre que le pays ait pu, à partir de la fin des années 1970, adopter une attitude critique à l'égard d'un appareil scientifique occidental sur lequel il avait si profondément adossé sa construction nationale et économique ? Les analyses de la deuxième partie de cet article amèneront à nuancer cette vision en montrant que tous les universitaires furent loin de participer à cette entreprise. Mais il n'en reste pas moins que la réalité de ce basculement est attestée et demande à être expliquée.

À partir du milieu des années 1970, plusieurs colloques (suivis de publications) furent organisés sur le thème des valeurs asiatiques, avec la volonté de faire émerger

7. GILMAN, 2007.

8. KHONDKER, 2000, p. 109.

9. QUAH, 1995, p. 89.

10. QUAH, 1995, p. 94.

un système épistémologique alternatif. En 1975, un premier débat intitulé « Valeurs asiatiques et modernisation » se tint à l'initiative des universités de Singapour et de Nanyang¹¹. Quatre ans plus tard, un séminaire à l'université nationale de Singapour interrogea la « pertinence des valeurs traditionnelles à Singapour¹² », au moment où le ministère de l'Éducation engageait une réforme des programmes dans le but de mieux prendre en compte l'héritage culturel de la population. Puis, en 1982, débuta le projet confucéen, la partie la plus significative du programme des valeurs asiatiques, qui se traduisit également par une importante discussion épistémologique avec la sociologie « occidentale » (sur ces différents points, voir *infra*). Le débat se poursuivit et se recomposa tout au long des années 1990, en prenant un tour plus politique avec la fin de la guerre froide. S'il connut un coup d'arrêt provisoire avec la crise économique qui frappa la région en 1997-1998, laquelle écorna sérieusement l'idée d'un exceptionnalisme asiatique, il rebondit par la suite à la faveur d'une interrogation sur les désajustements des disciplines scientifiques occidentales pour rendre compte des mondes non occidentaux, dans laquelle les chercheurs de Singapour jouèrent à nouveau un rôle central¹³.

Tout autant que l'intensité de cet investissement intellectuel dans des épistémologies non occidentales, c'est sa temporalité qui interroge, car Singapour commença paradoxalement à remettre en cause l'origine occidentale des sciences sociales au moment où elle achevait une trajectoire de modernisation qui rapprochait sa société et son économie du modèle occidental. Dans les années 1970, en effet, plusieurs pays asiatiques (Singapour, mais aussi Taiwan, Hong Kong et la Corée du Sud – qualifiés de « dragons » par les observateurs de la région¹⁴) connurent des taux de croissance qui les alignèrent sur l'Amérique du Nord et l'Europe. Économiquement, mais également socialement, culturellement et, bien évidemment, scientifiquement, les dragons asiatiques semblaient avoir répliqué les structures de la modernité occidentale. Or, c'est dans ce contexte que Singapour se serait découverte (épistémologiquement) non occidentale : en en détournant la formule initialement appliquée au Japon, on peut dire qu'elle se voulait désormais moderne sans être occidentale¹⁵. Reste cependant que l'explication de ce paradoxe est loin d'aller de soi et suppose de savoir articuler différentes échelles et chaînes de causalité.

11. SEAH, 1977.

12. CHANG, 1979.

13. GOH, 2011.

14. VOGEL, 1993.

15. SOUYRI, 2016.

Une première manière de rendre compte de cette disjonction consisterait à adopter une analyse de niveau transnational. L'agenda scientifique différentialiste serait, à l'instar d'autres formes de nationalisme politique ou culturel, une réaction aux processus globaux qui travaillent les contextes locaux. Une telle lecture trouve ses racines dans plusieurs travaux sur la mondialisation ou la globalisation du capitalisme. Elle postule que, loin de s'opposer, local et global sont en réalité unis par une relation dialectique. Il n'y eut de globalisation de l'économie capitaliste, à partir du XIX^e siècle, qu'à la faveur d'un redécoupage national de l'espace (seuls les relais locaux, créés par ce redécoupage, permettant une projection du capital à l'échelle mondiale¹⁶). À la suite de Roland Robertson, plusieurs analyses ont tenté de préciser comment local et global se co-constituaient¹⁷. Bien qu'ancienne, cette ligne de recherche reste heuristique¹⁸, particulièrement dans le cas de Singapour. Elle fut convoquée pour rendre compte des transformations de la politique culturelle¹⁹, des mutations de l'autoritarisme²⁰ ou de la réinvention du confucianisme²¹ qui eurent lieu dans la cité-État, tous ces phénomènes étant interprétés à la lumière des contradictions d'un capitalisme global à l'origine de profondes restructurations locales. Selon cette ligne de recherche, le différentialisme scientifique qui émergea à Singapour au milieu des années 1970 doit donc être compris comme une conséquence paradoxale de son intégration à des réseaux d'échanges globaux. Être global implique tout en même temps de (se) redéfinir (à) l'échelon local, politiquement, culturellement, mais aussi scientifiquement.

On voit tout l'intérêt de ces travaux pour rendre compte de la trajectoire à première vue contre-intuitive des sciences sociales à Singapour. On en voit aussi les limites. Il y a en effet une sorte de boîte noire dans ces explications qui postulent un lien de cocréation entre global et local, puisque l'on peut finalement toujours lire ce qui se déroule à ce dernier échelon comme une conséquence du transnational (que ce soit une réaction à, une protection contre, un prolongement du global, etc.). Mais en faisant cela, on postule une liaison a priori alors qu'il faudrait montrer comment elle opère effectivement. À force de tout expliquer à l'aune du global, ce dernier devient finalement moins heuristique pour rendre compte précisément de ce qui se joue dans des contextes sociopolitiques définis.

16. CUTLER, 2000.

17. ROBERTSON & WHITE, 2007.

18. Pour un aperçu de ses déclinaisons, voir ROUDOMETOF & RAILLARD, 2021.

19. CHONG, 2005.

20. IBRAHIM, 2018.

21. DIRLIK, 1995.

Il est donc important de compléter notre analyse par une prise en compte de ce qui se passa, au niveau national, à Singapour dans les années 1970. Les processus globaux furent loin de donner lieu *mécaniquement* à des redéfinitions locales. Les médiations furent nombreuses et un acteur apparaît particulièrement actif dans ce processus : l'État singapourien lui-même. Ce dernier se construisit, dès l'indépendance, par une très forte concentration des pouvoirs : régime de parti hégémonique centré sur le People Action Party (PAP) ; hyper personnalisation autour de Lee Kwan Yew (qui, à sa retraite, aura exercé le plus long mandat détenu par un chef d'État au monde²²) ; porosité extrême entre le PAP, le gouvernement et les différents secteurs de l'État (bureaucratie, mais également élites économiques, intellectuelles, etc.). Cette configuration autoritaire se mit en place au moment de la sortie de l'Empire britannique²³. Non seulement Lee Kwan Yew se réappropria alors les instruments répressifs du régime d'exception que le colonisateur avait développé, mais il les redimensionna, dans un contexte d'accession à l'indépendance marqué par de multiples tensions, pour se positionner comme le seul garant de la survie de l'île. La vie politique singapourienne était alors saturée par une rhétorique de l'angoisse et de la menace²⁴, l'évocation constante des périls internes (affrontements interethniques, polarisation politique, etc.) et externes (isolement de l'île entre de puissants voisins, absence de matières premières, etc.) justifiant la position incontestée de l'État et du parti unique comme garants de la « survie »²⁵, toujours précaire, du corps politique.

La légitimité de l'État singapourien (soit sa capacité à interagir avec les différentes fractions de la société pour garantir sa stabilité²⁶) s'est donc construite en exigeant de cette même société un renoncement au partage démocratique du pouvoir, en échange non seulement de sa protection contre les dangers susmentionnés, mais également de l'amélioration de ses conditions de vie matérielle. L'État développementaliste trouvait ici sa justification : il assurait la modernisation économique de l'île, condition en retour de sa puissance et de sa survie. De la population, il était attendu qu'elle « fasse confiance au gouvernement, qu'elle lui prête main forte et l'autorise à exercer des

22. Premier ministre dans les dernières années de la colonisation (1959 -1963), sous la fédération de Malaisie (1963-1965) puis de la Singapour indépendante (1965-1990), il continue d'exercer le pouvoir après cette date en tant que *Senior Minister* (1990-2004) puis *Minister Mentor* (2004-2011). Son fils Lee Hsien Loong lui succède, après un intermède, en 2004.

23. Pour une analyse systémique de l'autoritarisme singapourien, voir SIM, 2006.

24. YAO, 2006.

25. CHAN, 1971.

26. DOBRY, 2009.

pouvoirs quasi dictatoriaux²⁷ », en contrepartie de quoi elle pourrait jouir des retombés économiques du miracle singapourien. Or c'est précisément cette combinaison de modernisation économique et de restrictions démocratiques, caractéristique de nombreux régimes postcoloniaux²⁸, qui commença à être remise en cause au milieu des années 1970, amenant l'État singapourien à explorer une hypothèse différentialiste qu'il avait jusque-là dédaignée.

Ces années virent en effet se multiplier un certain nombre de problèmes pour le gouvernement. Les sociologues, sur l'expertise desquels l'État s'appuyait pour piloter sa politique de modernisation comme on l'a vu, mirent en lumière diverses conséquences néfastes de cette même modernisation : accroissement des inégalités, atomisation sociale, montée du taux de suicide, etc. Au même moment, le PAP fut mis en difficulté dans deux élections partielles au profit de (rares) candidats indépendants. L'évènement fut interprété comme le signe d'une érosion de sa légitimité et d'une montée de la revendication démocratique contre laquelle le pouvoir allait chercher une parade. Or celle-ci ne pouvait résider dans l'emprisonnement massif des opposants et la clôture du champ politique, comme ce fut le cas juste après l'indépendance. Le mécontentement diffus qui parcourait une large partie de la population impliqua cette fois le déploiement d'une forme de contrôle sociale plus souple, qui se traduit par les différents programmes des *Asian Values*.

Avant d'être un programme scientifique, ces valeurs asiatiques furent donc un outil éminemment politique²⁹. Elles permirent au gouvernement d'espérer la mise en place d'une idéologie nouvelle où la dichotomie Asie-Occident délégitimerait toute revendication démocratique. Elles reposaient en effet sur l'opposition entre, d'un côté, une Asie caractérisée par son respect pour le collectif, les hiérarchies et le consensus, et de l'autre, un Occident individualiste, valorisant le dissensus. Dans ce schéma, la démocratie, associée au système politique individualiste de l'Occident, est jugée incompatible avec les systèmes asiatiques. Référence à émuler durant les premières années de l'indépendance, ce même Occident fit soudain figure de repoussoir lorsque les dirigeants réalisèrent avec effroi qu'après avoir promu sans réserve la modernisation économique de Singapour, leur population était en passe de leur demander de faire de même dans le domaine politique.

Pour autant, cela ne veut pas dire que les attentes du gouvernement se traduisirent immédiatement par la mise en place de discours scientifiques différentialistes. Ici

27. BARR, 2020, p. 21.

28. HUNTINGTON, 1993.

29. CHUA, 2002.

aussi, il convient de se méfier de toute analyse mécanique. Comme on le montrera maintenant, les médiations, les résistances ou les détournements des injonctions gouvernementales furent nombreux, amenant les sciences sociales singapouriennes à explorer l'hypothèse culturaliste sans pour autant s'aligner complètement (ni, en réalité, significativement) sur cette dernière. C'est en effet une dimension difficile à appréhender dans les travaux sur la politisation/idéologisation des sciences : dans quelle mesure celle-ci fût-elle effective ou bien simplement superficielle ? Quelle est la réalité du changement dans les pratiques scientifiques concrètes derrière les proclamations, souvent emphatiques, sur la fin des paradigmes européens ? L'une des manières de répondre à ces questions consiste, comme on tentera de la faire dans la deuxième partie de cet article, non seulement à se plonger dans le détail des argumentaires scientifiques, mais aussi à se défier d'une vision trop englobante des sciences sociales : à Singapour, comme ailleurs, il y eut des chercheuses et des chercheurs aux approches scientifiques plurielles, certains prêts à endosser une position différentialiste alors que d'autres y furent réticents. C'est cette configuration mouvante et clivée qu'il faut désormais analyser afin de mieux apprécier la réalité du tournant épistémologique des sciences sociales singapouriennes.

Résistances et autonomies scientifiques : la difficile conversion des sciences sociales singapouriennes au différentialisme épistémologique

On l'a évoqué précédemment, le contrôle du PAP et de l'État sur la société singapourienne se révéla particulièrement perversif. Le monde universitaire et scientifique était loin de faire exception. Vues comme des foyers de contestation potentiels, les universités singapouriennes, comme un certain nombre de leurs consœurs de la région, furent placées sous la surveillance stricte de l'État³⁰. La recherche était également étroitement encadrée, l'institutionnalisation des sciences sociales s'étant accompagnée de leur quasi-mise sous tutelle (l'État contrôlait les sujets de recherche via l'octroi des subventions, la gestion des carrières, la définition de lignes rouges, etc.³¹). Dans un tel contexte, on aurait pu s'attendre à ce que les programmes différentialistes promus par le gouvernement dans le cadre des *Asian Values* trouvent rapidement des relais au sein de monde universitaire et scientifique.

30. WEISS, 2009.

31. DEYO, 1987.

Or, la réalité apparaît singulièrement plus complexe lorsque l'on regarde en détail les débats. Résistances, contournements, critiques voilées ou parfois directes furent légion dans cette discussion voulue par l'État, mais vis-à-vis de laquelle nombre de chercheurs se montrèrent sceptiques. Plus précisément, il est ici nécessaire d'abandonner une vision homogène des parties en présence et de montrer que l'État comme le monde académique singapouriens étaient traversés par des oppositions et des divisions. L'agenda différentialiste ne s'imposa que très partiellement, c'est-à-dire à la mesure de coalitions d'acteurs politiques et universitaires plus ou moins durables. Une telle analyse, il nous semble, évite l'écueil d'une vision trop unilatérale des relations entre politiques et scientifiques et permet aussi de rendre compte de l'une des caractéristiques des approches culturalistes, à savoir leur fragilité et leur faible capacité à déboucher sur des transformations épistémologiques conséquentes. Pour le montrer suffisamment en détail, on se concentrera ici sur les premières années du débat différentialiste à Singapour et sur quelques interventions uniquement, en renvoyant les lecteurs intéressés à nos travaux pour une vision plus complète³².

Le débat sur les valeurs asiatiques débuta le 15 novembre 1975 lors d'un séminaire commun des universités de Nanyang et de Singapour, abrité par la faculté des arts et des sciences sociales de cette dernière. Organisé en relativement petit comité (six chercheurs), il fut néanmoins encadré par des acteurs politiques de premier plan : Edwin Thumboo, le président de la faculté, et surtout Sinnathamby Rajaratnam, ministre des Affaires étrangères et l'un des fondateurs de la nation singapourienne. Derrière eux, c'est Lee Kwan Yew lui-même qui a poussé pour que ces questions soient débattues publiquement. En dépit de son éducation en Angleterre et de son alignement constant sur l'Occident, Lee sut occasionnellement mettre en avant une identité asiatique, certes largement reconstruite et subordonnée à des calculs politiques. Ses mémoires³³ laissent voir un dirigeant avant tout préoccupé de conserver le pouvoir et d'assurer la stabilité de l'État, mais prêt à s'appuyer sur une idéologie culturaliste pour peu qu'elle puisse l'aider dans ce but. Ses plans se compliquèrent cependant face au peu d'entrain des intellectuels singapouriens à le suivre dans cette direction.

De manière inattendue, les acteurs les plus légitimes et les plus proches du PAP firent preuve d'une grande réserve durant la conférence. C'est le cas de Ho Wing Meng, un spécialiste d'histoire sociale, dont l'intervention « Asian Values and Modernization : A Critical Interpretation » signalait dès son titre la distance à

32. BRISSON, 2018a.

33. LEE, 2000.

l'égard des attentes du pouvoir³⁴. De fait, Ho se livra à de violentes attaques contre les systèmes de valeur et les institutions hérités du passé, qu'il rendait responsables de « l'économie stagnante et de la pauvreté quasi générale » qui régnèrent longtemps en Asie. Sans craindre de s'aligner sur les thèses les plus extrêmes de l'anthropologie ou de la sociologie coloniales, il réduisit les valeurs asiatiques aux horoscopes et au chamanisme, et à « ce poids mort que représentent en Asie les traditions et les coutumes obsolètes ». Il rendit également le confucianisme responsable d'avoir « empêché l'inventivité et l'innovation [...] et compromis le progrès en Chine pendant 200 ans », renouant cette fois avec une interprétation qui fut tout autant celle du courant moderniste chinois au début du xx^e siècle, qu'avec une ligne d'interprétation post-wébérienne (voir ci-dessous). Après avoir concédé qu'il était bien sûr dommageable de devoir renoncer à des valeurs culturelles, il clôtura finalement son article en affirmant : « Face à la pauvreté qui règne en Asie, avons-nous un meilleur choix que de nous moderniser ? »

Comment comprendre une telle réticence à l'égard des valeurs asiatiques ? Deux interprétations complémentaires sont possibles. La première a à voir avec l'autonomie minimale dont, même à Singapour, jouissaient les sciences sociales. Ces dernières partagent des références, une logique de la réflexion scientifique, des concepts et des questions élaborées au contact des autres traditions – en bref leur histoire et leur organisation leur donnent une forme d'épaisseur qui les immunisent au moins partiellement contre les demandes ou les pressions politiques. Ici, il est aisé de voir que les sciences sociales singapouriennes continuent de s'inscrire dans les paradigmes modernisateurs sur lesquels elles se sont construites. Pendant dix ans (voire plus si l'on prend en compte la sociologie à la fin de la période coloniale), elles se sont développées comme un discours accompagnant la modernisation. L'idée de la destruction des structures sociales anciennes (associée à la société traditionnelle et à ses valeurs) n'y était présente qu'en creux, de telle sorte que lorsque le pouvoir singapourien tenta d'explorer cette hypothèse, il se trouva en porte-à-faux par rapport à ce qu'avait été la trajectoire des sciences sociales. La réaction très vive de Ho témoigne ici du désajustement profond de la campagne, mettant en avant les valeurs asiatiques par rapport à l'expertise accumulée par les universitaires de Singapour et à la logique même de la démarche scientifique.

Cependant cette explication n'est que partielle. Il est peu probable que les disciplines scientifiques auraient pu maintenir une forme d'autonomie durable face aux demandes de l'État si ce même État avait été un acteur homogène. Or, sur la question

34. Ho, 1977.

des valeurs asiatiques, les élites politiques étaient en réalité clivées, une large partie d'entre elles considérait avec méfiance l'idée d'abandonner l'optique modernisatrice, vue comme le gage de la puissance de la cité-État. Ces dernières s'allièrent tactiquement avec les universitaires les plus réticents à l'hypothèse culturaliste. C'est ainsi qu'il faut comprendre la position de Sinnathamby Rajaratnam pendant le colloque. Ce dernier, l'un des pères fondateurs de la Singapour postcoloniale et pilier du PAP, disposait d'un capital politique important, qui lui permit non seulement de déclarer sans détour qu'il avait « de sérieux doutes qu'existe quelque-chose comme des valeurs asiatiques³⁵ », mais également de s'en prendre à Lee Kwan Yew (par exemple avec une allusion relativement transparente aux politiciens « champions de l'asianisme qui affirment que l'on peut à nouveau s'approprier le passé glorieux de l'Asie en ressuscitant des croyances et des façons de vivre ancestrales »).

La conclusion de son intervention est également sans appel : « Le passé ne peut être ressuscité, une société qui s'engagerait dans cette voie n'aurait aucun futur. » Elle témoigne de la persistance, à cette époque, d'un très fort courant modernisateur au sein de l'État singapourien, pour qui le développement économique restait le meilleur moyen de garantir à la population un niveau de vie décent et d'assurer l'avenir du pays. C'est en effet l'un des paradoxes de ce premier débat sur les valeurs asiatiques : depuis l'indépendance, il a été demandé aux Singapouriens d'effacer systématiquement toute mémoire ou référence au passé. Les différents héritages asiatiques de la population étaient vus comme des obstacles à la création d'une nation homogène³⁶, autant qu'à son développement (les Singapouriens étant invités à se tourner vers le futur et non vers le passé, et à abandonner des modes de vie traditionnels qui étaient vus comme antithétiques avec l'éthique capitaliste). Les élites politiques elles-mêmes firent de la modernisation et de la rupture radicale avec le passé leur idéologie principale. De telle sorte que, au moment du colloque de 1975, c'est la force de cet habitus modernisateur qui se manifesta jusque chez les plus hauts représentants de l'État. Pour les sociologues locaux, cela se traduisit par un soutien décisif à une forme de recherche qui pourrait continuer à s'appuyer sur des paradigmes modernisateurs et, ainsi, à dialoguer avec les travaux occidentaux.

Le premier acte du débat sur les valeurs asiatiques se clôtura ainsi sur des résultats décevants pour Lee Kwan Yew. Cependant les problèmes politiques qui l'avaient amené à envisager un tournant culturaliste persistèrent dans les années qui sui-

35. SEAH, 1977, p. 94-100.

36. Rappelons que Singapour est une nation pluriethnique composée de quatre groupes : Chinois (approximativement 75 % à l'indépendance), Malais (15 %), Indiens (9 %), autres (1 %).

virent : au tournant des années 1970 et 1980, la population commença à remettre en cause les mythes fondateurs de la Singapour indépendante et le contrat politique autoritaire imposé par le PAP³⁷. Inquiet de l'érosion continue de sa légitimité, Lee enclencha une nouvelle phase de discussion sur les valeurs asiatiques. Il affina un argumentaire culturaliste qui dénonçait avec une vigueur croissante les effets pervers de l'individualisme occidental (via une rhétorique antidémocratique qu'il affirma avec constance tout au long de sa carrière³⁸). L'année 1979, en particulier, marqua un tournant important dans la politique culturaliste de l'État : plusieurs lois furent promulguées pour encourager une renaissance des langues locales face à l'anglais et les programmes scolaires furent modifiés afin d'inviter les jeunes singapouriens à redécouvrir leurs racines asiatiques. Lee alla jusqu'à nommer Goh Keng Swee, l'un de ses plus fidèles lieutenants, ministre de l'Éducation : personnage central de la structure étatique et du PAP, ministre de la Défense à l'indépendance alors que la cité-État se trouvait isolée dans un contexte international périlleux, Goh était un signal que les questions culturelles occupaient désormais une place centrale. Et c'est dans ce contexte que, le 6 juin 1979, l'université nationale de Singapour organisa, sous l'égide de Goh et du ministère de l'Éducation, un deuxième débat consacré à la « pertinence des valeurs traditionnelles à Singapour ».

Le ton était cette fois plus favorable à l'hypothèse culturaliste (bien que, comme on le verra, d'importantes réserves persistaient). La pression politique sur le milieu universitaire s'était accentuée : la nomination de Goh induisit une forme d'alignement collectif des élites politiques visant à dépasser les clivages du débat de 1975. En utilisant de manière contre-intuitive un homme connu pour ses positions modernisatrices (Goh, on l'a dit, fut éduqué à la London School of Economics et œuvra pour l'utilisation des sciences sociales dans une optique développementaliste), Lee Kwan Yew laissait entendre aux différents modernisateurs qu'un changement de cap était à l'œuvre. Plus question, donc, d'émettre des doutes, comme Sinnathamby Rajaratnam avait pu le faire. Pour éviter qu'une opposition trop frontale se développe, la composition des participants au colloque fut renouvelée : ces derniers étaient plus jeunes, occupaient des positions moins hautes dans la structure universitaire et étaient moins systématiquement issus du département de sociologie. En clair, en associant des universitaires que l'on espérait plus dociles, il s'agissait cette fois d'éviter que, comme Ho Wing Meng l'avait fait, ces derniers ne manifestent trop ouvertement leurs réticences.

37. BARR, 2020, p. 21.

38. ZAKARIA & YEW, 1994.

Or cette tactique ne fut que partiellement payante, ainsi que le montre l'analyse de l'intervention de Chang Pao-Min, sur laquelle on se concentrera pour donner une idée générale de la tonalité du colloque³⁹. Certes son texte témoigne d'une bien plus grande réceptivité à la thèse mise en avant par le pouvoir. Il écrit ainsi que « la préservation d'au moins une partie de nos valeurs traditionnelles est essentielle, car nous devons pouvoir compter sur nos racines culturelles comme quelque-chose sur quoi nous agripper à une époque de changements rapides », actant la place nouvelle que les traditions étaient appelées à jouer dans l'imaginaire politique. Autrefois obstacles au développement, elles étaient désormais vues comme une manière d'accompagner plus harmonieusement ce dernier. Par ailleurs, Chang précisa que ces valeurs étaient distinctes de celles qui avaient cours en Occident. Il recourut à une dichotomie tranchée (l'un des chapitres du texte de son intervention s'intitule « Orient-Occident : deux traditions ») pour décrire une Asie harmonieuse, où les conflits seraient encadrés par un ensemble de relations collectives hiérarchiques, mais équilibrées (les enfants obéissent aux parents, mais sont l'objet de leur bienveillance, idem pour les aînés et les puînés, etc.) et où la contrainte est intériorisée, à l'inverse d'un Occident individualiste, obligé de se reposer sur la contrainte externe de la loi et dont les systèmes sociopolitiques seraient hautement conflictuels. Point n'est besoin de dire combien une telle vision entrainait en congruence avec le crédo antidémocratique du PAP.

Faut-il pour autant en conclure que, après un premier essai infructueux, le pouvoir singapourien aurait réussi à convertir ses universitaires à son agenda différentialiste ? En réalité, il faut tout autant lire l'intervention de Chang pour ce qu'elle dit que pour ce qu'elle ne dit pas, en étant attentif aux tactiques d'euphémisation ou de silence que, particulièrement dans des contextes de rapports problématiques au politique, les intellectuels peuvent mettre en œuvre⁴⁰. Pour le comprendre, on peut partir d'une question simple : à quelles références ou traditions culturelles Chang fait-il précisément référence lorsqu'il parle ici de « valeurs » ? Les détails qu'il fournit dans son texte ne laissent guère de doutes : lorsqu'il évoque par exemple les « cinq relations basiques » (entre le gouvernant et le gouverné, le père et le fils, le mari et la femme, l'aîné et le puîné, l'ami le plus âgé et le plus jeune), lorsqu'il loue la nécessité de cultiver le soi, ou lorsqu'il affirme que la loi ne peut mener à l'harmonie collective sans développement d'une vertu interne, Chang fait très clairement référence au confucianisme. Or, il est remarquable que *jamais*, à aucun moment des trente pages de son intervention, il n'emploie explicitement ce même terme de confucianisme.

39. CHANG, 1979.

40. MATONTI, 2005.

Pourquoi en est-il ainsi et que nous dit une telle absence des débats culturalistes à Singapour ? L'effacement du confucianisme fait en réalité partie de l'histoire de la modernité dans le monde chinois au *xx*^e siècle. C'est le confucianisme qu'une grande partie des élites a rendu responsable de l'affaiblissement de la Chine à l'époque moderne. Cette tradition, qui fut la colonne vertébrale de l'Empire chinois pendant près de deux millénaires, en vint à être considérée comme le principal obstacle à son progrès : le confucianisme aurait favorisé l'obéissance aveugle à l'autorité, découragé l'innovation, soumis les femmes, entravé le capitalisme, découragé la réflexion au profit de la répétition, etc. De telle sorte que le « destin » du confucianisme à l'époque moderne serait, précisément, d'être en dehors de la modernité⁴¹. De fait, c'est sur un rejet quasi total de ce dernier que les systèmes sociopolitiques du monde sinisé se sont construits depuis 1945 : en Chine, depuis la révolution de 1911 jusqu'à la prise du pouvoir par les communistes, mais également chez les « dragons », dont la prospérité s'est largement basée sur une rupture avec les structures de la société traditionnelle.

De telle sorte que, lorsque Chang prit la parole à Singapour en 1979, c'était aussi cet arrière-plan historique qui pesait de tout son poids sur ses mots et ses silences. En dépit de la pression de Lee et d'une partie du PAP, les valeurs traditionnelles – au premier chef desquelles le confucianisme – continuaient de s'opposer frontalement à la modernité et à ce qui en était l'une des incarnations les plus positives, en Asie comme ailleurs : l'esprit scientifique. Derrière ses apparentes bonnes dispositions à l'égard des valeurs culturelles, le texte est donc traversé par un trouble plus profond qui fait que l'éthos scientifique, les pratiques de recherche concrètes qu'il définit et la vision du monde qu'il implique continuent d'être vus comme profondément antagoniques avec ceux du confucianisme.

C'est d'ailleurs cette difficulté à ménager une place, même symbolique, au confucianisme, dans un pays pourtant composé aux trois-quarts de Chinois, qui explique que, trois ans plus tard, le gouvernement singapourien se lança dans un projet confucéen de plus grande ampleur, en s'appuyant cette fois sur l'expertise de chercheurs étrangers. Nouvel avatar de sa politique différentialiste, il mit sur pied un institut universitaire dédié à ces questions, finança publications et colloques internationaux, noua des partenariats avec les plus grandes universités anglo-saxonnes. Il parvint ainsi à attirer les plus grands noms des études confucéennes (lesquels, fait notable, étaient pour une large part, sino-américains) et à placer Singapour sur la carte globale d'une discussion académique sur le sujet. Mais le fait même qu'il lui fallut s'appuyer sur des chercheurs étrangers est à nouveau révélateur de la faible capacité de l'État singapou-

41. LEVENSON, 2008.

rien à mobiliser les sciences sociales locales au service d'un agenda différentialiste vis-à-vis duquel les réticences restaient nombreuses. On notera d'ailleurs que Lee Kwan Yew ne fut pas beaucoup plus chanceux en invitant les confucéens américains : passé le premier moment d'euphorie, ces derniers comprirent les implications politiques et étroitement culturalistes du projet tel que le gouvernement singapourien le concevait. Profitant des ressources et de l'autonomie que leur donnait leur rattachement aux universités américaines, ils prirent leur distance vis-à-vis de Lee, précipitant l'échec de cette nouvelle tentative de culturalisation des sciences sociales singapouriennes⁴².

Weber à Singapour : ambiguïtés et filiations paradoxales entre universalisme et différentialisme

Compte tenu du cadre restreint de cet article, il n'a été possible d'évoquer qu'un nombre limité d'interventions et de textes. La discussion différentialiste a cependant été bien plus large que les quelques aperçus qu'on en a donné. Elle se caractérisait en effet par sa grande souplesse transdisciplinaire et sa capacité à se mouvoir, par capillarité, dans des configurations épistémologiques différentes : c'est ainsi qu'un auteur comme Syed Hussein Alatas, sociologue de formation et enseignant au département d'études malaises de l'université de Singapour, joua un rôle majeur dans ces débats, tout en partant de prémisses différentes⁴³ et en évoluant dans d'autres espaces que ceux que l'on a analysés. De même, la réflexion autour des aires culturelles qui débuta après la guerre froide et qui interrogea les biais des concepts occidentaux pour penser des contextes non occidentaux, trouva-t-elle à Singapour un terrain fertile⁴⁴, tout en associant à l'occasion des chercheurs à l'intersection des études aréales et de la sociologie⁴⁵. À chaque fois, ce sont donc des espaces d'intervention différents, des formes d'autonomie plus ou moins fortes ou, au contraire, des rapports au politique plus ou moins contraints, qui façonnèrent les textes et les prises de position.

Plutôt que de tenter de donner une vue exhaustive des réflexions autour (ou à la suite) des *Asian values*, il nous semble préférable de repartir des débats que l'on a évoqués jusqu'ici pour tenter d'en complexifier l'approche. En effet, nous avons signalé précédemment combien les polémiques culturalistes avaient été traversées

42. BRISSON, 2018b.

43. ALATAS, 1977.

44. Pour une synthèse, voir GOH, 2011.

45. ALATAS, 1993.

d'ambiguïtés, de non-dits et de contraintes multiples. Pour en rendre compte, nous avons adopté une posture classique en sociologie des intellectuels qui consiste à rendre compte des écrits ou des positions de ces derniers en les réinscrivant dans un contexte sociopolitique plus large. L'idée sous-jacente est bien que la logique de production des idées se trouve hors du domaine idéal, c'est-à-dire dans des déterminations matérielles. Or cette approche a récemment été remise en cause, en tous cas dans sa version maximaliste. La structuration d'une nouvelle histoire des idées en France, inspirée par les travaux de Skinner, a souligné l'importance de prendre en compte la logique interne des textes et l'épaisseur propre des argumentations, en bref, tout ce qui fait qu'un texte ou une idée ne sont jamais le décalque pur du contexte dans lequel ils émergent⁴⁶.

Pour les questions abordées ici, ce rappel est important pour deux raisons. Tout d'abord, il amène à aborder la question des agendas différentialistes non pas uniquement comme des transactions entre acteurs politiques et scientifiques, mais aussi comme des argumentaires à part entière, structurés par une dynamique et des contraintes démonstratives propres. Il faut, autrement dit, regarder ce que disent ces textes, et pourquoi/comment ils le disent, indépendamment de la situation sociale et politique de la Singapour dans laquelle ils ont émergé. Mais également, et plus décisivement, cette attention aux contenus textuels permet d'observer plus en détail la complexité des argumentations différentialistes et de faire apparaître des tensions et des formes de continuité avec une pratique plus universaliste des sciences sociales qui resteraient sinon inaperçues.

C'est ce que montre la référence, qui traverse la plupart des contributions au débat sur les valeurs asiatiques, au sociologue allemand Max Weber, à l'examen de laquelle on consacra les dernières analyses de cet article. Si cette dernière sera plus précisément évoquée comme un exemple, parmi d'autres, de certaines des dynamiques qui traversent les arguments différentialistes, il faut néanmoins dire combien ce choix est loin d'être arbitraire. Père fondateur de la sociologie européenne, Weber est, en même temps, l'une des rares références quasi incontournables de l'appareil théorique des textes qui entendent construire des sociologies alternatives à celles de l'Occident. Cette position ambivalente le situe ainsi à l'intersection des optiques universaliste et différentialiste. À ce titre, elle offre un moyen de comprendre l'articulation, mais aussi les liens paradoxaux, entre ces différents ordres épistémiques.

Il s'agit probablement de l'un des résultats les plus contre-intuitifs du dépouillement des textes des débats sur les *Asian values* : la contestation de la centralité

46. HAUCHECORNE & MATONTI, 2017.

occidentale – qu'il s'agisse de ses modèles sociopolitiques ou de ses configurations épistémologiques – s'est faite en grande partie via une discussion avec les thèses de l'un des sociologues les plus associés à la sociologie occidentale. Weber est en effet au cœur de plusieurs textes publiés à Singapour dans le cadre des interrogations sur le confucianisme et les valeurs asiatiques⁴⁷, durant les années 1980 et 1990 (voire au-delà). Dans tous les cas, les prémisses des raisonnements sont sensiblement les mêmes et entendent « se confronter au type de questionnement hérité de l'étude classique de Max Weber sur l'interaction entre valeurs éthico-religieuses et comportements économiques⁴⁸ ». Pour comprendre ce qui est ici en jeu, un rapide rappel historique s'impose. Lorsque Weber entendit fonder son idée d'une affinité élective entre l'esprit du capitalisme moderne et l'éthique protestante, dans les premières années du ^{xx}e siècle, il ne se contenta pas de mettre en lumière les liens entre les deux, mais il se lança dans une imposante entreprise comparatiste et contrefactuelle qui allait l'occuper jusqu'à la fin de sa vie. Démontrer la connexion entre capitalisme et protestantisme, autrement dit, impliquait de montrer que les autres religions n'avaient pu susciter une modernité similaire. Cela amena Weber à s'intéresser, avec la rigueur et l'érudition qui le caractérisent, au judaïsme antique, à l'islam, mais aussi au taoïsme et au confucianisme⁴⁹. À chaque fois, l'idée était la même : démontrer que le protestantisme, *et seulement lui*, avait pu mener au développement du capitalisme, impliquait de démontrer, parallèlement, que le confucianisme (l'islam, le taoïsme, etc.) n'avait pu aboutir à un résultat similaire.

Ses considérations sur l'éthique économique des religions mondiales ont longtemps servi à fonder l'idée que la modernité était intrinsèquement liée à l'Occident. En particulier car, comme on l'a vu, Parsons adossa les théories de la modernisation aux écrits de Weber (ou plus précisément à une relecture/traduction de Weber qui en modifiait singulièrement les analyses pour les adapter à son propre cadre théorique⁵⁰). Or on se souvient que c'est sur l'importation de ces théories que se sont construites les sciences sociales à Singapour et plus largement en Asie (et au-delà). La modernité occidentale était posée comme un modèle à répliquer et les sciences sociales apparaissaient à la fois comme une composante essentielle de cette modernité et l'un des outils pour en assurer la diffusion. De telle sorte que l'on pourrait redéfinir le différentialisme en sciences sociales comme le moment où s'est fissuré ce cadre politique

47. LU, 1983 ; TU, 1984.

48. TU, 1996, p. XI.

49. WEBER, 2006

50. TRIBE, 2007.

et scientifique d'une modernité pensée à l'aune de sa seule référence euro-américaine. Le développement des dragons asiatiques (et avant eux, celui du Japon, aujourd'hui celui de la Chine, etc.) montrait que l'on pouvait être moderne sans nécessairement s'occidentaliser, rouvrant la question des conséquences épistémologiques de cette transformation de l'idée même de modernité.

Reste cependant à préciser ce que veut dire « ne pas être occidental ». La discussion sur les thèses wébériennes s'établit précisément sur ce point. Tout d'abord, car elle permet de penser *par équivalence* : en Asie, le confucianisme (voir le zen, le taoïsme, l'islam) aurait produit une modernité propre, comme l'avait fait le protestantisme en Occident. Cela donna lieu à un grand nombre de travaux portant sur la situation des pays asiatiques et tentant d'expliquer « le miracle économique du Japon, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taiwan comme résultant, au moins en partie, d'un équivalent de l'éthique protestante au sein de la tradition confucéenne⁵¹ ». Mais elle permet également de penser *par différence* : la modernité asiatique n'étant plus nécessairement celle de l'Occident, il convenait désormais de souligner le caractère alternatif ou pluriel des modernités⁵². Rien n'empêche effectivement de penser que des sociétés puissent arriver à un haut niveau de développement sans passer par les étapes par lesquelles est passé l'Occident, ni sans aboutir à un type de société identique à celui de ce même Occident.

C'est à ce niveau que se pose une question proprement épistémologique, que la récurrence de la référence à Weber permet d'éclairer : comment rendre compte scientifiquement, désormais, d'une modernité qu'il faut envisager de manière plurielle, dans un monde où l'Occident n'a aucune place privilégiée ? Cette question a mis les chercheurs face à une alternative, dont on peut montrer que chacune des branches a été explorée à sa manière. La première branche de l'alternative considère que les théories sociologiques actuelles sont suffisantes pour penser d'autres modernités, pourvu que des déplacements, plus ou moins significatifs, soient effectués (par exemple le fait que des sociologues non occidentaux prennent la parole pour analyser les mondes dont ils sont originaires ; ou encore qu'émergent de nouveaux objets de recherche, propre à ces mondes, et qui n'existaient pas, ou très secondairement, dans le discours scientifique produit sur les sociétés de l'Occident). Dans ce premier scénario, en dépit des changements présentés précédemment, on reste dans un cadre globalement universaliste : bien que nées en Occident, les sciences sociales sont considérées comme n'étant pas

51. YANG & TAMNEY, 2012, P. 109.

52. GAONKAR, 2001 ; EISENSTADT, 2002. On notera que, dans ce dernier ouvrage, c'est Tu Weiming, l'un des confucéens invités par le gouvernement de Singapour, qui est en charge de la partie sur la modernité confucéenne.

spécifiquement occidentales, elles sont capables de se déplacer à d'autres contextes et sont suffisamment flexibles pour s'appliquer à des cas divers. C'est l'utilisation qui est généralement faite des textes de Weber : en disant, par exemple, que le confucianisme a joué un rôle similaire à celui du protestantisme, on réfute d'une certaine manière les conclusions de sa *Sociologie des Religions*, mais on reconduit le type d'explication sur lesquelles elle repose (puisque l'on explique toujours la modernité à l'aune de la religion). Les conclusions substantielles des travaux wébériens sont donc certes réfutées, mais la forme des corrélations mises en œuvre reste inchangée. On peut d'ailleurs ajouter que c'est dans ce même cadre que se déroule une très grande partie de la pratique des sciences sociales aujourd'hui : la majorité des sociologues iraniens, chinois, indiens, etc., pour peu qu'on leur en laisse la liberté politique, travaillent sans grande difficulté dans les paradigmes scientifiques qui ont émergé avec la modernité européenne – des paradigmes qu'ils ont traduits, critiqués, travaillés, mais qu'ils peuvent pleinement dire être les leurs.

Il existe cependant une deuxième branche à l'alternative que l'on a évoquée. On peut en effet aussi imaginer que les formes de disjonctions qui fondent les modernités alternatives amènent à créer d'autres épistémologies. Si les sciences sociales telles que nous les connaissons sont effectivement associées à l'émergence de la modernité européenne aux XVIII^e-XIX^e siècles, alors il est logique de considérer que d'autres formes de scientificité pourraient justement accompagner d'autres formes de modernité. Dipesh Chakrabarty avait clairement vu le problème : « provincialiser l'Europe » c'est avant tout remettre en cause une vision téléologique de la modernité européenne globalisée⁵³. Dans cette vision, les sciences sociales ne sont pas incidemment, mais consubstantiellement liées à l'Europe moderne. Elles ne sauraient donc avoir de validité propre au-delà : faire des sciences sociales, pourrait-on dire, c'est toujours répéter l'Europe, même lorsque l'on pense s'en être détaché au plus loin. Si l'on suit cette ligne, analyser différentiellement d'autres modernités est une forme de passage à la limite, où les termes mêmes de « science », de « modernité », de « société » doivent être mis en question. Weber devient ici un point de butée : aller au-delà des sciences sociales occidentales, ce n'est pas seulement remettre en cause les hypothèses ou les conclusions substantielles de leurs travaux, mais, plus fondamentalement, leur prétention même à découper cette strate du réel que ces mêmes sciences nomment « social ».

À Singapour (mais cela est probablement le cas ailleurs) on peut penser que les débats sont restés à la croisée des chemins telle qu'on l'a décrite ici : s'est-il essentiellement agi de faire la science en adaptant les cadres épistémiques de l'occident sans

53. CHAKRABARTY, 2009.

nécessairement les remettre en cause fondamentalement ou bien de promouvoir des manières inédites de faire science ? Si la réponse à cette question est loin d'être claire vue du débat singapourien, la discussion avec Weber dont elle procède est néanmoins instructive pour comprendre comment se structure la logique différentialiste en sciences sociales. Elle montre en effet qu'il existe des continuités fortes entre les sciences sociales européennes et les tentatives de désoccidentalisation de ces mêmes sciences sociales. Plutôt que d'une opposition tranchée entre les deux, mieux vaut sûrement s'attacher aux processus par lesquels des idées, en circulant, produisent *en même temps* de l'universalisation et de la contestation. Weber (mais d'autres auteurs jouaient un rôle similaire dans ces débats⁵⁴) incarnait précisément cette tension qui structure les savoirs de sciences sociales nées en Occident, mais aujourd'hui émancipées de leur contexte d'émergence : la diffusion de certaines idées induit la remise en cause des ordres épistémiques dont elles procèdent, de même que les ruptures épistémologiques tendent à la reconduction paradoxale des cadres et des références qu'elles entendent dépasser.

Conclusion

À l'issue de ces analyses, que peut-on conclure des tentatives pour inventer une science sociale alternative à Singapour dans les dernières décennies du xx^e siècle ? En variant les angles d'analyse, notre article dégage trois ensembles de résultats complémentaires. Le premier concerne les liens entre scientifiques et politiques. À l'évidence, les débats singapouriens n'ont eu lieu que parce qu'ils se sont inscrits dans une configuration politique plus large, c'est-à-dire à un moment de raidissement autoritaire. Cette situation peut d'ailleurs vraisemblablement être généralisée à d'autres contextes, puisqu'il serait aisé de montrer comment la question de l'universalité des sciences sociales est liée à des agendas politiques autoritaires et nationalistes. C'est cependant vers d'autres conclusions que nous nous sommes orientés. Signaler les liens qui apparaissent entre scientifiques et politiques lors de la remise en cause des paradigmes universalistes, ne saurait faire oublier que des liens tout aussi forts existaient préalablement : les États (particulièrement dans les pays postcoloniaux) se sont construits sur l'expertise des sciences sociales et continuent de dépendre de ces dernières. C'est ce que montre

54. On notera en effet que la plupart des textes ayant cherché à penser le décentrement des sciences sociales occidentales engagent une longue discussion avec des auteurs occidentaux : Edward Said avec Michel Foucault, Gayatri Spivak avec Derrida et Deleuze, Chakrabarti avec Marx et Heidegger, etc. En plus de CHAKRABARTI, *ibid.*, voir SAID, 1978 et SPIVAK, 2020.

ici l'importance qu'ont eue les théories de la modernisation à Singapour, lesquelles forment l'arrière-plan sur lequel se sont inscrits les débats sur les valeurs asiatiques. De ce fait, les tournants scientifiques culturalistes témoignent sûrement moins d'une irruption du politique dans la vie scientifique que d'une modification des règles qui régissaient les transactions entre ces deux univers. Il s'agit plutôt de la métamorphose de liens anciens, qui gagne à être appréciée dans l'historicité longue de trajectoires de construction de l'État.

C'est aussi pour quoi, et tel est le deuxième ensemble de conclusions auquel notre article permet d'arriver, la réalité de la rupture épistémique des débats qui nous intéressent ici doit être appréhendée avec circonscription. Le cas singapourien rappelle en effet qu'il n'y a aucun lien mécanique entre un agenda scientifique défini par le politique et sa traduction dans les pratiques de recherche concrètes. C'est d'ailleurs un point qui gagnerait à être mieux pris en compte : en dépit des discours emphatiques, le différentialisme scientifique tourne souvent rapidement court – apories, résistances, accommodations et changements purement cosmétiques étant le lot de nombre des programmes de recherche qu'il a inspirés. Reste qu'il faut pouvoir comprendre pourquoi cela est le cas et c'est à ce niveau que Singapour offre des éléments de réponse. Notre approche montre qu'il existe une forme d'autonomie des sciences sociales, même dans un environnement autoritaire. La structuration du milieu sociologique à l'aune des théories de la modernisation a façonné un habitus propre aux scientifiques singapouriens : leurs recherches, leurs manières de comprendre le social, leurs références théoriques se sont construites dans un dialogue avec les paradigmes occidentaux, dont il n'est pas possible de sortir soudainement en vertu d'une simple décision politique. D'autant plus que l'État singapourien, comme on l'a vu, était en réalité clivée sur cette question : parmi les politiques, nombreux étaient celles et ceux pour qui la modernisation restait le gage de la puissance et de la survie de la cité-État, ces derniers étant prêts à soutenir un milieu scientifique réticent aux injonctions culturalistes.

Faut-il cependant conclure que le différentialisme appliqué aux sciences sociales n'est rien d'autre qu'un débat de nature idéologique, explicable par les relations conflictuelles qui opposent élites scientifiques et politiques, en particulier dans certains États postcoloniaux ? En se contentant d'une analyse par le seul contexte sociopolitique, le risque est en effet de ne jamais vraiment entrer dans le détail des argumentaires des débats scientifiques et, par-là, de se priver d'une compréhension plus fine de ce qui s'y joue. C'est ce que suggère le troisième et dernier moment de cet article qui, en adoptant un point de vue plus internaliste (via la circulation de, et le rôle joué par, la référence à Weber), dégage finalement une piste de réflexion plus générale. Nous y montrons en effet qu'universalisme et différentialisme sont en réalité liés par

une dialectique plus profonde, qui structure des savoirs qui sont nés en Occident, mais qui se sont aujourd'hui globalisés à la majeure partie du globe : nombre de critiques des épistémologies occidentales sont adossées à une discussion critique de textes ou d'auteurs occidentaux, reprises et réfutations allant ici de pair. En terminant sur ces questions, nous offrons ainsi autant un contrepoint aux analyses contextuelles de nos premières parties qui suggéraient que la question du différentialisme scientifique, en dépit de ses liens évidents avec des acteurs autoritaires et nationalistes, ne saurait s'y réduire complètement. Aucune vision de l'histoire ne condamne l'humanité à être à jamais tributaire des sciences élaborées à l'origine en Europe, et l'on peut tout à fait imaginer que les manières dont d'autres cultures ont pensé le réel soient un jour réinvesties pour faire sens d'un monde dans lequel leur place aura été redéfinie. Sûrement est-ce là, aussi, l'une des conditions pour un dialogue plus juste avec les épistémologies de l'Occident et, *in fine*, une possibilité de sauver le différentialisme scientifique des tentations les plus étroites et les plus autoritaires qui le traversent assurément en profondeur.

Bibliographie

- ALATAS Syed Farid, 1993, "On the Indigenization of Academic Discourse" in *Alternatives: Global, Local, Political*, n° 18 (3), p. 307-38.
- ALATAS Syed Hussein, 1977, *The Myth of the Lazy Native: A Study of the Image of the Malays, Filipinos and Javanese from the 16th to the 20th Century and Its Function in the Ideology of Colonial Capitalism*, Routledge, London, 280 p.
- BARR Michael, 2020, *Singapore: A Modern History*, Bloomsbury Academic, London, 296 p.
- BRISSEON Thomas, 2018a, *Décentrer l'Occident. Les intellectuels chinois, indiens et arabes et la critique de la modernité occidentale*, La Découverte, Paris, 288 p.
- BRISSEON Thomas, 2018b, « Les intellectuels néo-confucéens et le débat sur les droits humains, années 1990. Trois études de cas sur les formes de l'autonomie intellectuelle en situation transnationale » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 224 (4), p. 34-45.
- CHAKRABARTY Dipesh, 2009, *Provincialiser l'Europe : La pensée postcoloniale et la différence historique*, Éditions Amsterdam, Paris, 381 p.
- CHAN Heng Chee, 1971, *Singapore: The Politics of Survival, 1965-1967*, Oxford University Press, Oxford, 80 p.

- CHANG Pao-Min, 1979, "Traditional Values and Modern Singapore: Random Thoughts on the Relevance of the Eastern Heritage" in *Occasional Paper Series* n° 115, Institute of Humanities and Social Sciences, College of Graduate Studies, Nanyang University, 30 p.
- CHONG Terence, 2005, "From global to local – Singapore's cultural policy and its consequences" in *Critical Asian Studies*, n° 37, p. 553-568.
- CHUA Beng-Huat, 2002, *Communitarian Ideology and Democracy in Singapore*, Routledge, London, 252 p.
- CUTLER Claire, 2000, "Private Power and Global Authority: Transnational Merchant Law in the Global Political Economy" in *Cambridge Studies in International Relations tome 90*, Cambridge University Press, Cambridge, 328 p.
- DATTA Surja, 2017, *A History of the Indian University System: Emerging from the Shadows of the Past*, Palgrave Macmillan, London, 170 p.
- DEYO Frederic C, 1987, "Sociology in Singapore: A Western Social Science in a Non-Western Environment" in *International Review of Modern Sociology*, n° 17 (1), p. 21-34.
- DIRLIK Arif, 1995, "Confucius in the Borderlands: Global Capitalism and the Reinvention of Confucianism" in *Boundary 2*, n° 22 (3), p. 229-73.
- DOBRY Michel, 2009, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques » in SANTISO Javier, *À la recherche de la démocratie*, Karthala, Paris, p. 103-20.
- EISENSTADT Shmuel, 2002, *Multiple Modernities*, Transaction Publishers, New Brunswick, N.J, 284 p.
- GAONKAR Dilip Parameshwar, 2001, *Alternative Modernities*, Duke University Press, Durham NC, 376 p.
- GILMAN Nils, HAEFELE Mark, ENGERMAN David & IRIYE Akira, 2003, *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, University of Massachusetts Press, Amherst, 272 p.
- GILMAN Nils, 2007, *Mandarins of the Future*, John Hopkins University Press, Baltimore, 344 p.
- GOH Beng Lan, 2011, *Decentring and diversifying South East Asian perspectives*, Singapore Institute of South East Asia Studies, Singapore, 304 p.

- GRAFMEYER Yves, 2007, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris, 377 p.
- HAUCHECORNE Mathieu & MATONTI Frédérique, 2017, « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques » in *Raisons politiques*, n° 67 (3), p. 5-10.
- HO Wing Meng, 1977, "Asian Values and Modernization: a Critical Interpretation" in CHEE-MEOW Seah, *Asian Values and Modernization*, Singapore University Press, Singapore, p. 1-21.
- HUNTINGTON Samuel, 1993, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman, 384 p.
- IBRAHIM Nur Amali, 2018, "Everyday authoritarianism: a political anthropology of Singapore" in *Critical Asian Studies*, n° 50 (2), p. 219-31.
- KHONDKER Habibul Haque, 2000, "Sociology in Singapore: Global Discourse in Local Context" in *Southeast Asian Journal of Social Science*, n° 28 (1), p. 105-22.
- LEE Kuan Yew, 2000, *From Third World to First: Singapore and the Asian Economic Boom*, Harper Business, New York, 768 p.
- LEVENSON Joseph, 2008, *Confucian China and Its Modern Fate: A Trilogy*, ACLS Humanities, New-York, 638 p.
- LIU Cunren 1984, *Confucianism in Modern Times*, Singapore University Press, Singapore.
- LU Martin, 1983, *Confucianism, its Relevance for Modern Society*, Singapore University Press, Singapore, 138 p.
- MATONTI Frédérique, 2005, *Les intellectuels communistes*, La Découverte, Paris, 420 p.
- MAZLISH Bruce, 1989, *A New Science: The Breakdown of Connections and the Birth of Sociology*, OUP USA, New York, 352 p.
- MEYER John W., 2010, "World Society, Institutional Theories, and the Actor" in *Annual Review of Sociology*, n° 36, p. 1-20.
- QUAH Stella, 1995, "Beyond the Known Terrain: Sociology in Singapore" in *The American Sociologist*, n° 26 (4), p. 88-106.
- ROBERTSON Roland & WHITE Kathleen, 2007, "What Is Globalization?" in *The Blackwell Companion to Globalization*, John Wiley & Sons, Hoboken, p. 54-66.
- ROUDOMETOF Victor & RAILLARD Sarah-Louise, 2021, « Qu'est-ce que la glocalisation ? » in *Reseaux*, n° 226-227 (2), p. 45-70.

- SAID Edward, 1978, *Orientalism*, Pantheon, New York, 368 p.
- SCOTT James, 2021, *L'œil de l'État*, La Découverte, Paris, 546 p.
- SEAH Chee-Meow, 1977, *Asian Values and Modernization*, Singapore University Press, Singapore, 100 p.
- SIM Soek-Fang, 2006, "Hegemonic authoritarianism and singapore: Economics, ideology and the asian economic crisis" in *Journal of Contemporary Asia*, n° 36 (2), p. 143-59.
- SOUYRI Pierre-François, 2016, *Moderne sans être occidental : Aux origines du Japon aujourd'hui*, Gallimard, Paris, 496 p.
- SPIVAK Gayatri Chakravorty, 2020, *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Éditions Amsterdam/Multitudes, Paris, 137 p.
- THOMAS George & BOLI John, 1999, *Constructing World Culture: International Nongovernmental Organizations Since 1875*, Stanford University Press, Stanford, 380 p.
- TRIBE Keith, 2007, "Talcott Parsons as Translator of Max Weber's Basic Sociological Categories" in *History of European Ideas*, n° 33 (2), p. 212-33.
- TU Weiming, 1984, *The Confucian Ethics Today: The Singapore Challenge*, Singapore Curriculum Development Institute, Singapore, 247 p.
- TU Weiming, 1996, *Confucian Traditions in East Asian Modernity: Moral Education and Economic Culture in Japan and the Four Mini-Dragons*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 432 p.
- VOGEL Ezra, 1993, *The Four Little Dragons – The Spread of Industrialization in East Asia*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 150 p.
- WEBER Max, 2006, *Sociologie des religions*, Gallimard, Paris, 523 p.
- WEISS Meredith, 2009, "Intellectual Containment" in *Critical Asian Studies*, n° 41 (4), p. 499-522.
- YANG Fenggang & TAMNEY Joseph, 2012, *Confucianism and spiritual traditions in modern China and beyond*, Brill, Leiden, 355 p.
- YAO Souchou, 2006, *Singapore: The State and the Culture of Excess*, Routledge, London & New York, 224 p.
- ZAKARIA Fareed & LEE Kuan Yew, 1994, "Culture Is Destiny: A Conversation with Lee Kuan Yew" in *Foreign Affairs*, n° 73 (2), p. 109-26.

Résumé : Singapour offre une énigme intéressante à l'étude des politiques scientifiques différentialistes. Comment comprendre, en effet, que la Cité-État, qui a longtemps adopté une position scientifique modernisatrice et universaliste, en soit venu à renverser cet agenda dans les années 1970, afin de promouvoir une conception endogène et particulariste des sciences sociales ? Ce renversement, qui vit Singapour s'opposer à l'appareil scientifique euro-américain, est d'autant plus contre-intuitif qu'il intervint précisément au moment où l'île achevait son insertion aux circuits de l'économie capitaliste occidentale. Pour le comprendre, l'article propose d'analyser en détails les relations entre les milieux politiques et scientifiques singapouriens, afin de dégager les configurations dans lesquelles l'hypothèse différentialiste a gagné en crédibilité. Ce faisant, il montre à la fois la multiplicité des acteurs et des échelles impliqués dans cette transformation, mais aussi le caractère toujours contesté et inachevé des politiques scientifiques différentielles.

Mots clés : Singapour, différentialisme scientifique, relations savoir-pouvoir, valeurs asiatiques, globalisation des savoirs.

*From the Modernization theory to the debate
on Asian values: trajectory of alternative social
sciences in Singapore (1970s-1990s)*

Summary: Singapore offers an interesting puzzle for the study of differentialist science policies. How can we understand that the city-state, which had long adopted a modernising and universalist scientific stance, came to reverse this agenda in the 1970s, in order to promote an endogenous and particularist conception of the social sciences? This reversal, which saw Singapore oppose the Euro-American scientific establishment, is particularly counterintuitive as it occurred precisely when the island was completing its integration into the circuits of the Western capitalist economy. To understand this, the article proposes to analyse in detail the relations between Singaporean political and scientific circles, in order to identify the configurations in which the differentialist hypothesis gained credibility. In doing so, it shows both the multiplicity of actors and scales involved in this transformation, as well as the still contested and unfinished nature of differential science policies.

Keywords: Singapore, scientific differentialism, knowledge-power relations, Asian values, globalisation of knowledge.

**Une expérience française : À propos de
FEI Xiaotong 费孝通 et de la publication en français de
Xiangtu Zhongguo 乡土中国 (1948),
sous le titre *Aux racines de la société chinoise* (2021)**

Catherine Capdeville-Zeng

Professeure dans le département d'Études chinoises de l'Inalco
et membre de l'équipe de recherche IFRAE

« Il y a près de cinquante ans, Fei Xiaotong (né en 1910) aurait pu être le fondateur d'une école sociologique originale, si le Parti communiste ne lui avait pas coupé les ailes en plein vol. »

Christine Nguyen Tri (1995, p. 187).

J'enseigne le chinois et l'anthropologie de la Chine à l'Inalco depuis plus d'une dizaine d'années. Comme matériaux de cours, outre mes propres données ethnographiques, mes recherches anthropologiques et les travaux de sinologues occidentaux, j'utilise aussi des références d'auteurs chinois. Parmi celles-ci, les plus importantes sont les œuvres de Fei Xiaotong (1910-2005), considéré en Chine comme le plus grand anthropologue et sociologue ayant réfléchi aux structures sociales chinoises, notamment dans son ouvrage théorique *Xiangtu Zhongguo*¹, publié en 1948.

Enseigner la pensée de Fei Xiaotong m'a fait prendre conscience de la difficulté, tant pour moi-même comme enseignante, que pour les étudiants sinologues non sinophones, de réfléchir au sens de certaines notions, et d'arriver à les exprimer en

1. Ces mots signifient littéralement : Chine (*Zhongguo*) rurale/locale (le terroir : *xiangtu*).

français de manière satisfaisante. D'autant plus que l'édition anglaise de *Xiangtu Zhongguo* intitulée *From the Soil: The Foundations of Chinese Society* (1992) a propagé des erreurs de traduction des notions clés, participant ainsi à obscurcir encore plus le fond de la réflexion de son auteur pour des lecteurs occidentaux. Pour ces raisons, j'ai peu à peu formé le plan d'organiser une traduction en français de cet ouvrage théorique si important. Ce projet s'est enfin réalisé en juin 2021, avec sa parution aux Presses de l'Inalco sous le titre *Aux racines de la société chinoise*.

L'objectif est ici de rendre hommage à Fei Xiaotong, et à partir de son exemple, de faire part de la réelle difficulté de compréhension de notions anthropologiques concernant certaines idées-valeurs fondamentales œuvrant au cœur des sociétés. Ensuite, il s'agit de montrer comment une difficulté de même ordre s'inscrit aussi dans les relations de travail en anthropologie sociale et dans la collaboration entre des penseurs originaires de contextes différents. Si les réflexions scientifiques se veulent libres des pressions, il est parfois bien compliqué, voire impossible, de s'en absoudre totalement en raison des contextes sociaux et politiques, particulièrement dans notre « monde d'après », comme on appelle dorénavant nos sociétés chamboulées depuis 2020 par un virus venu de Chine même.

Cet article présente d'abord une biographie résumée de Fei Xiaotong, suivie d'une exposition des principaux concepts élaborés dans son ouvrage, puis des problèmes de leurs traductions. Ensuite sont discutés les rapports anciens, mais complexes, entre Fei Xiaotong et l'anthropologie française. Enfin sont relatées l'expérience proprement dite de la publication de la traduction en français, associant des collaborateurs chinois et français, et les discussions avec eux à propos à la préface rédigée par moi-même spécialement pour cette édition française. Une réflexion sur les débats académiques entre anthropologues et les formes de censure rencontrées au cours de ce processus conclura cette présentation.

Brève biographie²

Fei Xiaotong naît en 1910 dans une famille lettrée, mais peu fortunée de la province du Jiangsu, non loin de Suzhou et de Shanghai. Après avoir été éduqué dans des écoles de missionnaires protestants, il va étudier à Pékin, d'abord la sociologie, puis l'anthropologie. À Yenching University, il suit les cours du célèbre sociologue américain Robert Park, puis à Tsinghua University, ceux de l'anthropologue russe S. M. Schirokogoroff. Sous la direction de celui-ci, il réalise des études de niveau master en menant une

2. Pour une biographie plus détaillée, voir la préface d'*Aux racines de la société chinoise*.

première enquête de terrain chez des populations yao dans le Guangxi. Mais celle-ci se clôt rapidement par un grave accident occasionnant la mort de sa toute jeune épouse, ce qui le pousse à retourner dans sa localité natale de Wujiang dans le Jiangsu. Il profite alors de ce séjour pour mener une recherche auprès des paysans du village de Kaixuangong, qui va devenir son sujet de thèse. Il obtient ensuite une bourse pour aller en Angleterre étudier sous la direction du plus célèbre anthropologue de l'époque, Bronislaw Malinowski. Sa thèse de doctorat, soutenue en 1938 à la London School of Economics, fait l'objet d'une publication en 1939 sous le titre *Peasant Life in China*³, un ouvrage qui le rend mondialement célèbre comme anthropologue chinois autochtone.

De retour en Chine fin 1938, il se rend à Kunming au Yunnan, ville libre où se sont réfugié un grand nombre d'intellectuels chinois fuyant l'invasion japonaise qui occupe déjà alors la côte orientale de la Chine, avant de se déployer au cœur du pays. Intégré comme professeur à l'Université du Yunnan, il développe des enseignements d'anthropologie, mène des enquêtes dans les campagnes environnantes et s'engage politiquement dans des activités anti-Guomindang, le Parti nationaliste alors au pouvoir. Son livre *Xiangtu Zhongguo* est publié en 1948 à Shanghai. En 1949, après la prise de pouvoir du Parti communiste chinois, il est affecté à différents postes honorifiques dans l'enseignement et l'administration de l'éducation à Pékin, puis comme vice-président à l'Institut central des minorités créé en 1951. Mais l'anthropologie et la sociologie, ainsi que toutes les sciences humaines, sont maintenant bannies, car considérées comme des sciences bourgeoises, le marxisme-léninisme devenant l'unique théorie étudiée. Lors du mouvement des Cent fleurs qui débute en 1956 et par lequel les Chinois sont appelés par le Parti à exprimer leurs avis sur la situation politique, il prend la parole. Il demande notamment la réhabilitation des disciplines des sciences sociales, ce qui lui vaut, l'année suivante, en 1957, d'être critiqué fortement puis ostracisé comme « droitier » pour ses prises de position jugées contre-révolutionnaires. Il disparaît alors de la scène publique, pour ne réapparaître et réassumer des activités académiques qu'après la fin de la révolution culturelle, vingt ans plus tard. Réhabilité, il reprend un rôle politique et des fonctions d'enseignement à l'université de Pékin, où il restera titulaire de la chaire de sociologie jusqu'à sa mort en 2005, à l'âge de 94 ans. Toute la carrière de Fei Xiaotong s'inscrit dans le contexte chinois bouleversé du xx^e siècle, subissant de plein fouet la violence des mouvements politiques incessants. Même s'il semble avoir été relativement épargné par comparaison à d'autres scientifiques, lorsqu'il reprendra ses fonctions dans les années de réformes, il sera devenu un homme différent. S'il n'a jamais renié ses engagements

3. FEI, 1939.

passés, les maltraitances politiques auxquelles il a été obligé de faire face ne l'ont pas laissé indemne, et il obtient alors un rôle d'« intellectuel public » dont le discours s'inscrit dans les limites autorisées par l'idéologie politique chinoise.

Les deux notions principales de *Xiangtu Zhongguo*

L'anthropologie est une discipline comparatiste par essence, car elle procède de l'œil d'un anthropologue – c'est-à-dire un observateur extérieur – projeté sur un objet social, qu'il essaie de pénétrer en profondeur. La comparaison peut s'envisager de deux façons : de manière implicite, comme dans les monographies, où les faits sont minutieusement décrits, analysés, et organisés en un système, la comparaison reste alors sous-jacente. De manière explicite, la comparaison entre les sociétés est le sujet même de la réflexion. De grands anthropologues, comme Louis Dumont, Claude Lévi-Strauss, etc., sont devenus célèbres pour leurs ouvrages comparatifs. C'est cette méthode que Fei Xiaotong adopte dans ce livre.

Aux racines de la société chinoise déploie la comparaison sur trois plans – entre le monde rural et le monde urbain, entre le passé et le présent, et entre la Chine et l'Occident ; cependant, c'est ce dernier niveau qui permet à l'auteur d'établir véritablement la spécificité chinoise en l'énonçant en chinois moderne, avec des expressions nouvelles.

La démonstration débute par une présentation des relations sociales occidentales qualifiées de « modèle collectif » *tuanti geju* 团体格局, représenté à ses yeux par une analogie avec les pailles de riz assemblées en fagots. Les deux caractéristiques principales de ce modèle sont la délimitation claire et nette des fagots ou bottes de paille entre eux (représentatifs de groupes d'humains – nommés ici en français des « collectifs »), et la relation d'équivalence entre les brins de paille, tous coupés de même taille et largeur (représentant les membres à l'intérieur d'un collectif liés par une égalité).

À ce modèle collectif occidental est opposé le modèle chinois de « l'ordre des distinctions de statuts », *chaxu geju* 差序格局, représenté par l'image d'une pierre lancée dans l'eau produisant autour d'elle des ondulations en cercles. Chaque personne est ainsi analogue à une pierre entrant dans l'eau, se trouvant constamment entourée par les ondes concentriques formées par ses relations particulières – comme le personnage central appelé conventionnellement Ego dans les schémas des relations de parenté en anthropologie. Tous les cercles sont interconnectés, faisant qu'il n'y a jamais de distinction nette entre les groupes, notamment la famille dont Fei Xiaotong prend l'exemple, qui a des frontières élastiques pouvant s'étendre ou se rétrécir en fonction du contexte. En outre, les relations entre les personnes ne sont jamais égalitaires, mais toujours ordonnées par des distinctions de statut. Ces distinctions de statut se

déploient sur deux plans, vertical et horizontal, car elles ont lieu concomitamment entre haut et bas (supérieur et inférieur), et proche et lointain (voisin et étranger).

Cet ordre de la distinction des statuts est le trait majeur qui distingue selon lui la société chinoise des sociétés occidentales. Comme il n'existe aucune totalité sociale supérieure aux cercles personnels des relations humaines, cet ordre entraîne une forme d'égoïsme en Chine, qui se déploie sur le plan tant individuel que de celui des groupes sociaux, comme la famille ou l'État. Fei Xiaotong oppose ce système à l'individualisme occidental où sont promus les valeurs d'égalité, d'autonomie et le principe d'universalité incarné dans le christianisme et l'appareil judiciaire garant des droits. Les groupes sociaux occidentaux sont des collectifs égalitaires, tandis que les groupes sociaux chinois sont des agrégats ordonnés de statuts, aux limites floues, voire sans limites. Voici deux illustrations sur cette opposition, proposées par une étudiante⁴, suivies d'un tableau récapitulatif de leurs traits principaux :



<i>Tuanti geju</i> 团体格局	<i>Chaxu geju</i> 差序格局
Anglais : <i>organizational mode of association</i>	Anglais : <i>differential mode of association</i>
Français : modèle collectif	Français : modèle de l'ordre fondé sur la distinction des statuts
Modèle occidental	Modèle chinois
Relations internes aux groupes : égalité, autonomie	Relations internes aux groupes : distinctions de statuts, interdépendance et complémentarité
Relations extérieures entre les groupes : limite claire, groupes bien définis	Relations extérieures entre les groupes : limite floue, élastique, groupes extensibles, interconnectés

4. Mes remerciements à Zhang Kexin et à ses recherches sur internet, notamment sur nipic.com.

La traduction anglaise de *chaxu geju* dans *From the Soil* (1992)

La notion d'« ordre fondé sur la distinction des statuts » *chaxu geju* a été mal transmise dans la traduction anglaise, qui l'a rendue à peu près incompréhensible par l'expression : *the differential mode of association*. Certes, la combinaison nouvelle et un peu étrange en chinois moderne des mots *cha* 差 « différence » et *xu* 序 « ordre » a aussi posé des questions d'interprétation aux lecteurs autochtones, mais ce sont les traducteurs de la version anglaise qui ont privilégié globalement une interprétation se focalisant sur le réseau personnel, sans que la portée et la profondeur de ces mots, qu'une lecture attentive révèle, ne soient exprimées. Qui plus est, le terme *geju* 格局, désignant « un mode, un domaine, une forme, une structure » traduit en anglais par *mode of association* a laissé penser aux lecteurs occidentaux que l'idée principale de *chaxu geju* signifie que les personnes chinoises sont relativement libres de s'associer entre elles, selon leurs différences. Une idée, ma foi, fort sympathique, mais manquant toutefois d'originalité – n'est-ce pas le cas partout ? Cette traduction littérale, mais si peu parlante oblige donc les traducteurs anglais à expliquer son sens en long et en large dans leur introduction. En effet, toute autre est la portée véritable de ces mots qui signifient au contraire que chacun est inclus dans un filet de relations statutaires dont il ne peut jamais s'autonomiser, même en s'élevant au plus haut. De plus, cet ordre des statuts, qui est à la base des relations sociales en Chine, ne se manifeste pas prioritairement dans des rapports antagonistes entre groupes sociaux, et cela le rend effectivement peu lisible pour des lecteurs modernes pensant aujourd'hui prioritairement en termes de conflits entre classes sociales. Fei Xiaotong explique que cet ordre social chinois s'inscrit, avant tout, non pas entre des classes sociales clairement nommées et distinguées, mais dans le cadre de cercles des « relations interpersonnelles » *renlun* 人伦. Il se tourne vers cette expression confucéenne ancienne pour fonder sa démonstration, mais en propose une version modernisée, lisible pour un lectorat chinois urbain et éduqué, qui utilise la langue écrite moderne *baihuawen* 白话文 au lieu de la langue classique, abandonnée après le mouvement social et culturel révolutionnaire du 4 mai 1919.

From the Soil (1992)⁵ et l'anthropologie

Pourquoi cette traduction si peu satisfaisante d'une notion clef ? Car, en restant si platement littérale, elle a véritablement manqué son sens anthropologique. Les deux

5. Les traductions données ci-après des passages anglais de *From the Soil* sont les miennes.

traducteurs de l'édition anglaise, publiée aux États-Unis et à Oxford, le sociologue Gary Hamilton et son collègue sinophone Wang Zheng, étaient pourtant des sinologues sérieux. Leur travail de déchiffrement et de traduction, comme celui de présentation de l'ouvrage de Fei Xiaotong, ont eu le mérite de mettre l'ouvrage à la portée des lecteurs occidentaux pour la première fois. Dans leur introduction, ils expliquent la genèse de l'expression *chaxu geju*, en la reliant aux termes chinois anciens évoquant les relations confucianistes traditionnelles citées par Fei Xiaotong, considérant que celles-ci forment des réseaux :

Chaque rapport dans le réseau d'une personne chinoise est défini du point de vue d'un lien social dyadique (*gang*, note 42). Ces liens interpersonnels sont connus en chinois comme « les *guanxi* [关系]⁶ ».

La note 42 indique que :

Ce que nous avons nommé simultanément en anglais des « rapports » *link*, « liens » *tie* et « relations » *relationships*, peuvent être traduits de trois façons en chinois : *lun* [伦], *guanxi* [关系] et *gang* [纲]. *Lun* et *guanxi* sont normalement traduits par « relations ». Cependant, en anglais, « relations » n'exprime pas convenablement la « qualité de lier » (*binding quality*) suggérée par le terme chinois. Le terme « lien » *tie* exprime mieux la nature du rapport social que celui de « relations ». *Gang* est le terme utilisé pour définir les trois relations les plus étroites (*sangang* [三纲]) : les liens entre père et fils, empereur et ministre, et mari et femme. *Gang* est le terme qui désigne la corde centrale d'un filet de pêcheur, signifiant ici « les connexions de guidance » (*guiding connections*), suggérant que, à la base de l'ordre social, le père guide le fils, l'empereur le ministre, et le mari sa femme⁷.

Dans cette explication des termes désignant les relations sociales, pourquoi les traducteurs comprennent-ils *gang* comme des « connexions de guidance » ? Certes, l'idée de « guide » ou de « guider » convient à certaines situations, mais ce terme passe à côté du caractère proprement structural sous-jacent à *chaxu geju* utilisé par Fei Xiaotong. En effet, « guider » signifie donner une orientation possible, sans présupposer que cette orientation soit normative, et sans relever non plus l'accent si fort mis sur les statuts dans l'expression chinoise. En outre, le terme de « réseau »

6. FEI, 1992, « Introduction », p. 21-22.

7. FEI, 1992, p. 21.

si courant pour désigner les relations sociales chinoises fait entièrement l'impassé sur l'idée de hiérarchie. Or, le mot chinois rendant la notion de réseau est *wang* 网, qui désigne précisément un « filet de pêcheur », une image évoquant, si l'on suit ce que disent eux-mêmes les traducteurs anglais ci-dessus dans la note 42, un objet ramifié à partir d'une *corde centrale*, offrant une représentation idoine de la hiérarchie sociale. Il faudrait ainsi reconnaître que ce type de « réseau » à la chinoise est organisé autour de l'idée de statuts organisés par rapport à un centre. Pourquoi alors survoler cette notion si fondamentale sans la mettre en valeur par une traduction appropriée ?

Ma première remarque à ce sujet est qu'une idée aussi centrale, justement, va tellement de soi pour les membres de la société chinoise, qu'elle participe pour cette raison des « non-dits » ou « mal-dits », ou encore plus précisément des « mi-dits/mi-cachés » autochtones. Si un « filet de pêcheur » évoque, sans l'exprimer explicitement, une idée de statuts ou de hiérarchie en rapport à un centre pour les Chinois, cet objet n'implique pas forcément la même chose pour des non-Chinois, comme le montre la non-prise en compte de ce sens par les traducteurs anglais. De plus, dans une optique sociologique commune, si l'on considère *a priori* que les relations sociales sont, globalement et en tous lieux, organisées dans des « réseaux » dont la caractéristique est de rassembler des personnes dans un maillage lâche sur un mode plutôt égalitaire, alors il est encore plus facile de manquer cette idée fondamentale. D'autant plus que, et il faut bien le reconnaître aussi, Fei Xiaotong n'a pas expliqué ce point assez clairement dans son texte pour qu'il en jaillisse comme une évidence première. Il a fallu « l'œil » extérieur de l'anthropologue sino-américain Yan Yunxiang pour préciser ceci dans un article important publié en 2006 en chinois intitulé « *Chaxu geju* et la notion de hiérarchie dans la culture chinoise ». Il indique clairement ceci : « Un aspect très important de *chaxu geju* est de désigner les distinctions de statut entre le supérieur et l'inférieur, le haut et le bas, mais cela a été peu remarqué par les lecteurs [de Fei Xiaotong]⁸. »

L'image de la pierre tombant dans l'eau construisant ainsi des ondes horizontales a incité une seule lecture partielle et empêché de comprendre la profondeur de cette notion.

La notion de proximité relative a incité une lecture mettant en valeur la personne centrale ; elle a ainsi été rapprochée des « réseaux personnels » (*guanxi wang* 关系网) et comprise comme une [re] formulation de ceux-ci.

L'image plate et horizontale des ondes de l'eau a été privilégiée tandis que l'image en profondeur et verticale en toile d'araignée a été négligée ; cela a entraîné une lecture fautive faisant que chacun dans un réseau a semblé comparativement relativement égal aux autres, selon des différences portant simplement sur les aspects de proximité en termes de parenté, de profondeur sentimentale ou d'intérêt. Tout cela porte sur les aspects interpersonnels du réseau des relations, mais non sur la structure sociale !⁹

Ma deuxième remarque porte sur la méconnaissance des traducteurs dans la discipline de l'anthropologie sociale, ou plutôt sur leur parti-pris de s'écarter de certaines réflexions anthropologiques qui auraient pu leur être utiles pour mieux envisager la portée de la réflexion de Fei Xiaotong. Voici comment ils reconnaissent cela directement dans la note 41 de l'introduction de *From the Soil*, dans la suite du même développement cité plus haut concernant *chaxu geju* et plus précisément à propos du confucianisme :

La position du confucianisme dans la société chinoise est équivalente à la position du christianisme dans la société occidentale. Pour une discussion claire du confucianisme, voir Herbert Fingarette, *Confucius – The Secular as the Sacred* (New York : Harper Torchbooks, 1972). Pour un débat récent sur les origines des idées occidentales qui peuvent actualiser les idées très partiales de Fei sur l'Occident, voir Louis Dumont, « *A Modified View of Our Origins* », *Religion* 12 (1982), et le débat qui a suivi par Robert Bellah, S. N. Eisenstadt, et d'autres¹⁰.

Reconnaître la similitude des pensées de Fei Xiaotong et de Louis Dumont, pour ensuite caractériser celles-ci comme « très partiales », suivant en cela un certain courant critique, et les mettre de côté sans même les étudier en profondeur, est pour le moins cavalier. C'est également très problématique d'un point de vue scientifique. Mais, ne jetons pas la pierre à ces traducteurs, car ils n'étaient pas anthropologues, et ceci est peut-être la raison fondamentale de cette mise de côté. En effet, l'anthropologie est régulièrement critiquée pour sa mise à découvert des différences entre les sociétés, et ses essais de conceptualisation de modèles de sociétés différents ont été

9. YAN, 2006, p. 203-204, passages en chinois traduits par moi-même.

10. FEI, 1992, p. 21.

fréquemment jugés simplistes, binaires, voire carrément faux¹¹. Cela montre combien les sociétés modernes universalistes ont globalement beaucoup de mal à penser la différence. Les idées « post-modernistes » sont allées jusqu'à battre en brèche l'idée même de société. Enfin, nombreux sont ceux qui voient dans l'évocation de la différence entre les sociétés une attitude « essentialiste¹² ». Fei Xiaotong et Louis Dumont seraient ainsi tous deux coupables d'avoir explicité des vues semblables sur ce que l'Occident représenterait aux yeux de sociétés comme l'Inde ou la Chine, des vues que des Occidentaux, y compris les traducteurs anglais, ont trouvé « très partiales » : montrer la singularité de l'Occident dans sa différence avec les sociétés étudiées par ces deux penseurs apparaît ainsi comme une erreur suggérant une faiblesse théorique. Heureusement, cela n'a pas empêché ces traducteurs de louer aussi Fei Xiaotong pour sa présentation brillante de la structure chinoise, et d'avoir consacré leurs temps et énergie pour le traduire. Il y a cependant là un réel paradoxe, étant donné que, après quelques chapitres introductifs sur la ruralité chinoise, Fei Xiaotong lance son argumentation théorique en présentant d'abord les traits qu'il considère comme caractéristiques de la société occidentale, pour dans un deuxième temps, en déduire comparativement les caractéristiques de la Chine, à travers leur absence ou moindre importance dans la société chinoise. Il est donc assez étrange à mes yeux de louer une théorie, tout en critiquant son fondement.

Étudions alors maintenant les similitudes de la pensée de ces deux auteurs, et leur supposée « partialité ».

Fei Xiaotong et Louis Dumont

Formé dans le cadre de la pensée anthropologique britannique et américaine, Fei Xiaotong a cherché à exprimer une différence fondamentale entre deux modèles de sociétés. En cela, il se rapproche de différents anthropologues, comme Margaret Mead qu'il cite dans sa postface, car il connaissait ses travaux écrits à la même époque. Cette préoccupation comparatiste est aussi celle du français Louis Dumont. Tous deux, avec vingt ans d'écart, ont pensé et théorisé la comparaison d'une société complexe et composite – l'Inde ou la Chine – avec l'Occident. Leurs analyses menées avec brio ont eu un retentissement important, entraînant des débats et des discussions. Certes, l'Inde des castes décrite dans *Homo Hierarchicus* publié en

11. Voir l'introduction d'Emmanuel Lozerand « Les a-t-on vraiment tous vus ? », *Drôles d'individus – de la singularité individuelle dans le Reste-du-Monde* (LOZERAND, 2014).

12. Par exemple, ASSAYAG, 1998.

1966¹³ et *Aux racines de la société chinoise* (1948) donnent une image très différente des sociétés indienne et chinoise. Mais leurs auteurs se rejoignent par leur regard comparatif éclairant deux modèles de sociétés l'une par l'autre. Dans les deux cas, les sociétés occidentales sont caractérisées par leur individualisme, défini de manière globalement identique par de grands traits tels que l'autonomie, l'égalité, la liberté.

Surtout, tous deux mettent l'accent pour la société qu'ils étudient sur la notion de distinctions des statuts : la société indienne est structurée par le système hiérarchisé des castes, la société chinoise par les cercles des relations statutaires interpersonnelles : c'est bien le même ordre sous-jacent, valorisant la complémentarité et rejetant l'autonomie, qui structure le social dans les deux cas. Les auteurs indiquent aussi que ces deux façons constitutives d'être au monde ne représentent pas une simple dichotomie binaire, et ne sont en aucune manière absolues, chacune contenant des éléments de l'autre, mais à des niveaux subordonnés. Cette opposition doit être comprise comme une tendance générale organisant deux systèmes de relations sociales fort complexes que les deux auteurs ont cherché à théoriser et à clarifier de manière synthétique :

Fei	Xiaotong	Louis	Dumont
Chine	Occident	Inde	Occident
<i>Chaxu geju</i>	<i>Tuanti geju</i>	Holisme	Individualisme
distinctions de statuts/pas d'égalité	égalité	distinctions de statuts/pas d'égalité	égalité
interdépendance	liberté, autonomie	interdépendance	liberté, autonomie
communautés d'appartenances primordiales	individualisme	idéologie valorisant la totalité sociale	idéologie valorisant l'individu humain
Individu subordonné au groupe : famille, Etat...	Individu primordial, Etat garant des droits et des valeurs	subordination de l'individu humain	subordination de la totalité sociale

Similarités	Différences
Occident : égalité, liberté, autonomie, individualisme	Fei Xiaotong : les distinctions de statuts opèrent d'abord entre les personnes en Chine : <i>renlun</i> 人伦
Chine/Inde : interdépendance, relations statutaires primordiales, complémentarité et absence d'autonomie	Louis Dumont : la hiérarchie porte d'abord entre les groupes en Inde : les castes

13. DUMONT, 1966. Voir également DUMONT, 1983.

Les deux auteurs, bien conscients des complexités des sociétés qu'ils étudiaient, ont pris la peine d'indiquer les limites de leurs théories. Ainsi, Fei Xiaotong précise : « Ces deux modèles sont les formes fondamentales des structures sociales. Bien que pouvant être distinctes conceptuellement, elles coexistent souvent dans les faits. Mais il est évident qu'elles sont chacune prédominante selon les situations¹⁴. » Quant à Louis Dumont (1966, 1983), il explique que toute idéologie se manifeste par des « englobements du contraire¹⁵ », des inversions de niveaux de valeur. Ces oppositions théoriques sont donc fort complexes, ce sont des outils conceptuels, des tendances générales du social dans ses idées-valeurs et pratiques, qui connaissent toujours des inversions, retournements, adaptations. Ainsi, la pensée dumontienne se démarque de la pensée lévi-straussienne, composée pour l'essentiel d'oppositions binaires dont les liens internes ne sont jamais clairement expliqués, et qui semblent exclusives. Ainsi, tandis que Claude Lévi-Strauss proposait des oppositions radicales comme par exemple celle entre cru et cuit, synonyme du passage de l'état de nature à celui de culture, et était globalement loué pour ses avancées scientifiques, Louis Dumont élaborait une théorisation complexe de deux systèmes sociaux appelés holisme et individualisme, organisés autour de niveaux contrastés. Pour cette audace théorique, il a subi de nombreuses attaques académiques¹⁶. Aujourd'hui pourtant, cette opposition entre holisme et individualisme est largement passée dans le sens courant, et beaucoup de travaux scientifiques s'attachent à en explorer les manifestations récentes. La notion de « l'individualisme » du monde moderne euraméricain est globalement acceptée aujourd'hui¹⁷.

Fei Xiaotong a lui aussi subi de nombreuses critiques, mais celles-ci ont d'abord émané du contexte politique chinois. En outre, il a été écarté de toute tâche académique pendant vingt ans. Bien évidemment, j'ai voulu dans ma préface relater honnêtement ses expériences biographiques qui orientent toute sa carrière. La partie chinoise m'a alors demandé de vérifier mon texte, puis proposé des révisions, certaines légitimes, d'autres moins. Nous avons donc discuté fermement sur certains passages. Il ne m'a pas été véritablement demandé de « censurer » des épisodes historiques, mais de les présenter de manière, disons, « édulcorée ».

14. FEI, 2021, p. 29.

15. DUMONT, 1983, p. 245, p. 303.

16. Vita Peacock dans « The Negation of Hierarchy and its consequences » (PEACOCK, 2015, p. 6) indique ceci : « Le rejet de Dumont par beaucoup de côtés a été, dans cette analyse, un rejet sublimé de la hiérarchie elle-même ».

17. À titre d'exemple, voici une parole anodine de l'intellectuel français Alain Minc entendu très récemment sur *Radio Classique* : « Nous sommes dans une société hautement individualiste où l'individu refuse le pouvoir... » (3 décembre 2023).

Discussion académique, édulcoration ou censure ?

Revenons d'abord aux origines du projet de traduction en français.

Après avoir assisté à notre première session des Assises de l'anthropologie de la Chine en France (AAFC) organisées à l'Inalco en 2017, un doctorant chinois réalisant sa thèse en France m'a demandé de collaborer à un projet de traduction d'un ouvrage de l'anthropologue Lin Yaohua, *L'aile d'or*, pour une publication aux Presses de l'Inalco. Cette idée m'a intéressée et je lui ai alors proposé de publier aussi l'ouvrage de Fei Xiaotong. Nous avons finalement monté un projet de traduction en français de trois titres chinois : *Aux racines de la société chinoise* est le premier à être publié en 2021, *L'aile d'or* est sorti en 2023, et l'ouvrage de l'anthropologue contemporaine Li Xia, consacré au « pouvoir en arrière-plan » des femmes dans un village du Shandong est prévu pour 2025¹⁸. Ces publications sont possibles grâce au concours d'éditeurs chinois détenteurs des droits d'auteur qu'ils acceptent de transférer gratuitement aux Presses de l'Inalco, maison d'édition scientifique universitaire publique. Un accord a ainsi été conclu avec *The Commercial Press*, éditeur du texte de *Xiangtu Zhongguo* publié à Pékin en 2011. Enfin, les traductions sont financées par le *Chinese Fund for the Humanities and Social Sciences*, après un appel à candidatures. Pour obtenir un financement de ce fonds, un projet doit lui être soumis par un tandem composé d'un traducteur français et d'un traducteur-lecteur chinois francophone, ce dernier ayant aussi pour mission de rendre compte de la bonne marche du projet au fonds pour que l'aide financière soit débloquée. Il faut préciser ici qu'il n'existe pas, en France, d'institution scientifique dédiée spécifiquement au financement de traductions en sciences humaines, d'où le recours à ce soutien chinois.

Pour nous tous, la partie française (le traducteur français, les Presses et moi-même) comme pour la partie chinoise (le traducteur-lecteur chinois responsable, le responsable de l'édition et le responsable du fonds), c'était une première expérience de collaboration. Nous avons commencé à travailler sur la traduction un peu dans le flou, sans que toutes les contraintes administratives aient été clairement identifiées. J'ai passé beaucoup de temps à discuter certains passages avec eux tous, afin d'éviter l'erreur des traducteurs anglais et de tenter de rendre les notions chinoises avec plus d'exactitude anthropologique. J'ai peu à peu pris conscience de la nécessité de proposer une préface pour introduire l'œuvre et l'auteur aux lecteurs français, et me suis donc attelée à sa rédaction. Cependant, aucun des partenaires chinois n'avait prévu la possibilité d'une préface, et devant le fait accompli, ils ont commencé à craindre que ladite préface ne

18. LI, 2010.

soit pas conforme aux directives actuelles en Chine. Leur responsabilité étant engagée, ils m'ont donc supplié de la leur faire consulter, pour la relire avant la publication. Devant leur insistance, j'ai finalement accepté de la leur transmettre, sans opérer aucune autocensure et m'attendant à des demandes de coupures conséquentes de leur part, en raison du caractère sensible de la biographie de Fei Xiaotong, dont je ne voulais pas passer sous silence les moments difficiles. Je les ai informés que je pouvais retirer cette préface si elle ne leur convenait pas. Le conflit a été assez dur – j'en passe les méandres ici. Mais, étant donné que plusieurs relecteurs français d'origine chinoise m'avaient prévenue de la censure certaine de très nombreux passages, j'ai été ensuite assez étonnée du relatif faible nombre de problèmes relevés par la partie chinoise et du fait que les modifications demandées ne portaient pas vraiment sur le fond du texte, mais plutôt sur des formulations sensibles. Je dois également reconnaître que certaines précisions et corrections de leur part ont également participé à améliorer le texte. Nous avons alors entamé une négociation. Voici les trois passages les plus significatifs du résultat de « l'édulcoration » effectuée à leur demande :

Version originale : « Pendant la campagne “anti-droitiers” qui débute alors milieu 1957 et dure jusqu'à la fin 1958, une grande purge est menée, des dizaines de milliers d'intellectuels qualifiés de “droitiers” sont exclus de leurs fonctions et envoyés dans des camps de rééducation. »

Version remaniée : « Pendant la campagne “anti-droitiers” qui débute alors milieu 1957 et dure jusqu'à la fin 1958, des dizaines de milliers d'intellectuels sont qualifiés de “droitiers”. Un grand nombre d'intellectuels sont envoyés à la campagne pour y être rééduqués¹⁹. »

Il m'a été signifié que les historiens chinois discutent des termes corrects désignant ce que j'avais appelé des « camps de rééducation » sans être arrivés à s'accorder et que celui-ci ne convenait pas dans ce contexte. Pas question non plus d'utiliser le terme de « purge ».

Deuxième passage :

Version originale : « Fei Xiaotong a été, semble-t-il, relativement épargné : il n'est pas arrêté, ni envoyé dans un camp de rééducation, ni qualifié du stigmate de contre-révolutionnaire. Il reste toutes ces années à l'Institut Central des Minorités, continue de recevoir son salaire (néanmoins un peu diminué), et de profiter de son logement sur le campus. »

19. FEI, 2021, p. 8.

Version remaniée : « Fei Xiaotong a été, semble-t-il, relativement épargné : il reste toutes ces années à l'Institut Central des Minorités, continue de recevoir son salaire (néanmoins un peu diminué), et de profiter de son logement sur le campus²⁰. »

Là encore, l'expression « camp de rééducation » pose problème, de même que « stigmatisé de contre-révolutionnaire ».

Dernier passage :

Version originale : « Il y a près de cinquante ans, Fei Xiaotong (né en 1910) aurait pu être le fondateur d'une école sociologique originale, si le Parti communiste ne lui avait pas coupé les ailes en plein vol ».

Version remaniée : « Il y a près de cinquante ans, Fei Xiaotong (né en 1910) aurait pu être le fondateur d'une école sociologique originale...²¹ ».

Il est tabou de parler du Parti communiste à la forme négative, même en en citant un compte-rendu de *From the Soil* publié en France et en français en 1995. Il est clair que ces demandes de coupures ne relèvent pas d'une discussion scientifique, et qu'elles sont le signe révélateur de l'application autoritaire de la langue de bois officielle actuelle. Si cette publication avait eu lieu dans « le monde d'avant », elle aurait probablement posé beaucoup moins de problèmes²². On peut ainsi discuter du terme convenable pour désigner correctement ces coupures : édulcoration ou censure ? Et pourquoi la partie chinoise se sent-elle responsable d'une édition publiée en France et en français, n'ayant donc aucun impact en Chine même ?

Je vois dans cela une application éclairante de *chaxu geju*, cet ordre fondé sur la distinction des statuts, dont l'une des caractéristiques essentielles est de ne connaître aucune limite, cet ordre peut donc se réduire ou s'étendre, selon le contexte. Avec la position actuelle de la Chine devenue une grande puissance, voire « la » grande puissance, celle-ci prétend alors logiquement à s'étendre à la totalité du monde social,

20. *Ibid.*

21. *Ibid.*, p. 15

22. Il est connu des sinologues que les traducteurs en Chine ont aujourd'hui pour mission de supprimer de toute œuvre traduite les passages non conformes à la politique chinoise en vigueur. On peut par exemple citer le conflit en 2020 entre l'économiste français Thomas Piketty et son éditeur chinois et le refus de cet auteur de publier en chinois de manière tronquée son livre *Capital et Idéologie*, publié en 2019 au Seuil. (Sur cette affaire, voir *Le Monde*, « "Capital et Idéologie", le dernier ouvrage de Thomas Piketty, censuré en Chine ». J'ai moi-même récemment refusé une traduction de mon ouvrage *Rites et Rock à Pékin* (2001) pour cette même raison.

se posant comme le supérieur ultime régnant sur l'espace terrien complet dénommé « sous le ciel » *tianxia* 天下. Fei Xiaotong dit notamment ceci à propos de l'égoïsme sans limites qu'il rencontre en Chine : « Dans la société traditionnelle chinoise, une personne peut sacrifier sa famille pour soi, sacrifier le Parti pour sa famille, sacrifier l'État pour le Parti, sacrifier le "monde" *tianxia* pour l'État²³. »

D'un point de vue scientifique, les critiques portées aux écrits de Louis Dumont ont relevé du débat académique libre et si elles ont certainement provoqué beaucoup de tristesse et d'incompréhension dans son cercle académique, elles n'ont pas empêché les idées de circuler et d'être débattues et, pour certaines, de finir par s'imposer, lorsqu'elles le méritaient²⁴. Ainsi, personne ne nie plus aujourd'hui le caractère individualiste des sociétés occidentales, les analyses se portant maintenant vers les spécificités de celui-ci propres aux différentes sociétés. Cependant, les critiques reçues autrefois en Chine par Fei Xiaotong, et celles aujourd'hui portées sur ma préface de son ouvrage, ne relèvent pas du débat proprement scientifique, mais de l'imposition par « le haut » d'une idéologie et d'une forme de discours stéréotypé, où certains mots considérés comme tabous sont exclus par le pouvoir. Mon regard anthropologique voit dans ce discours redéployé aujourd'hui un retour à une pensée de forme religieuse, où un obscurantisme revisité éloigne à nouveau la Chine de la trajectoire vers la modernité intellectuelle initiée par ses propres penseurs, dont Fei Xiaotong, notamment, depuis le début du 20^e siècle. Il faut reconnaître également que le troncage et la manipulation des sources ont toujours été une pratique courante en Chine, ce dont je peux témoigner à travers ma lecture de généalogies dont chaque nouvelle édition opère toujours des réécritures, tronquant et reformulant certains passages, sans véritable préoccupation envers l'authenticité historique des documents originaux. Cela fut aussi un mode de survie pour les scribes chinois qui y furent toujours rodés, et qui, à nouveau aujourd'hui, doivent courber l'échine en attendant des jours meilleurs, tel le roseau pensant de Pascal.

Pourtant, sommes-nous dans nos rivages totalement exempts d'une telle dérive ? La légèreté des traducteurs anglais qualifiant de « très partial » les analyses sur l'Occident de Louis Dumont et de Fei Xiaotong sans même les étudier permet d'en douter, quoique les méthodes utilisées et le degré effectif de « censure » diffèrent certainement dans les deux contextes. Mais comment les travaux de ce dernier ont-ils été accueillis du côté français ?

23. FEI, 2021, p. 50.

24. Voir par exemple les critiques acerbes des travaux de Louis Dumont par LARDINOIS, 1995, ASSAYAG, 1998, BOUDON, 1988. Selon N. J. Allen, rédacteur d'un « Obituary » de Louis Dumont : « [...] malgré ses nombreux succès, distinctions, voyages à l'étranger, il a été essentiellement une figure harcelée (*an embedded figure*) » (ALLEN, 1999, p. 3).

Fei Xiaotong et la France

Le monde de la sinologie anglo-saxonne était familier avec les écrits de Fei Xiaotong publiés en anglais. Son *China's Gentry* (1953), était une lecture obligatoire des apprentis sinologues et outre ses ouvrages précités, il avait publié avant 1949 plusieurs articles dans des revues renommées, notamment *Monumenta Serica*²⁵, *Man*²⁶, *American Journal of Sociology*²⁷. À sa parution aux États-Unis en 1992, *From the Soil* est rapidement devenu une lecture obligée des étudiants sinologues anglo-saxons, particulièrement des anthropologues et des sociologues. Il ne semble pas que cela ait été le cas en France où la discipline royale de la sinologie à cette époque restait encore l'histoire. Pourtant le livre n'est pas passé tout à fait inaperçu et Fei Xiaotong n'est pas inconnu en France. Dans les *Structures élémentaires de la parenté* (1947), Claude Lévi-Strauss cite notamment son article publié en 1936 et 1937 sur le système de parenté du village étudié pour sa thèse. Le sinologue et historien Léon Vandermeersch publie, dans *l'Homme*, un compte-rendu élogieux de *Peasant Life in China* lors de sa réédition en anglais en 1980. En 1986, dans son article présentant « Les ethnologues en Chine », Jacques Lemoine mentionne Fei Xiaotong à de nombreuses reprises, de manière élogieuse (voir ci-dessous). En 1988, après que l'université de Hong Kong ait invité Fei Xiaotong à prononcer sa première « Tanner Lecture », le *Bulletin de sinologie* publie deux articles : Joël Thoraval présente son parcours scientifique et Jacques Lemoine fait un résumé argumenté de la conférence²⁸. La publication de *From the Soil* en anglais en 1992 donne lieu à deux comptes-rendus en français : celui de Michel Cartier rappelle « la distance prise d'emblée par son auteur vis-à-vis de la vulgate marxiste²⁹ » qui serait responsable de sa mise de côté et du peu d'intérêt des chercheurs étrangers pour ce texte ; celui de Christine Nguyen Tri³⁰ commence par rappeler que : « Il y a près de cinquante ans, Fei Xiaotong (né en 1910) aurait pu être le fondateur d'une école sociologique originale si le Parti communiste ne lui avait pas coupé les ailes en plein vol ».

25. FEI, 1936-1937.

26. FEI, 1938.

27. FEI, 1946.

28. THORAVAL, 1988, p. 12-18 et LEMOINE, 1988, p. 19-24. Le texte de la conférence est ensuite devenu fondateur pour les études concernant les minorités en Chine, il a été revu et publié en anglais dans *International Journal of Anthropology and Ethnology* (2017), disponible en ligne.

29. CARTIER, p. 26.

30. NGUYEN TRI, 1995, p. 187.

Pourtant, le regard anthropologique français sur Fei Xiaotong paraît ambivalent, oscillant entre la critique et l'éloge, sans doute pour plusieurs raisons. D'abord, sa formation doctorale sous la direction de Malinowski et l'influence fonctionnaliste qu'il en a reçue semble rendre douteux certains de ses résultats aux yeux de spécialistes, comme Joël Thoraval : « Il est *frappant* de voir comment la communauté rurale de Kaixuangong est présentée par Fei comme un ensemble relativement harmonieux, où les problèmes sont dus à l'irruption de forces extérieures³¹. » De plus, ce même auteur regrette les activités officielles menées par l'auteur après les réformes : « *Ce qui reste frappant* dans les recherches [de Fei... c'est que c'est] comme si le fonctionnalisme légèrement volontariste qui était le sien dans sa jeunesse trouvait à s'épanouir dans une sorte d'expérimentation sociale à vaste échelle rendue possible par le marxisme pragmatique de la nouvelle politique chinoise³²... » Toutefois, Joël Thoraval ne semble pas avoir consulté *Xiangtu Zhongguo* qui n'est pas mentionné dans les références de cet article, or sa lecture aurait probablement modifié ses appréciations.

Ensuite, les travaux de Fei Xiaotong sur les « minorités nationales » chinoises ont provoqué des incompréhensions. À partir de 1949, le Parti communiste chinois lance une grande enquête pour reconnaître et classer les peuples minoritaires vivant sur le territoire, à laquelle les ethnologues restés au pays sont conviés (c'est-à-dire obligés de) à participer. L'objectif politique est alors de connaître ces peuples pour mieux diriger leur évolution et faciliter leur « transformation socialiste », sur les bases de la théorie marxiste évolutionniste. À partir de ce moment en Chine, il devient clair qu'aucune science n'est désormais indépendante du pouvoir politique, et que le but des recherches n'est pas de faire des découvertes, mais d'appliquer l'idéologie marxiste. La mission de l'anthropologie devient ainsi de chercher les meilleurs moyens pour appliquer le marxisme-léninisme dans toute la société, sur la base du « stade de développement » attribué à chacune³³ des différentes localités et groupes sociaux concernés. Dans son article susmentionné sur les

31. THORAVAL, 1988, p. 14.

32. *Ibid.*, p. 18.

33. Pour rappel, les cinq stades de l'évolution humaine, selon le marxisme, se définissent ainsi : « société primitive », « société esclavagiste », « société féodale », « société capitaliste », « société communiste ». Les peuples autochtones qui deviennent dans les années 1950 des *shaoshu minzu* 少数民族 (minorités nationales) sont inscrits dans ces stades, afin qu'ils puissent, à partir de ces bases, opérer leur « développement » social (en abandonnant leurs coutumes primitives au profit de manières d'être développées), et économique (en étant absorbés dans l'économie nationale chinoise).

ethnologues chinois, Jacques Lemoine reconnaît néanmoins que : « il est tout à l'honneur des ethnologues chinois et de leurs interlocuteurs dans le Parti, d'avoir pu faire admettre le principe d'une évolution différentielle pour les populations allogènes³⁴. » Mais, pour Joël Thoraval, qui était encore à l'époque un jeune anthropologue français, l'implication de Fei Xiaotong dans une « anthropologie appliquée » semble incompréhensible, comme le montre la ponctuation finale du passage suivant (!...) :

Dans ses discours à destination des cadres locaux, il encourage l'utilisation de la religion à des fins pragmatiques : que les temples lamaïstes servent à développer l'instruction, que les produits alimentaires halal (acceptables selon l'islam) nous ouvrent des marchés chez nos voisins islamiques³⁵ !...

Mais encore, l'anthropologue français renommé Maurice Godelier signale une divergence importante avec Fei Xiaotong, quand tous deux se rencontrent dans les années 1980 :

Nous eûmes cependant un conflit lorsque je lui demandais pourquoi la Chine avait envahi le Tibet et soumis sa population à des répressions et persécutions. Fei éclata et m'accusa de vouloir ignorer le caractère féodal, oppressif et obscurantiste de l'ancien régime politico-religieux du Tibet et que cela était surprenant de la part d'un anthropologue européen connu comme « progressiste³⁶ ».

Pourtant, ce même Maurice Godelier relate, quelques lignes avant ce même passage, une remarque de Fei Xiaotong qui le « *frappa* » :

L'État pour nous Chinois est comme un tigre toujours menaçant ; il nous faut pénétrer dans ce tigre, pour pouvoir, de l'intérieur, protéger contre lui, notre lignage et notre village.

Or, cette remarque orale de Fei Xiaotong renvoie à plusieurs passages de son *China's Gentry* évoquant une maxime du *Livre des rites* (Liji) à propos de Confucius :

34. THOROVAL, 1988, p. 85.

35. *Ibid.*, p. 18.

36. GODELIER, 2021, p. 489.

Ceux qui ont vécu sous un pouvoir monarchique despotique comprendront la parole de Confucius : « un monarque brutal est pire qu'un tigre³⁷ ».

Plus le chef est menaçant et semblable à un tigre, plus est précieuse la couverture protectrice de la gentry. Dans de telles circonstances, c'est très difficile de survivre, sinon en s'attachant à quelque grande famille³⁸.

En évoquant ce « tigre menaçant » devant Maurice Godelier, Fei Xiaotong s'est donc directement comparé aux anciens lettrés fonctionnaires décrits dans *China's Gentry*. Dans un état despotique, la seule façon de survivre est de « pénétrer » le pouvoir pour tenter de s'en protéger, tant soi-même que son clan. Cette phrase indique combien Fei Xiaotong se sentait entravé, forcé de se soumettre, dans un but de survie, qui était également pour lui le seul moyen à sa disposition pour tenter de tempérer la violence de la « transition socialiste » chinoise. Mais, entré dans cet engrenage, on comprend qu'il devait en même temps tenir un discours « officiel » à un hôte étranger, même à un ami anthropologue « progressiste ». Si l'on met en regard ce discours officiel d'un côté et sa défense de l'utilité des temples lamaïstes auprès des cadres communistes relatée par Joël Thoraval de l'autre, on ne peut manquer d'y voir une incohérence dans l'attitude de Fei Xiaotong sur la question tibétaine, qui ne peut s'expliquer que par l'écart entre la parole publique et diplomatique, et la pratique intérieure des rouages de décisions politiques chinois qu'il s'agit d'influencer ou d'adoucir. Si les anthropologues français ont été tous deux *frappés* par les paroles de Fei Xiaotong, on peut regretter, rétrospectivement, qu'ils n'aient pas essayé de creuser plus avant les raisons de leur étonnement. Maurice Godelier, ancien sympathisant marxiste n'ayant jamais vécu en pays communiste, aurait-il pu comprendre l'allusion de Fei Xiaotong ? Avait-il lu *China's Gentry* avant leur rencontre ? Il est surtout dommage à mes yeux que le très fin sinologue Joël Thoraval, bon connaisseur de la Chine et

37. FEI, 1953, note 4, p. 22. Voici le passage cité par Fei Xiaotong du *Livre des rites* : « Alors qu'ils [Confucius et ses disciples] traversaient les Monts Tai, l'attention des voyageurs fut retenue par les cris et les pleurs d'une femme devant une tombe. Le sage s'arrêta et envoya un de ses suivants se renseigner sur le motif du chagrin. "Le père de mon mari", dit-elle, "a été tué ici par un tigre, et mon mari aussi, et mon fils vient maintenant de rencontrer le même destin." À la question de pourquoi elle ne quittait pas cet endroit si dangereux, elle répondit que le gouvernement local n'était point oppressif. "Rappelez-vous de ceci, mes enfants", dit Confucius, "un gouvernement oppressif est pire qu'un tigre." » (James Legge, *Life of Confucius*, in *The Chinese Classics*, vol. 1 [2nd édition, Oxford, Clarendon Press], citation du *Li Chi (Liji)*, p. 67-68.

38. FEI, 1953, p. 32.

de Hong Kong, n'ai pas cherché alors à mieux creuser les positions de Fei Xiaotong. Il conclut son article biographique par la remarque suivante que, à la différence de l'astrophysicien Fang Lizhi³⁹ qui soutenait les demandes de réformes des étudiants en 1986 : « Fei Xiaotong a perdu, aux yeux des nouvelles générations, son ancienne aura de réformateur politique⁴⁰ », à cause de son absence de participation à l'agitation estudiantine. Il aurait été loué en cela par Deng Xiaoping. Sans doute, là encore, Fei Xiaotong n'était probablement pas dupe, comme l'indique le fait que, à cette même époque, alors qu'il enseignait à nouveau, à l'âge de presque quatre-vingts ans, il donnait à lire à ses étudiants uniquement ses textes publiés avant 1949, mais aucun de ses travaux récents, selon ce que raconta ensuite l'un d'eux⁴¹. À cette même époque, il tentait également de subvertir les cadres communistes de l'intérieur, par exemple en leur montrant comment des temples lamaïstes pouvaient servir à développer l'instruction ou comment la viande halal avait ses bons côtés.

Rappelons, pour clore ce sujet, les vingt années de Fei Xiaotong passées sous le chapeau ultra stigmatisant de droitier, une épreuve de survie physique et mentale dont il est impossible de mesurer rétrospectivement son coût personnel, et qui participe probablement de son attitude « feutrée » des dernières années de sa vie. Rappelons aussi à son actif son rôle essentiel dans la mise en route de la réforme rurale qui mit fin à la collectivisation dans les années 1980.

Comment faire face à la langue de bois et à la censure ?

Pour revenir au problème tout récent de la préface de la traduction française, comment devais-je réagir face aux demandes chinoises ? J'aurais pu refuser toutes coupures et édulcorations, mettre fin au travail et à la publication et publier la préface ailleurs. Je remercie ici la direction de l'Inalco et des Presses, qui m'ont soutenue en refusant que le texte paraisse sans ma préface. Après des négociations difficiles, comme je l'ai dit plus haut, j'ai constaté que les demandes chinoises ne portaient pas vraiment sur le fond, mais plutôt sur la forme ; en outre, il a toujours été évident pour moi que le texte de Fei Xiaotong était plus important que ma préface, néanmoins celle-ci était nécessaire aux lecteurs français pour prendre connaissance du contexte et de l'orientation du texte. Par ailleurs, j'étais bien consciente aussi de la position difficile

39. Fang Lizhi (1936-2012) a participé en 1989 au mouvement étudiant de Tian'an men ; après la répression violente du 3 juin, il a trouvé refuge à l'ambassade des États-Unis à Pékin. Un an après, il a été évacué aux États-Unis avec sa femme, et est ensuite tombé dans l'oubli.

40. THOROVAL, 1988, p. 18.

41. FEI, 1992, p. 12.

des collègues chinois, et du peu de latitude dont ils disposaient pour louvoyer entre des directives politiques aussi autoritaires que changeantes. J'attire également l'attention sur le fait que ma préface, aussitôt traduite en chinois, a été relue par différents spécialistes chinois, et également par un héritier de Fei Xiaotong résidant à Pékin. Je voudrais ici rendre hommage à toutes ces personnes, pour le sérieux de leur travail et pour leur implication profonde afin de faire aboutir ce projet scientifique, malgré les conditions difficiles dues au contexte politique qui est le leur actuellement. J'ai donc finalement accepté les quelques coupures et reformulations évoquées ci-dessus, parce qu'elles ne dénaturaient pas fondamentalement à mes yeux la biographie de l'auteur, tout en évacuant certaines expressions comme « camp de rééducation », « purge », « parti communiste (à la forme négative) », aujourd'hui taboues en Chine. Pour cette raison, j'ai tenu à relater ici le déroulement de cet épisode, tel que moi-même et les collègues français l'avons vécu – et expliquer les raisons qui nous ont finalement fait accepter certaines demandes chinoises.

Mais surtout, cette affaire soulève une question cruciale qui nous est posée maintenant ouvertement par cette « Chine d'après » : comment allons-nous traiter ce contrôle étendu hors des frontières chinoises de la production scientifique des anthropologues spécialistes des mondes chinois et des sinologues, dans les années à venir ? Allons-nous devoir nous autocensurer comme y sont si bien rodés nos collègues chinois, dont c'est le seul moyen de survie pour ceux ayant une vraie « conscience scientifique » ? Sinon, sommes-nous armés pour soutenir un conflit forcément difficile ? Nos jeunes collègues seront-ils aptes et motivés à faire face à ces conflits futurs ? Si certains spécialistes choisissent à dessein de ne pas utiliser des financements chinois pour conserver leur liberté scientifique comme Anne Cheng⁴², comment faire pour publier des traductions d'œuvres chinoises dont les droits sont détenus par des maisons d'éditions chinoises ? Devons-nous, et pouvons-nous, fermer notre porte complètement aux coopérations avec ce pays, étant donné notre petitesse économique devant ce géant ?

Pour conclure, je voudrais citer un échange que j'ai eu avec le grand anthropologue américain Marshall Sahlins (1930-2021), professeur à l'université de Chicago, célèbre dans le monde entier pour ses travaux sur l'Océanie, qui nous a hélas quitté récemment, à l'occasion de la parution en 2015 de son petit opus intitulé *Confucius Institutes Academic Malware*. Ce texte présente l'historique et l'expérience de ces instituts chinois censés reproduire d'autres institutions vouées à déployer une culture dans des régions étrangères, telle notre Alliance française. Or, il s'agit en réalité de

42. *Le Monde*, « En finir avec "l'altérité chinoise" ».

tout autre chose, puisque ces instituts chinois veulent s’implanter uniquement dans les universités, afin de faire pénétrer la propagande chinoise au cœur même de la jeune élite étudiante, en utilisant pour ce faire des « moyens malveillants » – notamment censure et autocensure, au mépris des valeurs universitaires et scientifiques.

Dear Professor Marshall Sahlins,

Greetings from France!

As an anthropologist of China and a teacher (senior lecturer) of “Anthropology of China” at INALCO –former Langues’O – at Paris, France, I want to thank you for your booklet *Confucius Institutes Academic Malware*.

Your research is great – I just want to add one point about “The reticence of China scholars – with ongoing research interests in China to become engaged in criticism of the CI project (p. 5)”. Maybe this reticence is also linked to the hope that we can manage to arouse some changes “from within” (and not “from outside”).

Dear Colleague:

Thank you for your very informative and encouraging letter. With your permission I would like to circulate it among interested colleagues if I may, including China scholars, via email, along with a plea to gather a list of institutions that have refused to accept CIs--something, as you know, that is unlikely to attract public notice, but deserves to. Since the letter is likely then to enter the ethernet, I can delete your name and make it entirely anonymous if you wish.

I much appreciate your interest in working from the inside, and certainly wish you success. It has been my experience, however, since the Vietnam War – and even before in the US Project Camelot – that academics attempting to “speak truth to power” more often contribute to the power than to the truth. In my experience, it has been something like the cartoon of two hooded executioners leaning on their long axes and talking, when one says to the other, “The way I see it, if I didn't do it, some son of a bitch would get the job.” My experience. I truly hope yours is better, and I truly respect it.

Cordially yours,

Marshall Sahlins

Bibliographie

- ALLEN N. J., 1999, "Obituary Louis Dumont (1911-1998)" in *JASO*, vol. XXIX, 1998, n° 1, p. 1-4.
- ASSAYAG Jackie, 1998, « La construction de l'objet en anthropologie. L'indianisme et le comparatisme de Louis Dumont » in *L'Homme*, tome 38, n° 146. p. 165-189.
- BOUDON Raymond, 1988, « Individualisme ou holisme : un débat anthropologique fondamental » in MENDRAS Henri & Verret MICHEL (dir.) *Les champs de la sociologie française*, Armand Colin, 1988, p. 31-45.
- CAPDEVILLE-ZENG Catherine, 2001, *Rites et Rock à Pékin – Tradition et modernité de la musique rock dans la société chinoise*, les Indes savantes, Paris, 350 p.
- CARTIER Michel, 1992, "Reviewed Work(s): From the soil: the foundations of Chinese society, a translation of Fei Xiaotong's *Xiangtu Zhongguo* by Gary Hamilton and Zheng Wang" in *Revue bibliographique de sinologie*, nouvelle série, 1992, vol. 10, p. 25-26.
- CHENG Anne, 19 février 2021, propos recueillis par WEIL Nicolas, « En finir avec "l'altérité chinoise" » in *Le Monde*, p. 10.
- DUMONT Louis, 1966, *Homo Hierarchicus – Le système des castes et ses implications*, Gallimard, Paris, 490 p.
- DUMONT Louis, 1983, *Essais sur l'individualisme, Une perspective anthropologie sur l'idéologie moderne*, Le Seuil, Paris, 288 p.
- FEI Hsiao-Tung (Fei Hsiao-t'ung), 1936-1937, "The problem of Chinese relationship System" in *Monumenta Serica* 2, p. 135-158.
- FEI Hsiao-Tung (Fei Hsiao-t'ung), 1938, "The Chinese Kinship System" in *Man*, August 1938, p. 135 (Review of H.Y. Feng, *The Chinese Kinship System*, Reprint from *Harvard Journal of Asiatic Studies* Philadelphia, vol 2, n° 2, 1937), reprint: *The American Journal of Sociology* (1946).
- FEI Hsiao-Tung (Fei Hsiao-t'ung), juillet 1946, "Peasantry", "Peasantry and gentry: An interpretation of Chinese Social Structure and its change" in *The American Journal of Sociology*, vol 52, n° 1, pp. 1-17.
- FEI Xiaotong 费孝通, 2011 [1948], *乡土中国 Xiangtu Zhongguo* [Aux racines de la société chinoise], Shangwu Yinshuguan, The Commercial Press, Beijing.

- FEI Xiaotong, 1939, *Peasant life in China. A Field study of the country life in the Yangtze Valley*, by Hsiao-Tung Fei, with a preface by MALINOWSKI Bronislaw, Kegan Paul, Trench, Trubner & Co, London.
- FEI Xiaotong, 1953, *China's Gentry – Essays in Rural-urban relations*, by Hsiao-Tung Fei, revised and edited by PARK REDFIELD Margaret, The University of Chicago Press, 290 p.
- FEI Xiaotong, 1992, *From the Soil – the Foundations of Chinese Society, A Translation of Fei Xiaotong's Xiangtu Zhongguo*, introduction and epilogue by HAMILTON Gary G. & ZHENG Wang, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, Oxford, 176 p.
- FEI Xiaotong, 2021, *Aux racines de la société chinoise*, trad. VARC'H THOREL Yann & HONG Huang, préface de CAPDEVILLE-ZENG Catherine, Paris, Presses de l'Inalco, 146 p.
- GODELIER Maurice, 2021, « Postface – Hommage à Joël Thoraval » in THORAVAL Joël, *Écrits sur la Chine*, CNRS Éditions (coll. Bibliothèque de l'anthropologie), Paris.
- LARDINOIS Roland, 1995, « Louis Dumont et la science indigène » in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 106-107, p. 11-26.
- Le Monde*, 2 septembre 2020, « “Capital et Idéologie”, le dernier ouvrage de Thomas Piketty, censuré en Chine », LEMAITRE Frédéric.
- LEMOINE Jacques, janvier-mars 1986, « Ethnologues en Chine » in *Diogène*, n° 133, p. 82-112.
- LEMOINE Jacques, décembre 1988, « La première Tanner Lecture sur la Chine » in *Bulletin de sinologie*, n° 50, p. 19-24.
- LÉVI-STRAUSS Claude, 2002 [1947], *Les Structures élémentaires de la parenté*, Mouton de Gruyter, Paris, 541 p.
- LI Xia 李霞, 2010, *娘家与婆家 – 华北农村妇女的生活空间和后台权利 Niangjia yu pojia – huabei nongcun funü de shenghuo kongjian he houtai quanli [Women's Living Space and Backstage Power in a North China Village]*, Social Sciences Academic Press, Beijing.
- LIN Yaohua, 1947, *The Golden Wing – A Social Study of Chinese Familism*, Oxford University Press, New York.
- LIN Yaohua 林耀华, 2014, *金翼-中国家族制度的社会学研究 Jinyi – Zhongguo jiazhu zhidu de shehuixue yanjiu*, The Commercial Press, Shangwu Yinshuguan.

- LIN Yaohua 2023, *L'aile d'or – Une étude sociologique du système familial chinois*, trad. MODDE Lucie & ZHENDUO Chen, préface de Catherine Capdeville-Zeng, Presses de l'Inalco, Paris, 2023.
- NGUYEN Tri Christine, 1995, « Compte rendu de Fei Xiaotong, *From the Soil, The Foundation of Chinese Society* » in *Études chinoises*, vol. 14, n° 1, p. 187-189.
- PEACOCK Vita, 2015, “The Negation of Hierarchy and its consequences” in *Anthropological Theory*, 2015, vol. 15-1, p. 3-21.
- THORAVAL Joël, 1988, « Politique de la sociologie – Fei Xiaotong et les sciences sociales en Chine » in *Bulletin de sinologie*, n° 50, p. 12-18.
- VANDERMEERSCH Léon, 1981, “H.-T. Fei, Peasant Life in China. A Field Study of Country Life in the Yangtze Valley” in *L'Homme*, tome 21, n° 2. p. 132-134.
- YAN Yunxiang, 2006, 阎云翔, “差序格局与中国文化的等级观” *Chaxu geju yu Zhongguo wenhua de dengjiguan* [Chaxu geju and the Notion of Hierarchy in Chinese Culture] in *Shehuixue yanjiu*, 社会学研究, n° 4, p. 201-213.

Glossaire des termes chinois cités dans le texte

baihuawen 白话文	langue écrite moderne (introduite après le mouvement du 4 mai 1919)
cha 差	différence
chaxu geju 差序格局	modèle de l'ordre fondé sur la distinction des statuts relations
gang 纲	sociales (terme ancien)
geju 格局	mode, domaine, forme, structure, ici : modèle
guanxi 关系	relations sociales (terme actuel)
guanxi wang 关系网	réseau des relations sociales
lun 伦	relations (terme ancien)
sangang 三纲	les trois relations les plus étroites (terme ancien)
renlun 人伦	les relations humaines (terme ancien)
tuanti 团体	organisation ; ici « un collectif »
tuanti geju 团体格局	modèle collectif
wang 网	filet (de pêche)
xiangtu 乡土	rural/local (terroir)
Xiangtu Zhongguo 乡土中国	Aux racines de la société chinoise
xu 序	ordre
Zhongguo	Chine

Résumé : Fei Xiaotong (1910-2005) est considéré en Chine comme l'un des pères fondateurs de l'anthropologie et de la sociologie chinoises. Son ouvrage théorique le plus important, *Xiangtu Zhongguo* 乡土中国, publié en 1948, est traduit en anglais et publié en 1992 sous le titre *From the Soil: The Foundations of Chinese Society*. En 2021, pour repréciser certaines notions anthropologiques et les mettre à la portée des lecteurs francophones, notamment celle de *chaxu geju* 差序格局 « ordre (social) fondé sur la distinction de statuts » qui caractérise la société chinoise selon l'auteur, l'ouvrage est publié pour la première fois en français aux Presses de l'Inalco sous le titre *Aux racines de la société chinoise*. Après une présentation de l'auteur et de sa pensée ancrée dans la discipline anthropologique, une réflexion est proposée ici sur les débats académiques entre penseurs originaires de différentes sociétés. Une courte biographie de Fei Xiaotong précède l'exposition des principaux concepts élaborés dans son ouvrage et des questions rencontrées à propos de leurs traductions. Les liens anciens, mais complexes entre Fei Xiaotong et l'anthropologie française sont ensuite abordés, puis ses conceptions sont comparées à celles de l'anthropologue français Louis Dumont. L'expérience proprement dite de la publication et de la traduction en français, associant des collaborateurs chinois et français, et les discussions à propos de la préface rédigée pour cette édition française sont ensuite relatées. Un questionnement conclut autour des formes de censure rencontrées dans les sciences humaines à l'aune de différentes époques et d'horizons politiques distincts.

Mots clefs : Fei Xiaotong, Chine, anthropologie sociale, traductions en sciences humaines, censure.

*A French experience – About FEI Xiaotong 费孝通
and the French publication of Xiangtu Zhongguo 乡土中国
(1948), under the title The Roots of Chinese Society (2021)*

Abstract: Fei Xiaotong (1910-2005) is considered in China as one of the founding fathers of Chinese anthropology and sociology. His most important theoretical work, *Xiangtu Zhongguo* 乡土中国, published in 1948, was translated into English and published in 1992 as *From the Soil: The Foundations of Chinese Society*. In 2021, to re-specify certain anthropological notions and put them within the reach of French-speaking readers, including in particular that of *chaxu geju* 差序格局 “(social) order based on status distinctions” which characterizes Chinese society according to the author, the work is published for the first time in French by Presses de l'Inalco under the title *The Roots of Chinese Society*.

After a presentation of the author and his thinking anchored in the anthropological discipline, a reflection is proposed here on the academic debates between thinkers from different societies. A short biography of Fei Xiaotong precedes the exposition of the main concepts developed in his work, and the questions encountered regarding their translations. The old but complex links between Fei Xiaotong and French anthropology are then addressed, then his conceptions are compared to those of the French anthropologist Louis Dumont. The actual experience of publication and translation into French, involving Chinese and French collaborators, and the discussions about the preface written for this French edition are then recounted. A questioning concludes around the forms of censorship encountered in the human sciences in the light of different eras and distinct political horizons.

Keywords: *Fei Xiaotong, China, social anthropology, translations in human sciences, censorship.*

Construire la nation avec les sciences sociales : le « projet russe » et ses protagonistes

Jules Sergei Fediunin

Chercheur post-doctorant (Marie Skłodowska Curie Postdoctoral Fellow)
à l'université d'Oslo, docteur en science politique
et chercheur associé au CREE de l'Inalco.

Je tiens à remercier Laurent Coumel, Jean Radvanyi et les évaluateurs anonymes dont les remarques pertinentes ont permis d'améliorer cet article. Je remercie également Axel Vinot Préfontaine, Mélanie Sadozai et l'équipe éditoriale des Presses de l'Inalco pour leur relecture attentive.

Note sur la translittération : les titres et les termes russes mis entre parenthèses, ainsi que les références bibliographiques, suivent la translittération normalisée internationale ISO 9. Dans les références bibliographiques en français et en anglais, l'orthographe des noms et des prénoms figurant dans la référence d'origine a été gardée. Les mêmes noms de personnes peuvent ainsi figurer dans le texte sous trois formes différentes : l'orthographe usuelle française dans le corps du texte (par exemple, Valery Tichkov), la translittération du russe (Valerij Tiškov) et, enfin, l'orthographe anglaise (Valery Tishkov) pour les références des travaux publiés en anglais.

« Consolider la conscience civique et l'unité spirituelle du peuple multinational de la Fédération de Russie (nation russe) » est l'un des objectifs de la Stratégie de la politique des nationalités, document programmatique signé en décembre 2012 par Vladimir Poutine visant à donner un cadre à la politique russe en matière de diversité ethnoculturelle à l'horizon 2025. Pour la première fois dans l'histoire de

la Russie postsoviétique, l'existence d'une nation comprise comme communauté de citoyens, plutôt qu'appartenance à un groupe ethnique, a été explicitement reconnue dans un texte officiel¹. La prudence est toutefois de mise, car la notion de nation russe (*rossijskaâ naciâ*, et non russe, *russkaâ*)², censée invoquer le lien civique ou politique des Russes³, ne fait qu'accompagner le terme de *mnogonacional'nyj narod* (« peuple multinational » ou « multiethnique »). Si cette dernière notion, héritée de la tradition discursive soviétique et inscrite dans le préambule de la Constitution de 1993, insiste sur la pluralité des collectivités historiques au sein de la population russe dans une optique multiculturaliste⁴, le concept de nation russe met quant à lui l'accent sur l'unité nationale qui tend à transcender les appartenances ethniques particulières.

Cette évolution conceptuelle marque ainsi l'officialisation d'un projet de construction nationale qui restait jusqu'alors tacite. Si Boris Eltsine, président de la Russie de 1991 à 1999, avait entrepris des efforts visant à définir la communauté des citoyens de Russie, son administration ne leur a pas donné de statut juridique⁵. Cet état de fait s'explique essentiellement par l'opposition des élites représentant les minorités nationales les plus nombreuses et, à ce titre, possédant des autonomies territoriales appelées « républiques » (*respubliki*) dans le cadre d'un système fédéral « asymétrique⁶ ». Viatcheslav Mikhaïlov, ministre aux Nationalités de 1995 à 1998 puis de 1999 à 2000, explique que le terme de nation russe aurait dû figurer dans le Concept de politique des nationalités de 1996, texte prédécesseur de ladite stratégie⁷. Selon ses mots, le terme fut alors écarté en raison de l'opposition « de nombreuses entités fédérées [qui] ont refusé

1. KREMLIN, 2018.

2. Deux mots différents, mais étymologiquement proches, sont utilisés dans le russe contemporain pour désigner la communauté nationale : tandis que les mots *rossijskij* (adjectif) et *rossiânin* (substantif) sont relatifs à l'État, à son histoire et à son territoire, le mot *russkij* (adjectif et substantif) renvoie plus généralement à l'ethnicité, à la langue et à la culture russes. Le terme *rossijskij* pouvant être traduit comme « de Russie » et comme « russe », j'utiliserai la seconde variante car elle permet de rendre compte de la spécificité de la terminologie russe (САКННО, 2006).

3. Les termes de nation civique (*graždanskaâ naciâ*) et de nation politique (*političeskaâ naciâ*) étant généralement considérés comme des synonymes, la première notion est nettement plus utilisée que la seconde dans les débats russes.

4. CHEBANKOVA, 2012.

5. BRESLAUER & DALE, 1997.

6. RADVANYI, 2013.

7. KREMLIN, 1996.

d'approuver » la version du document le contenant⁸. Un autre facteur ayant fait obstacle à la formulation d'un projet de construction d'une nation politique dès les années 1990 tient à l'instabilité institutionnelle dans les structures ministérielles chargées de sa promotion⁹.

L'officialisation du « projet russe » au début des années 2010 peut être lue comme une conséquence directe de la « stabilisation poutinienne », marquée par une certaine continuité avec le régime d'Eltsine et couplée à un tournant autoritaire¹⁰. Or, la stratégie de 2012, suivie par d'autres documents officiels, n'aurait pas vu le jour si le projet n'avait pas été préparé depuis des années par un groupe d'acteurs, composé d'universitaires, d'experts et de hauts fonctionnaires, œuvrant pour la diffusion du concept de nation russe dans le discours public.

Cet article propose d'analyser les ressorts intellectuels du « projet russe », pensé à la fois comme un outil incontournable pour réduire les tensions interethniques et comme un moyen de légitimation de l'État russe postsoviétique. L'article comprend quatre parties. La première identifie les principaux acteurs qui portent ce projet de construction nationale et analyse leurs carrières croisées. Ils ont en effet oscillé entre la recherche en sciences sociales (Académie des sciences de Russie, universités publiques) et le travail dans les instances gouvernementales (notamment l'ancien ministère aux Nationalités). Dans la deuxième partie seront analysées les façons dont l'expertise en sciences sociales a été délibérément mise au service d'une cause politique : la construction nationale. Pour ce faire, l'article s'appuiera sur l'étude des écrits publiés entre les années 1990 et le début des années 2020 par les protagonistes du concept de nation russe, qui se prévalaient d'une autorité académique. Une attention particulière sera accordée aux publications de Valery Tichkov, communément considéré comme le penseur le plus éminent du « projet russe ». La troisième partie s'intéressera aux alignements de ces acteurs sur la politique du régime de Vladimir Poutine, notamment pour ce qui est du rejet des mouvements ethnonationalistes et du bellicisme à l'égard de l'Ukraine. Seront enfin interrogées, dans une ultime partie, les perspectives du « projet russe » à

8. МИХАЙЛОВ, 2016.

9. Si le comité, puis le ministère aux Nationalités, exista tout au long des années 1990, il n'était doté ni de larges pouvoirs ni de financements conséquents. Entre 1992 et 2004, cette structure a été réformée dix fois et huit personnes différentes se sont succédé à sa direction. Après avoir été supprimée en 2004, elle est finalement recréée, onze ans plus tard, sous le nom d'Agence fédérale aux nationalités (FADN), dont le statut est assimilé à celui d'un ministère. Voir RUTLAND, 2010 ; GOODE, 2019.

10. GEL'MAN, 2015.

partir des débats récents qui révèlent l'absence de consensus sur la nation russe et l'hésitation du Kremlin de l'imposer coûte que coûte.

Théoriser et défendre le concept de nation russe : les acteurs aux carrières croisées

Le concept de nation se présente comme un symbole moderne particulièrement puissant. Pour l'anthropologue Katherine Verdery¹¹, le terme de nationalisme désigne ainsi « l'usage politique du symbole nation à travers le discours ou l'action politique, ainsi que le sentiment incitant les gens à réagir à [d'autres] usages de ce symbole ». À l'instar de tout autre symbole, celui de nation est polysémique et donc ouvert à de multiples interprétations, qui peuvent s'exclure mutuellement. Qui dit interprétations multiples, dit usages (et mésusages) variés. De nombreux acteurs, élitaires ou non, font de la « nation » un objet de théorisation ou d'instrumentalisation privilégié, au vu des enjeux politiques, idéologiques ou économiques liés à son usage dans le discours public et dans la pratique sociale. Ces acteurs sociaux, agissant dans un contexte spatio-temporel particulier, tentent de mettre à leur service le capital symbolique de ce concept clef de la perception et de la construction d'une réalité sociale : « Nous, les modernes, participons tous au discours de la nation, qu'on le veuille ou non¹². »

Le rôle des intellectuels s'avère particulièrement important dans ces processus, comprenant « la formation de la conscience nationale, la diffusion des valeurs de la nation, la disciplinarisation du peuple à l'intérieur [d'un pays] et la mise en application des règles et des frontières¹³ » ; l'ensemble de ces processus faisant d'une population, ou de populations différentes, une nation. On peut soutenir que les intellectuels sont les créateurs d'un « discours universel de la nation » et d'un « système de représentation » rendant possible l'existence même du fait national¹⁴. Cette perspective théorique permet de relier la production de discours savants sur la société, rebaptisée « nation », à l'exercice du pouvoir politique institué¹⁵. Ce sont en effet les instances de l'État qui permettent la mise en œuvre effective d'un projet national moyennant des politiques centralisatrices visant à former et à entretenir une identité nationale

11. VERDERY, 1993, p. 38.

12. CALHOUN, 1993, p. 214.

13. KENNEDY & SUNY, 1999, p. 2.

14. *Ibid.*, p. 3.

15. BREUILLY, 1993 [1982].

commune parmi des populations culturellement distinctes. De tels projets supposent une certaine « nationalisation des esprits » et l'uniformisation des valeurs et des croyances des citoyens, grâce à des moyens variés comme l'instruction publique, l'armée ou les politiques linguistiques. En fin de compte, tout projet de construction nationale est étroitement lié à l'exercice du pouvoir étatique, même si la phase de théorisation d'un tel projet demeure indispensable.

La situation russe contemporaine ne fait pas exception à cette règle. Les efforts d'un cercle d'acteurs cherchant à théoriser et à diffuser le concept de nation russe, au cœur des structures de l'État comme dans l'espace public, constituent ici un exemple probant. Ces acteurs se regroupent notamment autour du *Bulletin de la nation russe* (*Vestnik rossijskoj nacii*) qui leur sert de centre de gravité. Cette revue, dirigée depuis sa fondation en 2007 par Valery Tichkov et se voulant « une édition scientifique et sociopolitique », est le fruit d'une collaboration des instances politiques et académiques¹⁶. Tandis que son siège social est situé à l'adresse de l'institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences (AS) de Russie, à Moscou, elle est éditée par la maison d'édition publique Izvestia, rattachée au département de coordination des activités de la présidence russe¹⁷. Patronnée par de hauts fonctionnaires comme Mourat Ziazikov, président de la République d'Ingouchie de 2002 à 2008 et actuellement ambassadeur de Russie à Chypre, la revue expose, sur son site web, des citations des dirigeants de la Russie, dont Vladimir Poutine, ainsi que les mots d'accueil des personnalités comme Nikolai Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, ou Sergueï Narychkine, ancien président de la Douma d'État (chambre basse du Parlement) et aujourd'hui chef du service russe des Renseignements extérieurs. Enfin, *Vestnik rossijskoj nacii* bénéficie de financements publics, dont des subventions présidentielles¹⁸, et ses numéros sont systématiquement envoyés aux dirigeants des administrations fédérales et régionales ainsi qu'aux parlementaires russes¹⁹.

Outre la retranscription des principales interventions des dirigeants de la Russie, ainsi que les discours de certains dignitaires religieux, dont le patriarche Kirill, à la

16. Voir le site officiel de la revue et sa page sur la plateforme *ELibrary*, URL : <http://rosnation.ru/> ; https://www.elibrary.ru/title_about.asp?id=28633.

17. Un organe fédéral qui fournit du soutien matériel et technique aux activités des hauts responsables de l'État russe.

18. La publication de la revue est soutenue par le Conseil présidentiel pour les relations interethniques. Selon les données fournies par la FADN, le montant de la subvention dont bénéficie la revue s'élevait à 1,28 million de roubles en 2020 (voir FADN, 2021).

19. Le tirage de la revue est de mille exemplaires.

tête de l'Église orthodoxe russe, la revue publie des matériaux de qualité variable sur les questions de la politique intérieure comme extérieure de la Russie, bien que le thème central des publications demeure la « politique des nationalités » (*nacional'naâ polika*) : terme officiel de la période soviétique, réinterprété comme désignant la gestion publique de la diversité ethnique et culturelle. « L'harmonisation » des relations interethniques et la formation d'une nation dite civique en Russie en font partie. Au milieu d'analyses scientifiques et de textes soumis par de jeunes chercheurs, on y trouve aussi des billets à charge idéologique signés par des chercheurs en sciences sociales ou des « experts de la revue » qui dénoncent tour à tour les « falsifications » de l'histoire russe, la « russophobie » des Européens ou encore les menaces que représenterait la « civilisation anglo-saxonne » pour la « civilisation russe²⁰ ». Dans un article paru en 2014, Andreï Manoïlo, professeur de science politique à l'université d'État de Moscou, alors membre du conseil scientifique auprès du Conseil de sécurité de Russie qui a par la suite intégré le comité de rédaction de la revue, décrivait les « révolutions de couleur » dans les espaces de l'ex-URSS, et au-delà, comme « une menace pour la nation russe²¹ ».

Acteurs clés du « projet russe »

Revenons brièvement sur les parcours professionnels des principaux acteurs regroupés autour du *Bulletin*, afin de mieux saisir la genèse du concept de nation russe que qu'ils théorisent et promeuvent.

Valery Tichkov (né en 1941) est incontestablement une figure centrale de ce cercle d'acteurs. On peut même suggérer, à l'instar de Pål Kolstø, que « les fondements théoriques du projet de construction nationale centré sur la Fédération de Russie [sont] en pratique l'entreprise d'une seule personne, Valery Tichkov²² ». Tout en soulignant l'influence qui demeure la sienne, une telle affirmation semble cependant exagérer le rôle de Tichkov dans le débat russe sur la nation.

Diplômé en histoire moderne de l'université d'État de Moscou, Tichkov intègre, dès les années 1970, l'institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences (AS) de l'URSS. Auteur de deux thèses en histoire consacrées au Canada colonial et aux mouvements autochtones dans ce pays, il entre en 1982 à l'institut d'ethnographie

20. Voir notamment les matériaux des n° 52 (2016), n° 58 (2017), n° 59 (2018) et n° 85 (2022) du *Bulletin de la nation russe*.

21. MANOÏLO, 2014.

22. KOLSTØ, 2016, p. 32.

de l'AS. C'est en son sein que Tichkov fera sa carrière académique jusqu'à diriger cet établissement rebaptisé, de son initiative, institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'AS de Russie, de 1989 à 2015²³. Depuis 2015, il occupe le poste de directeur scientifique du même institut.

Témoin des conflits qui éclatèrent durant les dernières années soviétiques, Tichkov est nommé ministre aux Nationalités en février 1992 dans le gouvernement Eltsine, poste qu'il quitte huit mois plus tard²⁴. Dans les années 1990 et 2000, Valery Tichkov publie nombre d'ouvrages consacrés à l'étude du phénomène d'ethnicité ainsi qu'à son usage à des fins politiques²⁵. En parallèle, celui qui est considéré comme l'un des précurseurs de l'anthropologie sociale et culturelle en Russie se met à la recherche d'une « nouvelle doctrine d'État » qu'il ébauche dès les années 1990. Celle-ci consiste à faire émerger et à maintenir le sentiment d'appartenance supra-ethnique, dite civique ou citoyenne (*graždanskoe samosoznanie*), parmi les populations de la nouvelle Fédération de Russie²⁶. Tichkov a même insisté sur la nécessité d'introduire « dans le vocabulaire international deux nouveaux mots, *Rossia* et *Rossians* [en anglais dans le texte original], comme des traductions plus appropriées depuis le russe pour désigner l'État et son peuple²⁷ ». Depuis, ses textes se sont enrichis de nouvelles argumentations et références, sans jamais remettre en cause l'objectif qu'il juge primordial : la construction d'une nation civique (ou politique) en Russie, pensée comme ouverte et multiculturelle.

Tichkov continue d'exercer une influence importante au sein de la communauté académique russe, d'abord en tant que directeur scientifique de l'institut d'ethnologie

23. N'étant lui-même ni ethnologue ni anthropologue de formation, Tichkov a expliqué cette initiative, validée par la présidence de l'AS de l'URSS en 1990, par sa volonté de « moderniser la discipline » grâce à l'appropriation des conceptions « occidentales » et de « l'intégrer dans le savoir ethnologique et anthropologique mondial, tout en conservant le fondement artisanal de notre science : sa méthode ethnographique ». Si, à l'époque soviétique, l'ethnographie était considérée comme une science essentiellement descriptive et donc auxiliaire de la science historique, l'ethnologie pouvait prétendre au statut de discipline scientifique à part entière. Tichkov a toutefois reconnu une part de « violence » infligée aux ethnographes au travers de ce changement d'identité disciplinaire (TICHKOV, 2001). Pour une discussion de la « crise » disciplinaire dans laquelle se retrouve l'ethnographie/ethnologie/anthropologie russe postsoviétique, voir SOKOLOVSKIJ, 2014.

24. L'une des raisons de la démission de Tichkov de ce poste ministériel, en octobre 1992, était son opposition à l'approche, défendue notamment par Galina Starovoïtova, alors conseillère du président Eltsine sur les questions interethniques, consistant à « absolutiser les droits des minorités » nationales (TICHKOV, 2013, p. 631).

25. Voir par exemple, TICHKOV, 1997 ; 2004.

26. TICHKOV, 1995.

27. *Ibid.*, p. 53.

et d'anthropologie de l'AS, ensuite comme secrétaire, de 2013 à 2022, du département des sciences historiques et philologiques de l'AS et membre de sa présidence. En outre, Tichkov est souvent présenté comme le chercheur russe en sciences sociales le plus cité²⁸. Son influence provient également de son statut d'expert auprès des instances de l'État, ce qui lui permet de combiner ses analyses scientifiques avec des prises de position en faveur d'une cause éminemment politique : le « projet russe ». Ainsi, après son bref passage au ministère des Nationalités, Tichkov est devenu membre, dans les années 2000 et 2010, de nombre d'instances consultatives, dont la Chambre publique de Russie (2005-2010), où il a présidé la commission sur la tolérance et la liberté de conscience²⁹, le Conseil russe des affaires internationales, le conseil public du Service fédéral des migrations et le conseil scientifique auprès du Conseil de sécurité de Russie. Tichkov est aussi membre actif du Conseil présidentiel pour les relations interethniques, créé en 2012, au sein duquel il a participé à la rédaction de la Stratégie de la politique des nationalités.

Lorsque Tichkov fonde le *Bulletin de la nation russe*, c'est avec Abdoul-Hakim Soulygov (né en 1962). Ce haut fonctionnaire, professeur de science politique à l'université d'État de Moscou et ancien coordinateur de la politique ethnique au sein du parti au pouvoir Russie unie (2005-2011), a présidé le comité de rédaction de la revue entre 2008 et 2020³⁰. D'origine tchéchène, Soulygov fut, entre 2002 et 2004, représentant spécial du président russe chargé de veiller au respect des droits humains en Tchétchénie. Depuis les années 2000, il a été membre de plusieurs conseils d'experts sur les questions ethniques et religieuses auprès du président et du Conseil de la fédération, chambre haute du Parlement russe. Soulygov est aujourd'hui conseiller au département de l'interaction avec les organisations religieuses au sein de l'administration présidentielle de Russie.

Dans le premier numéro du *Bulletin*, Tichkov et Soulygov ont défini la mission du périodique dans les termes suivants : « L'objectif de la revue est d'élaborer scientifiquement et de populariser de manière méthodique le concept de nation russe, conçu comme l'élément politico-idéologique clef [*ključevogo idejno-političeskogo smysla*] de

28. Triškov, 2019.

29. La Chambre publique (*Obšestvennaâ palata*) est une assemblée consultative créée en 2005 auprès de la présidence russe pour valoriser les relations entre la société civile et les autorités. Cette structure fait partie d'un dispositif institutionnel qui traduit la volonté de l'État de construire une société civile « par le haut », en contrecarrant l'activité des ONG considérées comme étant « déloyales » vis-à-vis du régime en place (DAUCÉ, 2013).

30. En 2021, Alexeï Fediakine, professeur de science politique à l'institut des chemins de fer de Moscou (MIIT), a succédé à Soulygov au poste de rédacteur en chef de la revue.

l'histoire moderne de la Russie ; de promouvoir l'identité civique en tant que forme dominante de la conscience collective ; de diffuser les idées d'un passé politique et culturel commun [auprès de l'ensemble des habitants de la Russie]³¹. »

Trois autres acteurs ont été particulièrement engagés dans la promotion de l'idée officielle de nation russe. Tous trois, titulaires du grade universitaire de docteur en sciences sociales, ont longtemps travaillé au sein des instances administratives, soviétiques puis russes, et ont mis leur expertise au service des dirigeants de l'État. Le premier, Ramazan Abdoulatipov (né en 1946), a commencé sa carrière au département de la propagande du comité régional de Mourmansk du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) dans les années 1970 et 1980, pour intégrer le département des relations nationales du Comité central du PCUS en 1988. Entre 1990 et 1993, il a présidé le conseil des nationalités du Soviet suprême de Russie. De 1997 à 1998, il a été vice-président du gouvernement russe puis ministre aux Nationalités, poste qu'il quitte en 1999. Entre 2000 et 2005, il est membre du Conseil de la fédération puis, de 2005 à 2009, ambassadeur de Russie au Tadjikistan. En 2013, Abdoulatipov est nommé chef de la république du Daghestan, dont il est originaire, avant d'être révoqué par Moscou quatre ans plus tard. Entre 2018 et 2023, il a été représentant spécial de la Russie auprès de l'Organisation de la coopération islamique, à Djeddah, avant de rejoindre l'université des Finances auprès du gouvernement russe.

Viatcheslav Mikhaïlov (né en 1938) a, lui aussi, servi au sein des instances soviétiques chargées de la propagande. De 1972 à 1978, il a été chef du département de la propagande du comité régional de Lviv du Parti communiste (PC) d'Ukraine, puis, entre 1978 et 1984, instructeur du département de la propagande du Comité central du PCUS. Après avoir servi comme secrétaire du comité régional du PC d'Ukraine à Louhansk, il est revenu, en 1987, au Comité central du PCUS, dont il a présidé, jusqu'en 1991, le département des relations interethniques, dites « internationales » (*mežnacional'nye otnošeniâ*). Dans la deuxième moitié des années 1990, Mikhaïlov a exercé les fonctions de ministre aux Nationalités et aux Relations fédérales. Depuis 1998, il est professeur et chef du département des relations interethniques, fédérales et internationales à l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du président russe, à Moscou³². Depuis 2012, il est également membre du Conseil présidentiel pour les relations interethniques.

Pour sa part, Vladimir Zorine (né en 1948) a été professeur à l'institut d'économie nationale de Tachkent dans les années 1970 et 1980 puis a été membre de l'appareil du

31. SULTYGOV & TIŠKOV, 2008, p. 14.

32. Créé en 1921, cet établissement a pour vocation principale de former des cadres supérieurs pour les administrations de l'État.

Parti communiste d'Ouzbékistan. Entre 1991 et 1993, il a conjugué plusieurs fonctions à l'ambassade d'Ouzbékistan en Russie, dont celle de premier secrétaire. Installé à Moscou, il se fait par la suite élire à la Douma d'État, où il préside la commission sur les questions ethniques entre 1993 et 1995. De 2001 à 2004, Zorine est ministre d'État sans portefeuille, chargé de coordonner la « politique des nationalités » puis, de 2005 à 2009, représentant plénipotentiaire adjoint du président dans le district fédéral de la Volga. En 2009, Zorine a été nommé par Tichkov directeur adjoint de l'institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'AS, où il dirige actuellement le service de la communication et des relations publiques. En 2013, il est également devenu professeur au département de science politique à l'université d'État de Moscou, tout en restant membre de différentes commissions consultatives auprès des instances de l'État. Il préside notamment la commission de la Chambre publique sur l'harmonisation des relations interethniques et interreligieuses (2020-2023).

Enfin, Leokadia Drobijeva (1933-2021) a aussi été une scientifique très favorable au « projet russe », mais n'a toutefois pas occupé de positions administratives. Dans les années 1970-1980, Drobijeva, alors chercheuse à l'institut d'ethnographie de l'AS d'URSS, fut à l'origine d'une branche d'études appelée « ethnosociologie » (*èthnosociologiâ*), soit les études sociologiques de l'ethnicité³³. Cette tradition académique se perpétue aujourd'hui à l'institut de sociologie de l'AS de Russie, où Drobijeva a longtemps dirigé le centre d'étude des relations interethniques. Elle a également été membre du Conseil présidentiel pour les relations interethniques.

Il reste que ce sont les écrits de Valery Tichkov qui fournissent la vision la plus systématisée du concept de nation russe. Le primat de sa pensée a d'ailleurs été reconnu par l'ensemble des acteurs cités. De surcroît, Tichkov affirme avoir été le premier en Russie à remettre en cause l'usage « soviétique » du terme de nation, longtemps réservé à la désignation des groupes ethniques les plus importants, afin de l'appliquer aux communautés de citoyens. D'après ses mots, en 1994, il a réussi à « faire glisser » le terme de peuple russe (*rossijskij narod*) dans le texte de l'adresse annuelle, prononcée par le président Eltsine devant les membres du Parlement³⁴. Ce sont toutefois les années 2000 qui ont marqué, selon Tichkov, le véritable tournant quant à la reconnaissance du « projet russe », lorsque le président « Poutine a fait un pas plus décisif en affirmant [publiquement et] plus d'une fois que nous sommes un peuple russe, une nation civique³⁵ ».

33. ARUTÛNÂN & DROBIŽEVA, 2008.

34. TIŠKOV, 2007a, p. 21.

35. TIŠKOV, 2006b.

L'expertise académique au service d'un agenda politique : légitimer et renforcer l'État postsoviétique

Au milieu des années 2000, Valery Tichkov, tirant profit de la double dimension de sa carrière, académique et administrative, a multiplié les efforts pour faire avancer le concept de nation russe auprès des instances de l'État, la création du *Bulletin de la nation russe* constituant l'étape décisive de son lobbying. En 2006, dans une allocution adressée à ses collègues de la Chambre publique et intitulée « La nation russe comme projet accompli », Tichkov s'est dressé contre tous ceux qui « renient » la construction d'une nation civile, que ce soit au nom du présumé caractère impérial de la Russie ou de la prééminence des groupes ethniques perçus comme les seuls vecteurs du « fait national ». Il a notamment affirmé :

La tâche des experts responsables est d'expliquer patiemment et avec persistance – au moins jusqu'à ce que les journalistes comprennent – que l'identité russe [*rossijskost'*] et le peuple-nation russe [*rossijskij narod-naciâ*] ne sont pas le résultat d'une unification interne [des groupes ethniques], mais se superposent naturellement sur de nombreuses différences ethnoculturelles qui existent au sein de la population du pays. [...] Par tous les moyens disponibles, nous devons affirmer résolument le nationalisme russe, ce qui suppose de reconnaître et de défendre la souveraineté nationale et les intérêts de l'État, renforcer l'identité du peuple russe, promouvoir en priorité l'usage de cette notion même³⁶.

Ainsi, Valery Tichkov a exhorté le public « éclairé », en l'occurrence les représentants de la société civile loyaux au régime de Vladimir Poutine, à s'emparer du concept qu'il théorise pour le diffuser dans le débat public. Dans ce discours, il a choisi de jongler avec les termes *narod* (peuple) et *naciâ* (nation), en préférant le premier qui semble plus réceptif aux différentes connotations, ethniques ou non, et donc moins contesté que le second³⁷. Cependant, dans un autre discours prononcé en février 2007 devant les membres du groupe de travail sur les questions ethniques et religieuses auprès des cadres du parti présidentiel Russie unie, Tichkov a insisté sur le besoin de promouvoir le terme de *naciâ* pour désigner une communauté de citoyens³⁸.

36. TIŠKOV, 2006a, soulignement non retenu.

37. SAKHNO, 2006.

38. TIŠKOV, 2008.

Dans une série de textes qu'il a publiés depuis le milieu des années 2000, Tichkov affirme la réalité de la nation civique, non seulement dans la Russie postcommuniste, mais aussi pour des époques révolues. Selon lui, la nation civique appelée aujourd'hui *rossijskaâ naciâ* aurait déjà existé dans l'Empire russe et en URSS, mais sous des noms différents : « "peuple russe" et "Russiens" sous Pierre le Grand, Catherine II et Alexandre I^{er} ; "grande nation russe" [*bol'shaâ russkaâ naciâ*] et "nation russe" sous Nicolas II ; "nation multiethnique" [*mnogonarodnaâ naciâ*] ou "peuple soviétique" sous les dirigeants de l'URSS ; enfin, "peuple multiethnique", "peuple russe", "Russiens" et "nation russe" sous Vladimir Poutine³⁹ ».

Cette affirmation s'ancre dans un récit continuiste censé invoquer l'historicité du lien national en Russie, réinterprété en termes de concitoyenneté. Il s'ensuit, selon Tichkov, que « l'État russe, quelle que soit sa forme politique – l'empire monarchique, l'union des républiques ou la République fédérale [la Fédération de Russie] –, peut et doit être considéré comme État-nation⁴⁰ ». Viatcheslav Mikhaïlov et sa fille Natalia, professeure de science politique à l'université russe de l'Amitié des Peuples, à Moscou, reprennent ce constat à leur compte lorsqu'ils parlent des trois « avatars » (*ipostasi*) de la nation politique en Russie depuis le XVIII^e siècle⁴¹. De fait, ces formules mettent sur un pied d'égalité un empire pluriethnique avec une très large couche de paysans analphabètes et un État multinational soviétique, tiraillé entre pulsion multiculturaliste et volonté assimilatrice, État qui fut fondé en rupture assumée avec l'Ancien Régime. Malgré toutes les perturbations historiques, résume Tichkov, « l'État russe exista, existe et continuera d'exister⁴² ». Tous ceux qui critiquent l'amalgame de systèmes politiques différents ou rejettent l'hypothèse de la continuité des formes historiques de l'État feraient montre d'une « inertie cognitive » ou d'un « parti pris idéologique⁴³ ».

Toutefois, ces revendications de l'héritage de l'Empire russe et de l'URSS dans le souci de la continuité historique n'induisent pas une réflexion profonde sur la question des frontières extérieures de la nation. Toute population qui se retrouve sur les territoires *de jure* ou *de facto* contrôlés par l'État russe est d'emblée reconnue comme faisant partie de la communauté russe. Ce parti pris conditionne l'adhésion des théoriciens du « projet russe » à l'agenda politique du régime poutinien

39. ТИШКОВ, 2007b, p. 593-594.

40. ТИШКОВ, 2007a, p. 37 ; ТИШКОВ, 2013.

41. МИХАЙЛОВ & МИХАЙЛОВА, 2009.

42. ТИШКОВ, 2013, p. 6.

43. *Ibid.*, p. 5.

et à sa promotion du concept de monde russe (*russkij mir*). Ce dernier serait fait de « compatriotes » (*sootečestvenniki*), que sont les populations ethniquement ou culturellement russes vivant en dehors de la Fédération de Russie, particulièrement dans les États issus de l'Union soviétique (voir *infra*). Ainsi, en théorisant le « monde russe » dès 2007, l'année de la création de la fondation publique éponyme (*Russkij mir*), Valery Tichkov soutient que si c'est bien le *rossijskij narod*, multiethnique, qui a créé le *russkij* (et non *rossijskij*) *mir*, celui-ci est fondé sur le partage de la langue et de la culture russes par-dessus les frontières, plutôt que sur la loyauté envers l'État⁴⁴.

Détail significatif, les réflexions de Tichkov à ce sujet furent publiées dans la revue *La Stratégie de la Russie (Strategiâ Rossii)* dirigée, depuis sa création en 2004, par Viatcheslav Nikonov (né en 1965), président de la fondation Monde russe de 2007 à 2023 et député influent du parti Russie unie à la Douma d'État. Nikonov a lui-même défini le « monde russe » comme étant « au-dessus des nations, des frontières, des systèmes politiques [et] des idéologies » ; s'il est « pluriethnique et multiconfessionnel », la langue russe joue en son sein un « rôle civilisateur » fondamental⁴⁵.

Le projet national, présenté sous la forme de cette identité civique, évolutive, mais pour autant constante, serait donc un fait établi que les acteurs cités jugent éminemment positif. Cela n'empêche pas Valery Tichkov de constater que le « projet russe » continue à « piétiner » au vu d'un certain nombre de « défis » tels que la persistance des disparités démographiques, la présence de tensions opposant le groupe ethnique dominant aux groupes minoritaires (notamment dans les plus grandes villes) ou encore « l'homogénéisation ethnique » (non russe) caractérisant les républiques méridionales de la Russie⁴⁶. Afin d'éclaircir les raisons de ce constat ambivalent, selon lequel la nation russe s'avère à la fois un fait accompli et un chantier, il convient de se pencher sur les ressorts de la théorie construite par Valery Tichkov qui relève d'un paradigme constructiviste « appliqué » à la construction nationale d'une part, et d'une vision statocentrique de ce processus de l'autre.

Du constructivisme « appliqué »

Les théoriciens du « projet russe » prétendent s'appuyer sur une base scientifique. Ainsi, Valery Tichkov se réclame du constructivisme en sciences sociales qu'il oppose

44. TIŠKOV, 2007c ; TIŠKOV, 2013, p. 519-553.

45. NIKONOV, 2007, p. 22.

46. TIŠKOV, 2018b.

au « primordialisme », qui serait cher, entre autres, à un certain nombre de ses collègues de l'institut d'ethnologie de l'AS⁴⁷. Depuis son accession à la direction de cette institution, il a en effet multiplié les efforts visant à « réviser » les approches de ses collègues seniors⁴⁸, à commencer par Ioulian Bromleï (1920-1990), directeur du même institut jusqu'en 1989 et qui avait fait de Tichkov son adjoint. À l'approche décrivant le groupe ethnique (*étnos*) comme une collectivité humaine stable située au croisement du social et du culturel et la nation comme le stade supérieur dans l'évolution d'un tel groupe⁴⁹, Tichkov a mobilisé une vision plutôt individualiste, dynamique et variable de l'ethnicité, inspirée des théories dominantes dans les sciences sociales occidentales, autrefois qualifiée de « bourgeoises ».

Tichkov reprend à son compte l'approche constructiviste théorisée par Benedict Anderson⁵⁰, pour qui la nation est d'abord une communauté imaginée. Le constructivisme de Tichkov hérite de la conception andersonienne dès lors qu'elle postule que « la nation a été conçue dans le langage⁵¹ », mais en est une version simplifiée. En évoquant les « nouvelles conceptions scientifiques », l'universitaire russe s'oppose à des approches « objectivistes » du fait national et soutient que la condition nécessaire et suffisante à l'existence d'une nation est le recours des acteurs sociaux à ce maître-mot. Ainsi, l'établissement d'une nation passerait par « l'introduction du concept même de nation [...] compris de la même manière [*v obšerazdelâemom smysle*] par tous les membres d'une communauté. S'il n'y a pas de mot ["nation"], alors il n'y a pas de nation⁵² ».

La nation, résume Tichkov, est l'appartenance consciente d'un groupe d'individus « à une communauté qu'ils considèrent comme une nation⁵³ ». Ce constat entre pourtant en contradiction avec le postulat de la pérennité historique de la nation politique en Russie, étant donné qu'avant la période soviétique les masses paysannes russes ne s'identifiaient pas comme membres d'une communauté de citoyens⁵⁴. Certes, Tichkov retrace l'usage du mot *rossijskij*, « russe » par toute une pléiade

47. GOUJON, 2006 ; pour une présentation équilibrée de l'approche primordialiste, voir HOROWITZ, 2002.

48. TIŠKOV, 2003.

49. BROMLEJ, 1983 ; SÉRIOT, 2006.

50. ANDERSON, 2002 [1983].

51. TIŠKOV, 2016, p. 8.

52. *Ibid.*, p. 8.

53. *Ibid.*, p. 9.

54. MILLER, 2012 ; 2023.

d'intellectuels russes, de l'historien conservateur Nikolai Karamzine (1776-1826) au théoricien du « marxisme légal », devenu, après la révolution de 1905, un dirigeant du parti libéral « constitutionnel-démocrate » : Piotr Struve (1870-1944)⁵⁵. Cependant, le lien entre ces usages et la conscience d'appartenance à la nation dans l'empire des Romanov demeure une question non résolue. Tichkov s'apparente à ce titre à un intellectuel anticipant, *ex post facto*, l'émergence de la conscience nationale en la considérant « comme une réalité bien avant qu'elle ne le fût⁵⁶ ».

Au vu du caractère socialement construit de la nation, Valery Tichkov a renoncé, dans ses travaux datant des premières années postsoviétiques, à considérer celle-ci comme une catégorie d'analyse. En se référant aux travaux de Rogers Brubaker⁵⁷, Tichkov a ainsi encouragé les chercheurs, dans son article-manifeste publié en anglais en 2000, à « oublier la nation », car il s'agirait d'une « métaphore » (quoique dotée d'une redoutable force mobilisatrice) et d'un « concept vide », dont l'usage en sciences sociales ne serait guère justifié⁵⁸. Le radicalisme de la posture méthodologique de l'universitaire, qui date de cette époque, fut alimenté par son rejet de l'essentialisme caractéristique des théories soviétiques de la nation. Des années plus tard, Tichkov est pourtant revenu sur sa posture antérieure. S'il continue à faire référence à son article de 2000, ce n'est plus pour prôner « l'oubli de la nation », mais pour affirmer le « droit légitime » de se désigner comme telle de deux types de collectivités : États et groupes ethnoculturels⁵⁹. Ailleurs, Tichkov a reconnu qu'il était « nécessaire d'ajuster le constructivisme social » pour deux raisons. D'une part, celui-ci « ne tient pas compte de la composante émotionnelle » propre à la perception ordinaire de l'ethnicité comme une donnée « primordiale ». D'autre part, des constructivistes auraient tendance à ignorer que « sociétés imaginées ne veut pas dire sociétés imaginaires [*vydumannye obshestva*] » et que l'imagination se fait « à partir d'une réalité sociale » tangible rendue par des traditions culturelles, des croyances et des pratiques langagières différentes⁶⁰.

Alexei Sitnikov, professeur à l'Académie russe de l'économie nationale et du service public et auteur du *Bulletin de la nation russe*, se montre très explicite

55. TIŠKOV, 2013.

56. CONNOR, 1991, p. 15.

57. BRUBAKER, 1996.

58. TIŠKOV, 2000.

59. TIŠKOV, 2016, p. 9.

60. TIŠKOV, 2021, p. 39. Pour une discussion théorique proposant de « synthétiser » les apports des paradigmes primordialiste et constructiviste appliqués à l'étude des phénomènes ethniques et nationaux, voir PAIN, 2022.

quant à la recherche d'une « bonne » forme du constructivisme en sciences sociales. À l'appui des travaux de Tichkov, il rejette le « primordialisme » comme étant à l'origine de conflits interethniques au sein des sociétés multiethniques dont la Russie et pouvant, selon lui, conduire à des politiques génocidaires. À cet égard, Sitnikov se réfère aux forces du nationalisme ukrainien ayant pratiqué, dit-il, le « génocide contre les Juifs, les Polonais et les prisonniers de guerre soviétiques dans les années 1940, puis au XXI^e siècle, contre les habitants des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk⁶¹ ». En plaidant pour un constructivisme social révisé au prisme de la phénoménologie, Sitnikov fait preuve d'un certain relativisme lorsqu'il postule que l'approche constructiviste doit être adaptée à l'analyse des sociétés concrètes. « Bien que beaucoup ait déjà été fait, écrit-il, il est toujours d'actualité de concevoir et de mettre en pratique des modèles du constructivisme qui, premièrement, prendraient en compte les réalités russes sans pour autant contredire la conscience collective ordinaire [*povsdednevnomu massovomu soznaniû*] et, deuxièmement, serviraient de base théorique pour comprendre l'histoire et le présent d'un État composite et pour créer son identité civique⁶² ».

Il s'agit là d'efforts visant à mettre l'approche scientifique au service d'une cause politique : la construction nationale dans une société concrète. Cette construction relèverait d'abord d'une « appropriation » du terme de nation russe, à la fois par le personnel politique et les citoyens « ordinaires ». Le président Poutine et d'autres personnalités politiques, dont l'ancien président (2008-2012) Dmitri Medvedev, ont en effet eu régulièrement recours aux notions de nation et de peuple russiens, ce que Tichkov a d'ailleurs interprété comme la mobilisation de ses propres idées⁶³. Toutefois, il convient de noter que depuis 2012, « dans ses adresses annuelles au Parlement, Poutine n'a pas une seule fois fait référence à la population en tant que *rossiâne* [Russiens]. À la place, il a généralement employé le terme plus neutre de *graždane Rossii* ("citoyens de Russie")⁶⁴ ».

Les chiffres fournis par l'institut de sociologie de l'AS et l'agence fédérale aux Nationalités, que citent Valery Tichkov et Leokadia Drobijeva, sont justement censés montrer que les habitants du pays se reconnaîtraient très majoritairement comme « citoyens de Russie ». Issues des sondages d'opinion, ces données sont toutefois ouvertes à diverses interprétations.

61. SITNIKOV, 2023, p. 101.

62. *Ibid.*, p. 105.

63. GOUJON, 2006, p. 89 ; TIŠKOV, 2013, p. 3.

64. BLAKKISRUUD, 2023, p. 74.

Les deux auteurs affirment que l'identité russe s'avère « la plus forte » parmi les identifications collectives. Ainsi, d'après les résultats d'un sondage réalisé en 2011 cités par Drobijeva et Tichkov⁶⁵, 72 % des personnes interrogées s'identifiaient à la communauté des citoyens de Russie « dans une large mesure », alors qu'elles étaient 51 % à s'identifier aux membres de leur groupe ethnique et 60 % aux originaires d'une même localité.

D'autres données offrent pourtant une image différente : en l'occurrence, la « pertinence » de l'identification citoyenne ne serait pas supérieure à celle des identifications ethnique ou locale (voir le tableau 1).

	À l'égard des citoyens de la Russie	À l'égard des personnes de votre appartenance ethnique	À l'égard des habitants de votre localité
Souvent	36	38	42
Parfois	22	16	22
Très rarement	17	15	16
Jamais	19	25	15
Sans avis	6	7	4

Tableau 1. À quelle fréquence ressentez-vous un sentiment d'unité à l'égard des citoyens de la Russie, des personnes de votre appartenance ethnique et des habitants de votre localité (en % de répondants)⁶⁶ ?

Il est tout aussi emblématique que les questionnaires contiennent l'expression « citoyens de Russie » et non « Russiens » (*rossiâne*). Or, des enquêtes qualitatives permettent d'affirmer que ce dernier terme, ainsi que son dérivé « russe » (*rossijskij*) sont souvent perçus comme étant trop « secs », voire « artificiels », manquant de signification réelle, et ce contrairement au mot « Russe/russe » (*ruskij*), employé à la fois au sens restreint (ethnique) ou plus inclusif (culturel ou politique) et dont l'usage au quotidien est de beaucoup préféré⁶⁷.

Enfin, Drobijeva avoue que chez de nombreuses personnes, le fait de partager l'identification « citoyen de Russie » ne se traduit pas, du moins aujourd'hui, par

65. DROBIŽEVA, 2013, p. 78 ; TIŠKOV, 2013, p. 636.

66. Source : DROBIŽEVA, 2017b, p. 123.

67. BLACKBURN, 2021, p. 93-95.

l'abandon d'attitudes négatives à l'encontre des concitoyens d'appartenances ethniques différentes, dont notamment les originaires du Nord-Caucase⁶⁸.

Il en découle que les données de sondage sont une source peu fiable et insuffisante pour vérifier la solidité du lien national-citoyen au regard des autres identifications sociales. Mais si tant est que ce lien soit bien établi en Russie, comme l'affirment les théoriciens du « projet russe », d'où proviennent les obstacles qui le feraient « piétiner » ?

Statocentrisme assumé

Les intellectuels qui théorisent et défendent le concept de nation russe affirment une pérennité historique de la nation civique en Russie, résultant de la succession de diverses formes historiques de l'État. Cette approche rebondit, sans l'assumer explicitement, sur une tradition sociologique considérant l'État moderne comme l'acteur central, voire unique, de la construction nationale⁶⁹. Autrement dit, ce sont les États qui façonnent ou créent « leurs » nations, et non l'inverse. Comme l'affirme Tichkov, la construction nationale se fait essentiellement par des élites, politiques comme intellectuelles, qui cherchent à « articuler et disséminer une identification [collective] à une nation [en vue de la] souder par des valeurs, symboles et aspirations communes⁷⁰ ». Tout État serait par excellence « national » dans la mesure où il imposerait un certain degré d'homogénéité aux populations qui se retrouvent sur son territoire, pour en faire émerger une communauté relativement uniforme⁷¹. Dans le cas russe, il est intéressant de noter que Drobijeva souligne, toujours avec les résultats des sondages à l'appui, le rôle de l'État en tant que principal « facteur de consolidation » de l'identité citoyenne, qu'elle désigne par conséquent comme « civico-étatique⁷² ».

Il n'est dès lors guère surprenant que les promoteurs du « projet russe » fondent leurs espoirs quant à la construction nationale en Russie sur les dirigeants de l'État et Vladimir Poutine en personne, qu'ils désignent comme « le dirigeant

68. DROBIŽEVA, 2017a, p. 17.

69. TILLY, 1975.

70. TISHKOV, 2008.

71. TISHKOV, 2013 ; cf. BAUMAN, 2008.

72. DROBIŽEVA, 2013 ; DROBIŽEVA & RYŽOVA, 2021.

de la nation russe » (*lider rossijskoj nacii*)⁷³. « Mon principal allié est Poutine et quelques petits groupes d'experts. Car le seul Européen authentique dans notre pays est le président », affirmait Tichkov au milieu des années 2000⁷⁴. Et lui d'ajouter : « Honnêtement parlant, ces dernières années je compte de moins en moins sur le soutien des personnes de la même sensibilité [que moi-même] parmi les chercheurs en sciences sociales, mais il y a encore de l'espoir quant à la prudence [*blagorazumie*] de la classe politique⁷⁵. »

Il en résulte que, pour Valery Tichkov parmi d'autres, la condition d'existence de la nation n'est pas nécessairement celle de sa survie, d'où vient le besoin d'un pouvoir politique fort, capable de maintenir un projet national en dépit de multiples « résistances, internes (populaires ou élitaires) comme externes⁷⁶ ».

Cette approche statocentrique conditionne la production du lien national au maintien de l'État. En cas d'éclatement ou de reconfiguration, le nouvel État doit être suffisamment puissant pour parvenir à remodeler l'identité nationale en fonction des changements survenus. S'il y parvient, la rupture entre les formes politiques se voit minimisée. Ainsi, dans le cas de la désintégration de l'URSS, la persistance du « peuple soviétique » céderait la place à la réaffirmation de la « nation russe », tous deux considérés comme différents visages d'une même nation politique se perpétuant depuis l'époque des tsars⁷⁷. Tichkov écrit à cet égard :

73. SULTYGOV & TIŠKOV, 2008, p. 11.

74. Cité dans GOUJON, 2006, p. 90. Tichkov reprend à son compte la célèbre phrase du poète Alexandre Pouchkine (1799-1837), qui écrivait dans une lettre à Piotr Tchaadaev : « Il fallait ajouter (non comme concession, mais comme vérité) que le gouvernement est encore le seul Européen de la Russie, et que tout brutal et cynique qu'il est, il ne tiendrait qu'à lui de l'être cent fois plus » (PUŠKIN, [1836]).

75. TIŠKOV, 2007b, p. 598.

76. TIŠKOV, 2013.

77. Dans les textes d'intellectuels favorables au « projet russe », le terme « peuple soviétique » (*sovetskij narod*), officialisé en URSS et inscrit dans la dernière Constitution soviétique de 1977, est souvent doublé par l'anachronisme « nation soviétique » (*sovetskaâ naciâ*). Cette façon de rebaptiser la communauté qui sous-tend l'État semble servir une double cause : d'une part, elle légitime l'usage du concept de nation appliqué aux communautés non ou supra-ethniques, contrairement à la tradition discursive soviétique ; d'autre part, elle accentue la continuité entre projets identitaires soviétique et postsoviétique (MIHAJLOV & MIHAJLOVA, 2009 ; BARAŠ, 2011). Pour sa part, Tichkov souligne, en contradiction avec la condition d'existence de la nation qu'il a formulée, que « le nationalisme civique soviétique avait bel et bien existé [même] en l'absence du mot "nation" » dans le discours officiel, tandis que le peuple soviétique « formait une nation [civique] » (TIŠKOV, 2013, p. 226 et 274).

« Il n'y avait rien de dramatique dans le fait [qu'après la révolution d'Octobre] l'ancien peuple russe fut rebaptisé peuple soviétique. L'histoire offre bon nombre d'exemples de tels changements de nom qui ont parfois porté leurs fruits⁷⁸. » Concernant le peuple soviétique, l'auteur ajoute que celui-ci a cessé d'exister « non pas parce qu'il était une anomalie, mais en raison d'un clivage au sein des élites et de la chute de l'État⁷⁹ ».

Abdoul-Hakim Soultgov se montre plus critique envers la période soviétique, qu'il associe à la « destruction de la nation russe [au nom de la] construction, par la dictature du prolétariat, d'une nouvelle nation ouvrière-paysanne ». C'est la réforme du système politique de l'URSS initiée par Mikhaïl Gorbatchev qui, selon lui, avait ouvert la voie à une « reconstruction de l'État et de la nation russes⁸⁰ ». Soultgov met ainsi l'accent sur la rupture entre l'URSS et la Fédération de Russie qui en est issue, rupture marquée par un affaiblissement du pouvoir institué et donc un relâchement du lien national. « Au tournant des siècles, écrit-il, la Fédération de Russie ne possédait pas les caractéristiques majeures d'un État établi et opérationnel [*sostoâvšegosâ, deesposobnogo gosudarstva*] », son intégrité territoriale et politique n'étant pas garantie. C'est Vladimir Poutine qui, dès son accession à la présidence en 2000, procédera à la « nationalisation de l'État » conformément au « modèle idéal de l'État-nation moderne tel que formulé dans la Constitution [de 1993]⁸¹ ».

Cette double optique, constructiviste et statocentrique, met en lumière le caractère ambivalent attribué au concept de nation russe par ses théoriciens. Conditionnée par l'introduction et la diffusion de ce concept dans ses différentes variantes (*rossiâne, rossijskij narod, rossijskaâ naciâ*), elle serait à la fois établie, car officiellement déclarée et en perpétuelle construction, dans la mesure où elle est orchestrée par les responsables politiques qui veillent au maintien d'une conscience collective face aux divers facteurs capables de la mettre en péril. Afin d'éviter ces dangers, il serait alors nécessaire de faire barrage à des tendances destructrices que représentent notamment les mouvements ethnonationalistes.

78. TIŠKOV, 2013, p. 225.

79. *Ibid.*, p. 226.

80. SULTYGOV, 2014a ; 2014b.

81. SULTYGOV, 2016, p. 35 et 55.

Combattre les ethnonationalismes et renforcer l'État : l'articulation du « projet russe » avec l'agenda du régime poutinien

En 2012, Tichkov écrivait : « Les adversaires du projet russe existent non seulement parmi les minorités (même s'il y a eu moins de rejet de ce côté au cours des dix dernières années), mais aussi au sein du groupe [ethnique] majoritaire⁸². » Les ethnonationalismes qui mettent en cause l'ordre politique établi constituent ici la cible principale des théoriciens de la nation russe ; cible qu'ils partagent avec le régime de Poutine qui a mené une politique répressive à l'égard des mouvements ethnonationalistes d'opposition, dont les plus influents ont été interdits pour extrémisme dès le tout début des années 2010⁸³.

Observateur des conflits ethniques dans l'espace (post)soviétique depuis la fin des années 1980, Valery Tichkov a consacré de nombreuses pages à la critique passionnée du nationalisme, qu'il soit minoritaire ou majoritaire, véhiculant la vision ethnique de la nation. L'universitaire décrit ce phénomène comme un « moyen de mobilisation efficace à court terme [mais] affreusement destructeur » une fois déployé comme une stratégie d'action politique, qui vise l'homogénéisation culturelle et passe par l'assimilation forcée. Au vu de sa nature agressive, l'ethnonationalisme est, dit-il, à l'origine d'innombrables « conflits et [du] chaos », incapable de « générer la prospérité [ni] la paix entre les individus⁸⁴ ».

À ces ethnonationalismes, jugés éhémériques et nocifs, Tichkov oppose le concept de nationalisme civique qui se traduit par une « défense de la souveraineté nationale et des intérêts de l'État » combinée à la « consolidation de l'identité du peuple russe⁸⁵ ». Ainsi défini, ce nationalisme n'est guère séparable du « patriotisme » officiel, que Vladimir Poutine a maintes fois qualifié « d'idée nationale⁸⁶ », lorsqu'il mêle appartenance à la nation et allégeance envers l'État : « il n'est pas toujours facile de faire la distinction entre nationalisme et patriotisme, d'autant plus que dans leurs manifestations à l'échelle d'un État [ces principes] coïncident⁸⁷ ».

82. TIŠKOV, 2012, p. 73.

83. LAINE, 2017 ; FEDIUNIN, 2022b.

84. TIŠKOV, 2013, p. 18-19.

85. *Ibid.*, p. 308.

86. TASS, 2016.

87. *Ibid.*, p. 309.

Valery Tichkov remet en cause la légitimité des ethnonationalismes, inspirés selon lui par des « entrepreneurs ethniques », lorsqu'ils s'opposent au projet de la nation russe. Depuis des années, il dénonce les « forces étrangères », soit les « experts et hommes politiques occidentaux » qui, en jugeant la dissolution de l'URSS « inachevée », réclameraient une « nouvelle phase de désintégration » de l'État russe⁸⁸. Aussi franches que brutales, ces déclarations s'inscrivent en effet dans une logique de rivalité. Un nationalisme est, de fait, considéré comme « mauvais » lorsqu'il conteste l'ordre politique jusqu'à ce que celui-ci ne devienne l'expression du principe ethnocratique. En revanche, un « bon » nationalisme – désigner tout à tour constructif, libéral, civique ou politique⁸⁹ – chercherait, lui, à consolider l'État existant et à renforcer sa légitimité en termes d'identité, d'idéologie ou de puissance, même au risque d'entraîner – au nom de la construction nationale – une « destruction nationale » au niveau des communautés ethnoculturelles⁹⁰.

Conscient des inquiétudes que suscite le projet de construire la nation russe « par le haut » auprès de populations et d'acteurs variés, Valery Tichkov a théorisé un modèle consensuel qu'il appelle *naciâ naciĭ*, soit « nation de nations⁹¹ ». Celui-ci repose sur le principe de coexistence d'une nation politique, à l'échelle fédérale, avec une pluralité de nations ethniques qui en feraient partie au niveau infra-étatique. Au cœur de ce modèle repose donc l'idée de reconnaissance d'identités multiples, en l'occurrence ethniques (ou culturelles) et supra-ethniques (ou civiques), idée concrétisée par des formules telles que « et russe (tatare, bachkir, tchéchène, etc.), et russe » ou « l'unité dans la diversité⁹² ». Il est remarquable de constater à quel point ce modèle reproduit le modèle soviétique du *matryoshka-nationalism* reliant des identités à l'image d'une poupée russe⁹³. On retrouve ainsi des groupes ethniques – des plus petits au groupe majoritaire – constituant ensemble une grande nation dite russe qui, à son tour, se prolonge dans une « communauté imaginée » plus grande encore : celle du « monde russe » qui serait dotée d'une certaine « épaisseur historique⁹⁴ ».

88. TИШКОВ, 2000, p. 633 ; TИШКОВ, 2018b.

89. TИШКОВ, 2009.

90. CONNOR, 1972.

91. TИШКОВ, 2009 ; 2013, p. 380 et 601 ; 2023.

92. TИШКОВ, 2013, p. 635.

93. BREMMER, 1993, p. 22.

94. TИШКОВ, 2007c.

D'autres promoteurs du « projet russe » soutiennent cette vision. Ramazan Abdoulatipov écrivait en 2008 : « La nation russe est le fruit de la cocreation de citoyens de nationalités différentes, qui ont l'opportunité de conserver leur identité ethnographique [...]. Construire la nation russe sur la négation et l'éviction des nations ethniques de Russie est [une entreprise] sans perspective⁹⁵. » Pour Viatcheslav Mikhaïlov, la nation russe « ne peut être qu'une synthèse des identités ethniques de tous les peuples (ethnies) de la Russie⁹⁶ ». De telles fusions conceptuelles permettent à ces auteurs de considérer le terme constitutionnel de peuple multinational et celui de nation russe comme des synonymes⁹⁷.

Dans cette entreprise, les théoriciens du « projet russe » font des références à la diversité culturelle des États modernes : le Royaume-Uni et l'Espagne en Europe, l'Inde et la Chine en Asie, le Canada et le Brésil aux Amériques. La présence de la Chine dans cette liste atteste que le critère du régime politique n'est pas pris en compte. Tichkov souligne explicitement que tout État reconnu doit être vu comme national même en l'absence de pratiques démocratiques réelles⁹⁸. Cela n'empêche pas Abdoulatipov et Mikhaïlov de parler d'une constante « démocratisation » de la société russe⁹⁹. C'est là toute la différence entre le concept de « nation de nations » et celui de *state-nation*¹⁰⁰. Si le premier découle d'une concession faite aux porte-paroles des groupes ethniques désignés comme des nations, le second soutient que la construction d'une nation politique dans une situation multiculturelle passe nécessairement par l'établissement, souvent conflictuel, des mécanismes d'intégration fondés sur les principes démocratiques et fédéraux.

L'articulation du « projet russe » avec l'agenda du régime poutinien se vérifie par la priorité que ses défenseurs donnent aux intérêts de l'État central sur ceux des collectivités ethnographiques particulières. Sur fond de la « parade des souverainetés » des années 1990 dans les républiques de Russie¹⁰¹, Tichkov s'était à plusieurs reprises prononcé contre tout séparatisme potentiel, en particulier en Tchétchénie et au Tatarstan¹⁰². Abdoulatipov et Mikhaïlov défendent, eux, la centralisation poutinienne

95. ABDULATIPOV, 2008, p. 170.

96. MIHAJLOV & MIHAJLOVA, 2009, p. 55.

97. TIŠKOV, 2018c, p. 21.

98. TIŠKOV, 2013, p. 8.

99. ABDULATIPOV & MIHAJLOV, 2016.

100. STEPAN, LINZ & YADAV, 2010.

101. RADVANYI, 2013.

102. TISHKOV, 1995, p. 46.

qui a drastiquement réduit l'autonomie des républiques fédérées et vont jusqu'à décrire Vladimir Poutine comme « l'unificateur des terres et des peuples de Russie¹⁰³ ».

Or, tous les séparatismes ne se valent pas pour les défenseurs du « projet russe ». Ainsi, Mikhaïlov, Tichkov et Zorine se sont abstenus, en 2014, de condamner le séparatisme pro-russe en Crimée et dans le Donbass¹⁰⁴. Après le lancement de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, ces trois membres du Conseil présidentiel pour les relations interethniques ont soutenu le lancement de « l'opération militaire spéciale » et ses objectifs déclarés par le chef du Kremlin : « démilitarisation » et « dénazification » de l'Ukraine. Ce faisant, ils ont souligné l'importance du « consensus patriotique » qui se serait formé en Russie¹⁰⁵. Le nouveau rédacteur en chef du *Bulletin de la nation russe*, Alexeï Fediakine a, lui, ardemment approuvé « le retour des territoires historiques de Russie, majoritairement peuplés par des populations ethniquement russes », en référence aux annexions par Moscou de plusieurs régions ukrainiennes en 2014 (Crimée avec la ville de Sébastopol) puis en 2022 (régions de Donetsk, de Louhansk, de Zaporijia et de Kherson)¹⁰⁶.

On peut également citer la décision de Vladimir Poutine, entérinée par le Parlement russe en 2018, de mettre fin à l'apprentissage obligatoire des langues minoritaires dans les écoles situées sur le territoire des républiques fédérées¹⁰⁷ ; une décision qui contredit à la fois les constitutions républicaines définissant certaines langues non russes comme étant « langues d'État » sur leurs territoires, mais aussi l'inscription de la protection de la diversité ethnoculturelle comme « objectif prioritaire » dans la Stratégie de la politique des nationalités. Malgré une forte contestation de cette décision dans certaines républiques comme le Tatarstan ou la Bachkirie, Tichkov, parmi d'autres experts proches du pouvoir, s'y est aligné, en reprenant à son compte les propos du président Poutine selon lesquels « il est tout aussi inacceptable de forcer [les élèves] à apprendre des langues non maternelles que de voir baisser le niveau d'apprentissage du russe¹⁰⁸ ». Cette prise de position contraste avec les critiques que Valery Tichkov avait pu formuler à l'égard des États comme la Lettonie, l'Estonie, la Moldavie, la Géorgie ou l'Ukraine, où il décrivait le refus des autorités politiques

103. ABDULATIPOV & MIHAJLOV, 2016, p. 18.

104. D'autres, comme Vera Mal'kova, chercheuse à l'institut d'ethnologie de l'AS, ont ouvertement soutenu l'annexion de la Crimée par la Russie comme le résultat d'un « processus légitime » (MAL'KOVA, 2016).

105. KREMLIN, 2022 ; ZORIN, 2022 ; TIŠKOV, 2023, p. 7-8.

106. FEDĀKIN, 2024.

107. BOWRING, 2018.

108. TIŠKOV, 2018a.

d'accorder au russe le statut de langue officielle comme des « répressions linguistiques » envers les populations russophones et une « usurpation de [leurs] droits¹⁰⁹ ».

Conformément à la logique de l'homogénéisation qui semble désormais prévaloir dans la politique ethnique de l'État russe sur le respect de la diversité¹¹⁰, le modèle de « nation de nations » a été ajusté. À la fin des années 2010, Vlaery Tichkov introduit la notion de « culture dominante » (*serdcevinnaâ kul'tura*, traduction du terme anglais *core culture*) pour affirmer le statut particulier de la langue et de la culture russes perçues non seulement comme caractéristiques du groupe ethnique majoritaire, mais aussi comme fondements de l'unité civique¹¹¹. Selon la version modifiée, en décembre 2018, de la Stratégie de la politique des nationalités, « l'identité civique pan-russienne [*obšerosijskaâ*] est fondée sur le maintien de la dominante culturelle russe [*russkoj*], qui est propre à tous les peuples habitant la Fédération de Russie » (article 11-1)¹¹².

L'absence de consensus autour de la nation russe

Après l'échec des tentatives d'officialisation du concept de nation russe dans les années 1990, ses défenseurs n'ont pas abandonné ce projet et l'ont poursuivi en cherchant à tirer profit d'un soutien tacite du président Poutine, qui a ordonné, en 2002, de préparer une nouvelle version du texte programmatique en matière de « politique des nationalités¹¹³ ». Ce travail aura pris dix ans, avant que la nouvelle Stratégie ne soit finalement adoptée.

En octobre 2016, lors de la réunion du Conseil présidentiel pour les relations interethniques, à Astrakhan, Viatcheslav Mikhaïlov a proposé – après une consultation préalable avec des experts et responsables politiques qui en font partie – de passer à l'étape suivante de ce processus d'officialisation : faire adopter une loi « sur la nation russe¹¹⁴ ». Aussitôt soutenue par le président Poutine, cette proposition visait à donner une pleine reconnaissance juridique à la consolidation souhaitée de la « conscience civique » des Russes. La proposition esquissée par Mikhaïlov a

109. TIŠKOV, 2013, p. 554.

110. ZAMYATIN, 2016 ; LAINE & ZAMYATIN, 2021.

111. TIŠKOV, 2018b.

112. KREMLIN, 2018.

113. MIHAÏLOV, 2016.

114. KREMLIN, 2016.

cependant pris au dépourvu l'opinion publique et s'est attiré de nombreuses critiques. Celles-ci remettent en cause le « projet russe » et, par là même, témoignent de sa position marginale au sein de la stratégie du régime de Poutine à l'égard des questions nationales¹¹⁵.

Comme dans les années 1990, de nombreuses voix dans les républiques fédérées se sont élevées contre cette initiative. Aux yeux de certains militants de la cause des minorités nationales, ce ne serait qu'un écran de fumée destiné à instaurer, sur le plan législatif, la prééminence de la majorité ethnique (*russkie*) ou encore de l'orthodoxie (en vertu de son statut de religion historiquement dominante en Russie), ce qui aurait facilité l'assimilation des cultures minoritaires et creusé les discriminations à leur égard¹¹⁶. Bien que faisant preuve d'une grande prudence, une partie des élites des républiques ont rejoint ce constat : l'officialisation du concept de nation russe mettrait davantage en péril le statut d'autonomie dont elles jouissent, en ouvrant la voie à leur future suppression¹¹⁷.

À l'autre bout du spectre, on retrouve tous ceux qui, en s'exprimant au nom du groupe majoritaire, considèrent le discours sur la nation russe comme menaçant envers la nation russe définie comme une communauté ethnoculturelle (*russkaâ naciâ*). Ces critiques ne sont pas non plus nouvelles. Les intellectuels et militants ethnonationalistes accusaient, et continuent d'accuser, le président Boris Eltsine et les libéraux d'avoir « inventé », au cours des années 1990, le mot « Russiens » (*rossiâne*) pour nier l'existence de la majorité ethnique en tant que nation. Valery Tichkov a fait l'objet d'attaques de la part de certains ethnonationalistes russes (attaques personnelles sur Internet, manifestations en bas de l'immeuble de l'AS, etc.), le traitant de traître à la Russie voulant détruire l'identité russe et prônant le remplacement des Russes par des migrants « non slaves¹¹⁸ ». Certains intellectuels ethnonationalistes ont comparé la conception « tichkovienne » de la nation à des approches pseudoscientifiques comme le « lyssenkisme », ce courant idéologique soutenu par le régime soviétique dans les années 1930-1960 et dénonçant la génétique au nom du marxisme-léninisme¹¹⁹. Pour d'autres, célébrer une nation russe, correspondant au territoire de la Russie postsoviétique, signifie renoncer au véritable socle ethnoculturel de la nation russe, qui dépasse les frontières de l'État de

115. BLAKKISRUÐ, 2023 ; FEDIUNIN, 2023.

116. GARIFULLIN, 2016.

117. *KOMMERSANT*, 2016.

118. KRYLOV, 2010, p. 9, n° 2 ; *Newsland*, 2013.

119. SERGEEV, 2010, p. 208.

l'après-1991¹²⁰. D'autres encore, comme le « vétéran » de l'ethnonationalisme russe Alexandre Sevastianov, rejettent le concept de nation civile qui relève selon eux du libéralisme occidental et est « contraire à la mentalité et à la tradition scientifique russes ». Tichkov, Mikhaïlov et Zorine seraient, eux, des « pseudoscientifiques et agents de l'Occident¹²¹ ».

L'initiative visant à introduire le terme de nation russe dans la loi n'a fait qu'amplifier ces critiques, d'autant plus que l'identité russe, promue par l'État, est systématiquement perçue dans les milieux ethnonationalistes comme la réincarnation du « peuple soviétique¹²² ». Mis à part les ressorts idéologiques du « projet russe » et l'expérience de vie significative de ses principaux théoriciens en URSS, ce rapprochement n'est pas sans fondement, étant donné que les dirigeants de la Russie considèrent eux-mêmes ce projet comme étant inspiré du modèle soviétique. Ainsi, en s'exprimant sur l'état des relations interethniques en Russie peu après le rassemblement ultranationaliste sur la place du Manège, à Moscou, en décembre 2010, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, a notamment déclaré : « Le régime soviétique est parvenu à créer une certaine substance qui était au-dessus des relations interethniques et interconfessionnelles [...] on a même inventé une nouvelle communauté [*obšnost' lúdej*], le peuple soviétique. [...] Et nous n'avons pas encore ça. Nous disons "Russiens", "peuple russe", mais ce n'est pas encore [ce qu'il nous faut]. Nous n'avons pas pu trouver d'équivalent à ce qui avait été inventé en Union soviétique¹²³. » De leur côté, les théoriciens du « projet russe » le rapprochent explicitement du modèle soviétique, en insistant sur le rôle clef du souvenir de la « Grande Victoire » de 1945 dans la production de l'unité nationale aujourd'hui¹²⁴.

En somme, les porte-paroles des minorités comme ceux du groupe majoritaire font appel à la persistance des communautés ethnoculturelles qui sont, à leurs yeux, infiniment plus tangibles que toutes les tentatives menées par l'État pour forger une identité collective à sa convenance. Par ailleurs, certains acteurs d'orientation libérale qui, autrement, ne remettent pas en question l'identité russe, s'opposent à l'idée que la construction nationale puisse avancer par ordonnances¹²⁵.

120. REMIZOV, 2011.

121. SEVAST'ANOV, 2017, p. 40-41.

122. BBC, 2016 ; VERBINA, 2017.

123. RIA Novosti, 2010.

124. ABDULATIPOV & MIHAJLOV, 2016 ; TIŠKOV, 2020.

125. PAIN, 2016 ; ŠELIN, 2016.

Le concept de nation russe n'est pas non plus apprécié au sein de l'Église orthodoxe russe, qui se définit comme *russkaâ* et non *rossijskaâ*. Le « territoire canonique » qu'elle revendique dépasse largement les frontières actuelles de la Fédération de Russie et comprend les pays de l'ex-URSS, sauf l'Arménie et la Géorgie, plus la Chine, la Mongolie et le Japon¹²⁶. Le patriarcat de Moscou met l'accent sur la notion de « monde russe », qui s'articule autour de trois principes : la foi orthodoxe, la culture et la langue russes et, enfin, la mémoire collective commune¹²⁷. Le critère d'appartenance ethnique ou nationale n'en fait pas partie. Selon Alexandre Stchipkov, vice-président du département synodal pour les relations entre l'Église et la société, « la "nation russe" n'a de sens que si elle est comprise comme synonyme de la nation russe [*russkoj*] pluriethnique ». La mise en œuvre du « projet russe » conduirait, selon lui, à ce que les Russes ethniques soient « évincés de l'espace public » au profit des groupes minoritaires à l'intérieur de la Russie et même à ce que l'Ukraine s'approprie le thème de la « russité » (*russkost*) à l'échelle mondiale¹²⁸. Au contraire, les religions « minoritaires », comme l'islam ou le bouddhisme, se montrent plutôt favorables à l'égard du « projet russe », étant donné son caractère *a priori* inclusif envers les diverses communautés peuplant le territoire de la Russie. Ainsi, les autorités spirituelles musulmanes affirment l'existence, ou du moins la formation, de la communauté musulmane « de Russie » (*rossijskoe musul'manstvo*)¹²⁹.

Enfin, le projet de loi célébrant la nation russe n'avait guère de chance d'être soutenu par l'opposition loyale au Kremlin. Ainsi, le Parti communiste russe (KPRF) et les nationaux-populistes du mal nommé Parti libéral-démocrate (LDPR) de feu Vladimir Jirinovski, en appellent traditionnellement au peuple russe, et non russe, que ces deux forces considèrent comme le plus important au vu de son poids démographique et de son rôle primordial dans l'histoire du pays. Mais il est surtout emblématique qu'en dépit de l'avis favorable de Vladimir Poutine, la fronde s'est fait entendre jusque dans les rangs de ses soutiens. Par exemple, le réalisateur Stanislav Govoroukhine, cadre du parti Russie unie qui a présidé le comité de la Culture à la Douma d'État, avait à plusieurs reprises qualifié le mot « Russe » d'odieux¹³⁰.

Face à ces contestations, l'administration présidentielle a décidé, plusieurs mois après la réunion du Conseil présidentiel pour les relations interethniques de 2016, de

126. ROUSSELET, 2017.

127. SUSLOV, 2014, p. 70.

128. ŠIPKOV, 2017.

129. *Muslim*, 2017 ; MALAŠENKO, 2018.

130. *Gazeta*, 2016.

renoncer à la préparation d'une loi « sur la nation russe ». C'est Valery Tichkov, nommé précédemment chef du groupe de travail sur l'hypothétique texte législatif, qui a expliqué ce désistement, sans cacher son regret, par « la réticence de la société [russe] à s'approprier l'idée d'une nation unie¹³¹ ». Simultanément, son groupe de travail a proposé de le rebaptiser : projet de loi « sur les fondements de la politique des nationalités¹³² ». Après avoir été mis de côté jusqu'aux élections présidentielles de mars 2018, le projet a fini par être suspendu.

L'inscription du terme « peuple russe/nation russe » n'a pas fait non plus partie des modifications de la Constitution initiées par le président Poutine et adoptées en été 2020, et ce en dépit du militantisme de Valery Tichkov et de Viatcheslav Nikonov. Leur proposition consistait à remplacer le terme « peuple multinational de la Fédération de Russie » par « nation russe pluriethnique » (*mnogonarodnaja rossijskaâ naciâ*), une inversion de sens insistant davantage sur le principe de l'unité¹³³. Au lieu de cela, le « peuple porteur de l'État », terme qui se réfère à la majorité ethnique (*russkie*), a été intégré dans l'article 68-1 de la Constitution. Selon les mots de Valery Tichkov, l'incapacité à faire valoir le concept « ancien et honorable » qu'est la nation russe relève « d'un mystère [et] d'un manque d'intelligence » collective¹³⁴.

Dans le même temps, les objectifs déclarés de la Stratégie de la politique des nationalités sont restés intacts. En outre, une définition de la « nation russe » a été introduite dans la version modifiée du document datant de décembre 2018. Elle est alors définie comme « la communauté des citoyens de la Fédération de Russie, libres et égaux, de diverses appartenances ethniques, confessionnelles, sociales ou autres, ayant une identité citoyenne commune¹³⁵ » (article 42).

Au-delà d'un débat ponctuel, le destin malheureux de l'initiative législative susmentionnée révèle l'ambiguïté de la politique des dirigeants de la Russie en matière de construction nationale. Depuis le début des années 2010, on a notamment assisté, en Russie, à l'expansion du discours « civilisationnel », les catégories de nation et de civilisation ayant conflué dans les représentations officielles de la communauté politique qui sous-tend l'État. Dans la foulée du conflit russo-ukrainien remontant à 2014, Vladimir Poutine et d'autres responsables russes se sont davantage investis dans

131. *Forbes*, «Zakon o rossijskoj nacii rešili pereimenovat' iz-za "negotovnostiobšestva"», 2017.

132. *BBC*, «Počemu Putinu ne pokažut zakonoproekt o rossijskojnacii», 2017.

133. FEDIUNIN, 2022a.

134. TIŠKOV, 2020, p. 16.

135. KREMLIN, 2018.

la promotion du terme *russkij*, pour désigner à la fois la majorité ethnique du pays, l'ensemble des citoyens de Russie et la diaspora relevant du « monde russe¹³⁶ ». Cela n'a pas empêché la présidence russe de continuer à décerner le prix présidentiel, établi par décret en 2016, pour récompenser les contributions individuelles ou collectives à « l'unité de la nation russe ». En 2023, au milieu de la guerre imposée par la Russie à l'Ukraine, c'est le patriarche Kirill – chantre du « monde russe » formé par les Slaves orientaux issus du « baptême » orthodoxe de Kiev, à la fin du x^e siècle¹³⁷ – qui reçoit le prix, sans que ce choix ne soit publiquement justifié¹³⁸. Il convient de noter que le chef du patriarcat de Moscou a publiquement présenté « l'opération spéciale » du Kremlin comme une guerre sainte contre la civilisation occidentale symbolisée par les marches des fiertés, la principale manifestation du mouvement LGBTQ+¹³⁹.

Loin de délaissier complètement l'idée russe, le Kremlin a de toute évidence préféré jouer sur tous les tableaux. Les références des défenseurs du « projet russe » aux autres pays comme l'Inde et la Chine qui, comme la Russie, s'affirmeraient à la fois comme nation et comme civilisation¹⁴⁰, peuvent difficilement dissimuler sa marginalisation au sein du système politique russe.

Conclusion

Théorisé et diffusé par un cercle restreint d'experts sur les questions ethniques, le « projet russe » a été le fruit d'une coopération étroite entre l'expertise scientifique et les autorités politiques en Russie. Après une période d'incertitude quant à son déploiement dans les années 1990, ce projet de construction nationale a reçu un

136. MALINOVA, 2020 ; BLAKKISRU, 2023.

137. En 2014, le patriarche Kirill déclarait : « La Russie appartient à une civilisation plus large que la Fédération de Russie. Nous appelons cette civilisation "le monde russe". Le monde russe n'est pas le monde de la Fédération de Russie ni celui de l'Empire russe. Le monde russe [provient] du baptême de Kiev. Le monde russe, c'est cette civilisation distincte à laquelle appartiennent des personnes qui se désignent aujourd'hui par des noms différents : les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses. À ce monde peuvent [également] appartenir des personnes qui ne font pas partie du monde slave mais qui se sont approprié la dimension culturelle et spirituelle de ce dernier » (*Patriarhiâ*, 2014).

138. Parmi les lauréats du prix, on retrouve également Magodedali Magomedov (2016), chef de la république du Daghestan de 1983 à 2006 et père de Magomedsalam Magomedov, directeur adjoint de l'administration présidentielle russe en charge des relations interethniques, Viatcheslav Mikhaïlov (2017), Leokadia Drobijeva (2019) et Vladimir Zorine (2021).

139. ROUSSELET, 2022.

140. TiŠKOV, 2023.

soutien manifeste de l'État au milieu des années 2000, avant d'être officialisé après le retour de Vladimir Poutine à la présidence, en 2012.

L'articulation du « projet russe » avec l'agenda du régime poutinien se fait à deux niveaux. D'une part, ce projet s'efforce de trouver un équilibre entre la majorité ethnique et les groupes minoritaires, tout en rejetant les solutions ethnonationalistes. D'autre part, le « projet russe » est appelé à légitimer la Fédération de Russie comme un État national souverain et à empêcher son éventuelle désintégration. Cette fonction légitimatrice, soulignée par les défenseurs du « projet russe », a été réactualisée par le lancement de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. Des voix se sont en effet levées, en Ukraine comme en Occident, pour exprimer le souhait d'une « décolonisation » de la Russie, qualifiée de « dernier empire colonial ». Ces voix appellent à soutenir les nationalismes des groupes minoritaires de Russie dans le but de répondre à leurs revendications culturelles et politiques¹⁴¹. Dans leur effort pour contrer ces récits, les théoriciens du « projet russe » ont soutenu le bellicisme du régime de Poutine à l'égard de l'Ukraine.

Dans un sens, ces théoriciens jouent le rôle du « constructeur de la nation », ce *nation-builder* autrefois décrit par Walker Connor : celle ou celui qui « est convaincu que le bien ultime [des populations observées] serait lié au maintien de l'État tel qu'il est actuellement constitué¹⁴² », à condition toutefois que les responsables politiques suivent la voie désignée de la construction nationale jusqu'au bout. La réalisation cohérente de ce projet politique implique des efforts considérables, et ses théoriciens en ont pleinement conscience. Ainsi, Drobijeva insistait sur le besoin « d'achever la formation [*trebuet doformirovaniâ*] de l'identité civique russe, en l'inculquant à la conscience collective [des citoyens] à travers les discours savants et politiques, l'éducation, les médias et les organisations de la société civile¹⁴³ ».

Or, les dirigeants de la Russie ne sont pas prêts à imposer le concept de nation russe coûte que coûte, sans pour autant l'abandonner complètement, en raison de son potentiel intégrateur. Cette posture est pourtant ambiguë : tandis que l'État se positionne en créateur d'une nation, il est contraint de reconnaître sa faiblesse relative, empreinte de son incapacité à s'appuyer sur une communauté politique bien établie face à la persistance des données ethnoculturelles, mais aussi compte tenu des projets alternatifs – ceux du « monde russe » et de l'identité civilisationnelle de la Russie – qui font appel à une communauté dépassant les frontières de l'État.

141. LARUELLE, 2022.

142. CONNOR, 1972, p. 355.

143. DROBIŽEVA, 2017a, p. 21 ; voir aussi GRANIN, 2017.

Dans ce contexte, l'idée russe continue d'occuper une place marginale dans la construction identitaire du régime de Vladimir Poutine. Elle est aussi peu soutenue à travers la société russe et demeure, du propre aveu de Viatcheslav Mikhaïlov, « quelque peu amorphe¹⁴⁴ ». Paradoxalement, ses théoriciens, qui fondent leurs espoirs sur l'action de l'État central, découvrent que celui-ci se réserve une marge d'initiative en matière de politique identitaire, préférant ne pas choisir entre des projets alternatifs.

Alignés sur le régime en place, les théoriciens ne sont pas parvenus à assurer la continuité de leurs efforts ; aucune nouvelle génération de penseurs n'est venue en soutien de l'idée russe, ou elle est tout du moins inaudible dans les débats publics. Aussi, le destin du « projet russe » n'est pas encore scellé.

Bibliographie

- ABDULATIPOV Ramazan, 2008, «Obustrojstvo rossijskoj nacii kak nacional'naâ ideâ Rossii v XXI veke» [La construction de la nation russe comme l'idée nationale de la Russie au XXI^e siècle] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 2, p. 168-173.
- ABDULATIPOV Ramazan & MIHAJLOV Vâčeslav, 2016, *Rossia v XXI veke : obšè-nacional'nyj otvet na nacional'nyj vopros* [La Russie au XXI^e siècle : une réponse nationale à la question des nationalités], Ètnosocium, Moscou.
- ANDERSON Benedict, 2002 [1983], *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* [Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism], trad. de l'anglais DAUZAT P.-E., La Découverte, Paris.
- ARUTÛNÂN Ūrik & DROBIŹEVA Leokadiâ, 2008, «Ètnosociologiâ pered vyzovami vremeni» [L'ethnosociologie face aux défis de notre temps] in *Sociologičeskie issledovaniâ*, n° 7, p. 85-95.
- BARAŠ Raisa, 2011, «Razdelennyj russkij narod ili razdelennaâ sovetskaâ naciâ?» [Un peuple russe divisé ou une nation soviétique divisée ?] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 18-19, p. 152-176.
- BAUMAN Zygmunt, 2008, "In the Court Where Multi-Ethnic Politics Are on Trial the Jury Is Still Out. Interview with Zygmunt Bauman" in *Ab Imperio*, n° 1, p. 19-34.

144. MIHAJLOV, 2016.

- BBC, 1^{er} mars 2016, «Politolog Valeryj Solovej: Vlasti Rossii komprometiruiūt ponâtie patriotizma» [Le politologue Valery Solovej : Les autorités russes compromettent la notion de patriotisme], URL : <https://www.bbc.com/russian/features-37353946> (consulté le 15/06/2023).
- BBC, 20 juillet 2017, «Počemu Putinu ne pokažut zakonoproekt o rossijskoj nacii» [Pourquoi le projet de loi sur la nation russe ne sera pas présenté à Poutine], URL : <https://www.bbc.com/russian/features-40660518> (consulté le 15/06/2023).
- BLACKBURN Matthew, 2021, “Mainstream Russian Nationalism and the ‘State-Civilization’ Identity : Perspectives from Below” in *Nationalities Papers*, vol. 49, n° 1, p. 89-107.
- BLAKKISRUDE Helge, 2023, “*Russkii* as the New *Rossiiskii*? Nation-Building in Russia After 1991” in *Nationalities Papers*, vol. 51, n° 1, p. 64-79.
- BOWRING Bill, 2018, “Minority Language Rights in the Russian Federation: The End of a Long Tradition?” in HOGAN-BRUN Gabrielle & O’ROURKE Bernadette (dir), *The Palgrave Handbook of Minority Languages and Communities*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, p. 73-99.
- BREMMER Ian, 1993, “Reasserting Soviet Nationalities Theory” in BREMMER Ian & TARAS Ray (eds.), *Nations, Politics in the Soviet Successor States*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 3-28.
- BRESLAUER George W. & DALE Catherine, 1997, “Boris Yel’tsin and the Invention of a Russian Nation-State” in *Post-Soviet Affairs*, vol. 13, n° 4, p. 303-332.
- BREUILLY John, 1993 [1982], *Nationalism and the State*, 2^{de} éd., Manchester University Press, Manchester.
- BROMLEJ Ūlian, 1983, *Očerki teorii ètnosa* [Essais sur la théorie de l’ethnie], Nauka, Moscou.
- BRUBAKER Rogers, 1996, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, New York.
- CALHOUN Craig, 1993, “Nationalism and Ethnicity” in *Annual Review of Sociology*, vol. 19, p. 211-239.
- CHEBANKOVA Elena, 2012, “Contemporary Russian Multiculturalism” in *Post-Soviet Affairs*, vol. 28, n° 3, p. 319-345.
- CONNOR Walker, 1972, “Nation-Building or Nation-Destroying?” in *World Politics*, vol. 24, n° 3, p. 319-355.

- CONNOR Walker, 1991, "From Tribe to Nation?" in *History of European Ideas*, vol. 13, n° 1-2, p. 5-18.
- DAUCÉ Françoise, 2013, *Une paradoxale oppression : le pouvoir et les associations en Russie*, CNRS Éditions, Paris.
- DROBIŽEVA Leokadiâ, 2013, «Rossijskaâ identičnost': faktory integracii i problemy razvitiâ» [L'identité russe : facteurs d'intégration et problèmes de consolidation] in *Sociologičeskaâ nauka i social'naâ praktika*, n° 1, p. 74-84.
- DROBIŽEVA Leokadiâ, 2017a, «Graždanskaâ identičnost' kak uslovie oslableniâ ètničeskogo negativizma» [L'identité civique comme condition d'affaiblissement du négativisme ethnique] in *Mir Rossii*, vol. 26, n° 1, p. 7-31.
- DROBIŽEVA Leokadiâ, 2017b, «Mežnacional'nye (mežètničeskije) otnošeníâ v Rossii v zerkale monitoringovyh oprosov FADN i regional'nyh issledovanij» [Les relations interethniques en Russie au miroir des sondages d'opinion de l'Agence fédérale aux Nationalités et des enquêtes régionales] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 56, p. 107-127.
- DROBIŽEVA Leokadiâ & RYŽOVA Svetlana, 2021, «Obšerosijskaâ identičnost' v sociologičeskom izmerenii» [L'identité russe dans sa dimension sociologique] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 77-78, p. 39-52.
- FADN, 3 mai 2021, «Strategii i gosudarstvennye (celevye) programmy» [Stratégies et programmes publics], URL : <https://fadn.gov.ru/documents/osnovopolagayushhie-dokumenty/programs> (consulté le 15/06/2023).
- FEDÂKIN Aleksej, 2024, «Vremâ "vozvrašat' i ukreplât'" (V.V. Putin): o perspektivah reintegracii rossijskih istoričeskikh territorij i imperativah renovacii Rossijskoj Federacii» [Le temps « du retour et du renforcement » (V.V. Poutine) : sur les perspectives de réintégration des territoires historiques de Russie et les impératifs de rénovation de la Fédération de Russie] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 96, p. 101-119.
- FEDIUNIN Jules Sergei, 2022a, « Classer les populations de Russie au prisme du nationalisme : bataille sémantique autour d'un amendement constitutionnel » in *La Revue russe*, n° 59, p. 95-105.
- FEDIUNIN Jules Sergei, 2022b, « Des usages politiques de l'extrémisme en Russie » in *Cités*, n° 92, p. 165-179.
- FEDIUNIN Jules Sergei, 2023, "Russian Nationalism" in GILL Graeme (ed.), *Routledge Handbook of Russian Politics and Society*, 2nd ed., Routledge, London, p. 437-448.

Forbes, 7 mars 2017, «Zakon o rossijskoj nacii rešili pereimenovat' iz-za "negotovnosti obšestva"» [La loi sur la nation russe sera rebaptisée en raison de « la réticence sociale »], URL : <https://www.forbes.ru/news/340419-zakon-o-rossiyskoy-nacii-reshili-pereimenovat-iz-za-negotovnosti-obshchestva> (consulté le 15/06/2023).

GARIFULLIN Il'nar, 2016, «Tataram vnov' predlagaût stat' čast' ù russkogo mira» [On impose de nouveau aux Tatars de faire partie du « monde russe »], URL : <https://www.idelreal.org/a/28137366.html> (consulté le 15/06/2023).

Gazeta, 17 novembre 2016, «Govoruhin nazval slovo "rossiânin" otvratitel'nym» [Govoroukhine traite le mot « Russe » d'odieux], URL : https://m.gazeta.ru/culture/news/2016/11/17/n_9343991.shtml (consulté le 15/06/2023).

GEL'MAN Vladimir, 2015, *Authoritarian Russia: Analyzing Post-Soviet Regime Changes*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh.

GOODE Paul, 2019, "Russia's Ministry of Ambivalence: The Failure of Civic Nation-Building in Post-Soviet Russia" in *Post-Soviet Affairs*, vol. 35, n° 2, p. 140-160.

GOUJON Alexandra, 2006, « Anthropologie et gestion des nationalités en Russie » in *Raisons politiques*, n° 2 (22), p. 73-94.

GRANIN Ūrij, 2017, «Ot samosoznaniâ k identičnosti. Proekt "Rossijskaâ naciâ" dolžen byt' zaveršen» [De la conscience de soi à l'identité. Le « projet russe » devrait être achevé], URL : https://www.ng.ru/ideas/2017-03-29/11_6960_nacia.html (consulté le 15/06/2023).

HOROWITZ Donald L., 2002, "The Primordialists" in CONVERSI Daniele (dir.), *Ethnonationalism in the Contemporary World: Walker Connor and the Study of Nationalism*, Routledge, London, p. 72-82.

KENNEDY Michael & SUNY Ronald G., 1999, "Introduction" in KENNEDY Michael & SUNY Ronald G. (dir.), *Intellectuals and the Articulation of Nation*, University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 1-51.

KOLSTØ Pål, 2016, "The Ethnification of Russian Nationalism" in KOLSTØ Pål & BLAKKISRUUD Helge (dir.), *The New Russian Nationalism: Imperialism, Ethnicity and Authoritarianism, 2000-15*, Edinburgh University Press, Edinburgh, p. 18-45.

Kommersant, 5 décembre 2016, «Zakonu o nacii proveli nulevoe čtenie: respublikii somnevaûtsâ v ego neobhodimosti» [La proposition de loi sur la nation a été débattue : les républiques remettent en question son utilité], URL : <https://www.kommersant.ru/doc/3161932> (consulté le 15/06/2023).

- KREMLIN, 1996, «Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 15.06.1996 g. n° 909 Ob utverždenii Konceptii gosudarstvennoj nacional'noj politiki Rossijskoj Federacii» [Décret du Président de la Fédération de Russie du 15.06.1996 n° 909 Sur l'approbation du Concept de politique des nationalités de la Fédération de Russie], URL : <http://www.kremlin.ru/acts/bank/9571> (consulté le 15/06/2023).
- KREMLIN, 2016, «Zasedanie Soveta po mežnacional'nym otnošeníam» [Réunion du Conseil pour les relations interethniques], URL : <http://kremlin.ru/events/president/news/53173> (consulté le 15/06/2023).
- KREMLIN, 2018, «Podpisan Ukaz o vnesenii izmenenij v Strategiju gosudarstvennoj nacional'noj politiki na period do 2025 goda» [Signature d'un décret présidentiel modifiant la Stratégie de la politique des nationalités à l'horizon 2025], URL : <http://kremlin.ru/acts/news/59348> (consulté le 15/06/2023).
- KREMLIN, 2022, «Zasedanie prezidiuma Soveta po mežnacional'nym otnošeníam» [Réunion de la présidence du Conseil pour les relations interethniques], URL : <http://www.kremlin.ru/events/councils/by-council/28/67902> (consulté le 15/06/2023).
- KRYLOV Konstantin, 2010, «Naciâ kak sub"ekt konflikta» [La nation comme sujet de conflit] in *Voprosy nacionalizma*, n° 3, p. 7-23.
- LAINÉ Veera, 2017, "Contemporary Russian Nationalisms: The State, Nationalist Movements, and the Shared Space in Between" in *Nationalities Papers*, vol. 45, n° 2, p. 222-237.
- LAINÉ Veera & ZAMYATIN Konstantin, 2021, "Russia's Nationalities Policy Before and After the 2020 Constitutional Amendments: Is the 'Ethnic Turn' Continuing?" , Finnish Institute of International Relations, Working Paper n° 125.
- LARUELLE Marlene, 2022, "Putin's War and the Dangers of Russian Disintegration. The Unraveling of a Fragile Multiethnic State Could Lead to More Violence", URL : <https://www.foreignaffairs.com/russian-federation/putins-war-and-dangers-russian-disintegration> (consulté le 15/06/2023).
- MALAŠENKO Aleksej, 2018, «Vozmožen li osobyj rossijskij islam» [Un islam de Russie est-il possible ?], URL : http://www.ng.ru/ng_religii/2018-12-18/13_456_islam.html (consulté le 15/06/2023).

- MALINOVA Olga, 2020, “‘Nation’ and ‘Civilization’” as Templates for Russian Identity Construction. A Historical Overview” in MjØR Kåre Johan & TUROMA Sanna (eds.), *Russia as Civilization: Ideological Discourses in Politics, Media and Academia*, Routledge, London, p. 27-46.
- MAL'KOVA Vera, 2016, «Est' russkaâ pravda v Krymskoj istorii» [La vérité russe dans l'histoire de la Crimée] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 46, p. 76-107.
- MANOJLO Andrej, 2014, «Cvetnye revolúcii kak ugroza rossijskoj nacii» [Les révolutions de couleur, une menace pour la nation russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 35, p. 176-190.
- MIHAJLOV Vâčeslav & MIHAJLOVA Natal'â, 2009, «K diskussii o probleme rossijskoj identičnosti» [Pour une discussion sur l'identité russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 7, p. 47-57.
- MIHAJLOV Vâčeslav, 2016, «Čtoby lûdi pošli na podvig, nado im dat' ideû» [Pour que les gens accomplissent un exploit, il faut leur donner une idée], URL : <https://www.kommersant.ru/doc/3155793> (consulté le 15/06/2023).
- MILLER Aleksej, 2012, «Istoriâ ponâtiâ “naciâ” v Rossii» [L'histoire du concept de nation en Russie] in *Otečestvennye zapiski*, n° 46, URL : <https://strana-oz.ru/2012/1/istoriya-ponyatiya-naciya-v-rossii> (consulté le 15/06/2023).
- MILLER Alexei, 2023, *Comprendre la notion de nation en Russie. Histoire et enjeux contemporains*, trad. du russe TRONTIN C., L'Harmattan, Paris.
- Muslim*, 27 avril 2017, «Privetstvie muftiâ, šejha Ravilâ Gajnutdina» [Discours du mufti Ravil Gainoutdine], URL : <https://www.muslim.ru/articles/279/18297/> (consulté le 15/06/2023).
- Newsland*, 18 juillet 2013, «Akademik RAN V. Tiškov: Russkogo naroda ne sušestvuet» [L'académicien V. Tichkov : Le peuple russe n'existe pas], URL : <https://newsland.com/user/4297786667/content/akademik-ran-vtishkov-russkogo-naroda-ne-sushchestvuet/4502597> (consulté le 15/06/2023).
- NIKONOV Vâčeslav, 2007, «Vsemirnoe i nacional'noe» [L'universel et le national] in *Strategiâ Rossii*, n° 12, p. 21-22.
- PAIN Èmil', 2016, «Počemu v Rossii net nacii, a est' tol'ko naselenie?» [Pourquoi n'y a-t-il pas de nation en Russie, mais seulement une population ?], URL : <https://republic.ru/posts/76418> (consulté le 15/06/2023).

- PAIN Èmil', 2022, *Ètničnost', naciâ i politika: kritičeskie očerki po ètnopolitologii* [Ethnicité, nation et politique : essais critiques en ethnopolitique], Novoe literaturnoe obozrenie, Moscou.
- Patriarhiâ*, 8 septembre 2014, « Svâtejšij Patriarh Kirill : Russkij mir – osobaâ civilizaciâ, kotoruû neobhodimo sbereč' » [Le patriarche Kirill : Le monde russe est une civilisation distincte que nous devons préserver], URL : <http://www.patriarchia.ru/db/text/3730705.html> (consulté le 15/06/2023).
- PUŠKIN Aleksandr, [1836], Lettre à P. Tchaadaev du 18 octobre 1836, URL : https://rvb.ru/pushkin/01text/10letters/1831_37/03edit/1989_740.htm (consulté le 15/06/2023).
- RADVANYI Jean, 2013, « Le fédéralisme russe : des mutations inachevées » in DUBIEN Arnaud (dir.), *Russie 2013. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Éditions du Cherche Midi, Paris, p. 211-220.
- REMIZOV Mihail, 2011, « Pât' pričïn byt' russkimi » [Cinq raisons d'être russes], URL : <https://www.pravmir.ru/pyat-prichin-byt-russkimi/> (consulté le 15/06/2023).
- RIA Novosti*, 27 décembre 2010, « Ideâ rossijskoj nacii “absolûtno produktivna”, zaâvil Medvedev » [L'idée de nation russe est « parfaitement productive », selon Medvedev], URL : <https://ria.ru/20101227/314089198.html> (consulté le 15/06/2023).
- ROUSSELET Kathy, 2017, « L'Église orthodoxe russe et la question des frontières. Sainte Russie, monde russe et territoire canonique » in *Les Études du CERI*, n° 228-229, p. 49-53.
- ROUSSELET Kathy, 2022, *La Sainte Russie contre l'Occident*, Salvator, Paris.
- RUTLAND Peter, 2010, “The Presence of Absence: Ethnicity Policy in Russia” in NEWTON Julie & TOMPSON William (dir.), *Institutions, Ideas and Leadership in Russian Politics*, Palgrave Macmillan, New York, p. 116-136.
- SAKHNO Sergueï, 2006, « “Peuple”, “nation” et “ethnos” dans le discours russe » in *Strates*, n° 12, URL : <https://journals.openedition.org/strates/1802> (consulté le 15/06/2023).
- ŠELIN Sergej, 2016, « Gosudarstvo naznačit sebe naciû » [L'État veut désigner sa propre nation], URL : <http://www.rosbalt.ru/blogs/2016/11/03/1564590.html> (consulté le 15/06/2023).
- SERGEEV Sergej, 2010, *Prišestvie nacii ?* [L'avènement de la nation ?], Skimen, Moscou.

- SÉRIOT Patrick, 2006, « La pensée ethnociste en URSS et en Russie post-soviétique » in *Strates*, n° 12, URL : <https://journals.openedition.org/strates/2222> (consulté le 15/06/2023).
- SEVAST'ĀNOV Aleksandr, 2017, «“Rossijskaâ naciâ”: reklama i sut'» [« La nation russe », façade et réalité] in *Voprosy nacionalizma*, n° 29, p. 31-61.
- ŠIPKOV Aleksandr, 2017, «O rusko-rossijskom voprose» [« À propos de la question russe-russienne », URL : <http://sinfo-mp.ru/aleksandr-shhipkov-o-rusko-rossijskom-voprose.html> (consulté le 15/06/2023).
- SITNIKOV Aleksej, 2023, «Nacional'naâ identičnost': praktiki i predely konstruirovaniâ» [L'identité nationale : pratiques et limites de construction] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 89, p. 89-105.
- SOKOLOVSKIJ Sergej, 2014, «Zerkala i otraženiâ, ili eše raz o situacii v rossijskoj antropologii» [Miroirs et reflets. À propos de la situation dans l'anthropologie russe] in *Antropologičeskij forum*, n° 20, p. 143-188.
- STEPAN Alfred, LINZ Juan & YADAV Yogendra, 2010, *Crafting State-Nations: India and Other Multinational Democracies*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- SULTYGOV Abdul-Hakim & TIŠKOV Valeryj, 2008, «Rossijskaâ naciâ: prošloe, nastoâšee, budušee» [La nation russe : son passé, son présent et son avenir] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 1, p. 11-14.
- SULTYGOV Abdul-Hakim, 2014a, «Destrukciâ rossijskoj nacii i socialističeskoe naciastroitel'stvo» [Destruction de la nation russe et construction nationale à l'époque soviétique] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 37, p. 8-73.
- SULTYGOV Abdul-Hakim, 2014b, «K voprosu o genezise sovet'skogo naroda i rekonstrukcii rossijskoj nacii» [Pour une discussion sur la genèse du peuple soviétique et la reconstruction de la nation russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 38, p. 47-109.
- SULTYGOV Abdul-Hakim, 2016, «Novejšaâ istoriâ gosudarstvo- i naciastroitel'stva v pervom Poslanii vserossijskogo Prezidenta» [L'histoire récente de la construction étatique et nationale dans la première Adresse au Parlement du président Poutine] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 49, p. 16-81.
- SUSLOV Mikhail, 2014, “Holy Rus’: The Geopolitical Imagination in the Contemporary Russian Orthodox Church” in *Russian Politics and Law*, vol. 52, n° 3, p. 67-86.

- TASS, 3 février 2016, « Putin ob”âvil patriotizm nacional’noj ideej » [Selon Poutine, le patriotisme comme l’idée nationale de la Russie], URL : <https://tass.ru/politika/2636647> (consulté le 15/06/2023).
- TISHKOV Valery, 2013, « L’unité dans la diversité : la Russie comme État-nation » in *Revue internationale et stratégique*, n° 92, p. 87-96.
- TILLY Charles (dir.), 1975, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton University Press, Princeton.
- TISHKOV Valery, 1995, “What is Russia? Prospects for Nation-Building” in *Security Dialogue*, vol. 26, n° 1, p. 41-54.
- TISHKOV Valery, 1997, *Ethnicity, Nationalism and Conflict in and after the Soviet Union: The Mind Aflame*, Sage, London.
- TISHKOV Valery, 2000, “Forget the ‘Nation’: Post-Nationalist Understanding of Nationalism” in *Ethnic and Racial Studies*, vol. 23, n° 4, p. 625-650.
- TISHKOV Valery, 2004, *Chechnya: Life in a War-Torn Society*, University of California Press, Berkeley.
- TISHKOV Valery, 2008, “The Russian People and National Identity” in *Russia in Global Affairs*, n° 3, URL : http://eng.globalaffairs.ru/number/n_11287 (consulté le 15/06/2023).
- TISHKOV Valery, 2013, “What Are Modern Nations Like?” in *Russia in Global Affairs*, n° 4, URL : <http://eng.globalaffairs.ru/number/What-Are-Modern-Nations-Like-16286> (consulté le 15/06/2023).
- TiŠKOV Valeryj, 2001, « Interv’û s professorom Valeryem TiŠkovym » [Entretien avec le professeur Valery Tichkov] in *Žurnal sociologii i social’noj antropologii*, vol. IV, n° 4, p. 5-36.
- TiŠKOV Valeryj, 2003, *Rekvjem po ètnosu: issledovaniâ po social’no-kul’turnoj antropologii* [Requiem pour l’ethnie : recherches en anthropologie sociale et culturelle], Nauka, Moscou.
- TiŠKOV Valeryj, 2006a, « Rossijskaâ naciâ kak sostoâvšijsâ proekt » [La nation russe en tant que projet établi], URL : http://valerytishkov.ru/cntnt/na_sluzhbe/v_obshestv2/rossijskay.html (consulté le 15/06/2023).
- TiŠKOV Valeryj, 2006b, « Teper’ my znaem, što oznaçaût slova lider nacji » [Nous savons maintenant ce que signifie l’expression « dirigeant de la nation »], URL : <https://www.mk.ru/editions/daily/article/2006/11/06/175640-Valeryy-tishkov-teper-myi-znaem-chto-oznachayut-slova-lider-natsii.html> (consulté le 15/06/2023).

- TIŠKOV Valeryj, 2007a, «Čto est' Rossiâ i rossijskij narod» [Que sont la Russie et le peuple russe ?] in *Pro et Contra*, vol. 11, n° 3, p. 21-41.
- TIŠKOV Valeryj, 2007b, «Rossijskaâ naciâ i ee kritiki» [La nation russe et ses détracteurs] in TIŠKOV Valeryj & ŠNIREL'MAN Viktor (dir.), *Nacionalizm v mirovoj istorii* [Le nationalisme dans l'histoire mondiale], Nauka, Moscou, p. 558-601.
- TIŠKOV Valeryj, 2007c, «Russkij mir: smysl i strategii» [« Le monde russe : la signification du concept et les stratégies de la Russie »] in *Strategiâ Rossii*, n° 7, p. 5-15.
- TIŠKOV Valeryj, 2008, «Naciâ i nacional'naâ identičnost' v Rossii» [La nation et l'identité nationale en Russie] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 1, p. 120-128.
- TIŠKOV Valeryj, 2009, «I russkij, i rossijskij» [Et russe, et russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 4, p. 85-97.
- TIŠKOV Valeryj, 2012, «Nacionalizm i vybornye kampanii» [Nationalisme et campagnes électorales] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 22-23, p. 72-90.
- TIŠKOV Valeryj, 2013, *Rossijskij narod. Istoriâ i smysl nacional'nogo samosoznaniâ* [Le peuple russe. L'histoire et le sens de la conscience nationale], Nauka, Moscou.
- TIŠKOV Valeryj, 2016, «Usložnâšee raznoobrazie: kak ego ponimat' i uporâdočit'» [Comprendre et systématiser la diversité dans sa complexité croissante], in TIŠKOV Valeryj & FILIPPOVA Elena (dir.), *Kul'turnaâ složnost' sovremennyh nacij* [La complexité culturelle des nations modernes] in *Političeskaâ ênciklopediâ*, Moscou, p. 7-18.
- TIŠKOV Valeryj, 2018a, «Âzykovoï resurs» [De la ressource linguistique], URL : <https://iz.ru/775951/Valeryi-tishkov/iazykovoï-resurs> (consulté le 15/06/2023).
- TIŠKOV Valeryj, 2018b, «Kak nam postroit' obšestvo ravnih, raznyh, solidarnyh nacij i narodnostej: formula dlâ Rossii» [Comment construire une société égale et solidaire composée de nations et de nationalités différentes : une formule pour la Russie], URL : http://www.ng.ru/stsenarii/2018-02-27/9_7180_formula.html (consulté le 15.06.2023).
- TIŠKOV Valeryj, 2018c, «Konceptual'naâ dinamika êtnopolitiki v Rossii (ot Gorbačeva do Putina)» [La dynamique conceptuelle de la politique ethnique en Russie, de Gorbatchev à Poutine] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 64, p. 9-30.
- TIŠKOV Valeryj, 2019, «Bez nauki politika budet nišeï» [Sans la science, la politique serait appauvrie], URL : <http://www.uran.ru/node/5519> (consulté le 15.06.2023).
- TIŠKOV Valeryj, 2020, «Velikaâ Pobeda i sovetskij narod: antropologičeskij analiz» [La Grande Victoire et le peuple soviétique : analyse anthropologique] in *Voprosy filosofii*, n° 8, p. 5-19.

TiŠKOV Valeryj, 2021, «Voobražaemoe – ne značit vydumannoe. Interv’û s V.A. Tiškovym» [Imaginé ne veut pas dire imaginaire. Entretien avec V.A. Tichkov] in GOLOVNEV Andrej & GUČINOVA Èl’za-Bair (dir.), *Antropologîa i ètnologîa: sovremennyy vzglâd* [L’anthropologie et l’ethnologie, un regard contemporain], Politicheskaâ ènciklopediâ, Moscou, p. 26-43.

TiŠKOV Valeryj, 2023, *Naciâ nacij: o podbodah k ponimaniû Rossii* [La nation des nations, des repères pour comprendre la Russie], IÈA RAN, Moscou.

VERBINA Mariâ, 2017, «Zaçem i v č’ih interesah zakon “O rossijskoj nacii”?» [Pourquoi et dans quel intérêt adopter une loi « sur la nation russe » ?], URL : http://ruskline.ru/analitika/2017/03/09/zachem_i_v_chih_interesah_zakon_o_rossijskoj_nacii/ (consulté le 15/06/2023).

VERDERY Katherine, 1993, “Whither ‘Nation’ and ‘Nationalism’?” in *Daedalus*, vol. 122, n° 3, p. 37-46.

ZAMYATIN Konstantin, 2016, “Russian Political Regime Change and Strategies of Diversity Management: From a Multinational Federation Towards a Nation-state” in *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*, vol. 15, n° 1, p. 19-49.

ZORIN Vladimir, 2022, «Člen Obšestvennoj palaty RF Vladimir Zorin: “Samoe važnoe segodnâ – bitva za molodež”» [Vladimir Zorine, membre de la Chambre publique de Russie : Le plus important aujourd’hui c’est de gagner la bataille pour les esprits de la jeunesse], URL : <https://argumenti.ru/society/2022/11/797656> (consulté le 15/06/2023).

Résumé : L’article interroge le concept de nation civique, appelée nation russe (*rossijskaâ naciâ*), et ses ressorts intellectuels dans la Russie postsoviétique. Après une étude des carrières croisées des principaux théoriciens et promoteurs de ce concept, l’article analyse les façons dont l’expertise en sciences sociales a été délibérément mise au service d’une cause politique : la construction nationale. Sont enfin démontrées l’absence de consensus autour de ce projet et l’hésitation du régime de Poutine à l’imposer.

Mots-clés : Russie contemporaine, nation civique, nationalisme russe, constructivisme, construction nationale, groupe ethnique, sociologie politique.

*Building the Nation Through Social Science:
The Rossiiskii Project and Its Protagonists*

Summary: *This article examines the idea of the civic nation, known as rossiiskii project, and its intellectual roots in post-Soviet Russia. After exploring the intertwined careers of its leading theorists and promoters, the article analyzes the ways in which social science expertise has been deliberately placed at the service of a political cause, i.e., Russian nation-building. Finally, the article shows the lack of consensus around this project, as well as the reluctance of the Putin regime to impose it.*

Keywords: *contemporary Russia, civic nation, nationalism, rossiiskii, constructivism, nation-building, ethnic group, political sociology.*

L’Indo-Pacifique comme objet d’études en relations internationales : lectures comparées sur la production scientifique aux États-Unis et en Chine

Gauthier Mouton

Institut d’études politiques de Lyon

L’Indo-Pacifique (IP)¹ apparaît depuis au moins une décennie comme le théâtre des rivalités géostratégiques entre la Chine, les États-Unis, le Japon, la France et leurs alliés. Construction géographique et sociale regroupant les océans Indien et Pacifique, cette région soulève le problème central de ses délimitations. Le spectre d’une confrontation militaire entre les deux géants (Chine et États-Unis) a d’ailleurs conduit à un regain d’intérêt pour des théories s’appuyant sur des lignes de fractures, comme celle du « choc des civilisations » de Samuel Huntington². L’intérêt accru des sciences sociales pour l’objet « Indo-Pacifique » attise les rivalités entre différentes écoles nationales (chinoise, japonaise, américaine, française, etc.), tout en traduisant le cheminement vers une synthèse Orient-Occident plus que bienvenue dans le domaine des relations internationales (RI)³.

1. Nous reprenons l’orthographe couramment utilisée, en français comme en anglais, selon lequel le terme Indo-Pacifique (*Indo-Pacific*) comprend un trait d’union, au même titre que l’Asie-Pacifique (*Asia-Pacific*), tandis qu’il disparaît dans l’adjectif épithète (espace indopacifique).

2. HUNTINGTON, 1997.

3. Nous reprenons la pratique bien établie selon laquelle le terme relations internationales (RI) désigne la discipline ou le champ d’études. Sans lettres majuscules, le terme relations internationales indique l’objet de connaissance au cœur de ce champ d’études.

Toutefois, cette avancée se heurte à la question de l'universalisme des valeurs et des enjeux intellectuels qui sous-tendent les « grandes stratégies » étatiques dans cette région. On pourrait croire que le concept d'Indo-Pacifique englobe des partenariats et des alliances – au cœur desquelles s'insèrent bien souvent les États-Unis – qui servent de catalyseur à un idéal universaliste. Mais en réalité les récits politiques sur l'Indo-Pacifique en RI servent à appuyer les intérêts géopolitiques, sécuritaires et économiques des constructions régionales spécifiques : l'Extrême-Orient, le sous-continent indien, le Sud-Est asiatique, l'Europe, l'Amérique du Nord. Dans un monde de plus en plus complexe, ces dichotomies Orient/Occident ou Nord global/Sud global tendent à renforcer une vision binaire de la politique mondiale sans s'embarasser de la singularité de chaque espace géographique, humain ou bien économique. L'analyse comparée que nous proposons ici des « approches nationales⁴ » en RI se limite à deux pays : la République populaire de Chine (RPC) et les États-Unis d'Amérique, des acteurs centraux de l'Indo-Pacifique.

Notre objectif est d'identifier les thèmes qui caractérisent l'approche de l'université américaine et, respectivement, chinoise depuis une dizaine d'années. La production scientifique sur l'IP étant appréhendée ici comme un récit politique. Ainsi, en nous appuyant sur l'analyse des principales bases de données académiques dans ces deux pays, nous mettrons en lumière le référentiel scientifique de « traditions nationales », c'est-à-dire la manière dont la communauté scientifique en RI (chercheurs universitaires et *think tanks*) définit et alimente un agenda politique sur l'Indo-Pacifique. Les travaux en sciences sociales, spécifiquement en RI, produits aux États-Unis et en RPC, révèlent des éléments à la fois objectifs et subjectifs d'auto-affirmation et de différenciation. Notre contribution à ce numéro thématique aspire à dépasser ces différences irréductibles et à démontrer l'influence qu'exercent entre eux ces deux univers culturels, scientifiques et discursifs. La question que nous posons est celle-ci : dans quelle mesure la littérature états-unienne en RI traitant de l'Indo-Pacifique se distingue-t-elle de celle produite en Chine ?

Le présent article s'appuie sur l'examen d'une centaine d'articles publiés entre 2008 et 2023 dans des revues scientifiques spécialisées en relations internationales ainsi que sur des travaux produits par des *think tanks*, centres ou instituts de recherche.

4. Le terme d'approche ou tradition, au pluriel, est préféré pour désigner le référentiel scientifique des académies en RI aux États-Unis et en Chine. La notion d'« école », prise au singulier, tend à homogénéiser les travaux produits dans une discipline. Par exemple, l'Académie chinoise des sciences sociales ne correspond pas à une École mais plutôt à un écosystème complexe de recherche transdisciplinaire regroupant une diversité d'instituts sous l'autorité du Conseil des affaires de l'État.

Nous avons interrogé les principales bases de données et moteurs de recherche, en particulier ceux dédiés à la science politique. Pour les travaux en anglais, nous avons choisi les suivants : Academic Search Complete ; Cambridge University Press ; Google Scholar ; JSTOR ; Project Muse ; ProQuest ; Sage Journal ; SCOPUS ; Sociological Abstracts et WorldWide Political Science Abstracts. Pour les travaux en chinois, nous avons inclus les institutions suivantes : Académie chinoise des sciences sociales ; Bibliography of Asian Studies ; China Academic Journals Full-text Database. Les principaux mots-clés utilisés ont été les suivants : « Indo-Pacific », « International Relations [theory] », « geopolitics », « USA », « China », « diplomacy [AND/OR] foreign policy [AND/OR] Strategy », « [great power] competition », « world order », « nation[alism] », « identity ».

En complément de ces travaux académiques, nous avons inclus quelques productions scientifiques des principaux *think tanks* en RI opérant dans ces pays. En nous basant sur le Global Go To Think Tank Index (GGTTI), développé par l'Université de Pennsylvanie depuis 2006, ont donc été retenus les *think tanks* spécialisés dans les questions internationales les mieux classés dans le dernier rapport⁵. Aux États-Unis, il s'agit de la Brookings Institution (1^{re} au rang mondial), du Carnegie Endowment for International Peace (2^e) et du Center for Strategic and International Studies (CSIS ; 4^e). En Chine : le China Institutes of Contemporary International Relations (*zhōngguó xiàndài guóji guānxi yán jiù yuàn* – 中国现代国际关系研究院, 3^e) ; le China Institute of International Studies (*zhōngguó guóji wèntí yán jiù yuàn* – 中国国际问题研究院 ; 36^e) et le Shanghai Institutes for International Studies (*shànghǎi guóji wèntí yán jiù yuàn* – 上海国际问题研究院 ; 47^e). Depuis une quinzaine d'années, le processus de classement a été affiné et rationalisé, car le nombre et la portée des institutions et des individus impliqués n'ont cessé de croître. Plus de 11 000 *think tanks* sont catalogués, par pays, régions et domaines de spécialité, ce qui a impliqué le travail de près de 45 000 journalistes, décideurs politiques et experts. Malgré les critiques – fondées – à l'encontre de son américanocentrisme, le GGTTI fait autorité

5. MCGANN, 2020, p. 166-174. L'ambition de l'article est incompatible avec l'inclusion exhaustive des travaux d'environ deux cents *think tanks* recensés dans le classement et situés aux États-Unis et en Chine. Sur les questions internationales, il faut mentionner en France l'Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique, fondé en 2023, et donc non recensé dans le classement. Piloté par la Fondation pour la Recherche stratégique et l'Institut Montaigne, en collaboration avec l'European Council of Foreign relations, le CERI-Sciences Po/CNRS et l'Inalco, l'Observatoire est dirigé par Antoine Bondaz et représenté dans les différentes institutions partenaires par Delphine Allès (Inalco), Mathieu Duchâtel (Institut Montaigne), Frédéric Grare (ECFR) et Christophe Jaffrelot (CERI/Sciences Po).

pour quiconque s'intéresse à l'écosystème international des *think tanks*. Notre étude se nourrit donc d'une riche matière, ce qui permet une analyse approfondie du sujet, sans pour autant prétendre à l'exhaustivité. L'ampleur de la recherche et du traitement de données développée au sujet de l'Indo-Pacifique depuis les années 2010, aux États-Unis et en Chine, justifie notre présente démarche scientifique.

Les critères de sélection ayant guidé l'établissement de cet échantillon représentatif ont été : le support de diffusion – des articles et ouvrages scientifiques ainsi que des documents dits « *policy-oriented* » – et la nationalité de l'auteur. Nous avons cherché à identifier les caractéristiques transversales des travaux en politique internationale traitant des enjeux indopacifiques et à les classer selon le pays d'appartenance du chercheur. Bien sûr, d'un point de vue méthodologique, le critère de la nationalité du chercheur sans prendre en compte l'institution de rattachement, laquelle peut être située dans un pays différent de celui dont est originaire l'expert, est discutable. C'est pourquoi nous retenons ici uniquement les travaux produits par les spécialistes en RI qui exercent leur fonction dans leur propre pays. En procédant ainsi, la méthodologie assure un cadre robuste pour cet exercice de comparaison.

Rappelons enfin la distinction entre les traditions académiques et le milieu des *think tanks* en termes de production et de transmission des connaissances. Les mouvements d'idées et les échanges intellectuels entre la communauté universitaire et le secteur des *think tanks*, particulièrement en études internationales, illustrent la relative perméabilité entre ces acteurs qui façonnent les débats et les discours. Au niveau de la sociologie politique, intégrer les *think tanks* offre un éclairage nécessaire pour comprendre de manière plus fine les hiérarchies et les luttes symboliques entre chercheurs et institutions qui se disputent, d'abord à l'échelle nationale, le monopole du savoir légitime.

La démarche exploratoire qui guide cet article se prête à l'exercice de la traduction en actes, c'est-à-dire à l'objectivation du discours scientifique. La vocation d'utilité sociale voire, dans certains cas, d'influence sur la politique des institutions universitaires, des centres de recherche et des *think tanks*, explique en partie la sélection de telle ou telle grille de lecture ou encore la préférence pour certaines interprétations d'un phénomène donné. Possédant un important capital de technicité, les spécialistes en RI bataillent pour préserver leurs ressources discursives permettant de diffuser la connaissance et cherchent ainsi à promouvoir un récit politique qui leur est propre. Pour autant, aucun champ académique national n'est homogène. C'est pourquoi, pour étayer notre exercice de comparaison, nous avons choisi les caractéristiques les plus saillantes des travaux en RI publiés aux États-Unis et en Chine.

Nous verrons dans un premier temps que ces travaux procèdent majoritairement d'une lecture normative de l'Indo-Pacifique : aux États-Unis comme en Chine, les

antagonismes nationaux sont courants et servent à inscrire l'identité nationale dans la territorialité indopacifique. Ensuite, nous aborderons les éléments suivants : le récit politique, les dynamiques hégémoniques et sécuritaires qui sous-tendent à la fois le récit et les pratiques et, pour finir, l'élaboration de la notion de menace, réelle ou fantasmée. Au terme de l'article, nous mettrons en évidence la grande complexité inhérente à l'étude des circulations immatérielles. Les réseaux d'échanges offrent un environnement conceptuel particulièrement approprié pour mieux penser les grandes questions stratégiques à l'échelle globale.

La grammaire normative de l'Indo-Pacifique ou le retour des traditions national(ist)es en relations internationales

D'abord introduite par le Premier ministre japonais Shinzo Abe en 2016 lors d'un voyage en Afrique, la notion d'un « Indo-Pacifique inclusif, libre et ouvert » a ensuite été reprise et réinterprétée par les principales puissances de cet immense espace maritime et terrestre. Les différents travaux rappellent *ad nauseam* que ce concept trouve sa genèse au Japon, mais omettent bien souvent de préciser que la phraséologie du gouvernement nippon s'est elle-même modifiée au fil des années. Ces évolutions traduisent des représentations géographiques changeantes de l'IP, car la plasticité de cette notion a permis au Japon, puis aux autres États concernés, d'y inclure des enjeux de plus en plus nombreux.

Le récit japonais sur l'Indo-Pacifique (*Indotaiheiyo* – インド太平洋) renvoie, au début des années 2000, à une double géographie : l'Inde-Asie et le Pacifique occidental, d'une part, la route maritime Japon-Inde-Péninsule arabe, d'autre part. Cette distinction est opérée par le vice-amiral Hideaki Kaneda, directeur du Okazaki Institute, chercheur associé au Japan Institute of International Affairs et à l'Asia Center de l'Université Harvard. Il précise :

Il est nécessaire de considérer l'Asie de l'Est, le Pacifique occidental et le nord de l'océan Indien comme une région intégrée appelée « Inde-Asie et Ouest-Pacifique », dont l'avenir devra s'appuyer sur la solidarité et la coopération afin de garantir la « liberté maritime » sur le plan économique et sécuritaire⁶.

6. KANEDA, 2004, p. 71.

Ces réflexions ont largement influencé le discours politique japonais. En effet, Shinzo Abe, invité au Parlement indien le 22 août 2007, énonce un plan stratégique pour ce qu'il appelle « une nouvelle "Asie élargie" ». Cette dernière se situe « à la confluence des deux mers, les océans Indien et Pacifique ». De même, il considère « impératif que les nations démocratiques situées sur les deux rives approfondissent l'amitié entre leurs citoyens sur tous les plans⁷ ». La relation spéciale entre l'Inde et le Japon est un thème central des écoles indienne et japonaise en RI, des démocraties qui perçoivent le régime communiste chinois comme une menace. Aux États-Unis, on peut schématiser l'existence d'une thèse semblable qui met en avant la rivalité, dans l'espace indopacifique, entre une « Asie d'orientation libérale » (articulée autour des alliances avec les États-Unis) et « une Asie sinisée » où opère la Chine comme « puissance révisionniste⁸ ». La formule a été initialement énoncée par l'Administration américaine dans un rapport de 2007 sur la sécurité nationale⁹. Ren Xiao, professeur à l'Institute of International Studies de Shanghai, interprète l'emploi du terme « révisionnisme » comme une caractéristique de l'école nationale américaine, fondée sur la tradition réaliste de la discipline RI¹⁰.

Cinq ans après la visite de Abe à New Delhi, le gouvernement nippon revient sur l'idée de « confluence des deux mers » (*futatsu no umi no majiwari* – 2つの海の交わり) en précisant les enjeux sécuritaires de cet espace. Shinzo Abe propose l'image du « diamant de sécurité » (*sekyuriti daiyamond* – セキュリティダイヤモンド) à savoir : « une stratégie par laquelle l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis [...] constituent un diamant destiné à préserver les biens communs maritimes qui s'étendent de l'océan Indien au Pacifique occidental¹¹. »

Le discours de sécurité et de nécessité d'une coopération interétatique dans l'Indo-Pacifique est dominant dans la littérature spécialisée en RI ; notre première partie porte sur ces questions.

Comme nous venons de le voir, en 2012, la diplomatie japonaise associe la sécurité régionale à celle d'une vaste zone maritime aux contours relativement flous. Il faut attendre le déplacement en 2016 du Premier ministre à Nairobi, au Kenya, pour que la formule consacrée depuis d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » (*jiyude opun'na*

7. ABE, 2007.

8. CHA, 2016 ; CHOLLET *et al.*, 2017 ; FORD & GOLDGEIER, 2021 ; JONES, 2016 ; KAGAN, 2017a, 2017b ; STENT, 2020.

9. MAISON BLANCHE, 2007, p. 2 et 27.

10. REN, 2015, p. 2024.

11. ABE, 2012.

indotaiheiyo - 自由でオープンなインド太平洋)¹² soit pour la première fois énoncée. Il n'est pas anodin de constater que ce concept fût promu en Afrique. Si l'Indo-Pacifique s'étire des côtes orientales de l'Afrique jusqu'aux Amériques, aux États-Unis et en Chine le cadrage géographique de travaux en RI se focalise plutôt sur les enjeux propres à l'Asie orientale et du Sud-Est. En France les chercheurs traitent également de l'Océanie et des territoires d'outre-mer situés dans la partie méridionale de l'océan Indien. Cette marginalisation de l'Afrique met en évidence une vision géopolitique sinocentrée : le pouvoir d'attraction de la Chine conduit à privilégier les questions (géo)économiques et sécuritaires impliquant directement cet État.

Dans un récent article de la revue *Modern Intellectual History*, Li Hansong prend le contre-pied du discours dominant sur la genèse de la notion d'Indo-Pacifique prêtée à Shinzo Abe. Li souligne l'importance de Karl Haushofer dans la pensée géopolitique allemande et japonaise. Ainsi, le théoricien de la politique étrangère du Troisième Reich aurait, dès les années 1920-1930, inclus l'Indo-Pacifique dans l'espace océanique mondial¹³. Cette explication singulière du chercheur chinois révèle un intérêt grandissant des sciences sociales et des RI pour l'Indo-Pacifique¹⁴.

Les études sur le nationalisme en RI ont émergé à la fin des années 1970, puis leur essor s'est confirmé une décennie plus tard lorsque les conflits ethniques ont éclaté dans le sillage de la chute du bloc soviétique. La position ontologique initiale, qui présentait la nation comme une entité réelle, unitaire et homogène, fut rapidement rejetée et l'analyse de la nation comme construction sociale s'est imposée. Nous retons ici cette définition à laquelle nous pouvons ajouter que la nation s'apparente à une agentivité inscrite dans des processus sociohistoriques. Alors que nation et identité nationale sont des concepts étroitement liés, au même titre que culture et identité, on peut observer que les récits nationaux portant sur l'Indo-Pacifique appréhendent cet espace sous l'angle de l'« ordre » et du « respect des règles ».

Dans toutes les approches nationales, la question des fondements de l'autorité et du pouvoir politique permet de problématiser l'enjeu de la reconnaissance de souve-

12. Le discours de Shinzo Abe a été prononcé à l'occasion de la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), les 27 et 28 août 2016, qui est un forum international sur le thème du développement en Afrique.

13. LI, 2022, p. 810. Haushofer considérait que la géographie de l'Allemagne, ancrée en Europe centrale et non à « la confluence » de l'Atlantique et du Pacifique, représentait un obstacle majeur au rayonnement de sa puissance. En examinant la géopolitique sous l'angle de l'océanographie politique, Haushofer appréhende un « monde naturel » – l'Indo-Pacifique – délimité toutefois par des frontières artificielles et arbitraires.

14. Voir HE & FENG, 2020 ; COURMONT, MOTTET & PÉRON-DOISE, 2023 ; ALLÈS & JAFFRELOT, 2024.

raineté¹⁵. Ainsi, la vision des États-Unis ainsi que celle de la France, du Japon et de l'Australie, traduisent une approche normative des relations internationales, car il s'agit de préserver ce vaste espace de l'action de la Chine qui « menace l'ordre fondé sur les règles ». On retrouve cette expression couramment dans la littérature grise et académique des pays anglo-saxons et européens. Cette dimension réglementaire est à la base d'une conception normative de l'Indo-Pacifique.

Les conséquences théoriques de cette normativité sont importantes. Insistant sur le caractère « libre et ouvert » de cet espace, chaque tradition nationale en RI produit son propre récit de la politique mondiale. En choisissant ce qui est important, les experts mettent en exergue les valeurs de leur propre récit, les seules jugées comme étant « bien fondées ». L'accent mis par les auteurs anglo-saxons sur un Indo-Pacifique « fondé sur les règles » promeut des valeurs démocratiques et de libre-échange dont la vocation universaliste est à peine dissimulée. Avec l'essor des écoles nationales en RI surgit la question de leur légitimité respective, car tant l'école américaine que chinoise affirment le caractère exclusif de leur récit en tant que source de légitimité. Mais à l'ordre « fondé sur les règles » théorisé par les Américains, la plupart des travaux chinois opposent la « communauté de destin » [*mìngyùn gòngtóngtǐ* – 命运共同体].

L'ordre indopacifique au cœur de récits politiques dissonants

Les spécialistes chinois ont, dans un premier temps, accueilli avec circonspection le concept d'Indo-Pacifique (*yìn tài* – 印太) voire, selon certains auteurs, avec « non-chalance¹⁶ ». Cela explique pourquoi ce terme apparaît peu dans l'analyse des travaux scientifiques en RPC. Les auteurs chinois critiquent surtout la charge symbolique du terme d'IP, qui porte l'empreinte de la vision américaine et de son leadership dans la région. Zhao Qinghai, chercheur principal au China Institute of International Studies, voit dans la stratégie américaine « du vieux vin dans une nouvelle bouteille », la seule nouveauté étant l'inclusion de l'Inde¹⁷. La production universitaire chinoise en RI est cependant fragmentée, à l'instar des travaux académiques états-uniens. Plutôt que de bannir totalement le concept d'IP, certains reconnaissent, dès 2013

15. Voir les travaux des auteurs constructivistes : WENDT, 1987, 1992, 1999 ; PHILPOTT, 1999, 2000.

16. ZHANG, 2019.

17. ZHAO, 2013a. Voir aussi ZHANG, 2016.

« qu'une lutte de pouvoir de grande portée prend forme en Asie-Indo-Pacifique. Les États-Unis, l'Inde, le Japon et d'autres acteurs cherchent à collaborer pour construire un "ordre indopacifique" qui correspond à leurs intérêts de long terme. La Chine n'est pas nécessairement exclue de ce projet et devrait chercher à s'asseoir à la table des négociations¹⁸ ».

Les spécialistes des RI qui étudient la politique étrangère chinoise ont noté qu'au sein des universités les débats internes sont plus dynamiques et plus divisés que ce qui est souvent perçu dans le monde occidental¹⁹. Feng Huiyun et He Kai considèrent que les relations entre les chercheurs chinois en RI et les décideurs politiques s'inscrivent dans l'une des quatre catégories suivantes :

- le modèle de la communauté épistémique stricto sensu, dont les croyances communes influencent passablement le monde politique²⁰ ;
- le modèle du « libre marché » correspondant à une application du libre-échange au secteur de la connaissance ;
- le modèle de la « politique de signalisation » (*signaling policy model*) où un auteur émet une idée volontairement disruptive (un signal) pour mesurer la réaction de la communauté internationale envers celle-ci²¹ ;
- le modèle de la « politique du reflet » (*mirroring policy model*) qui souligne le rôle déterminant du gouvernement chinois pour trancher en faveur d'une approche plutôt que d'une autre.

Ce fut le cas, dans les années 2000, au sujet de la relation sino-japonaise. Un vif débat opposait les partisans d'une approche « dure » à l'égard du Japon et ceux défendant une « nouvelle orientation », moins enclin à instrumentaliser la politique étrangère face à ces tensions historiques. Au regard de la stratégie adoptée par Hu Jintao, le déclin de cette dernière position dans le débat académique et public semble confirmer l'hypothèse d'un « effet miroir » entre la politique gouvernementale et le monde

18. ZHAO, 2013b.

19. FENG & HE, 2019, p. 4

20. David Shambaugh identifie sept écoles de pensée parmi les spécialistes des RI en Chine : le nativisme, le réalisme, les théories de « grande puissance », le « Asia first », le Sud global, le multilatéralisme sélectif et le globalisme (SHAMBAUGH, 2011).

21. En juillet 2010, Shen Dingli a publié une tribune en anglais intitulée « Don't Shun the Idea of Setting Up Overseas Military Bases », diffusée sur un media officiel du gouvernement et rapporté par le *Financial Times*. Selon l'auteur, l'absence de réaction internationale a pu être un facteur dans la décision de la RPC d'installer sa première base militaire en dehors de ses frontières, c'est chose faite à Djibouti depuis 2015. CLOVER & LIN, 2016.

de la recherche²². Liu Feng, professeur à l'université de Nankai, suggère à cet égard que les spécialistes chinois des RI servent d'intermédiaires entre les dirigeants et la société. Leurs opinions reflètent donc, d'une certaine manière, les préférences politiques du Parti²³.

En Chine, la frontière entre les universitaires et les experts des *think tanks* est plus ambiguë dans la mesure où, contrairement à ce qui se passe en Occident, les spécialistes chinois en RI sont davantage portés à produire une recherche « orientée vers la politique ». Dit autrement, la compétition entre les chercheurs des universités et ceux des *think tanks* est plus forte car le « marché des idées » devient ainsi plus vaste²⁴. Feng Huiyun et He Kai utilisent à ce propos la métaphore du « libre marché » caractérisée par la logique de l'offre et de la demande : la marchandisation de la connaissance en RI permet ainsi au gouvernement de « consommer » des idées nouvelles en matière de politique étrangère et éventuellement d'opérer des ajustements dans la conduite de celle-ci.

Yan Xuetong, l'un des intellectuels chinois les plus influents en matière de géopolitique, professeur à l'université Tsinghua de Pékin, mène des recherches, depuis plus d'une dizaine d'années, sur la philosophie classique de la Chine et ses implications pour les relations internationales²⁵. Promouvant « un réalisme moral », Yan suggère qu'un pays est plus à même de diriger de manière efficace le système mondial grâce à une « autorité humaine » (*wángdào* – 王道), c'est-à-dire une ayant une supériorité morale, plutôt que par des moyens militaires (*bàdào* – 霸道). Le « réalisme moral » apparaît donc comme la voie que la Chine devrait emprunter face au rival américain. Dès son arrivée au pouvoir en 2012, Xi Jinping a transformé la politique étrangère chinoise en abandonnant le leitmotiv de Deng Xiaoping (« faire profil bas et attendre son heure » – *bǎochí dīdiào tāoguāngyǎnghuì* – 保持低调或韬光养晦) pour, au contraire, « chercher l'accomplissement » (*zhēngqǔ chéngjiù* – 争取成就). Ce changement de paradigme a pu être interprété comme l'application du « réalisme moral » de Yan Xuetong²⁶.

Aux États-Unis, le rôle des experts en RI et leur influence sur la politique étrangère ont été analysés de manière plus approfondie, en raison notamment d'un système

22. FENG & HE, 2019, p. 7-19.

23. LIU, 2020, p. 16

24. Pour une étude sur le rôle des *think tanks* dans la formulation de la politique étrangère de la Chine, avec des outils de la sociologie politique, voir MOUTON, 2018.

25. YAN, 2011.

26. FENG & HE, 2019, p. 15-17. YAN, 2014.

moins opaque qu'en République populaire de Chine. Davantage que les universitaires, ce sont surtout les chercheurs associés aux *think tanks*, leur appartenance à des réseaux spécifiques et leur trajectoire professionnelle, qui illustrent le système dit des « portes tournantes » (*revolving doors*), c'est-à-dire la proximité entre les experts et les décideurs publics²⁷. Ces groupes de réflexion dans le domaine des relations internationales reconfigurent les mécanismes du lobbying traditionnel. La tradition réaliste de la discipline des RI aux États-Unis est représentée par des *think tanks* historiques tels que la RAND Corporation, la Carnegie Corporation²⁸, la Brookings Institution ou encore le Center for International Strategic Studies. La participation de Jake Sullivan à la rédaction d'un rapport de la Brookings Institution en 2017, alors conseiller à la sécurité nationale auprès de la vice-présidence des États-Unis, met en évidence la fonction de relais que peuvent assurer ces organisations de recherche auprès de la sphère politico-administrative²⁹. Comme le souligne Donald Abelson :

Dans la plupart des cas, les candidats à la présidence [des États-Unis] reconnaissent tous les avantages substantiels obtenus en établissant des relations de coopération avec des *think tanks*. [...] En outre, en assistant aux réunions organisées par le Council on Foreign Relations, le Brookings Institute, le RAND, le Center for Strategic and International Studies (CSIS), la Heritage Foundation, et bien d'autres, réunions où participent plusieurs anciens décideurs et hommes d'affaires de premier plan, les candidats peuvent établir de nouveaux contacts dans le secteur privé et public. [...] Recevoir l'appui d'intellectuels publics et de leaders mondiaux ou, mieux encore, demander à des universitaires réputés de donner des conseils sur un éventail de questions politiques peut considérablement augmenter la profondeur intellectuelle de la plate-forme d'un candidat³⁰.

Aux États-Unis, une partie significative des cercles intellectuels spécialisés en études internationales, adeptes d'une épistémologie positiviste, a abordé la stratégie américaine dans l'Indo-Pacifique dans une perspective normative. On y distingue deux approches doctrinales : le réalisme offensif et le réalisme défensif. Le premier milite

27. YATES & TURGEON, 2022.

28. Créée en 1911, la Carnegie Corporation a financé les études Hans Morghentau, père fondateur de la discipline et du paradigme réaliste en RI avec son ouvrage *Politics Among Nations* en 1948.

29. CHOLLET *et al*, 2017.

30. ABELSON, 2019, p. 67-68.

pour une confrontation dure face à la Chine, insistant sur les rapports de force dans le cadre d'une logique sécuritaire. Les réalistes dits « défensifs » fournissent une lecture plus pragmatique de la rivalité sino-américaine. Tout en soulignant l'importance de l'appareil militaire³¹, ils souhaitent le maintien d'un dialogue constructif avec Pékin sans se départir des binômes normatifs, État-nation et souveraineté, puissance et intérêt national, politique étrangère et *hard power*, etc.

Au-delà des divergences de fond entre approche américaine et approche chinoise, ces travaux scientifiques posent inévitablement la question de la gouvernance.

La gouvernance en Indo-Pacifique : agenda commun de recherche aux États-Unis et en Chine

Dans la majorité des travaux consultés, on constate la généralisation d'une approche institutionnaliste des dynamiques de coopération et de rivalité. Qu'il s'agisse de l'alliance AUKUS³², du *Quadrilateral Security Dialogue* (QUAD)³³ ainsi que des accords de libre-échange, c'est surtout leur caractère institutionnel qui retient l'attention des spécialistes en RI. Comme le précise Jagannath Panda :

Le *Quadrilateral Security Dialogue* (QUAD) est devenu de plus en plus institutionnalisé et fait partie intégrante de la diplomatie des

31. Sans que ce soit explicite dans tous les travaux américains fondateurs de la discipline des RI, les « réalistes » ont été inspirés – et sans doute convaincus par sa légitimité et pertinence théorique – par le président Dwight D. Eisenhower et sa formule de « complexe militaro-industriel ».

32. Le lancement d'une nouvelle alliance militaire entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni (AUKUS), officialisée le 15 septembre 2021, a signé la fin du partenariat entre la France et l'Australie pour la livraison de sous-marins à propulsion conventionnelle. La décision en novembre 2022 du Premier ministre australien Anthony Albanese de rompre le contrat avec l'entreprise française Naval Groupe est un camouflet pour la diplomatie française. Cette « affaire AUKUS » remet en cause la pérennité de l'axe « Paris-New Delhi-Canberra » sur lequel s'arrimait initialement la position de la France en Indo-Pacifique.

33. Voir notamment le numéro spécial du *Journal of Indo-Pacific Affairs* (vol. 3, n° 5) intitulé « Quad Plus. Form Versus Substance ». Dirigé par Jagannath Panda, directeur du *Stockholm Center for South Asian and Indo-Pacific Affairs* au sein de l'*Institute for Security & Development Policy*, ce numéro spécial examine le « club » quadripartite (*Quadrilateral Security Dialogue* – QUAD) autour de l'Australie, des États-Unis, de l'Inde et du Japon qui témoigne de la nécessité d'un rapprochement entre deux façades maritimes interconnectées, l'océan Indien et le Pacifique.

quatre pays membres : l’Australie, l’Inde, le Japon et les États-Unis. [...] [L]e processus Quad a consolidé une adhésion officielle de la part de ces États et est considéré comme un élément essentiel de leurs stratégies indopacifiques. [...] Il représente, potentiellement, la fusion des pays de l’Orient et de l’Occident “partageant les mêmes idées” [*like-minded countries*]. [...] Cela indique que le groupement pourrait éventuellement être considéré comme un ensemble de pays déterminés à maintenir un ordre institutionnel libéral fondé sur des règles³⁴.

Cet extrait fait ressortir plusieurs éléments significatifs pour l’approche normative de l’Indo-Pacifique. D’une part, le fait que les États choisissent d’adopter un cadre institutionnel dénote non seulement la convergence de leurs intérêts nationaux, mais aussi certaines « affinités ». D’autre part, si l’on peut critiquer cette tendance à anthropomorphiser des États, l’idée sous-jacente de « complémentarité intellectuelle » revient souvent dans les travaux américains et, dans une moindre mesure, français. L’approche américaine promeut un certain « ordre institutionnel libéral³⁵ » qui correspond à ses propres normes nationales et sert à légitimer l’action des États-Unis.

Outre les enjeux de sécurité, les travaux américains insistent sur l’expression territoriale de la souveraineté américaine et ses implications (géo)politiques face aux revendications de plus en plus explicites de la Chine dans l’espace maritime proche. Justement, l’émergence du concept d’Indo-Pacifique doit être mise en relation avec le lancement du projet pharaonique des nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative* – BRI) en 2013, annoncé par Xi Jinping au Kazakhstan, à l’université Nazarbayev (Astana). Le déploiement de la ceinture terrestre et de la route maritime met en exergue le nouvel équilibre des rivalités dans l’espace indopacifique. Tandis que la Chine accélère ses investissements économiques dans les micro-États d’Océanie, situés le long de ce que le Parti communiste chinois appelle le « passage économique bleu » (route maritime de la BRI), les États-Unis et leurs alliés adhèrent à des cercles « minilatéraux³⁶ » symboles d’une gouvernance plurielle de l’IP. Vu des États-Unis, le positionnement par rapport à la Chine est le principal enjeu des réflexions stra-

34. PANDA, 2020, p. 3-4.

35. Ce qui n’est pas sans rappeler le populaire « Consensus de Washington ».

36. Des cercles de coopération *ad hoc* plus souples, c’est-à-dire des formats minilatéraux à géométrie variable regroupant « des pays dits “affinitaires” (*like-minded partners*) qui se retrouvent sur des principes ou des objectifs communs comme la promotion d’un ordre régional fondé sur des règles, la primauté du droit de la mer ou la résolution pacifique des différends ». ASSEMBLÉE NATIONALE, 2022, p. 105. Les auteurs anglo-saxons se réfèrent au « *friend-shoring* ».

tégiques sur la carte de l'Indo-Pacifique. La centralité du territoire chinois dans les représentations cartographiques des travaux consultés le confirme. Les États-Unis poursuivent une politique d'endiguement de la Chine, ce qui explique la mobilisation des théories sur l'hégémonie en RI.

En Chine aussi, les analyses sont orientées vers la confrontation croissante avec les États-Unis. Sans surprise, la présence américaine est interprétée comme une tentative d'empêcher la mise en œuvre de la BRI. Néanmoins une différence fondamentale se fait jour et cela paraît contre-intuitif : les universitaires chinois insistent davantage sur les possibilités de coopération, à tout le moins de coexistence, entre les deux pays. En énumérant les avantages du modèle chinois et des projets de développement de la région indopacifique dans le cadre de la BRI, des spécialistes tels que Meng Qinglong proposent le concept de « communauté de destin pour l'humanité ». Pour Meng, la BRI a apporté des avantages tangibles aux pays de l'IP³⁷.

Le renforcement des liens commerciaux et économiques parmi les pays de l'IP conduit inévitablement à l'émergence de nouveaux problèmes en termes de gouvernance régionale. Pour les spécialistes chinois, cela crée la nécessité de développer une architecture politique mieux adaptée. Comme le note Song Wei, deux versions de ce qu'il nomme le « système de l'Indo-Pacifique » (印太体系 – *yìn tài tǐxì*) s'opposent. D'un côté un modèle d'alliances conflictuelles visant à endiguer la Chine, ce qui correspond à l'approche américaine de « coordination des grandes puissances » (大国协调 – *dàguó xiétiáo*)³⁸. De l'autre, un modèle de coopération inclusive, qui a la préférence de Song, car ce système permettrait de consolider la gouvernance régionale sur la base d'un principe d'ouverture et de non-exclusivité. Pour l'Indo-Pacifique, le sommet de l'Asie de l'Est illustre ce type de configuration en regroupant les États-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est.

Indissociable des mécanismes de coopération, le « cadrage discursif » des politiques nationales et internationales représente un objet d'études extrêmement riche. C'est aussi grâce à leurs discours que les États de la région indopacifique participent aux dynamiques de rapprochement ou de rivalité entre les différents acteurs. Là encore, les États-Unis et la Chine adoptent deux démarches opposées. Selon Delphine Allès et Thibault Fournol, Washington produit un « discours projectif » afin de légitimer la projection de force des États-Unis en IP, tandis que Pékin est attaché à un discours

37. MENG, 2018.

38. SONG, 2018, p. 27.

inclusif ou régionaliste³⁹. Professeur à l'*International Studies Institute* de l'Université Fudan à Shanghai, Qi Huaigao résume ainsi la situation : la Chine et les États-Unis mènent deux formes d'équilibrage institutionnel dans la région Asie-Pacifique (le terme étant préféré à l'IP). La première forme est celle d'un équilibrage institutionnel inclusif, qui fait référence aux liens étatiques au sein des institutions de l'Asie-Pacifique ; l'autre forme est celle d'un équilibre institutionnel exclusif entre la Chine et les États-Unis, ce qui signifie que les deux pays se tiennent mutuellement à l'écart⁴⁰. Certains auteurs chinois affirment que leur pays est par principe opposé à toute formation de blocs politiques, économiques et encore moins militaires. C'est le cas de Zhao Huasheng, professeur à l'université Tsinghua de Pékin, qui considère la perspective d'un tel bloc comme le résultat de la stratégie indopacifique des États-Unis qui vise clairement la RPC. Zhao substitue à cette approche le terme de « système souple » (软体系 – *ruǎn tǐxì*)⁴¹ qui fait référence à une forme intermédiaire entre un système et un processus. La concurrence de « systèmes souples », précise Zhao, ne renvoie pas à une hostilité ouverte ni à un conflit semblable à la guerre froide. Face au processus de construction d'un nouvel ordre indopacifique, il est possible de compléter le « système souple » avec ce que Zhao nomme une « confrontation douce » (软对立 – *ruǎn duìlì*)⁴².

Le concept de « confrontation douce » permet d'examiner l'établissement du forum QUAD sous un angle différent de celui de la coordination militaire. Des spécialistes comme You Ji et Hu Bou suggèrent que cette organisation militaire multilatérale peut créer une certaine bureaucratisation des relations entre ses membres et donc entraîner la diffusion de certaines normes à l'échelle de la région indopacifique, ce qui constituerait *in fine* une grave menace pour la Chine⁴³. Pour Mo Ba, professeur à l'université de Nanjing et auteur d'un article consacré à l'approche fragmentée de la Chine sur l'Indo-Pacifique, la RPC envisage le QUAD uniquement au prisme de l'agenda de chacun de ses États membres. Par conséquent, « [l]es analystes chinois ne parviennent pas à déceler une perspective institutionnelle et normative pour comprendre la coopération multilatérale » dans l'espace indopacifique⁴⁴.

D'autres dispositifs théoriques viennent compléter ce tableau. Par exemple, Jared Morgan McKinney, professeur à l'université du Missouri, invite la Chine, l'Inde et

39. ALLÈS & FOURNOL, 2019.

40. QI, 2019.

41. ZHAO, 2020.

42. *Ibid.*

43. YOU, 2016 ; HU, 2019.

44. MO, 2020, p. 198.

les États-Unis à « redécouvrir le principe de civilité⁴⁵ » dans les relations internationales. Si l'écueil de l'anthromorphisme peut de nouveau être soulevé, la remarque de McKinney a le mérite d'appréhender les émotions comme « le reflet de la réalité sociale » et de critiquer ainsi la tendance des chercheurs américains à « sélectionner un objet d'hostilité [...] faisant de "l'émergence de la Chine" un fait de portée existentielle ». De fait, « les trois grandes puissances de la région indopacifique se trompent d'objet dans ce qu'ils considèrent être une prise de conscience et ceci, au mieux, étourdira, mais plus probablement, détruira ce par quoi l'ordre mondial rend la paix probable et la coopération possible⁴⁶ ».

Le jugement courant exprimé par bon nombre d'analystes américains, qui consiste à mettre en exergue une défiance vis-à-vis de la Chine et alimenter les représentations de l'altérité, traduit une certaine constante dans la manière dont les travaux en RI conceptualisent l'Indo-Pacifique, à savoir comme un espace fait d'oppositions irréductibles.

La prééminence accordée aux enjeux de sécurité, conjuguée à une réflexion sur la notion d'hégémonie, constitue un trait significatif de la littérature américaine et chinoise sur l'Indo-Pacifique.

La primauté des logiques hégémoniques et sécuritaires

Les perspectives théoriques macroscopiques, en termes de système international, sont assez courantes dans la littérature chinoise et américaine en RI. Tandis qu'aux États-Unis la référence au « piège de Thucydide » apparaît désormais comme un poncif, en Chine les chercheurs considèrent que le concept d'« Indo-Pacifique » – que le pays ne reconnaît pas d'ailleurs – est un outil destiné à contenir l'essor de la RPC⁴⁷. Plutôt que d'évoquer l'œuvre de l'historien grec pour éclairer la concurrence stratégique sino-américaine⁴⁸, certains universitaires chinois accordent plus d'im-

45. MCKINNEY, 2022, p. 294.

46. *Ibid.*, p. 295.

47. ALLISON, 2019; HE & FENG, 2020 ; LIU, 2020.

48. Selon Hal Brands, professeur à l'université Johns Hopkins, l'analogie avec la guerre du Péloponnèse s'avère pertinente car « la longue histoire de la concurrence stratégique entre les grandes puissances offre une mine d'informations qui peuvent éclairer la conduite de l'art moderne de l'État ». BRANDS, 2019, p. 32. Toutefois, dans un article intitulé « Power Transitions : Thucydides Didn't Live in East Asia », David Kang et Xinru Ma soulignent à juste titre que les dynamiques de transition de puissances en Asie orientale s'inscrivent dans une histoire singulière, marquée davantage par la stabilité et qui ne répond donc pas au modèle téléologique occidental de confrontation et d'hostilité. KANG & MA, 2018.

portance aux enjeux économiques et technologiques de cette rivalité qu'à la quête de prestige et de leadership mondial. Par exemple, selon Tao Wenzhao, chercheur principal à l'Académie chinoise des sciences sociales, la crise financière mondiale de 2007-2008 a modifié l'asymétrie des relations sino-américaines, obligeant progressivement les États-Unis à traiter la Chine sur un pied d'égalité⁴⁹. Nonobstant les écrits de Tao et ceux d'autres experts chinois, une large majorité des études en RI, aux États-Unis comme en Chine, explore la rivalité sino-américaine à la lumière des dynamiques hégémoniques. Certains chercheurs américains avancent même l'idée d'une « hégémonie de coalition » (*coalitional hegemony*)⁵⁰ au sein de laquelle les États-Unis – puissance établie – coopéreraient avec ses alliés (Australie, Canada, Japon, Taiwan, etc.).

Plus de dix ans après ce qui a été appelé le « pivot asiatique⁵¹ » – l'héritage diplomatique de Barack Obama –, la politique étrangère américaine se focalise sur la région indopacifique que Washington appelle de ses vœux « libre et ouverte ». Le lancement officiel de la stratégie indopacifique (SIP) des États-Unis sous l'administration Trump a conduit, dans les universités et centres de recherche en RPC, à une recrudescence de travaux en RI faisant référence à l'hégémonie des États-Unis et à la confrontation avec la Chine, notamment dans l'océan Pacifique. L'interprétation qui est faite de la SIP comme réponse directe aux nouvelles routes de la soie chinoises soulève ainsi la question de la thalassocratie. Wei Zongyou, professeur à l'université Fudan, remarque à ce propos que « les États-Unis sont de plus en plus préoccupés par les ambitions maritimes de la Chine et leur impact sur l'hégémonie maritime américaine en Asie-Pacifique⁵² ».

Au sein de l'école chinoise, les analystes les plus « belliqueux » (l'équivalent des « faucons » aux États-Unis), tels que Yang Zhen et Wang Sen de l'université de Pékin, soutiennent qu'au-delà de la projection de la puissance américaine dans les eaux frontalières de la Chine, Washington envisage de contrôler l'ensemble de l'Eurasie – de l'océan Indien au Pacifique – afin de contenir l'essor hégémonique de son rival asiatique⁵³. Par exemple, Zhao Minghao, professeur à l'université Fudan, note que les États-Unis et les autres pays de la zone indopacifique « craignent l'ordre régional

49. TAO, 2009. Voir aussi ZHAO, 2013.

50. CLARK, 2011, p. 201-203.

51. Le terme de « pivot » a été pour la première fois utilisé en 2011 par Hillary Clinton dans une interview au magazine *Foreign Policy*.

52. WEI, 2018 p. 19. Voir aussi ZHAO, 2018.

53. YANG & WANG, 2019.

bâti par la Chine grâce à la BRI et la dépendance excessive économique et politique vis-à-vis de la Chine⁵⁴ ». Afin de comprendre cette menace, un cadre d'analyse relevant des études de sécurité doit être développé, considérant que les réflexions sur l'hégémonie en RI sont indissociables des questions sécuritaires. Une idée reprise par son collègue Wei Zongyou selon lequel la coordination entre les États-Unis et leurs alliés augmente considérablement l'insécurité de la Chine⁵⁵. Cette préoccupation apparaît comme une caractéristique de la tradition nationale chinoise en RI. Lin Mingwang alerte par exemple sur le fait que le QUAD pourrait devenir une sorte d'« OTAN asiatique⁵⁶ ».

Outre les enjeux militaires, d'autres auteurs chinois s'intéressent à des enjeux de sécurité non traditionnels : la sécurité alimentaire, environnementale, humaine ou encore économique⁵⁷. En faisant de la rivalité sino-américaine l'épicentre des raisonnements scientifiques sur l'Indo-Pacifique, les universitaires spécialisés en RI ont une fâcheuse tendance à comparer la période actuelle avec celle de la guerre froide⁵⁸. Le parallèle avec le monde bipolaire de la seconde moitié du XX^e siècle permet de mettre en avant la notion d'hégémonie. En Chine, même Xi Jinping et les cadres dirigeants du Parti communiste critiquent régulièrement une « mentalité de guerre froide » (冷战思维 – lěngzhàn sīwéi). Pourtant de fortes divisions traversent le paysage universitaire chinois : si certains chercheurs souscrivent à la thèse d'une « nouvelle guerre froide », d'autres comme Zhao Qinghai – chercheur principal au China Institute of International Studies (*zhōngguó guójì wèntí yán jiū yuàn* – 中国国际问题研究院) – reconnaissent que les relations commerciales et les investissements priment en Indo-Pacifique. Enfin, parmi les alliés américains comme le Japon et l'Australie, beaucoup ne s'alignent pas complètement sur la position des États-Unis⁵⁹.

La proposition de Zhao Huasheng pour l'Indo-Pacifique de former un « système souple » le conduit à examiner la place de la Chine dans le contexte international actuel. Bien qu'il critique l'esprit de « guerre froide » – au diapason du Parti communiste chinois –, Zhao remarque, de manière judicieuse, que l'ordre global possède simultanément des attributs de la guerre froide (rivalités entre grandes puissances,

54. ZHAO, 2023, p. 46. Voir aussi Zhang, 2016.

55. WEI, 2018.

56. LIN, 2018, p. 27.

57. XUE, 2020.

58. GOPAL, 2017 ; ZHAO, 2019 ; PARDESI, 2020 ; SATAKE & SAHASHI, 2021 ; SCOBELL, 2021 ; RAMESH, 2022.

59. ZHAO, 2018, p. 11.

retour des questions militaires, conflits localisés comme autant de « guerres par proxy », etc.) et des caractéristiques de la période de l'après-guerre froide (importance des conflits ethniques et intercommunautaires, nouvelles formes de nationalisme, système financier basé sur des chaînes de valeur globales, émergence d'acteurs non étatiques, répertoire élargi de l'action politique et des facteurs de déstabilisation, etc.). Pour Zhao, même si la Chine s'oppose à la stratégie d'endiguement menée par les États-Unis en Indo-Pacifique, elle « ne devrait pas s'opposer à la connectivité dans les régions de l'Asie-Pacifique et de l'océan Indien, ni à la coopération économique avec les pays concernés⁶⁰ ».

Comme nous l'avons dit, certains travaux d'universitaires, américains comme chinois, mettent l'accent sur le caractère hégémonique de la présence des États-Unis en Indo-Pacifique, inscrivant ainsi la relation sino-américaine dans un schéma binaire voire manichéen. Des chercheurs chinois, en revanche, soulignent que des « relations de bon voisinage⁶¹ » pourraient ressembler à ce que l'on appelle une « coopération⁶² ». Zhao Kejin, professeur à l'université Tsinghua, fait valoir que « des changements historiques seraient observés dans les relations bilatérales [entre] la Chine et l'Amérique [...] et qu'une combinaison de concurrence et de coopération définirait des relations de plus en plus complexes entre les États-Unis et la Chine⁶³ ».

Enfin, le professeur Wang Fan de la *China Foreign Affairs University* suggère un nouveau cadre conceptuel pour examiner les évolutions des rapports sino-américains : « l'interdépendance compétitive » (*jìngzhēng xìng xiānghù yīcún guānxi* – 竞争性相互依存关系)⁶⁴. On remarque dans ce cas précis que les travaux chinois reprennent ou réinterprètent ceux développés essentiellement aux États-Unis. Le terme de « coopération » par exemple, issu de la combinaison des termes « coopération » et « compétition », est un néologisme inventé par deux chercheurs américains⁶⁵ qui renvoie donc à une relation paradoxale dans laquelle des acteurs économiques coopèrent et se

60. ZHAO, 2020.

61. Lors du sommet Chine-ASEAN en octobre 2003 à Bali, le premier ministre Wen Jiabao a défini pour la première fois l'objectif d'apaisement et de relations de « bon voisinage, sécuritaire et prospère » (*mùlín ānlín fùlín* – 睦邻 安邻 富邻) sur lequel la stratégie régionale de la Chine s'est historiquement construite. Avec quatorze États situés à son pourtour, la RPC est le pays au monde qui partage ses frontières terrestres avec le plus grand nombre de voisins.

62. WU, 2016, p. 48.

63. ZHAO, 2013, p. 48.

64. WANG, 2008.

65. NALEBUFF & BRANDENBURGER, 1996.

font concurrence en même temps. Wang Fang s'est certainement inspiré des travaux de Robert O. Keohane et Joseph Nye sur l'interdépendance complexe⁶⁶.

À l'exception des travaux classiques en RI qui s'attachent à une analyse en termes de système, d'anarchie et de rivalité, en accordant une préférence aux questions diplomatiques et militaires, la plupart des chercheurs associés aux écoles nationales présentées ici appréhendent la région indopacifique dans toute sa complexité en élargissant les enjeux à des considérations économiques, sociales, climatiques, culturelles, etc. La recherche américaine s'est concentrée sur la grande stratégie de la RPC, et ce fut pareil en Chine avant même que le concept d'Indo-Pacifique s'impose. Déjà en 2000, Michael D. Swaine et Ashley J. Tellis détaillaient un positionnement équilibré face à la puissance chinoise, fait de « cooptation » et de « prévention⁶⁷ ». Quant aux chercheurs chinois, ils ne prônent pas l'affrontement militaire, mais suggèrent plutôt aux Américains de prendre acte de « l'évolution des rapports de force [afin d'] apprendre à vivre avec l'influence croissante de la Chine dans les affaires régionales [...] et s'abstenir de chercher à monopoliser la direction des affaires régionales et de résister à la tendance inévitable au changement dans l'[Indo-Pacifique]⁶⁸ ».

Le récit dominant, en Chine comme aux États-Unis, demeure celui de la sécurité dans l'Indo-Pacifique. La construction d'une menace – parfois existentielle ? – participe à la (re)production des schémas classiques de l'« autre » et du « soi ». À partir des travaux consultés, nous dressons ce constat : en Chine et aux États-Unis, la différence est transformée en altérité, ce qui offre une justification à l'usage de la violence au nom de la sécurité nationale⁶⁹. Mais l'altérité n'est pas nécessairement le résultat d'une interaction, elle est parfois fantasmée.

Par exemple, Zhang Yongjin examine l'essor de la puissance chinoise dans un ordre global libéral et interprète celle-ci comme une opportunité de changement normatif des relations internationales. Le rapport d'altérité qu'il fonde entre « pluralisme » et « solidarisme » – sans expliciter rigoureusement ces termes – redéfinirait selon lui la hiérarchie mondiale⁷⁰. Il projette ainsi sa propre représentation de l'opposition irréductible entre « pluralisme » et « solidarisme » en RI, ce qui débouche sur une vision de la « société internationale comme un espace normatif contesté de manière

66. KEOHANE & NYE, 1975 ; 2011.

67. SWAINE & TELLIS, 2000, p. 114.

68. WU, *op. cit.*, p. 866.

69. Outre l'assimilation et la transformation de la différence, Jean-Frédéric Morin présente une troisième alternative qui consiste à « rester indifférent à la différence (tout en la gardant sous contrôle ». MORIN, 2013, p. 234.

70. ZHANG, 2016, p. 816.

endémique » dans laquelle « le changement normatif [est conceptualisé] comme un conflit perpétuel dû à l'orientation normative changeante de la société internationale le long du spectre pluralisme-solidarisme⁷¹ ».

Les réflexions de Zhang sur cette altérité idéelle sous-tendant un projet normatif, montrent que ce sont très souvent des logiques hégémoniques et sécuritaires qui guident les lectures de spécialistes en RI.

Conclusion

Dans leur ouvrage majeur intitulé *Non-Western International Relations Theory. Perspectives On and Beyond Asia*, Amitav Acharya et Barry Buzan soulignent le caractère artificiel des limites de la discipline des RI et le besoin de reconnaître une myriade de perspectives cachées par les discours dominants⁷². Des auteurs, tels que Watanabe au Japon, défendent une conception pluraliste des relations internationales permettant aux travaux japonais de contribuer à la globalisation du champ⁷³. C'est surtout « l'amnésie » dont témoignent les autorités politiques au Japon que critique Watanabe, en rappelant que la promotion d'un Indo-Pacifique « libre et ouvert » et « fondé sur les règles » entre en dissonance avec la réalité historique du ^{XX}^e siècle durant lequel l'armée japonaise a envahi la Chine en violation du droit international⁷⁴. C'est précisément cette « absence de constat » de la dimension culturelle, historicisée, des relations internationales qui est troublante et exige, selon plusieurs auteurs, une révision critique fondamentale⁷⁵. Les cadrages conceptuels dans une discipline comme les RI reposent sur des systèmes parfois implicites, mais qui véhiculent encore une forme d'ethnocentrisme. C'est pourquoi en Chine les chercheurs rejettent l'universalité de la notion d'Indo-Pacifique qui se base, pour les auteurs chinois, sur des récits politiques occidentaux imposés par l'impérialisme voire le néocolonialisme.

71. *Ibid.*, p. 798.

72. ACHARYA & BUZAN, 2010. Voir aussi TICKNER, 2003 ; ALLÈS *et al.*, 2022.

73. RÖESCH & WATANABE, 2018.

74. WATANABE, 2023. La guerre sino-japonaise (1937-1945) et les exactions commises contre les populations civiles comme le « massacre de Nankin » (décembre 1937-février 1938) soulèvent des questions mémorielles qui alimentent toujours les tensions entre Pékin et Tokyo.

75. ACHARYA, 2014, 2016, 2017 ; ANEVIAS, MANCHEDA & SHILLIAM, 2015 ; BRANWEN, 2013 ; CHEN, 2011, 2012 ; CHO, 2015 ; EUN, 2018, 2019 ; KANG, 2003 ; RENGGER, 2015 ; REUS-SMIT, 2013 ; TICKNER, 2013, 2016.

Au terme de cet article, il s'agit surtout de mettre en exergue la complexité des échanges et des circulations des savoirs entre les milieux académiques nationaux. Un travail significatif a été réalisé pour inclure des ressources académiques en chinois, ce qui constitue la principale plus-value de cette contribution. Nous avançons ici l'hypothèse que des influences mutuelles ont marqué la production des travaux académiques issus de traditions culturelles différentes.

On constate des discours convergents formulés aux États-Unis et en Chine à propos de la gouvernance en Indo-Pacifique. Nonobstant, certains chercheurs soulignent (ou militent pour) le caractère inclusif de l'espace indopacifique, et d'autres pointent l'incompatibilité d'une « cohabitation géopolitique » entre les deux grandes puissances. On constate ainsi un point de crispation entre deux « régimes de vérité » sur l'Indo-Pacifique qui illustre, sur le plan scientifique, la rivalité sino-américaine. Le récit politique du monde académique rappelle ces antagonismes, non seulement sur le terrain géopolitique, économique et militaire dans l'IP, mais aussi dans le champ des sciences sociales, spécifiquement en relations internationales.

Bibliographie

- ABE Shinzo, 22 août 2007, *The Confluence of the Two Seas*, Parlement de la République de l'Inde, New Delhi, URL : <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pmv0708/speech-2.html> [consulté le 16 juin 2023].
- ABE Shinzo, 27 décembre 2012, "Asia's democratic security diamond" in *Project Syndicate*, URL : <http://www.project-syndicate.org/commentary/a-strategic-alliance-for-japan-and-india-by-shinzo-abe> [consulté le 16 juin 2023].
- ABELSON Donald E., 2019, « *Think tanks* et présidents américains : quelques leçons de la Maison-Blanche sous Bush, Obama et Trump » in *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, p. 63-82.
- ACHARYA Amitav, 2014, "Global International Relations (IR) and Regional Worlds: A New Agenda for International Studies" in *International Studies Quarterly*, vol. 58, n° 4, p. 647-659.
- ACHARYA Amitav, 2016, "Advancing Global IR: Challenges, Contentions, and Contributions" in *International Studies Review*, vol. 18, n° 1, p. 4-15.
- ACHARYA Amitav, 2017, "Theorising the International Relations of Asia: Necessity or Indulgence? Some Reflections" in *The Pacific Review*, vol. 30, n° 6, p. 816-828.

- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry (dir.), 2010, *Non-Western International Relations Theory. Perspectives on and beyond Asia*, Routledge, Londres, 256 p.
- ALLÈS Delphine, LE GOURIELLEC Sonia & LEVAILLANT MéliSSa (dir.), 2022, *Paix et Sécurité. Une anthologie décentrée*, CNRS Éditions, Paris, 316 p.
- ALLÈS Delphine & FOURNOL Thibault, 2019, « Le sens de l'Indo-Pacifique, de l'ambiguïté sémantique à l'opportunité stratégique » in *Diplomatie*, n° 53, p. 12-15.
- ALLÈS Delphine & JAFFRELOT Christophe (dir.), 2024, *L'Indo-Pacifique*, Presses de Sciences Po, Paris, 190 p.
- ALLISON Graham, 2019, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Odile Jacob, Paris, 419 p.
- AMELOT Laurent, 2019, « Asia-Africa Growth Corridor vs 21st Century New Maritime Silk Road : La compétition asiatique programmée pour les couloirs du développement et de la croissance dans l'Indo-Pacifique » in *Monde chinois*, vol. 3, n° 59, p. 117-137.
- ANIEVAS Alexander, MANCHEDA Nivi & SHILLIAM Robbie (dir.), 2015, *Race and Racism in International Relations: Confronting the Global Color Line*, Routledge, Londres et New York, 230 p.
- ASSEMBLÉE NATIONALE, 16 février 2022, *L'espace indopacifique : enjeux et stratégie pour la France*, commission des Affaires étrangères, n° 5041.
- BRANDS Hal, 2019, "The Lost Art of Long-Term Competition" in *The Washington Quarterly*, vol. 41, n° 4, p. 31-51.
- BRANWEN Gruffyd Jones, 2013, " 'Good Governance' and 'State Failure': Genealogies of Imperial Discourses" in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 26, n° 1, p. 49-70.
- CHA Victor, 2009, "Powerplay: Origins of the U.S. Alliance System in Asia" in *International Security*, vol. 34, n° 3, p. 158-196.
- CHA Victor, 2016, *Powerplay: The Origins of the American Alliance System in Asia*, Princeton, Princeton University Press, 330 p.
- CHEN Ching-Chang, 2011, "The Absence of Non-Western IR Theory in Asia Reconsidered" in *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 11, n° 1, p. 1-23.
- CHEN Ching-Chang, 2012, "The Im/Possibility of Building Indigenous Theories in A Hegemonic Discipline: The Case of Japanese International Relations" in *Asian Perspectives*, vol. 36, n° 3, p. 463-492.

- CHO Young Chul, 2015, "Colonialism and imperialism in the quest for a universalist Korean-style international relations theory" in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 28, n° 4, p. 680-700.
- CHOLLET Derek, EDELMAN Eric S., FLOURNOY Michèle & *al.*, février 2017, "Building 'Situations of Strength' A National Security Strategy for the United States", Brookings, Washington, 80 p.
- CLARK Ian, 2011, *Hegemony in International Society*, Oxford University Press, Oxford, 296 p.
- CLINTON Hillary, 11 octobre 2011, "America's Pacific Century" in *Foreign Policy*, URL : <https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/> [consulté le 14 mai 2023].
- CLOVER Charles & LIN Luna, 5 septembre 2016, "China's Foreign Policy: Throwing Out the Ryle Book?" in *Financial Times*, URL : <https://www.ft.com/content/810b4510-6ea4-11e6-9ac1-1055824ca907> [consulté le 13 janvier 2024].
- COURMONT Barthélémy, MOTTET Éric & Marianne PÉRON-DOISE, 2023, "L'Indo-Pacifique, des visions plurielles entre convergences et dissonance" in *Revue internationale et stratégique*, vol. 1, n° 129, p. 35-39.
- EUN Yong-Soo, 2018, "Beyond 'the West/non-West Divide' in IR" in *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 11, n° 4, p. 435-449.
- EUN Yong-Soo, 2019, "An Intellectual Confession from a Member of the 'Non-Western' IR Community: A Friendly Reply to David Lake's 'White Man's IR'" in *PS: Political Science*, vol. 52, n° 1, p. 78-84.
- FENG Huiyun & HE Hai, 2019, "Why Do Chinese IR Scholars Matter?" in FENG Huiyun, HE Hai & YAN Xuetong (dir.), *Chinese Scholars and Foreign Policy: Debating International Relations*, New York, Routledge, p. 3-20.
- FORD Lindsay W. & GOLDGEIER James, 25 janvier 2021, "Retooling America's Alliances to Manage the China Challenge", Brookings, Washington, URL : <https://www.brookings.edu/articles/retooling-americas-alliances-to-manage-the-china-challenge/>
- GOPAL Prakash, 2017, "Maritime Security in the Indo-Pacific: The Role of the US and its Allies" in *Maritime Affairs: Journal of the National Maritime Foundation of India*, vol. 13, n° 1, p. 27-40.
- JONES Bruce, 29 septembre 2016, "America's Role in A Turbulent World", Brookings, Washington, URL : <https://www.brookings.edu/articles/americas-role-in-a-turbulent-world/> [consulté le 30 janvier 2024].

- HE Kai & FENG Huiyun, 2020, “The Institutionalization of the Indo-Pacific: Problems and Prospects” in *International Affairs*, vol. 96, n° 1, p. 149-168.
- HU Bo, 2019, “The United States Indo-Pacific Strategy: Trends and Prospects” [美国印太战略：趋势与前景] in *Journal of the Pacific* [太平洋学报], vol. 27, n° 10, p. 21-30.
- HUNTINGTON Samuel, 2021 [1997], *Le choc des civilisations*, trad. FIDEL Jean-Luc, JOUBLAIN Geneviève, JORLAND Patrice & PÉDUSSAUD Jean-Jacques, Odile Jacob, Paris, 544 p.
- KAGAN Robert, 24 janvier 2017, “The Twilight of the Liberal Order”, URL : <https://www.brookings.edu/articles/the-twilight-of-the-liberal-world-order/> [consulté le 22 janvier 2024].
- KAGAN Robert, 6 février 2017, “Backing into World War III”, Brookings, Washington, URL : <https://www.brookings.edu/articles/backing-into-world-war-iii/> [consulté le 22 janvier 2024].
- KANEDA Hideaki, 12-13 novembre 2003, “Comprehensive security issues at SLOC : Pursuing ‘maritime freedom’ — Maritime security issues in Indi-Asia & West-Pacific integrated region” [SLOC における包括的な安全保障について : 海洋の自由] の追求 - 印亜・西太平洋一体地域における海洋安全保障 in *Japan-India Dialogue on Ocean Security* [国際会議「日・印 海洋安全保障ダイアログ」], Tokyo, Ship & Ocean Foundation [シップ・アンド・オーシャン財団], p. 69-88, URL : https://www.spf.org/en/_opri_media/publication/pdf/200403_041207_01.pdf [consulté le 16 juin 2023].
- KANG David, 2003, “Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks” in *International Security*, vol. 27, n° 1, p. 57-85.
- KANG David & MA Xinru, 2018, “Power Transitions: Thucydides Didn’t Live in East Asia” in *The Washington Quarterly*, vol. 41, n° 4, p. 137-154.
- KAPUR Ashok, 2020, *Geopolitics and the Indo-Pacific Region*, Routledge, New York-Abingdon, 200 p.
- KEOHANE Robert. O. & NYE Joseph, 1975, “International Interdependence and Integration” in GREENSTEIN, Fred I. & POLSBY, Nelson W. (dir.), *International Politics*, Addison-Wesley Publishing Company, Massachusetts, p. 363-414.
- KEOHANE Robert. O. & NYE Joseph, 2011 [1997], *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, 4^e édition, Pearson, Boston, 368 p.

- KUMARASAMY Durairaj & DE Prabir, 2019, "Promoting Foreign Direct Investment in the Indo-Pacific Region: Scope and Opportunities" in *India Quarterly*, vol. 75, n° 4, p. 490-509.
- LI Hansong, 2022, "The 'Indo-Pacific': Intellectual Origins and International Visions in Global Contexts" in *Modern Intellectual History*, 19, p. 807-833.
- LIN, Minwang, 2018, "The Indo-Pacific Narrative and Asia's Geopolitics [印太的建构与亚洲地缘政治的张力]" in *Foreign Affairs Review* [外侨评论], n° 1, p. 25-35.
- LIU Feng, 2020, "The Recalibration of Chinese Assertiveness: China's Responses to the Indo-Pacific Challenge" in *International Affairs*, vol. 96, n° 1, p. 9-27.
- MA Bo, 2020, "China's Fragmented Approach toward the Indo-Pacific Strategy: One Concept, Many Lenses" in *China Review*, vol. 20, n° 3, p. 177-203.
- MAISON BLANCHE, décembre 2017, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington.
- MCKINNEY Jared Morgan, 2022, "Homogenizing Nationalists, Budding Fascists, and Truculent Exceptionalists: The End of World Order in The Indo-Pacific" in *International Politics*, n° 59, p. 280-301.
- MENG Qinglong, 2018, "The Prospects for an Indo-Pacific Strategy in the Context of U.S.-India Relations" [从美印关系看印太战略的前景] in *People's Forum Academic Frontier* [人民论坛学术前沿], n° 15, p. 24-35.
- MILHIET Paco, 2022, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique. Enjeux internationaux, perspectives française*, Le cavalier bleu, Paris, 224 p.
- MORIN Jean-Frédéric, 2013, *Politique étrangère : Théories, méthodes et références*, Armand Colin, Paris, 320 p.
- MOUTON Gauthier, 2019, « Chine : les think tanks au service de l'État » in *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, p. 23-42.
- NALEBUFF Barry J. & BRANDENBURGER Adam M., *Co-opetition 1. Revolutionary Mindset that Redefines Competition and Co-operation 2. The Game Theory Strategy That's Changing the Game of Business*, Doubleday, New York, 1996.
- PANDA Jagannath, 2020, "Quad Plus. Form Versus Substance" in *Journal of Indo-Pacific Affairs*, vol. 3, n° 5, p. 3-13.
- PARDESI Manjeet S., 2020, "The Indo-Pacific: A 'New' Region or The Return of History?" in *Australian Journal of International Affairs*, vol. 74, n° 2, p. 124-146.

PHILPOTT Daniel, 1999, "Westphalia, Authority, and International Society" in *Political Studies*, vol. 67, n° 3, p. 566-589.

PHILPOTT Daniel, 2000, "The Religious Roots of Modern International Relations" in *World Politics*, vol. 52, n° 2, p. 206-245.

QI Huaigao, 2019, "China-U.S. Institutional Balancing in the Asia-Pacific and Its Implications to China's Foreign Policy Choices" in *Asian Journal of International Studies*, vol. 24, n° 1, p. 1-19.

RAMESH Akhil, 2022, "US-India Relations: Cold-War Era Differences & Indo-Pacific Synergies" in *Comparative Connections*, vol. 24, n° 1, p. 57-68.

REN Xiao, 2015, "A Reform-Minded Status Quo Power? China, the G20, and Reform of the International Financial System" in *Third World Quarterly*, vol. 36, n° 11, p. 2023-2043.

RENGGER Nicholas, 2015, "Pluralism in International Relations Theory: Three Questions" in *International Studies Perspectives*, vol. 16, n° 1, p. 32-39.

REUS-SMIT Christian, 2013, "Beyond Metatheory?" in *European Journal of International Relations*, vol. 19, n° 3, p. 589-608.

RÖESCH Félix & WATANABE Atsuko (dir.), 2018, *Modern Japanese Political Thought and International Relations: Encountering Difference in Japan since the 19th Century*, Rowman & Littlefield International, Lanham, 272 p.

SATAKE Tomohiko & SAHASHI Ryo, 2021, "The Rise of China and Japan's 'Vision' for Free and Open Indo-Pacific" in *Journal of Contemporary China*, vol. 30, n° 127, p. 18-35,

SCOBELL Andrew, 2021, "Constructing a U.S.-China Rivalry in the Indo-Pacific and Beyond" in *Journal of Contemporary China*, vol. 30, n° 127, p. 69-84.

SHAMBAUGH David, 2011, "Coping with a Conflicted China" in *The Washington Quarterly*, vol. 34, n° 1, p. 7-27.

SONG Wei, 2018, "From the Indo-Pacific Region to the Indo-Pacific System: The Evolving Strategic Landscape [从印太地区到印太体系：演进中的战略格局]" in *Pacific Journal* [太平洋学报], vol. 26, n° 11, p. 24-34.

SWAINE Michael D. & TELLIS Ashley J., 2000, *Interpreting China's Grand Strategy: Past, Present, and Future*, Rand, Santa Monica, 304 p.

STENT Angela, 2020, *Russia and China: Axis of Revisionists?*, Brookings, Washington, février, 14 p.

- TAO Wenzhao, 2009, "The Financial Crisis and Sino-US Relations" [金融危机与中美关系] in *Peace and Development* [和平与发展], n° 4, p. 28-30.
- MCGANN James G., 2020, "2020 Global Go To Think Tank Index Report", Think Tanks And Civil Societies Program Index Reports, URL : https://repository.upenn.edu/think_tanks/18 [consulté le 24 décembre 2023].
- TICKNER Arlene, 2003, "Seeing IR Differently: Notes from the Third World" in *Millennium*, vol. 32, n° 2, p. 295-324.
- TICKNER Arlene B., 2013, "Core, Periphery and (Neo)Imperialist International Relations" in *European Journal of International Relations*, vol. 19, n° 3, p. 627-646.
- TICKNER Arlene B., 2016, "Knowledge Is Power: Challenging IR's Eurocentric Narrative" in *International Studies Review*, vol. 18, n° 1, p. 157-159.
- WANG Fan, 2008, "Competitive Interdependence Between China and the US" [中美竞争性相互依存关系探析] in *World Economics and Politics* [世界经济与政治], n° 3, p. 25-32.
- WATANABE Atsuko, 9 juin 2023, "Global IR and Japan: What the Absence of the Debate Implies" in *E-International Relations*, URL : <https://www.e-ir.info/2023/06/09/global-ir-and-japan-what-the-absence-of-the-debate-implies/>.
- WEI Zongyou 2018, "Trump Administration's Indo-Pacific Strategic Vision and Its Impact On Regional Order [特朗普政府的印太战略构想及其对地区秩序的影响]" in *Contemporary World* [当代世界], n° 12, p. 18-22.
- WENDT Alexander, 1987, "The Agent-Structure Problem in International Relations" in *International Organizations*, vol. 41, n° 3, p. 336-370.
- WENDT Alexander, 1992, "Anarchy is What State's Make of It: The Social Construction of Power Politics" in *International Organizations*, vol. 46, n° 2, p. 391-425.
- WENDT Alexander, 1999, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 447 p.
- WU Xinbo, 2016, "Cooperation, Competition and Shaping The Outlook: The United States and China's Neighbourhood Diplomacy" in *International Affairs*, vol. 92, n° 4, p. 849-867.
- XUE Gong, 2020, "Non-Traditional Security Cooperation Between China and South-East Asia: Implications for Indo-Pacific Geopolitics" in *International Affairs*, vol. 96, n° 1, p. 29-48.

- YAN Xuotong, 2011, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*, trad. RYDEN Edmund, Princeton, Princeton University Press, 312 p.
- YAN Xuotong, 2014, "From Keeping a Low Profile to Striving for Achievement" in *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 7, n° 2, p. 153-184.
- YANG Zhen & WANG Sen, 2019, "The Obstacles and Dilemmas of the US 'Indo-Pacific' Strategy" [论美国“印太”战略的障碍与困境] in *International Review* [国际观察], n° 3, p. 42-61.
- YATES Stéphanie & TURGEON Alexandra, 2022, « Les portes tournantes entre les think tanks, l'administration publique et les partis politiques : la légitimité par la proximité ? » in *Politique et Sociétés*, vol. 41, n° 3, p. 13-46.
- YOU Ji, 2016, "China's Emerging Indo-Pacific Naval Strategy" in *Asia Policy*, n° 22, p. 11-19.
- ZHANG Feng, 2019, "China's Curious Nonchalance towards the Indo-Pacific" in *Survival*, vol. 61, n° 3, p. 187-212.
- ZHANG Li, 2016, "Dilemmas of America's Indo-Pacific Alliance Strategy and the Countermeasures of China" [美国“印太”联盟战略的困境与中国的应对] in *South Asian Studies Quarterly* [南亚研究季刊], n° 4, p. 28-36.
- ZHANG Yongjin, 2016, "China and Liberal Hierarchies in Global International Society: Power and Negotiation for Normative Change" in *International Affairs*, vol. 92, n° 4, p. 795-816.
- ZHANG Yunling, 2016, "China and its Neighbourhood: Transformation, Challenges and Grand Strategy" in *International Affairs*, vol. 92, n° 4, p. 835-848.
- ZHAO Huasheng, 5 janvier 2020, "Indo-Pacific Strategy and Greater Eurasia: Perceptions and Responses" [印太战略与大欧亚：认知与应对] in *Ai Sixiang* [爱思想], URL : <http://www.aisixiang.com/data/121120.html> [consulté le 23 décembre 2023].
- ZHAO Kejin, 2013, "Sino-US Relations in the Post-Financial Crisis Era [后金融危机时期的中美关系：话语权的视]" in *The Chinese Journal of American Studies* [美国研究], n° 1, p. 46-64.
- ZHAO Minghao, 4 juin 2013b, "The Emerging Strategic Triangle in Indo-Pacific Asia" in *The Diplomat*, URL : <http://thediplomat.com/china-power/the-emerging-strategic-triangle-in-indo-pacific-asia/> [consulté le 03 février 2024].

- ZHAO Minghao, 2019, "Is a New Cold War Inevitable? Chinese Perspectives on US–China Strategic Competition" in *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 12, n° 3, p. 371-394.
- ZHAO Minghao, 2023, "Infrastructure Statecraft and Sino-U.S. Strategic Competition in the Indo-Pacific" in *The China Review*, vol. 23, n° 1, p. 45-77.
- ZHAO Qinghai, 31 juillet 2013a, "The Concept of 'India too' ('Yin Tai') and Its Implications for China" ["印太"概念及其对中国的含义] in *Contemporary International Relations* [现代国际关], n° 7.
- ZHAO Qinghai, 2018, "Old Stuff with a New Label: The Trump Administration's Indo-Pacific Strategy" [新瓶旧酒: 特朗普政府的印太战略] in *Academic Frontiers* [学术前沿], n° 15, p. 8-10.

Résumé : Cet article consiste en une analyse comparée de la production en sciences sociales ayant l'Indo-Pacifique comme objet d'étude, spécifiquement dans le champ des relations internationales (RI) entre deux pays : les États-Unis et la Chine, acteurs centraux dans cette région. L'objectif est donc d'identifier et de définir les principales orientations thématiques dans les académies nationales américaine et chinoise depuis quinze ans ; la production scientifique sur l'Indo-Pacifique étant appréhendée comme un récit politique. Ainsi, par l'utilisation des données issues de travaux académiques dans ces deux pays, se concentrant sur les articles en RI, il s'agit de mettre en lumière le référentiel scientifique de traditions nationales. Il apparaît que les distinctions entre ces « traditions » demeurent floues, celles-ci étant d'ailleurs traversées par différentes approches en leur sein. Selon les contextes étudiés, les rapports entre la communauté scientifique et le monde politique peuvent varier considérablement. Toutefois, s'il existe des divergences irréductibles dans la manière dont les chercheurs analysent les défis transverses en Indo-Pacifique, la comparaison entre la littérature scientifique et l'expertise produites dans les universités aux États-Unis avec celle produites en Chine offre un éclairage pertinent sur les influences mutuelles des scènes académiques nationales des sciences sociales, spécifiquement en relations internationales.

Mots-clés : Indo-Pacifique, occidentalisme, récit politique, relations internationales, analyse comparée.

*The Indo-Pacific as a Subject of Study
in International Relations: Comparative Readings of
Scientific Production in the United States and China*

Abstract: *This article consists of a comparative analysis of social science production on the Indo-Pacific as an object of study, specifically in the field of International Relations (IR), between two countries: the United States and China, central players in this region. The aim is therefore to identify and define the main thematic orientations in the American and Chinese national academies over the last fifteen years, with scientific production on the Indo-Pacific understood as a political narrative. Thus, by using data from academic work in these two countries, focusing on IR articles, the aim is to highlight the scientific frame of reference of the 'national traditions'. At the end of this article, it appears that the distinctions between these 'traditions' remain blurred, with different approaches running through them. The relationship between the scientific community and the political world can vary considerably depending on the contexts studied. However, while there are fundamental differences in the way researchers analyse cross-cutting challenges in the Indo-Pacific, a comparison of the scientific literature and expertise produced in universities in the United States and China sheds relevant light on the mutual influences of national academies of social sciences, specifically in International Relations.*

Keywords: *Indo-Pacific, occidentalism, political narrative, international relations, comparative analysis.*

*El Indo-Pacífico como Objeto
de Estudio en Relaciones Internacionales:
Lecturas Comparadas de la Producción
Científica en Estados Unidos y China*

Resumen: *Este artículo consiste en un análisis comparativo de la producción en ciencias sociales sobre el Indo-Pacífico como objeto de estudio, concretamente en el campo de las Relaciones Internacionales (RI), en dos países, Estados Unidos y China, actores centrales en esta región. El objetivo es, por tanto, identificar y definir las principales*

orientaciones temáticas en las academias nacionales estadounidense y china en los últimos quince años, entendiendo la producción científica sobre el Indo-Pacífico como una narrativa política. Así, a partir de datos procedentes de trabajos académicos de estos dos países, centrados en artículos sobre RRII, se pretende arrojar luz sobre el marco científico de referencia de las «tradiciones nacionales». Al final de este artículo, parece que las distinciones entre estas «tradiciones» siguen siendo borrosas, con diferentes enfoques que las atraviesan. Según los contextos estudiados, la relación entre la comunidad científica y el mundo político puede variar considerablemente. Sin embargo, aunque existen diferencias irreductibles en la forma en que los investigadores analizan los retos transversales en el Indo-Pacífico, una comparación de la literatura científica y los conocimientos especializados producidos en las universidades de Estados Unidos y China arroja una luz relevante sobre las influencias mutuas de las academias nacionales de ciencias sociales, específicamente en el ámbito de las Relaciones Internacionales.

Palabras clave: *Indo-Pacífico, occidentalismo, narrativa política, relaciones internacionales, análisis comparativo.*

Indigenous languages: use and attitude in anglophone and francophone Cameroon

Liliane Hodieb

Postdoctoral researcher in linguistics at Inalco

I am grateful to George Alao for his valuable comments.

One of the aspects of African life which has been negatively impacted by colonialism is culture. Language conveys a people's culture; therefore, despoiling a people of their language is dispossessing them of their culture. If the definition given by the Oxford English Dictionary¹ of "culture"—"the ideas, customs and social behavior of a particular people or society"—is anything to go by, then it is precisely these elements that have been corrupted by the imposition of foreign cultures on Africans, especially foreign languages. The case of Cameroon is peculiar as the territory was colonized by two powers (France and Great Britain), each occupying a different portion of the territory. Consequently, two cultures different from the indigenous Cameroonian culture settled on the geographical space, and their cohabitation was hardly peaceful. When Richard Bjornson (1991) mentions, for instance, that Westerners are essentially individualistic, while a strong sense of community characterizes African societies, a cultural clash is highly expected. And one of the most harmful effects of this clash is the negative attitude adopted towards indigenous languages by Cameroonians, who like many Africans, are often made to believe that what is foreign is better, especially when it comes from "White" people.

1. Online. Accessed: 23th March 2021.

Several authors: Frantz Fanon, (1952) and Ngugi wa Thiongo, (1986) to Chika Ezeanya-Esiobu, (2019) have described this depreciation vis-à-vis indigenous culture. Recurrent terms associated with the representation of Africans as far as their languages are concerned, include “backwardness”, “savagery” and “primitiveness”. Consequently, there has been the desire to abandon African languages for English, French, German or Portuguese. In Cameroon, language attitude and use with respect to indigenous languages are not homogenous. Indeed, there is a dichotomy between Anglophone Cameroon and the practice in the Francophone region, a phenomenon which, as we will see, is the extension and the repercussion of the difference between British and French colonial systems of administration.

By revealing the complexity of the Cameroonian context, this paper sets out to shed light on the dichotomy mentioned above. To achieve this purpose, we conducted two surveys, one among Francophone Cameroonians in 2019, and the other in 2020 among Anglophone Cameroonians. The findings of the former survey were recently published². The present paper is structured as follows: in the first part, the geographical, historical, political and sociolinguistic contexts of Cameroon are presented. In the second, the two surveys are examined, and they are discussed in the third part in light of the Social Identity Theory. The final section highlights the cultural hybridism of Anglophone and Francophone Cameroonians.

The Cameroonian context

Geographically speaking, Cameroon has a surface area of 475,642 km² and a population of about 27 million people³. It is often referred to as “Africa in miniature”, because of the diverse types of relief, vegetation, soils, and its cultural and linguistic diversity: mountains, valleys, basins, plateaus, inselbergs, cliffs, are all part of the panorama⁴. Besides, three of the four African language phyla are found in the country, namely, Niger-Congo, Afro-Asiatic and Nilo-Saharan. Also, the western region of Cameroon bordering the East and South of Nigeria constitutes the cradle of Bantu languages and their point of expansion to East and South Africa⁵.

2. HODIEB, 2020.

3. Source: The World Bank - Population, total - Cameroon | Data (worldbank.org). Retrieved on 29th January 2024.

4. FODOUOP & ATANGANA, 2010.

5. MOUGIAMA-DAOUDA, 2005.

More than 250 indigenous languages are spoken in Cameroon⁶, most of which under-documented, a number already extinct, and many endangered⁷. It is interesting to note that most of the severely endangered languages are spoken in the Anglophone region, i.e. the North-West and South-West, according to the UNESCO's *Atlas of the world languages in danger*. One explanation for this is that, for a long time, this region was neglected by linguists particularly because of the extremely mountainous relief that make access to the villages difficult. Another explanation could be that since Anglophones are the minority and moreover are marginalized, there was almost no interest in them. However, this is now changing and linguistic descriptions on languages of the Anglophone region are gradually increasing. Apart from English and French which are the official languages, and the indigenous languages which are "national" languages with no official status, Pidgin English is a major language, to the extent that it has become a *lingua franca* primarily among Anglophones and to a lesser extent in the Francophone region, where it is mostly used in informal contexts. It is not mentioned in the constitution and therefore has no officially recognized status.

It would be hard to understand the relationship between Anglophone and Francophone Cameroon without making references to the Colonial past, hence the need of a brief historical account. The one that follows is taken from Albert Pascal Temgoua & Zacharie Saha⁸.

Before the arrival of the colonizing powers, missionaries were already present in the country. In 1843, the Baptist Missionary Society of London established itself on the coast in the southern region. The work of evangelization and literacy was undertaken in the Duala language. The British influence on Cameroonian territory diminished gradually, while it increased in neighboring Nigeria. The Duala chiefs, fearing that their relations with Britain would dissolve completely, petitioned the British Prime Minister Gladstone in 1881 for annexation to the English territories. Faced with the procrastination of the British who could not agree on a decision to annex Cameroon, the Duala chiefs turned to the Germans whose influence was growing on the coast.

On 12th July 1884, the German-Duala Treaty was signed between German traders and some coastal chiefs. This treaty placed Cameroon under the protection of the German Empire and therefore obliged the English to liberate the territory. German trade was prosperous in Cameroon until the outbreak of the First World War in 1914.

6. FODUOP & ATANGANA, 2010.

7. Source: UNESCO's *Atlas of the world languages in danger*.

8. TEMGOUA & SAHA, 2010.

The defeat of Germany put an end to her domination in Cameroon and from 1914 to 1916, the French and the British established a Franco-British condominium. A division that was first ratified by the Treaty of Versailles of 28th June 1919, then by the London Convention in 1922, which placed Cameroon under the mandate of the League of Nations. France occupied most of the territory (about 70%), while Great Britain took the rest. On 1st January 1960, French Cameroon gained independence by referendum. British Cameroon was administratively divided into two regions: Northern Cameroon and Southern Cameroon.

On 1st June 1961, Northern Cameroon became independent and voted to join Nigeria, while Southern Cameroon joined French Cameroon. On 1st October 1961 British and French Cameroon formed the Federal Republic of Cameroon and on 20th May 1972, the Federal Republic became the United Republic of Cameroon, with French and English as the two official languages.

Regarding the colonial practice, French colonial administration adopted the *politique d'assimilation* for all its colonies, which was totally different from the "Indirect Rule" applied by the British. The "Indirect Rule" was a system of indirect administration through which Great Britain entrusted the indigenous authorities with the task of administering the local population. However, it was the British authorities who determined the main guidelines. In addition, they kept control over trade and the exploitation of economic and mineral resources. On the other hand, France applied the *code de l'indigénat* which implied the use of forced labor. Also, given that they were subjected to a special justice, Cameroonians only partially benefited from fundamental freedoms and had to obey a police regime controlled by the French authorities. Apart from these direct or indirect political domination of the colonized populations, there was also a strong will on the part of France and Britain to spread their culture, so much so that the official use of indigenous languages was forbidden in the French territory, particularly, to the benefit of French, which was the only language allowed in the educative system⁹. Michael Crowder emphasizes that the two colonial administrative systems were of different *kind* rather than *degree*¹⁰. Indeed, even though both of them made use of "chiefs", they were used in different ways. Moreover, "the nature of the position and power was totally different, and as a corollary, so were the relations between the chief and the political officer who was inspired in each case by very different ideals"¹¹. Crowder

9. TEMGOUA & SAHA, 2010, p. 84-86.

10. CROWDER, 1964, p. 197.

11. *Ibid.*

further suggests that “[t]he British [...] believed that it was their task [i.e. that of the chiefs] to conserve what was good in indigenous institutions and assist them to develop on their own lines. The relationship between the British political officer and the chief was in general that of an adviser [...] [On the other hand,] the French system placed the chief in an entirely subordinate role to the political officer”¹². In the same line, Félix Nicodème Bikoï¹³ describes British colonialism as less harsh (“*moins rude*”) than French colonialism. Thus, although both colonial powers shared the same objective of making the most of the colonies’ resources while expanding their civilization, their methods were fundamentally different. Therefore, we can assume that the effects of the two colonial systems equally differ. This is precisely what our two surveys reveal.

The surveys

Two surveys were created and submitted online through Google forms by the author of this paper. The first survey was conducted in 2019 among Francophone Cameroonians, some of whom live in France, but were all raised in Cameroon. The second targeted Anglophone Cameroonians. The aim of the two surveys was to gain a better knowledge and understanding of the contrast between young English-speaking and French-speaking Cameroonians, in terms of their use of and attitudes towards language.. All respondents met the primary requirement which was that they had to have grown up in Cameroon. The average age of the participants was 31 for Francophones and 26 for Anglophones. Thirty-two people responded to the first survey and 35 to the second. Although these are not huge numbers, the results are quite interesting and meaningful. A selection of the most relevant questions and responses (from both surveys) can be found in the appendix. They allow for a comparison between the reactions of Anglophone and Francophone Cameroonians. Questions in English were addressed to Anglophones and in French to Francophones. In the following section, we analyze the findings and propose an interpretation of them. The reader may refer to the appendix for a detailed presentation of both questionnaires.

12. *Ibid.*, p. 198.

13. BIKOÏ, 2008, p. 5.

Discussion

Findings

Right from the response to the first question [*“What is your Mother Tongue?”*], the difference between Anglophones and Francophones is striking. When the responses are added together in the Francophone survey, 51.4% claim to have a Cameroonian language as their mother tongue, while the rest, that is 42%, consider French as their mother tongue. This contrasts sharply with the responses given by the Anglophone participants, of which the vast majority, i.e., 91.4% consider a Cameroonian language as their mother tongue. However, one fundamental question pertains to the definition of mother tongue. For some respondents, it is the language of their parents even if they themselves know only two or three words in the language. For others, it is the language they feel the most attached to even if they do not speak it. Generally, it is the first language they have grown up hearing but not necessarily speaking. It is indeed difficult to give a single definition to the term “mother tongue”. Carol Benson¹⁴ has stressed that “there is a need to pluralise the Skutnabb-Kangas¹⁵ definitions of mother tongues:¹⁶ [...] such that they are languages that one: (a) has learnt first; (b) identifies with or is identified with by others; (c) knows best; and/or (d) uses most [...] We can add (e) languages that one speaks and understands completely enough to learn age-appropriate academic content”.

Admittedly, given the plurality of definitions of the term, there is some ambiguity in the responses to the first question that would be impossible to clear unless a single definition was given at the beginning of the investigation to which the participants had to adjust. But that is actually what we tried to avoid, i.e., responses that were too much controlled. We rather wanted the participants to be themselves and as spontaneous as possible. And although we do not know which definition(s) of mother tongue their answer to the first question was based on, the rest of the survey provides more information.

The second question reveals that only 12.5% of the Francophone respondents can speak a Cameroonian language very well, while 68.6% of Anglophones do so. These results are directly linked to those of the fifth question, concerning the language that was used the most at home when they were younger. The responses are more

14. BENSON, 2014, p. 15.

15. SKUTNABB-KANGAS, 2000, p. 105-108.

16. The characters are originally in italics.

astonishing, particularly when we compare the two groups: French was the mostly used language for 93.8% in the Francophone group while for the Anglophones a Cameroonian language was mostly used for the majority, i.e., 57.1%; for 37.1% of them it was English. This gives us a clearer idea of the place of indigenous vs. European languages even in homes. It has been pointed out in previous research (for example, Julia Messina¹⁷, cited by Alliance Fidèle Abegue¹⁸) that French is drastically supplanting Cameroonian languages in the Francophone region, to the extent that even the last sphere where indigenous languages could still exist, i.e., the family circle, is also being taken over by a “foreign” language. This is particularly the case in urban areas. However, in rural areas the situation is less tragic, as indigenous languages are still dominant there. For example, in the Oumrayi village in the Adamawa province which is geographically close to the north, Wawa, a Mambiloid language, and Fulfulde are spoken by all the villagers, while “French is only spoken by few who have attended or are attending school”¹⁹. Thus, the domination of the French language seems to be a phenomenon specific to urban areas, where the influence of Western culture, especially through TV and social media, is considerable. As Regina Acholonu²⁰ emphasizes it, mass media in developing countries foster the transmission of Western culture and hence the subjugation of the black race. In many of these countries, foreign programs dominate. The author gives the example of Nigeria where over 50% of television programs are imported. An inescapable consequence is the perpetuation of cultural imperialism, which was described by Ngugi (1993)²¹ as extremely dangerous.

It is also interesting to see from the responses to the fourth and fifth questions that the Anglophone community has this peculiarity: besides a Cameroonian language and a European language, Pidgin English is another major component of their linguistic repertoire. Thus, we have here a ternary configuration instead of a binary one. The majority of Francophone Cameroonians speak French with their parents (90.3%), while the majority of Anglophone Cameroonians use an indigenous language (71.4%). Only 9.7% Francophone respondents use an indigenous language with their parents. For Anglophones respondents, 20% use English and 8.6% Pidgin English with their parents. Interestingly and conversely, with siblings,

17. MESSINA, 2013.

18. ABEGUE, 2018.

19. MARTIN, 2012, p. 35.

20. ACHOLONU, 2011, p. 1.

21. NGUGI, 1993.

Pidgin English is used by 28.6% while 40% use English and 31.4% a Cameroonian language. For Francophones, there is almost no difference between the language used with parents and the one used with siblings: the vast majority speaks French in both cases. These results show that French indeed prevails by far in the Francophone community, whether with parents or siblings, whereas the indigenous language is nearly nonexistent in the family. On the other hand, for Anglophones, the indigenous language is largely preferred with parents; it is quite used with siblings too, although to a lesser extent, together with English and Pidgin English. It is necessary to mention that Pidgin English is the *lingua franca* across the Anglophone region. In other words, it is the language of wider communication. It is spoken by everybody, while English is spoken only by the educated ones, i.e., those who went to school and those with a high socioeconomic status.

Concerning the attachment issue raised in the seventh question, the complexity of the relationship between the languages involved on one hand, and between the speakers and these languages on the other hand, is revealed. The majority of the Francophone respondents (59.4%) felt more attached to French than to any other language. This is directly linked to the fourth and fifth questions whose responses inform us that French was used by at least 90% in homes and in everyday life, since French is the language of wider communication in Francophone Cameroon. It is also linked to the third question, which affirms that only 12.5% spoke a Cameroonian language well. Accordingly, it is not surprising that the attachment was stronger with French than with any indigenous language, which was totally absent from home and barely used in their daily lives. However, what is disconcerting is the fact that although the majority felt more attached to French than to a Cameroonian language, paradoxically, they considered a Cameroonian language as their mother tongue, even though they did not speak it. A more intriguing fact is that some were not even able to answer the question as they did not know which language they were attached the most. I discuss and try to explain this paradox in²².

Among Anglophone Cameroonians, the presence of Cameroonian Pidgin English in addition to English and indigenous languages makes the picture a bit more complex. First, one interesting difference with their Francophone compatriots is that none of them chose the answer “I don’t know” to the question related to attachment. This suggests that, unlike with Francophones, there is no confusion. Nevertheless, the competition between the three languages is no less delicate. Forty percent have the same attachment with both English and a Cameroonian language, 20% with

22. HODIEB, 2020.

both Pidgin English and a Cameroonian language, 20% with Pidgin English and English, 17% feel mostly attached to a Cameroonian language only, while the rest, very few, felt a stronger attachment with Pidgin English. Another remarkable difference between the two groups is that no Anglophone respondent felt attached to English only whereas the majority of Francophones (59.4%) felt mostly attached to French only. It should be noted that most participants were educated Cameroonians, which may explain the strong identification with English. However, for both groups the dominant feeling is shared between two languages. Two possible interpretations could be that they are divided between the two languages in a more or less confused way, or that they are implicitly acknowledging a cultural hybridism to which they belong. Richard Bjornson already pinpointed this cultural hybridism among Africans, resulting from the contact between African and European values²³. He added that, while it is not unusual to find hybrid cultures, they can produce serious identity conflicts, especially if the two cultures involved are poles apart.

In the last two questions, it is obvious that almost all the participants, both Anglophones and Francophones, would like their children to learn and speak a Cameroonian language, the most recurrent reason being linked to identity and culture preservation. While 100% are in favor of this idea among Anglophones, a tiny yet significant minority (3.2%) among Francophones did not find it necessary, therefore rejected the idea. This and other evidence earlier stated allows the conclusion that there is a stronger attachment to Cameroonian indigenous languages within the Anglophone community than is the case within the Francophone community. In other words, in the contemporary Cameroonian context, most Francophones identify more with French than with indigenous languages; indeed, most of them cannot speak any indigenous language and even consider French as their mother tongue. The reverse is observed for Anglophones: the majority speaks an indigenous language very well and consider it their mother tongue. They also strongly identify with indigenous languages. It would be difficult to understand this dichotomy unless we go back to the colonial era, where, as discussed in the first part, because the French and British systems which were of different kinds, they resulted in different cultural and linguistic heritages, and ultimately in a hybrid culture. Each shaped the community they found themselves in (Francophone and Anglophone) differently. The respective colonial background of each region as well as the postcolonial context has somehow perpetuated this dichotomy. As Anne Schröder suggests²⁴, cultural hybridism represents a challenge to theories of social

23. BJORNSON, 1991.

24. SCHÖDER, 2009, p. 50.

identity, especially for Francophone Cameroonians who are more likely to have built their identity on the colonial model rather than on indigenous languages.

Social Identity Theory

Each individual belongs to one or more groups, based on their nationality, ethnic background, race, or on their interests like sports, music, etc. Thus, one's identity is also determined by the group(s) one belongs to. Indeed, no one exists out of groups and, even though some groups, like race and ethnicity, can be totally independent of our will or choice, they are inherently part of us. Others can be intentionally chosen, for example, the type of sports club or the political party one belongs to. Daan Scheepers and Naomi Ellemers stress that we are not only part of groups but these groups are also part of us. In other words, "group membership (partly) defines [our] identity and tells us who we are (and who we are not). Relatedly, groups also partly determine our feelings²⁵". Henri Tajfel, who introduced the Social Identity Theory (henceforth SIT) in the 1970s, argues that "[t]he thoughts and feelings that arise when you think about the groups you belong to form your social identity". SIT consists of two parts:

- a psychological part that "describes the cognitive processes underlying social identity definition and the motivational assumption that people strive for a positive social identity";
- a socio-cultural part describing "how people cope with negative social identity²⁶".

In this section we will assess these two points as far as the Anglophone and Francophone communities of Cameroon are concerned, and in the light of the above discussions.

It is well known, and it is also a principle of SIT, that the mother tongue is intimately linked to identity. As mentioned above, although the notion of mother tongue is generally presented as something that can only be single, i.e., one mother tongue, the plurality of mother tongues is also a reality. As far as Anglophone Cameroonians are concerned, the majority considers a Cameroonian language as their mother tongue. At the same time, a certain number of them feel equally attached to their indigenous language and to English. In other words, English is their second mother tongue, even

25. SCHEEPERS and ELLEMERS, 2019, p. 129.

26. TAJFEL, 1978, p. 63, cited by SCHEEPERS & ELLEMERS, 2019, p. 129.

though they did not explicitly state this in the survey. This means that they equally identify with both languages. On the other hand, the majority of Francophones claim to have a Cameroonian language as their mother tongue —even though they do not speak it— yet they feel more attached to French. This is because they actually speak French fluently, more than any other language. This clearly portrays the close relationship between mother tongue and identity, and also the variety of meanings attributable to the notion of mother tongue. Apparently, for Francophone Cameroonians, mother tongue is more about identity, culture, origin and heritage, than linguistic competence or skill. Thus, they claim to have a Cameroonian language (they yet do not speak) as their mother tongue precisely because it is what represents their cultural heritage. As a matter of fact, as Ngugi²⁷ explains:

Every language has two aspects. One aspect is its role as an agent that enables us to communicate with one another [...] The other is its role as a carrier of the history and the culture built into the process of that communication over time [...] The two aspects are inseparable; they form a dialectal unity. However, either of these two aspects can become more pronounced than the other, depending on the circumstances surrounding the use of a language.

It is in this sense that for Francophones, particularly the younger generation, the second aspect is undoubtedly dominant. As for the older generation, namely their parents, they speak one or more indigenous languages fluently as their mother tongue(s), not with their children though but with other family members especially their own parents. Although young Francophone Cameroonians are not able to communicate in indigenous languages, they acknowledge the latter as part of their identity and cultural heritage. This ambiguous situation referred to as the “Cameroonian paradox” in the paper entitled “Multilingualism and language attitude: the ‘Cameroonian paradox’”²⁸, could more precisely be called the “Francophone Cameroonian paradox”, since in fact this is much less evident in the Anglophone community.

The first assumption of SIT is that people strive for positive social identity, that is “that part of an individual’s self-concept which derives from knowledge of membership in a social group (or groups) together with the value or emotional significance attached to that membership”²⁹. In the Cameroonian context, Anglophones

27. NGUGI, 1993, p. 30.

28. HODIEB, 2020.

29. TAJFEL, 1978, p. 63, cited by SCHEEPERS & ELLEMERS, 2019, p. 129.

strive for positive social identity as members of the Anglophone community while Francophones do so as members of the Francophone community. However, the latter's positive social identity is not as much as the Anglophones', since they are the dominant group and are in many ways privileged over the Anglophones who constitute a minority group (less than 30% of the inhabitants) and are discriminated against, a discrimination rooted in the nation's historical background. For example, Marie-Emmanuelle Pommerolle and Hans De Marie Heungoup highlight the inequity manifested during the unification of the two Cameroons in 1961 and grounded on the Federal Constitution which "did not meet the Anglophone leaders' expectations of federalism"³⁰.

Some of the major disadvantages with regard to Anglophone Cameroonians include the centralization of power; the exclusive use of French in military training even though many Anglophones do not speak French; the hiring of Francophone lecturers in Anglophone universities to teach a diversity of disciplines like law, linguistics, etc., whereas Anglophone lecturers in the Francophone region are only allowed to teach English. Mireille Razafindrakoto and François Roubaud also mention the adoption of the CFA Franc (currency) as another sign of contempt against Anglophones and their British colonial legacy³¹. Since the independence, Anglophones have been feeling marginalized and frustrated. A frustration that gave rise to the "Anglophone crisis", a civil war that broke out in 2016, opposing Anglophone secessionists —who want to break away and form their own State— and the predominantly Francophone federal government. This civil war has already caused thousands of deaths and thousands of people have been seeking refuge, especially in Nigeria which shares its eastern border with the Anglophone region of Cameroon. Because Anglophone Cameroonians are the marginalized minority, a negative image and a low status are consequently attached to their group. Emmanuel Kambaja speaks of an asymmetric relationship between the dominant Francophones and the underprivileged Anglophones³². He also cites the *Washington Post* newspaper of 2nd June 2017, illustrating one of the stereotypes suffered by the Anglophone community: "Anglophones have historically seen themselves as the big losers from the national distribution of resources". In other words, this suggests that there are "losers" on one hand and "winners" on the other.

According to Tajfel, "there is good deal of evidence [...] that members of groups which have found themselves for centuries at the bottom of the social pyramid some-

30. POMMEROLLE & HEUNGOUP, 2017, p. 527-528.

31. RAZAFINDRAKOTO & ROUBAUD, 2018 p. 6.

32. KAMBAJA, 2021, p. 25-26.

times display the phenomenon of 'self-hate' or self-depreciation. The self-depreciation relating to social comparisons with the outside world leads to a variety of internal conflicts³³. For example, Tajfel mentions the explosion of violence which shook Soweto during the 1970s as undeniably linked to a psychological conflict. The same applies to the Anglophone crisis, however not out of self-depreciation but rather as a strategy to cope with negative social identity. Such strategies concern the second part of the SIT, the socio-structural part. The theory describes three options in case of negative social identity³⁴:

- individual mobility, which involves “trying as an individual to seek entrance to a higher status group”;
- collective action, which involves “working as a group for status improvement”;
- to be “socially creative and to change the comparison group”, i.e., the dimension of the comparison.

Violence is a strategy commonly adopted to cope with negative social identity. In this case, it is manifested through the Anglophone crisis. This could further be related to the second option of SIT, namely, the collective action, although such violent actions rarely involve the entire community in question; instead, they are usually carried out by a few people.

Another strategy observed among the Anglophone community is individual assimilation. As the first option stated above shows, trying to access the dominant group through assimilation is also a way for a low status group to deal with its disadvantages³⁵. This is reflected in the increasing use by the Anglophone youth of “Camfranglais”, a mixture of local and foreign languages used by young people and which appeared in the Francophone region of the country in the 1980s. As Ojongnkpot³⁶ puts it, “[it] is recently making its inroads in the Anglophone part”. Camfranglais is characterized by “code-switching, language mixing and extensive borrowing based on French, English, African national languages, Cameroon Pidgin English (CPE), Spanish and German³⁷...”. Furthermore, it is “a medium of urban

33. TAJFEL, 1982, p. 12.

34. SCHEEPERS & ELLEMERS, 2019, p. 133.

35. TAJFEL, 1982, p. 26.

36. OJONGNKPOT, 2017, p. 287.

37. *Ibid.*

identity for the youth³⁸. The extensive use of Camfranglais by Anglophones is a likely evidence of their desire to be accepted and integrated into the dominant group, thereby upgrading their status and image. In the example below (1), Ojongnkpot examines the use of Camfranglais by University of Buea students on social media [the translation in Standard English is provided in the square brackets]:

- [...]put sa off de ma tête [keep me out of that]
- tell moi alors le pb now [tell me what the problem is]
- ok no pb [no problem]
- tu as school morrow ? [do you have school tomorrow?]

In the same note, Biloa (n.d.) points out the influence of French on English in Cameroon as fostered particularly by the demographic weight of French speakers, the predominantly francophone administrative and political discourse. Due to the minority status of the Anglophones, there is a strong tendency to gallicize or “francize” Cameroonian English through the increasing borrowing of lexical items, acronyms, and even typical French affixes. According to Biloa, the creation of English neologisms based on French lexical items is significant, and this is the inevitable result of language contact. Below we mention some of his examples³⁹.

Cameroonian French	Cameroonian English	Standard English
convoquer	convoke	summon
(in)civisme	(in)civism	(lack of) sense of civic responsibility
fanatisme	fanatism	fanaticism
doléance	doleance	grievance
planification	planification	planning

Table 1: Neologisms observed in the Cameroonian Anglophone community (source: Biloa 2006)

It appears from the previous discussion that Cameroonians’ identity is complex. It has been shaped to a great extent by two foreign cultures and different kinds of colonial administration that were led to the formation of an Anglophone community on the one hand, and a Francophone community on the other hand with different

38. *Ibid.*

39. BILOA, 2006, p. 124.

mindsets and ultimately different attitudes towards indigenoussness. Although the attachment to indigenous languages is stronger in the Anglophone community than in the Francophone community, both groups are clearly involved in a complex interplay between their indigenous language, culture and identity, and those inherited from the colonial past.

Conclusion

In conclusion, the surveys conducted on the Cameroonian Francophones and Anglophone communities reveal a significant contrast in language use and language attitude, especially regarding indigenous languages. I assumed that the stronger attachment to indigenous languages in the former group, and the weaker attachment in the latter, are a reflection of the different kinds of colonialism put in place by the British colonial administration who allowed their colonies to develop their local resources, and on the other hand, by French colonialists who were more violent and exclusive, aiming at mentally turning Africans into French people, hence the abandonment of indigenous languages by most Francophone Cameroonians as opposed to their extensive use in the Anglophone community. Also, given the minority and marginalized status of Anglophones, they strive for positive social identity which, according to the Social Identity Theory is a basic need for any group as well as any individual. I submitted that this is done particularly through a continued borrowing of French linguistic expressions, the increasing use of Camfranglais, a mixed language of the urban youth that originated in the Francophone region, and also through violence, portrayed by the Anglophone crisis. Finally, despite this dichotomy, it appears that the identity of both Anglophones and Francophones in Cameroon is profoundly complex.

References

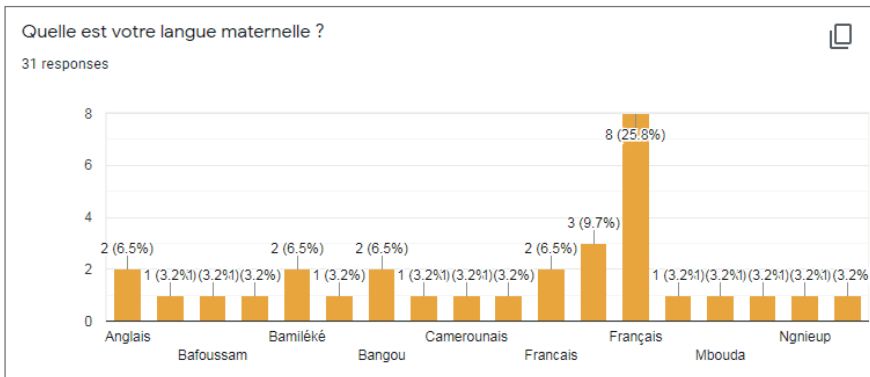
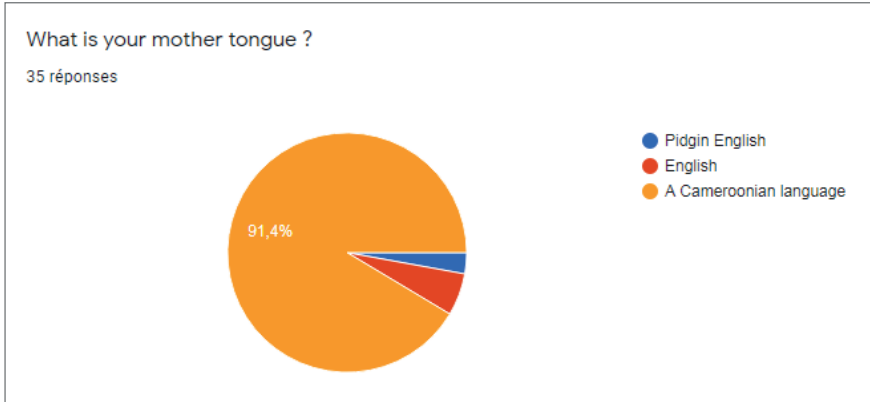
- ABEGUE Alliance Fidèle, 2018, « Politique éducative camerounaise de promotion des langues locales » in BESSALA Gaston & BISSAYA Euloge (eds.), *Les langues maternelles dans les couples exolingues*, Nouvelles Éditions Numériques Africaines, Sénégal, p. 80-104.
- ACHOLONU Regina, 2011, "Mass media and cultural imperialism: the African experience" in *Madonna International Journal of Research*, vol. 4, n° 68, p. 1-8.

- FENSON Carol, 2014, "Adopting a Multilingual Habitus: What North and South Can Learn From Each Other About the Essential Role of Non dominant Languages in Education" in GORTER Durk, ZENOTZ Victoria & CENOZ Jasone (eds.), *Minority Languages and Multilingualism Education. Bridging the Local and the Global*, Dordrecht, Springer, p. 11-28.
- BIKOÏ Félix Nicodème, 2008, « L'aventure ambiguë d'un pays bilingue. Le cas du Cameroun » in *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n° 40/41, p. 231-240
- BILOA Edmond, 2006, *Le français en contact avec l'anglais au Cameroun*, Lincom Europa, 194 p.
- BJORNSON Richard, 1991, *The African Quest for Freedom and Identity*, Indiana University Press, 528 p.
- CROWDER Michael, 1964, "Indirect Rule: French and British Style" in *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 34, n°3, p.197-205.
- EZEANYA-ESIOLU Chika, 2019, *Indigenous knowledge and education in Africa*, Springer Verlag, Singapore, 115 p.
- FANON Frantz, 1952, *Peaux noires. Masques blancs*, Paris, Les éditions du Seuil, 239 p.
- FODOUOP Kegne & ATANGANA Pierre, 2010, « Une diversité du milieu biophysique exceptionnelle » in FODOUOP Kengne (ed.), *Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, L'Harmattan, p. 25-44.
- HODIEB Liliane, 2020, "Multilingualism and language attitude: the 'Cameroonian paradox'" in *Ideação. Revista do Centro de Educação, Letras e Saúde*, vol. 22, n° 2, p. 83-96.
- HURST Ellen, 2017, "Rural/Urban Dichotomies and Youth Language" in EBONGUE Augustin Emmanuel (ed.), *Sociolinguistics in African Contexts. Perspectives and Challenges*, Springer, p. 209-224.
- KAMBAJA Emmanuel, 2021, « Stéréotypes sociaux et perturbation des niveaux de communication dans le contexte diglossique camerounais » in HODIEB Liliane (ed.), *Plurilinguisme et tensions identitaires : discours, représentations et médiations*, Éditions des archives contemporaines, p. 19-34.
- MARTIN Marieke, 2012, *A grammar of Wawa. An endangered language of Cameroon*, Thèse de doctorat non publiée, University of Kent, 516 p.

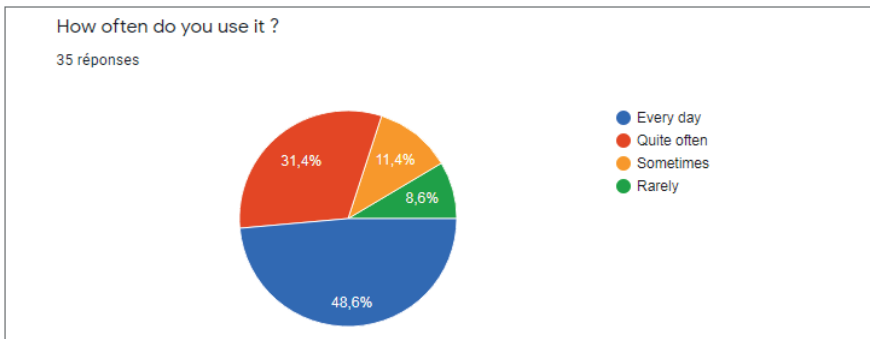
- MOUGUAMA-DAOUDA Patrick, 2005, *Contribution de la linguistique à l'histoire des peuples du Gabon. La méthode comparative et son application au bantou*, Paris, CNRS Éditions, 174 p.
- NGUGI Wa Thiongo, 1993, *Moving the Center: the struggle for cultural freedoms*, James Currey, 208 p.
- OJONGNKPOT Comfort Beyang Oben, 2017, "Urban youth language use in social media in Anglophone Cameroon: a morpho-syntactic analysis of Camfranglais among University of Buea students" in EBONGUE Augustin Emmanuel (ed.), *Sociolinguistics in African Contexts. Perspectives and Challenges*, Springer, p. 286-300.
- POMMEROLLE Marie-Emmanuelle & HEUNGOUH Hans De Marie, 2017, "The 'Anglophone crisis': A tale of the Cameroonian Postcolony" in *African Affairs*, vol. 116, n° 464, Oxford University Press, p. 526-538.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille & ROUBAUD François 2018, « Sous la crise Anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques », Document de travail UMR DIAL, p. 1-22.
- TAJFEL Henri, 1982, « Social Psychology of intergroup relations » in *Annual Review of Psychology*, n° 33, p. 1-39.
- TEMGOUA Albert Pascal & SAHA Zacharie, 2010., « Un statut colonial particulier » in FODOUOP Kengne (ed.), *Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, L'Harmattan, p. 67-102.
- SCHEEPERS Daan & ELLEMERS Naomi, 2019, "Social Identity Theory" in SASSENBERG Kai & VLIEK Michael L. W. (eds.), *Social Psychology in Action. Evidence-Based Interventions from Theory to Practice*, Springer, p.129-143.
- SCHRÖDER Anne, 2003, *Status, Functions and Prospects of Pidgin English: an empirical approach to language dynamics in Cameroon*, Gunter Narr, 284 p.
- SKUTNABB-KANGAS Tove, 2000, *Linguistic genocide in education – or worldwide diversity and human rights?* New York, Routledge, 824 p.
- UNESCO, 2010, *Atlas of the world languages in danger*, Paris, UNESCO, 222 p.

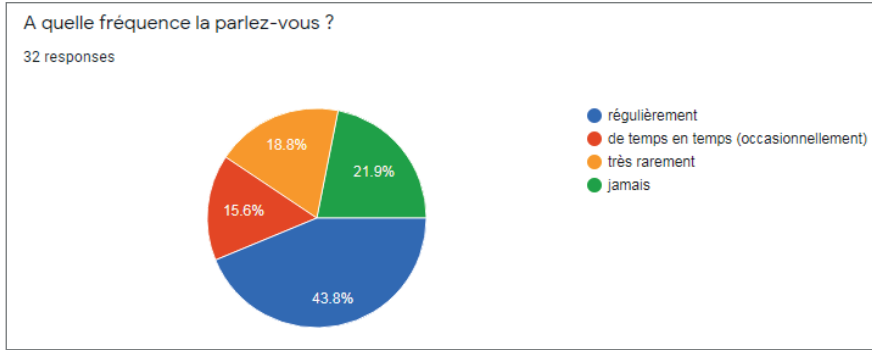
Appendix

1) What is your mother tongue?

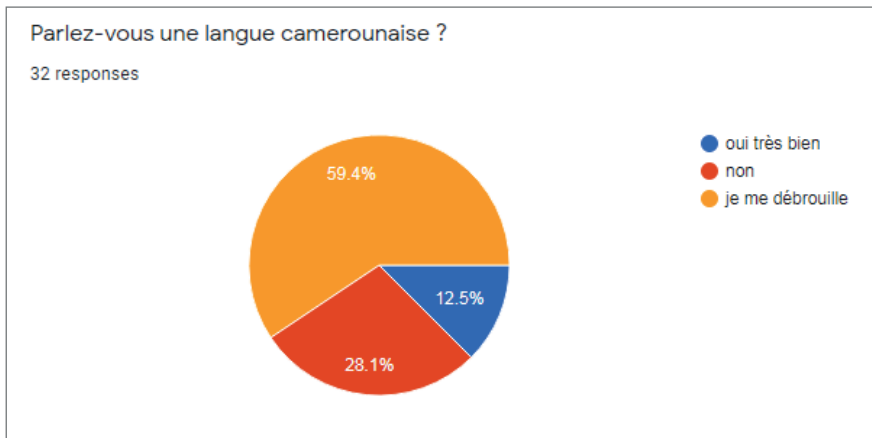
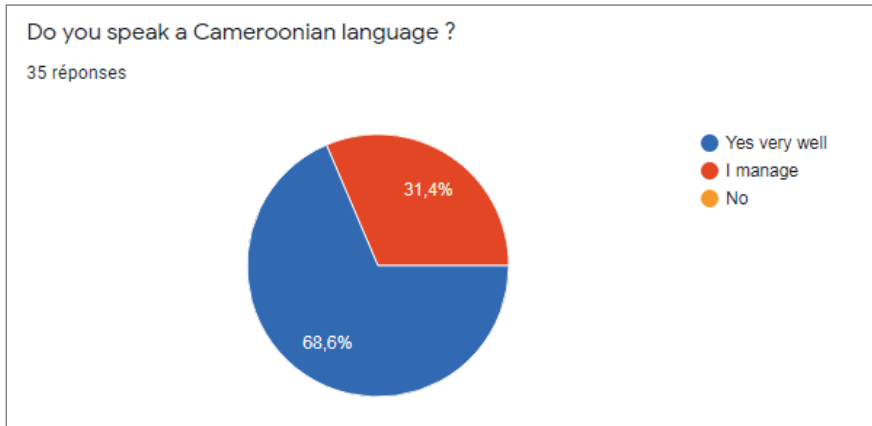


2) How often do you use it?

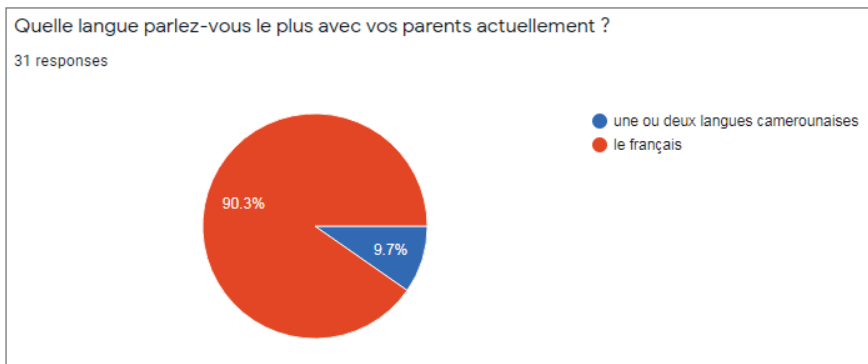
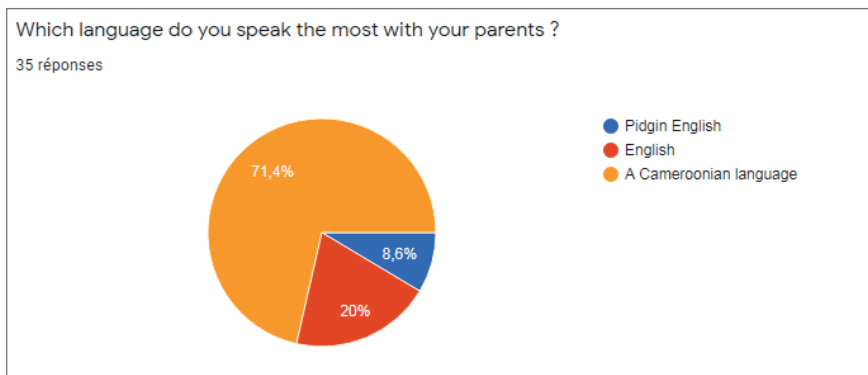




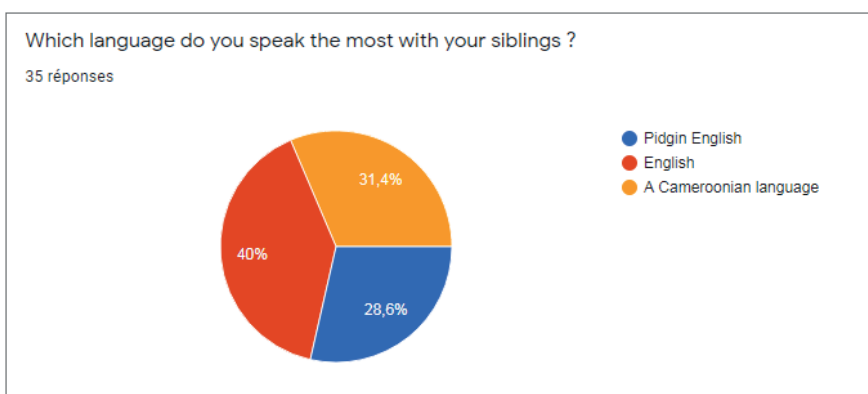
3) Do you speak a Cameroonian language?



4) Which language do you speak the most with your parents today?

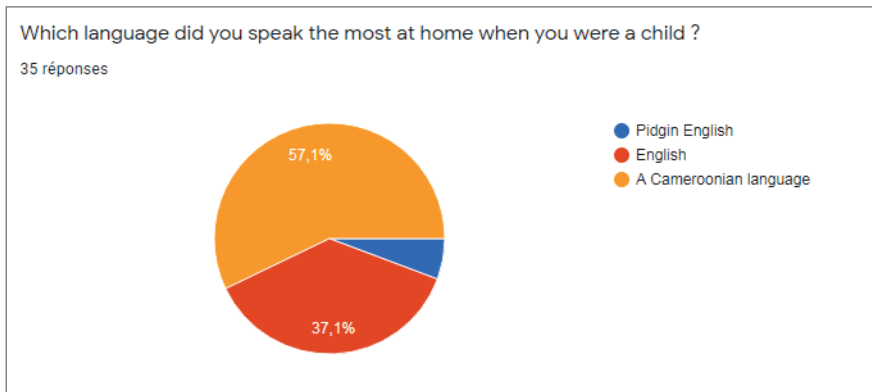


5) Which language do you speak the most with your siblings?

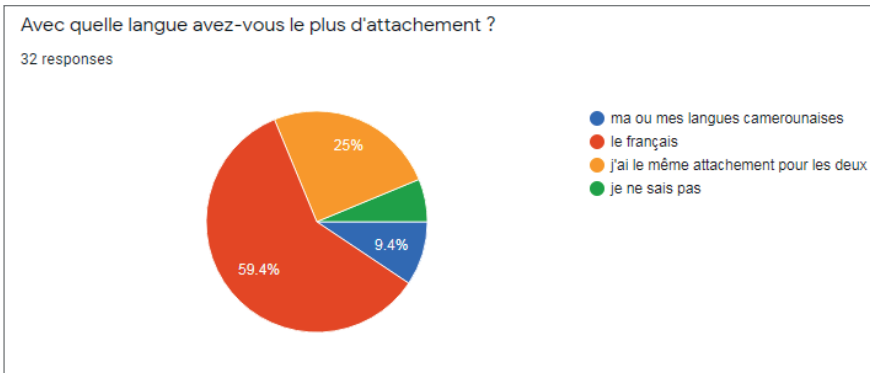
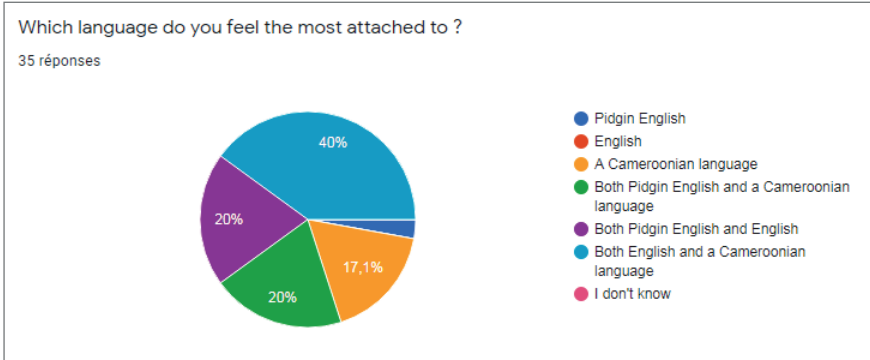




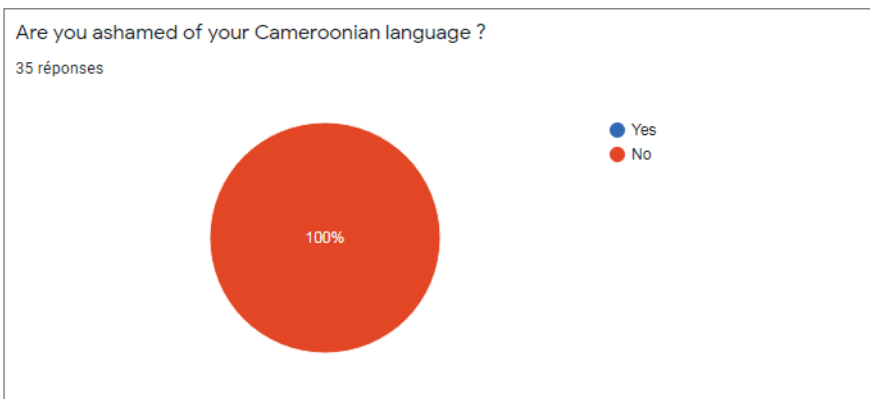
6) Which language did you speak the most at home when you were a child?

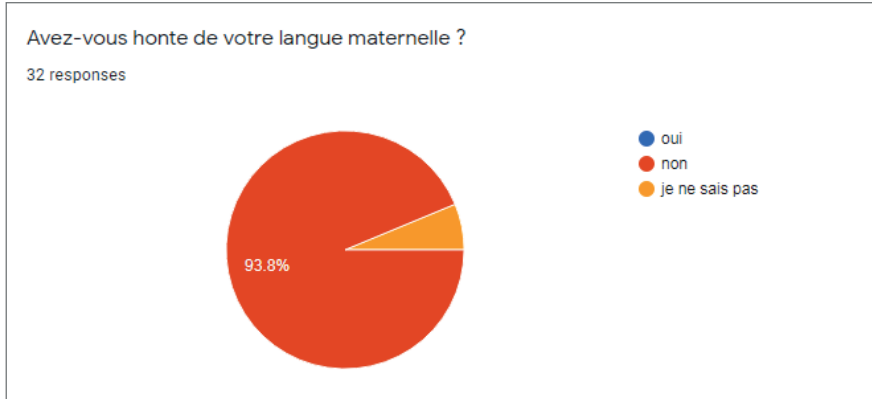


7) Which language do you feel the most attached to?

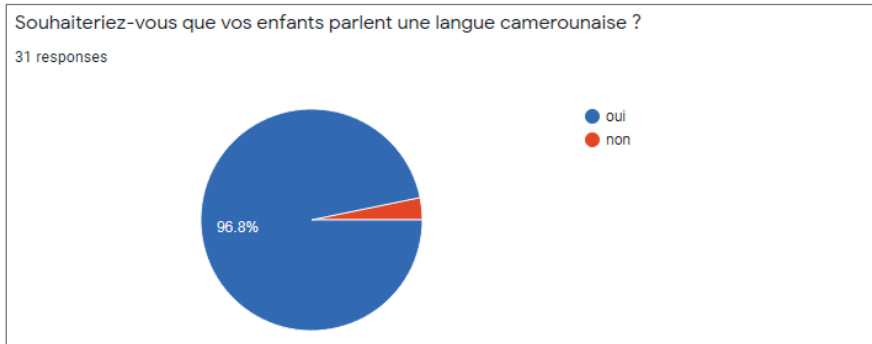
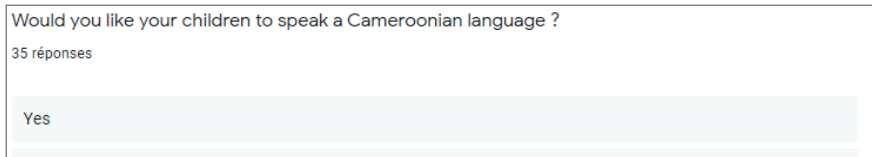


9) Are you ashamed of your Cameroonian language?

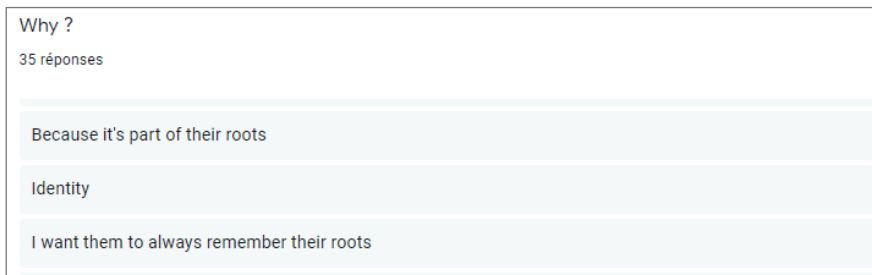




9) Would you like your children to speak a Cameroonian language?



10) Why?



I will like that so much because learning them a cameroonian language(mother tongue) is connecting them to their ancestral roots. And moreover, its very important cuz it helps in hiding information that wasnt meant for strangers

So that they and be identified with the society and the society identifies with them

for a better experience too

It can help sell my culture

a better diversity

Pourquoi ?
29 responses

Pour apprendre une langue en plus

Parce se sont leur origine

La culture et les racines

Pas oublier leurs racines

Aucune idée

Preservation de la culture

Pour ne pas perdre les racines

C'est sa culture même si il vit en Europe. Et c'est toujours une richesse de parler une autre langue, ça ouvre l'esprit, selon moi.

Ce n'est pas une nécessité

Abstract: It is a truism that colonialism had a terrible impact on African indigenous languages. In Cameroon, where more than 250 of languages are spoken, the situation is more complex, as the country was shared between French and British colonial powers. The system of governing implemented during the colonial era was different from one region to the other: whereas the British opted for an “Indirect rule” under which indigenous people were encouraged to govern themselves, while following to the letter the instructions given by British authorities, the French system was stricter, promoting assimilation. Under such conditions, personal as well as collective attachment to indigenous languages was significantly diminished especially in the Francophone part of the country. After independence was proclaimed in 1960, the two Cameroons reunified in 1961, having English and French as their official

languages. However, even more than half a century later, the colonial wraith remains. Two surveys were carried out (2019 and 2020) among both young Anglophone and Francophone Cameroonians, on language use and language attitude. They reveal a clear dichotomy that reflects the colonial pattern. As a matter of fact, the surveys show a much greater attachment to indigenous languages among the Anglophones, which is evident in the vigorous upholding of indigenous languages in the family circle, whereas they are alarmingly giving way to the French language in Francophone homes. The results of the surveys are discussed in the light of the Social Identity Theory.

Keywords: Indigenous languages, Colonialism, Language policy, Language attitude, Anglophone-Francophone dichotomy, Cameroon.

Langues indigènes : usage et attitude dans les régions anglophone et francophone du Cameroun

Résumé : *C'est un truisme de dire que le colonialisme a eu un impact terrible sur les langues indigènes africaines. Au Cameroun, où plus de 250 langues sont parlées, la situation est plus complexe, le pays ayant été partagé entre les puissances coloniales française et britannique. Le système de gouvernance mis en place à l'époque coloniale était différent d'une région à l'autre : les Britanniques ont opté pour un « Indirect rule » qui encourageait les populations indigènes à se gouverner elles-mêmes, tout en suivant les instructions données par les autorités britanniques, le système français plus strict, suivait une politique d'assimilation. Dans ces conditions, l'attachement tant individuel que collectif aux langues indigènes s'est considérablement réduit, surtout dans la partie francophone du pays. Après la proclamation de l'indépendance en 1960, les deux Cameroun se sont réunifiés en 1961, avec l'anglais et le français comme langues officielles. Cependant, même plus d'un demi-siècle plus tard, le spectre colonial demeure. Deux enquêtes ont été menées (2019 et 2020) auprès des jeunes camerounais anglophones et francophones, sur l'utilisation de la langue et l'attitude à l'égard de la langue. Elles révèlent une nette dichotomie qui reflète le modèle colonial. En effet, les enquêtes montrent un attachement beaucoup plus grand aux langues indigènes chez les anglophones, ce qui se traduit par un maintien soutenu des langues indigènes dans le cercle familial, alors que les dans le cercle familial, alors qu'elles cèdent de façon inquiétante la place à la langue française dans les foyers francophones. Les résultats des enquêtes sont discutés à la lumière de la théorie de l'identité sociale.*

***Mots clés :** Langues indigènes, Colonisation, Attitude linguistique, Politique linguistique, Dichotomie francophone-anglophone, Cameroun*

Déplacer le curseur de l’Histoire ?
Une critique de *Au commencement était...*,
Une nouvelle histoire de l’humanité,
par David Graeber et David Wengrow

Walter Scheidel
Stanford University
traduction de Christophe Darmangeat

La nouvelle et volumineuse histoire de la liberté de Graeber et Wengrow¹ possède des atouts considérables, qu’il s’agisse de l’accent qu’elle place sur les processus de développement survenus avant l’apparition des civilisations de l’écrit, de sa portée mondiale ou de son scepticisme quant au lien entre le pouvoir d’État et la civilisation. Mais elle souffre également de graves lacunes : l’adhésion des auteurs à une vision excessivement idéaliste de la dynamique historique, leur utilisation de stratégies rhétoriques qui induisent leur public en erreur et leur incapacité à rendre compte des grandes trajectoires du développement humain qui en résulte.

Introduction

Graeber et Wengrow entreprennent de réviser notre compréhension des débuts de l’histoire de notre espèce : non pas de nos balbutiements évolutifs, mais surtout des milliers d’années qui se sont écoulées entre le début de l’Holocène et la mul-

1. GRAEBER & WENGROW, 2021.

tiplication d'États de plus en plus puissants qui ont donné naissance au système mondial actuel. Quelles sont leurs principales thèses ? Contrairement à leurs vestiges actuels, les chasseurs-cueilleurs de jadis n'étaient pas nécessairement restreints à de petites bandes ; l'agriculture a mûri très lentement et des systèmes hybrides de chasse et de culture ont perduré pendant des millénaires ; les modèles grossiers d'évolution sociale ne rendent pas justice à la complexité de l'expérience historique ; les premières villes n'ont pas immédiatement engendré des autocraties, voire elles les ont complètement évitées ; les premières entités politiques étaient beaucoup plus modestes que les États modernes ; il y a une à deux douzaines de générations de cela, certains indigènes nord-américains ont choisi de se détourner de l'agriculture et des inégalités et ont développé une philosophie politique qui a inspiré les penseurs européens des Lumières ; la richesse de l'expérience historique révélée par ce livre suggère des alternatives significatives à notre mode de vie actuel et peut donc soutenir l'activisme social du présent.

Les auteurs présentent ces positions comme plus ou moins novatrices ou, du moins, peu répandues hors des cercles étroits de spécialistes qui ne parviennent pas à les diffuser plus largement ou de manière cohérente et, souvent, comme contraires à l'opinion académique dominante. Leur question centrale, répétée tout au long du livre², est simple : comment sommes-nous, en tant qu'espèce, « restés bloqués » dans un mode unique de soumission hiérarchique aux autorités, politiques et autres ?

J'aborderai les théories majeures du livre l'une après l'autre. Je citerai souvent directement leurs travaux, afin de laisser les auteurs s'exprimer avec leurs propres termes. Comme j'espère le montrer, cette littéralité est souvent essentielle pour clarifier leur raisonnement. Je m'abstiendrai pour l'essentiel d'aborder les points de détail : non qu'ils soient tous incontestables (ce qui est difficilement imaginable pour un ouvrage d'une longueur, d'une ampleur et d'une verve aussi extraordinaires), mais parce qu'ils sont si variés et si souvent présentés sans référence à des points de vue concurrents qu'il faudrait une équipe d'experts de diverses disciplines pour les examiner à la loupe. Un tel examen, même s'il mériterait d'être entrepris, pourrait détourner l'attention de questions plus fondamentales relatives à la méthode et à l'exposé, sur lesquelles je me focalise ici³, et qui révèlent un large éventail de graves défauts dans un livre par ailleurs bienvenu et stimulant.

2. On la retrouve p. 22, p. 103-104, p. 133, p. 136, p. 138, p. 295, p. 637 et p. 655, bien que d'autres références aient pu m'échapper.

3. De même, je ferai rarement référence à d'autres travaux et ajouterai peu de notes de bas de page.

La chasse-cueillette

Premier point : les chasseurs-cueilleurs. Graeber et Wengrow rejettent avec force l'idée selon laquelle les chasseurs-cueilleurs traditionnels vivaient généralement en petites bandes résolument égalitaires qui n'accomplissaient rien de notable⁴. Ils affirment que les petits groupes de chasseurs-cueilleurs totalement paupérisés observés de nos jours dans des zones marginales peu attractives pour les agriculteurs, telles que le Kalahari, ne peuvent être considérés comme représentatifs de ceux du Paléolithique qui avaient accès au monde entier, à des territoires bien plus favorables et à des ressources naturelles abondantes, en particulier le long des côtes et des fleuves⁵. Les contraintes écologiques pesant sur la taille de leurs organisations sociales auraient donc été beaucoup moins sévères. Cependant, de nombreuses données probantes ont été perdues depuis longtemps en raison de l'élévation du niveau de la mer⁶. Nous ne pouvons donc que deviner le degré réel de variation : il est très probable que certains groupes étaient relativement petits et pauvres, tandis que d'autres ne l'étaient pas⁷.

Une poignée de sépultures du Pléistocène et du début de l'Holocène contenant des objets funéraires de fabrication complexe donnent une idée de l'éventail des possibilités. Ce potentiel s'est encore accru au cours de l'Holocène, plus stable sur le plan climatique : les éléments présentés par Graeber et Wengrow vont des impressionnants piliers de pierre érigés par des chasseurs-cueilleurs à Göbekli Tepe (près de la frontière turco-syrienne) vers 9 000 avant notre ère à des travaux monumentaux menés dans de nombreuses régions du monde, de l'Europe de l'Est à l'Amérique du Nord, en particulier les énormes travaux de terrassement de Poverty Point en Louisiane au deuxième millénaire avant notre ère et les vestiges archéologiques du Japon de l'ère Jomon. Pour autant que nous puissions en juger, ces réalisations ne semblent pas avoir nécessité de chefs, de sociétés hiérarchisées ou de structures étatiques, ni même d'agriculture⁸. Ainsi, soulignent les auteurs, la monumentalité – et le degré de coopération sociale qu'elles impliquent – ne peuvent être réduite à un corollaire de la production alimentaire⁹.

4. P. 111-114.

5. P. 199 et suivantes.

6. P. 200-201.

7. P. 183.

8. P. 123, 135.

9. P. 192.

À strictement parler, rien de tout cela n'est nouveau ; Graeber et Wengrow ne le suggèrent d'ailleurs pas. Ils s'intéressent avant tout à la visibilité de ces développements dans l'imagination des chercheurs et du grand public. La question de savoir pourquoi des sites tels que Poverty Point ne sont pas plus connus¹⁰ mérite assurément d'être soulevée, même si l'on peut se demander quel critère il convient d'appliquer. À moins d'effectuer des sondages parmi le grand public, il est difficile de dire qui sait quoi. Des sites remarquables tels que Göbekli Tepe et Poverty Point figurent désormais régulièrement dans les manuels universitaires d'histoire mondiale et peuvent difficilement être considérés comme des arcanes accessibles uniquement aux spécialistes enfermés dans une tour d'ivoire. Quant à Stonehenge, est-il plus célèbre – ce qui est incontestablement le cas – du fait qu'il a été érigé par les premiers éleveurs du lieu ou parce qu'il se situe en Grande-Bretagne ? Cela dit, nous sommes tous d'accord pour dire que les sites spectaculaires laissés par des chasseurs-cueilleurs pourraient, et devraient, occuper une place plus importante dans notre imaginaire historique.

Graeber et Wengrow plaident en faveur de modèles saisonniers d'agrégation et de dispersion, qui auraient permis à des chasseurs-cueilleurs mobiles de coopérer temporairement sur une grande échelle¹¹. Selon eux, dans certains contextes, ces pratiques ont pu engendrer des oscillations récurrentes entre de petites bandes et des groupes beaucoup plus importants présentant certains attributs similaires à ceux d'un État¹². Pour eux, ces mouvements traduisent une flexibilité institutionnelle enviable, une capacité à « s'affranchir des limites de sa propre société et [à] prendre du recul¹³ ». Il s'agit d'un modèle séduisant, même si le fossé (qu'ils franchissent allègrement) est fort large, entre le fait de documenter ou de déduire de tels modèles à partir de cas spécifiques et celui de supposer avec audace que les humains ont « continuellement butiné entre différentes formes d'organisation sociale pendant l'essentiel des quelque quarante mille dernières années¹⁴ » – ce qui n'est pas impossible, mais qui est à coup sûr impossible à savoir.

Ce type de flexibilité saisonnière ne signifie pas non plus que « dès lors que vous prenez pour point de départ des groupes qui ont pour habitude de passer lestement d'un modèle à l'autre, vous ne pouvez plus affirmer sans ciller que l'évolution conduit des clans aux tribus, des tribus aux chefferies, puis des chefferies à l'État » (147). Il

10. P. 189.

11. P. 104-105.

12. P. 110.

13. P. 148.

14. P. 148.

signifie simplement que nous pouvons imaginer que les transitions, lorsqu'il y en a eu, ont été graduelles plutôt que soudaines. De plus, la présence intermittente d'attributs communément associés à différents stades du développement social reflète le potentiel considérable d'évolution sociale vers des entités plus larges et plus stables sur le long terme. Si les premiers chasseurs-cueilleurs de l'Holocène étaient déjà prêts à s'engager dans des activités coordonnées alors même qu'ils disposaient d'échappatoires claires, la rupture entre cette situation et les modes ultérieurs de soumission plus systématique devient moins prononcée. L'agrégation saisonnière précoce semble montrer des humains davantage enclins à vivre sous contrôle hiérarchique, ce qui est tout à fait à l'opposé de ce que Graeber et Wengrow voudraient qu'ils soient.

Les auteurs choisissent de ne pas explorer dans quelle mesure cette flexibilité saisonnière dépendait de conditions écologiques particulières et de stratégies d'approvisionnement. Or ces éléments ont leur importance, notamment parce que si l'histoire doit constituer une source d'inspiration pour le présent, le fait que de tels dispositifs puissent dépendre de caractéristiques qui ont été totalement perdues (telles que la possibilité de se procurer sa nourriture dans la nature et la mobilité qui en résulte) est crucial (voir ma dernière section). Au lieu de cela, ils s'insurgent contre les modèles qui distinguent des stades dans l'évolution sociale, rejetant non seulement les taxonomies de base, mais aussi les sous-catégories telles que les chasseurs-cueilleurs « complexes », « prospères » ou « à retour différé » (195-199). Pourtant, si leur objectif est de documenter la richesse de l'expérience historique – et ils soulignent eux-mêmes la variabilité au sein des chasseurs-cueilleurs (183) –, il est difficile d'en comprendre la raison. Contrairement à ce que les auteurs laissent entendre, si de tels critères sont susceptibles de faire apparaître ces groupes comme anormaux, cela n'est pas une fatalité.

Leur refus de placer les sociétés de chasseurs-cueilleurs complexes « à l'orée » d'une transition vers l'agriculture, les chefferies et ainsi de suite¹⁵ reflète leur mode de raisonnement préféré, sur celui du « tout ou rien », qui traverse comme un fil rouge l'ensemble de leur ouvrage. Bien que tous ces groupes n'aient pas été à quelque « orée » que ce soit, certains ont pu et même ont dû l'être. Après tout, si aucun d'entre eux ne l'avait jamais été, aucune société agricole n'aurait jamais vu le jour. Une simple expérience de pensée révèle l'erreur sous-jacente : selon le postulat de Graeber et Wengrow, si vous reveniez en arrière dans l'histoire d'une communauté agricole donnée et que vous rencontriez des chasseurs-cueilleurs complexes, vous ne seriez pas autorisé à les identifier comme étant proches d'une transition, même si tel

15. P. 214.

était déjà le cas. Globalement, les transitions directionnelles et même les « orées » ont dû être très fréquentes, d'autant plus que – comme le notent les auteurs dans leur discussion sur l'agriculture – ces transitions ont demandé bien du temps. Cependant, sans connaître l'avenir, il est impossible de dire dans quelle mesure un groupe donné se trouvait proche d'une telle transition vers une autre « orée ».

L'agriculture

Graeber et Wengrow soulignent la lenteur et le caractère hésitant du processus par lequel les chasseurs-cueilleurs sont passés de la domestication expérimentale des plantes à la production alimentaire à part entière. En d'autres termes, il n'y a pas eu de « révolution agricole ». Pendant des millénaires, l'agriculture n'a été qu'un élément parmi d'autres au sein des diverses palettes utilisées pour assurer la subsistance des premières communautés sédentaires, aux côtés de la chasse, de la cueillette et de la pêche¹⁶. Ces communautés ont conservé la capacité de passer à l'agriculture et de l'abandonner sans s'engager pleinement dans une production alimentaire qui soit au fondement de leur existence¹⁷, peut-être même « en restant attachées aux valeurs culturelles de la chasse et de la cueillette¹⁸ ». Les auteurs mentionnent des périodes de transition d'une durée de 3 000 ans dans le nord de la Chine, de 3 000 ou 4 000 ans au Moyen-Orient et de 5 000 ans au Mexique¹⁹. L'agriculture s'est diffusée lentement dans l'espace²⁰ et des involutions se sont produites²¹. L'agriculture a donc représenté une rupture beaucoup moins importante qu'on ne pourrait l'imaginer²². Compte tenu des nombreux recouvrements entre chasseurs-cueilleurs et agriculteurs, il serait trompeur de les présenter comme mutuellement exclusifs²³. Tout cela est vrai et important.

16. Je ne suis guère enthousiaste à l'égard de l'expression « agriculture dilettante » qu'ils appliquent régulièrement à ce mode de subsistance mixte (par ex., p. 316) : mettre de la nourriture sur la table (ou au moins sur le sol) jour après jour devait être une affaire sérieuse, quelle que soit la manière dont celle-ci était obtenue.

17. P. 330.

18. P. 345.

19. P. 238, 344.

20. P. 321-322.

21. P. 322, 326-327, 331-332.

22. P. 311.

23. P. 315.

Comme pour le point précédent, je ne peux pas estimer correctement à quel point ces observations pourront paraître novatrices aux yeux du grand public. Ce qui est clair, en revanche, c'est que les différents points de vue contre lesquels les auteurs s'élèvent ne reflètent pas l'état actuel de la recherche. Ainsi, leur affirmation – qui fait référence à leurs pairs universitaires – selon laquelle « la plupart des chercheurs [...] sont convaincus²⁴ » que « [l'agriculture était] d'emblée une activité sérieuse visant à produire davantage de nourriture pour des populations en expansion » est tout simplement fautive²⁵. D'autres hommes de paille entrent en scène sous la forme d'« historiens adeptes de grandes généralités [et] qui continuent de faire comme si » la production alimentaire s'était présentée aux chasseurs-cueilleurs comme « une activité très avantageuse²⁶ ».

Plus important encore, leur analyse modifie-t-elle notre compréhension de la relation entre l'agriculture et le développement social et politique à long terme ? Pas vraiment. Comme si souvent dans le livre, ils minimisent la portée de tendances séculaires bien documentées. Par exemple, leur observation selon laquelle « si la culture des terres a effectivement rendu *possibles* les concentrations de richesses moins équitables, celles-ci ne sont souvent apparues que des millénaires plus tard²⁷ » n'est pas aussi remarquable qu'ils semblent le penser : après tout, si la transition vers une production alimentaire à part entière a elle aussi pris plusieurs millénaires, on ne voit pas pourquoi l'inégalité économique aurait dû émerger plus rapidement. Et même si l'agriculture n'est pas à l'origine de la stratification sociale, de l'inégalité et de la propriété privée²⁸, elle a joué un rôle de catalyseur et d'accélérateur²⁹.

Graeber et Wengrow rejettent catégoriquement l'idée que les sociétés à grande échelle ont émergé là où la domestication est apparue pour la première fois : « La science archéologique est venue bouleverser cette vision ». Comment cela ? En identifiant 15 à 20 zones autour du globe où la domestication a commencé de manière indépendante, sans qu'aucune d'entre elles « [ne soit] passée directement³⁰ de la

24. Cette précision, qui figure dans l'original anglais et dans la citation de Scheidel, est absente dans la traduction française (NdT).

25. P. 270.

26. P. 322.

27. P. 316.

28. P. 316.

29. BORGERHOFF MULDER *et al.*, 2009 ; BOGAARD *et al.*, 2019 offrent à la fois des données et une théorie pertinentes.

30. Le texte anglais évoque une trajectoire « linéaire », ce qui est sensiblement différent de l'idée rendue par la traduction française (NdT).

production de nourriture à la construction étatique³¹ ». Mais un coup d'œil à leur propre carte³² montre que les premières et principales sociétés à grande échelle sont effectivement apparues dans des régions où la domestication avait commencé très tôt, en Mésoamérique, dans l'ouest de l'Amérique du Sud, dans le Croissant fertile, en Asie du Sud et dans le nord de la Chine (et beaucoup plus tard dans l'ouest du Soudan). De fait, *aucune* de ces sociétés n'est apparue ailleurs.

Plus encore, dans les premières zones de domestication qui n'ont pas engendré de sociétés à grande échelle, les plantes locales posaient des difficultés liées soit au stockage, soit à l'appropriation (notamment la banane, l'igname et le taro en Nouvelle-Guinée, ou le manioc en Amazonie), ou bien elles n'étaient guère productives (les variétés indigènes de l'est de l'Amérique du Nord)³³. Enfin, une fois pris en compte les délais considérables qui ont séparé la culture, la domestication, l'urbanisation et la formation de l'État dans le monde, on ne constate aucune anomalie manifeste – si l'on cherche des régions où des cultures utiles et stockables furent domestiquées sans générer, en l'espace de quelques millénaires, les traits évolutifs précités, on fera chou blanc. La « trajectoire linéaire » évoquée par les auteurs est un faux problème : les trajectoires peuvent être à la fois linéaires et très longues.

Malgré cela, Graeber et Wengrow condamnent « les récits conventionnels de l'histoire du monde [...] [qui font] de l'acte de planter la première graine une sorte de point de non-retour³⁴ ». Pourtant, si hyperbolique que soit cette affirmation, en fin de compte, elle est vraie. Même eux le pensent : à la question « pourquoi tout cela est-il important ? », ils admettent qu'il est « raisonnable » de se demander s'il n'est pas vrai que « lorsqu'on prend de la hauteur, les premiers pas hésitants de l'agriculture comptent moins que ses conséquences à long terme » – étant donné que l'agriculture a réussi à se diffuser presque partout il y a 2 500 ans et qu'elle a libéré la productivité du sol d'une manière qui a permis à notre espèce de multiplier ses effectifs de trois ordres de grandeur depuis la fin de l'Holocène³⁵.

Leur mise en garde est énergique : « on ne peut pas sauter de la première page du livre à la dernière en faisant semblant de savoir ce qui s'est passé entre les deux³⁶ ».

31. P. 320.

32. P. 321.

33. Ainsi que Graeber et Wengrow le reconnaissent par ailleurs, fût-ce en passant, l'aptitude au stockage a joué un rôle important (p. 344). Voir plus récemment MAYSHAR *et al.*, 2022.

34. P. 330.

35. P. 347-348.

36. P. 348.

Cette remarque est juste : braquer les projecteurs sur les hybrides entre chasseurs-cueilleurs et cultivateurs, sur les retards, détours et hiatus dans l'évolution est un objectif louable, qui ne peut qu'améliorer notre compréhension de la dynamique historique. Cette ambition est cependant plus modeste que ce qu'ils suggèrent au bout du compte, lorsqu'ils cherchent à mobiliser ce récit à des fins politiques contemporaines (voir ma dernière section). Même un piège lent à se refermer reste, en fin de compte, un piège.

Le style discursif des auteurs ne permet pas d'évaluer si, comment, et surtout, dans quelle mesure l'écologie, la dynamique démographique et les guerres ont influencé l'émergence et l'expansion de l'agriculture. C'est bien dommage : la croissance démographique peut avoir contribué à piéger les agriculteurs en rendant les alternatives moins praticables, et des chocs environnementaux aléatoires auraient pu exercer un effet similaire³⁷. Sédentaires et dépendant de bâtiments fixes et d'équipements lourds, de grains de semence et de stocks de nourriture, les agriculteurs à part entière sont devenus plus exposés à la prédation organisée, une situation qui aurait dû les inciter à réagir en conséquence³⁸. J'ai déjà mentionné le fait que les auteurs ne prennent pas en compte la manière dont les caractéristiques des plantes ont influencé le développement social, une négligence qui se retrouve dans le contraste qu'ils établissent entre les expansions agricoles « sérieuses » (en Europe ou dans la vallée du Nil) et « l'agriculture en dilettante » pratiquée en Amazonie pendant des millénaires³⁹ : dans quelle mesure la surabondance des ressources de la forêt tropicale a-t-elle entretenu cette dernière, et dans quelle mesure la circonscription écologique de la vallée du Nil – de plus en plus extrême à mesure que le Sahara s'asséchait – a-t-elle favorisé la première ?

Les rares fois où Graeber et Wengrow invoquent favorablement des facteurs environnementaux – l'argument bien connu de Jared Diamond selon lequel une meilleure connectivité est-ouest en Eurasie a facilité la diffusion des cultures par rapport à des échanges nord-sud moins nombreux dans les Amériques⁴⁰ –, ils font immédiatement marche arrière en demandant : « Quels enseignements en tirer quant à la trajectoire globale de l'espèce humaine ? À partir de quel moment la géo-

37. Leur référence au changement climatique dans le nord de la Chine, qui précipita le passage à l'agriculture en épuisant les plantes sauvages (p. 344), demeure une exception.

38. Les auteurs affirment que la guerre n'était pas très importante dans les premières sociétés agricoles, contrairement au commerce (p. 317). Bien entendu, le commerce ancien de biens durables est également plus visible aujourd'hui, contrairement à la guerre qui ne consistait pas uniquement à édifier des fortifications sophistiquées et à détruire des sites de fond en comble.

39. P. 266-273.

40. P. 255-256.

graphie, non contente d'informer⁴¹ l'histoire, se met-elle à l'expliquer ? » J'ai du mal à comprendre la distinction entre « expliquer » et « informer » : ce dernier terme n'implique-t-il pas simplement une contribution significative à l'explication (multifactorielle) ? Ce contraste rhétorique n'a de sens que si l'« explication » est définie comme exclusivement monocausale. La véritable question qui se pose ici est de savoir comment pondérer l'importance relative de la géographie et celle des autres facteurs, mais les auteurs ne souhaitent nullement approfondir cette piste de réflexion. Le résultat final est une tendance à assimiler la prise en compte des facteurs environnementaux au fléau du « déterminisme », ce qui est bien sûr un stratagème familier (voir mon avant-dernière section).

L'approche de Graeber et Wengrow favorise la mise en avant des causes immédiates, sans lesquelles les grandes tendances sont jugées inintelligibles et non pertinentes. Même s'ils admettent que seuls l'agriculture et le stockage des céréales ont rendu possibles les empires bureaucratiques, ils considèrent que cette vérité est « si générale, justement, qu'elle en perd l'essentiel de son pouvoir explicatif⁴² ». Mais tout cela n'est qu'une réticence à faire la différence entre les explications d'ordre supérieur et celles d'ordre inférieur.

Sans aucun doute, il est vrai que sur le temps long se dessinent un certain nombre de tendances fortes dont il est raisonnable de penser qu'elles sont, d'une manière ou d'une autre, liées entre elles : les populations s'agrandissent et se sédentarisent ; les forces de production gagnent en puissance ; les excédents matériels s'accumulent ; les individus passent une portion croissante de leur temps à se plier aux ordres d'autrui. Il semble raisonnable de conclure à l'existence d'une sorte de relation ou d'une autre entre ces tendances⁴³.

Raisonné, en effet, pourrait-on penser ; mais malheureusement, il s'avère que cela ne sert à rien : après tout, affirment-ils, la nature de ce lien et les mécanismes sous-jacents sont « entièrement flous⁴⁴ ».

41. Là encore, la traduction française modifie significativement le sens du texte initial, en remplaçant le terme « informer » par « influencer » (NdT).

42. P. 167.

43. Les deux passages en italiques figurant dans cette citation sont absents de la version française (NdT).

44. P. 174. Ici encore, la traduction française rend l'idée de manière atténuée, par « C'est beaucoup moins clair » (NdT).

Peut-être le sens qu'ils donnent au mot « entièrement » s'écarte-t-il des définitions habituelles du dictionnaire : mais même si c'était le cas, pourquoi l'incertitude (inévitabile) sur la manière dont les différents maillons d'une chaîne (aussi complexes et variés que ces maillons aient dû être à travers le monde) invaliderait-elle les observations sur les tendances générales ? L'explication parfaite (inaccessible) doit-elle vraiment être l'ennemie mortelle de l'explication bonne (suffisante) ? Pour Graeber et Wengrow, si un résultat particulier ne peut être relié à une condition particulière par une chaîne d'airain, tout lien entre la condition et le résultat semble n'avoir aucune importance. Il n'est pas étonnant qu'ils s'opposent si vigoureusement aux efforts des chercheurs en sciences sociales : en refusant de donner un sens même aux corrélations les plus fortes, la perspective des auteurs, si elle était adoptée par tous, conduirait des disciplines académiques entières à la faillite.

Les villes

Dans leur analyse des premières villes, Graeber et Wengrow continuent à mettre en avant leurs thèmes favoris, à savoir les débuts hybrides, les périodes de latence et les involutions occasionnelles. Les concentrations urbaines n'ont pas immédiatement donné naissance à des rois, des bureaucrates et des gouvernements hiérarchiques ; parfois, des siècles se sont écoulés sans que des palais ou des temples ne se manifestent, parfois ils n'ont jamais vu le jour et, à d'autres moments, ils ont été construits, mais ont ensuite disparu⁴⁵. Selon les auteurs, ces faits sont importants, notamment parce qu'ils « permet[ent] d'envisager avec optimisme l'horizon des possibilités humaines », pertinente pour le monde urbanisé d'aujourd'hui⁴⁶ – un lien qui est davantage affirmé qu'argumenté. Comment une vision plus riche de l'urbanisme ancien peut-elle au juste éclairer l'activisme social d'aujourd'hui ? Je reviendrai sur cette question à la fin de cet article.

Restons-en pour l'instant à l'histoire ancienne. Ils notent que plus les chasseurs-cueilleurs et les premiers agriculteurs interagissaient de manière intermittente sur de grandes échelles, moins les concentrations urbaines pouvaient leur sembler étrangères⁴⁷ : ce point mérite d'être pris en compte, même si l'urbanisme a précisément fait disparaître ce que Graeber et Wengrow considèrent comme une caractéristique déterminante des modes de vie antérieurs, à savoir la capacité saisonnière

45. P. 353.

46. P. 354.

47. P. 357.

d'entrer et de sortir. C'est seulement dans leur perspective idéaliste que la ville pouvait constituer « une structure qui existait avant tout dans l'imagination des hommes⁴⁸ » : les nécessités de l'approvisionnement en nourriture et de l'élimination des déchets auraient rapidement ramené cette imagination sur terre...

Mais ce qui compte le plus pour eux, c'est l'absence de ruptures brutales, d'un lien mécanique, similaire à une loi, entre l'urbanisme précoce et les formes autocratiques de contrôle social. Ils reconnaissent volontiers que les preuves des conditions initiales sont généralement médiocres – les couches inférieures des sites découverts dans les plaines inondables et les zones humides sont particulièrement difficiles à étudier⁴⁹ – mais ils les jugent néanmoins suffisantes pour « renverser le récit conventionnel⁵⁰ ».

Qu'est-ce qui, selon eux, a permis l'existence durable de ces premières agglomérations ? Les facteurs environnementaux font des apparitions sporadiques : les auteurs notent que des régimes d'inondation plus stables ont rendu les bassins fluviaux plus propices à l'habitation il y a de cela environ 7 000 ans⁵¹ et que la formation de terre noire en Ukraine a favorisé l'essor des « méga-sites » du quatrième millénaire avant notre ère⁵². Malgré cela, Graeber et Wengrow s'empresment de remettre l'écologie et la technologie à leur place en affirmant sans le moindre argument que « malgré tous ses atouts techniques et logistiques, ce n'est pas l'Eurasie qui a vu naître les villes les plus vastes et les plus peuplées, mais la Mésoamérique, pourtant dépourvue de véhicules à roues, de voiliers, de traction animale, et bien moins avancée sur le plan du travail des métaux ou de la bureaucratie écrite⁵³ ». Cependant, cette affirmation ne correspond pas aux données historiques : en termes de chronologie absolue, des mégapoles telles que Babylone, de même que les grands sites urbains d'Asie du Sud et de l'Est, ont largement précédé Teotihuacan. De plus, du point de vue de la taille de la population urbaine, Teotihuacan semble avoir constitué une exception isolée dans les Amériques jusqu'à l'émergence de Tenochtitlan au quinzième siècle. Tout cela a son importance, dans la mesure où les conditions écologiques et technologiques nécessaires à l'urbanisation différaient considérablement entre l'Ancien et le Nouveau Monde.

Par rapport à leur discussion sur les origines de l'agriculture, il faut recourir à des acrobaties mentales beaucoup plus exigeantes pour concevoir les premiers éta-

48. P. 358.

49. P. 355-356.

50. P. 360.

51. P. 363-364.

52. P. 368.

53. P. 362.

blissements urbains sous la forme d'entreprises au départ pacifiques et coopératives. La minceur des preuves présentées n'empêche nullement des affirmations d'autant plus osées. Ainsi, les auteurs avancent la thèse « spéculative » selon laquelle certaines structures de l'acropole d'Uruk, à la fin du quatrième millénaire avant notre ère, pourraient avoir été des salles de réunion, qui ont ensuite été rasées et remplacées par des cours fermées et des ziggourats qui semblent davantage correspondre à l'exercice du pouvoir sacerdotal, puis royal⁵⁴. Pourtant, cette approche explicitement « spéculative » se mue rapidement en faits acquis, devenant « au moins sept siècles d'autogouvernement collectif » à Uruk⁵⁵.

En ce qui concerne la civilisation de l'Indus du troisième millénaire avant notre ère, Graeber et Wengrow comblent l'absence de preuves concernant des rois ou des élites guerrières par le modèle d'un système de castes maintenant l'ordre social – un modèle déduit de coutumes ultérieures et de la présence d'une citadelle dotée d'installations monumentales destinées à la purification dans la ville de Mohenjo-daro⁵⁶. Empilant conjecture sur conjecture, ils soutiennent que le système qu'ils envisagent implique « clairement une hiérarchie entre groupes », « mais pas nécessairement que les groupes eux-mêmes fonctionnaient selon un mode hiérarchique » ou, d'ailleurs, que la caste supérieure prenait les décisions dans « la gestion des affaires courantes⁵⁷ ». Si ce dernier point est en effet impossible à réfuter, le mot « nécessairement » joue ici un rôle crucial ; les lecteurs soupçonnés d'avoir des doutes sont néanmoins vite réprimandés pour leur manque d'imagination⁵⁸. Certes, il n'existe pas de loi d'airain de l'histoire, pas de « principe général de hiérarchie sociale [qui] se répercute[rait] nécessairement sur les mécanismes concrets de la gouvernance locale⁵⁹ », mais il y a des corrélations, des modèles et des tendances.

Concernant un cas encore moins bien compris, celui des « méga-sites » oblongs de la culture de Trypillia, dans ce qui est aujourd'hui l'Ukraine occidentale, Graeber et Wengrow évoquent les communautés rurales basques contemporaines au motif que celles-ci « imaginent également leurs communautés sous forme circulaire [...] afin de souligner l'égalité idéale des ménages⁶⁰ ». Le « aussi » qui unit avec assurance les

54. P. 389.

55. P. 481.

56. P. 405-406.

57. P. 406.

58. P. 407.

59. P. 321.

60. P. 295.

mentalités basque et trypillienne est immédiatement nuancé : « leur organisation [des sociétés basques modernes] diffère probablement beaucoup de celle de l'Ukraine préhistorique⁶¹ ». On ne peut que s'étonner d'un raisonnement aussi parfaitement circulaire que les idéaux communautaires basques.

Mais il y a plus. Les auteurs omettent de mentionner que les agglomérations basques ne ressemblent en rien à ces méga-sites ancestraux : contrairement à Talianki ou Nebelivka, elles ne sont pas réellement rondes, et ne constituent même pas des sites cohérents, puisqu'elles forment simplement des communautés sociales disséminées sur des kilomètres dans une campagne pittoresque. Le saut entre les sites (spatialement) circulaires d'il y a 6 000 ans et « l'arrangement circulaire » (mental)⁶² des villages basques est vertigineux. Pourtant, même si « les méga-sites ukrainiens [...] recèlent encore une grande part de mystère⁶³ », ils offrent néanmoins « la preuve qu'il a été possible d'organiser de grandes villes sur un mode fondamentalement égalitaire⁶⁴ ». « Preuve » – ce terme est le leur, non le mien.

En définitive, nous ne disposons que d'un seul cas probant de grande ville ne présentant pas de signes évidents d'une autorité fortement centralisée : Teotihuacan, dans la vallée de Mexico. Cette métropole qui comptait environ 100 000 habitants dans la première moitié du premier millénaire de notre ère n'a laissé aucun document écrit et ne présente aucune trace iconographique de la royauté, même si des hommes originaires de cette ville occupaient des postes de pouvoir à Tikal⁶⁵, la cité maya. Les débuts classiques – massacres rituels, projets de temples ambitieux ayant nécessité une main-d'œuvre considérable – ont été interrompus vers l'an 300 de notre ère (ou peut-être plus tôt). La construction des pyramides cessa, les temples les plus prestigieux furent profanés, tandis que l'on érigea, pour loger les masses urbaines, des ensembles d'appartements de haute qualité, construits en pierre, autour d'une vingtaine de temples qui assuraient peut-être la coordination au niveau local. Cette situation a prévalu pendant plusieurs siècles avant que les choses ne commencent à s'effondrer, ce qui a conduit à l'abandon d'une grande partie du site⁶⁶.

Personne ne sait qui dirigeait la ville pendant la seconde phase : un certain niveau de contrôle global, par exemple par les autorités religieuses, est une possibilité, tout

61. P. 374.

62. P. 375.

63. P. 376.

64. P. 376.

65. P. 432-427.

66. P. 432-438.

comme l'est une autorité plus dispersée, centrée sur les complexes de temples locaux. La relation entre ces installations et l'ensemble de la population est également inconnue. Le fait que le plan quadrillé de la ville implique une gouvernance forte ne nous permet pas d'en déduire si celle-ci était par nature centralisée ou collective : les deux options sont empiriquement attestées ailleurs. Ce que l'on sait, c'est qu'en termes de conception, Teotihuacan était unique en ce sens qu'elle était sans précédent et qu'elle resta sans postérité parmi les villes méso-américaines⁶⁷. Tandis que les palais, en particulier, étaient communs et aisément identifiables dans d'autres villes méso-américaines depuis au moins le début du premier millénaire de l'ère chrétienne, il est bien possible que Teotihuacan en ait été totalement dépourvue, tout comme elle n'avait pas de terrains de jeu de balle, omniprésents ailleurs. Inversement, d'autres villes ne présentaient pas de complexes résidentiels comparables. Il y avait manifestement quelque chose d'inhabituel, et une forme de gouvernance non royale semble la plus probable. Il est difficile de savoir jusqu'où nous pouvons interpréter les données.

Graeber et Wengrow en déduisent la « fréquence surprenante de ce modèle » d'intensification « [qui n'entraîne pas] une concentration de richesses ou de pouvoir entre les mains d'une élite dirigeante⁶⁸ ». Si l'on fait abstraction du sens du mot « fréquence », il est difficile de concilier une telle affirmation avec les preuves qu'ils présentent eux-mêmes. Selon leurs propres dires, Teotihuacan semble être née sous des auspices autoritaires et, même plus tard, elle peut fort bien avoir été gérée par des groupes d'élite, et Mohenjo-daro, avoir été contrôlée par une caste supérieure. Leur scénario spéculatif d'une « révolution sociale » dans la ville précédemment stratifiée de Taosi dans le Shanxi, en Chine, vers 2 000 avant notre ère, repose également sur plusieurs siècles de formation urbaine initiale caractérisée par une « ségrégation stricte entre quartiers plébéiens et quartiers d'élites » et la présence d'un palais⁶⁹.

Personne ne peut dire s'il y avait des élites religieuses à Uruk bien avant qu'il y ait des rois, et l'on en sait encore moins sur les méga-sites ukrainiens. En outre (et comme Graeber et Wengrow le notent eux-mêmes, p. 411), à l'exception d'Uruk, où les monarques deviennent visibles au début du troisième millénaire avant notre ère, tous ces sites se sont effondrés de manière spectaculaire, sans être remplacés par quoi que ce soit de comparable. Dans l'ensemble, tout cela ne constitue pas vraiment un formidable défi pour le paradigme standard, qui lie l'urbanisation à la hiérarchie et au contrôle centralisé, et ne « renverse » pas davantage « le récit conventionnel ».

67. SMITH, 2017.

68. P. 411.

69. P. 413-416.

On reste donc perplexe : dans quelle mesure au juste faut-il réviser les interprétations dominantes sur l'émergence du phénomène urbain ?

Les États

La discussion approfondie de Graeber et Wengrow sur « pourquoi l'État n'a pas d'origines » est encore plus décevante. Leur affirmation selon laquelle l'« État » n'a pas d'« origine » s'avère extrêmement restrictive : ils plaident en faveur d'origines variées plutôt que d'une origine unique partout et à tout moment. Je ne vois pas qui est censé être en désaccord avec cela. Dès le départ, ils s'engagent dans une définition maximaliste de l'« État », enracinée dans la théorisation allemande du XIX^e siècle qui est axée sur les concepts de souveraineté et de monopole de l'usage légitime de la violence sur un territoire donné⁷⁰. Pourtant, les chercheurs n'appliquent généralement pas ces concepts au type d'États prémodernes dont il est question dans cet ouvrage. En fait, les politologues ont tendance à les réserver aux États européens des derniers siècles, notamment après l'accord de Westphalie de 1648.

Les lecteurs n'ont cependant aucune chance de le découvrir puisqu'ils sont habilement détournés de l'énorme littérature sur la nature des États prémodernes, produite par des chercheurs de différentes disciplines qui ont longtemps œuvré pour développer des définitions plus inclusives qui saisissent les éléments essentiels de l'existence d'un État. Graeber et Wengrow balaient ces travaux d'un revers de main en opposant leur propre concept moderne et maximaliste de l'État à des options alternatives non référencées, si larges qu'elles n'ont plus aucun sens. Ce choix binaire ne permet pas à un lecteur non initié de mesurer l'ampleur de la marge qui existe entre ces deux extrêmes⁷¹.

Lorsque les auteurs évoquent des approches alternatives, c'est de la manière la plus cavalière qui soit. En témoigne leur référence occasionnelle aux théories managériales de la formation de l'État⁷² – qui considèrent l'État comme un moyen de coordonner les sociétés plus vastes, leurs activités et leurs ressources – alors que les théories du conflit tout aussi influentes, qui recherchent les origines des structures de l'État dans les pressions exercées par les antagonismes entre groupes – sont passées sous silence.

70. P. 455.

71. Bien qu'il soit mal venu de se référer à ses propres travaux, je le fais tout de même dans la mesure où l'article "Studying the State" inventorie de manière très large les débats et la littérature pertinents (SCHEIDEL, 2013). Le manque d'espace ne permet pas d'en faire un bref résumé ici.

72. P. 456-458.

À rebours complet de la littérature sur le sujet, la guerre n'apparaît pratiquement pas lorsqu'il s'agit de traiter les processus de changement d'échelle (la guerre est surtout invoquée comme une source de captifs destinés à être abattus rituellement plutôt que comme un facteur plausible de la centralisation). Les modèles hybrides, tels que la célèbre théorie de la circonscription de Robert Carneiro, qui combine les conflits, la coordination et les facteurs environnementaux, sont également passés sous silence.

L'absence totale d'intérêt de Graeber et Wengrow pour ces questions transparait lorsqu'ils concluent leurs pages de mises en situation⁷³ (à mon avis la partie la plus fallacieuse de tout le livre, car elle ferme toute possibilité de dialogue raisonné avec les travaux existants sur la formation de l'État) par la question rhétorique consistant à se demander pourquoi nous devrions même nous préoccuper du fait qu'une chose soit définie comme un État ou non⁷⁴. Bien que cette question soit légitime dans son principe, elle semble bien étrange dans une étude de quatre-vingts pages qui oppose une vision très anachronique de l'État à des formes antérieures d'organisation sociopolitique.

Leur modèle vaguement wébérien qui distingue trois bases différentes du pouvoir social – le contrôle de la violence, le contrôle de l'information et la politique charismatique⁷⁵ – est un modèle parfaitement opérationnel pour l'étude de la formation des premiers États. Cette approche n'est toutefois pas aussi originale que les lecteurs non avertis pourraient être amenés à le croire : le quatuor bien établi de Michael Mann, à savoir le pouvoir idéologique, économique, militaire et économique (IEMP), est tout simplement ignoré⁷⁶. Ces différents facteurs ne s'étant pas toujours et partout combinés de la même manière, une variation significative dans la dynamique de la formation de l'État était presque inévitable⁷⁷ : mais cette idée n'a vraiment rien de nouveau.

Au lieu de mentionner les cadres existants, Graeber et Wengrow préférèrent invoquer les plus incroyables hommes de paille, qui sont censés « impliquer qu'il n'y a qu'une seule issue possible, c'est-à-dire que les divers types de domination doivent

73. P. 455-458.

74. P. 457-458.

75. P. 365 et suivantes.

76. Au moins, Michael Mann est-il cité dans leur bibliographie (MANN, 1986). Timothy Earle, qui fait autorité dans le domaine de la naissance de la complexité sociale, du leadership et de l'inégalité, est pour sa part condamné à une *damnatio memoriae* pure et simple, ce qui évite d'avoir à citer son schéma tripartite au sujet des sources économiques, militaires et idéologiques du leadership émergent (EARLE, 1997).

77. P. 464.

fatalement s'associer sous la forme particulière qu'ont prise les États-nations américain et français à la fin du XVIII^e siècle⁷⁸ ». Si l'on considère à quel point l'étude de la formation des États tend à être imprégnée des notions d'exceptionnalisme européen ou occidental, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Ainsi, ce que Graeber et Wengrow présentent comme la « seule issue possible » est généralement considérée comme un aboutissement très inhabituel ou même unique, limité à une petite partie du monde qui, à cet égard, est considérée comme radicalement différente de toutes les autres.

Reprenant ce raisonnement spécieux, Graeber et Wengrow nous avertissent que le régime chinois Shang du deuxième millénaire avant notre ère « n'illustre [pas] la "naissance de l'État", c'est-à-dire l'apparition à un stade embryonnaire d'une institution neuve et inédite qui se serait ensuite développée, puis progressivement incarnée dans des formes modernes de gouvernement⁷⁹ ». Encore une fois, pourquoi cela aurait-il été le cas ? Il s'agissait de la première itération d'une série de tentatives de construction d'un État qui, au fil du temps, ont abouti à des systèmes de gouvernance plus durables et mieux adaptés. En rappelant que lorsqu'il s'agit de vestiges archéologiques anciens, « il serait sage de nous abstenir de plaquer l'image de l'État-nation moderne sur ces surfaces encore vierges⁸⁰ », les auteurs sont encore plus loin du compte. Qui fait cela ?

Lorsque les auteurs étudient des cas historiques, leur insistance à défendre un concept maximaliste de l'État les oblige à adopter la position déjà familière du « tout ou rien » : si une ancienne entité politique ne correspondait pas à des normes étroitement définies, il ne s'agissait probablement pas du tout d'un État. Par exemple, lorsqu'ils affirment qu'« à en juger par les indices archéologiques, la souveraineté territoriale [réelle] dont jouissaient les villes mésopotamiennes, y compris celles dirigées par des dynasties royales, laissait aussi beaucoup à désirer⁸¹ », l'adjectif « réelle⁸² » fait toute la différence. La formation des États a été un processus de longue haleine, tout comme la diffusion de l'agriculture, par exemple, ou la création de villes pérennes ne s'effondrant pas après quelques siècles. Ce processus, en fait, est toujours en cours : les États-Unis d'aujourd'hui sont très différents de ceux d'il y a ne serait-ce qu'un siècle.

Graeber et Wengrow ne semblent pas être conscients de tout cela, à moins qu'ils s'en désintéressent : ils laissent entendre que la formation de l'État précède en quelque

78. P. 467.

79. P. 524.

80. P. 559.

81. P. 368.

82. Cet adjectif n'a pas été rendu dans la version française (NdT).

sorte son existence réelle, une perspective qui se traduit dans leur commentaire selon lequel si l'Empire inca « doit être qualifié d'État, il était encore largement en formation⁸³ ». Pourtant, tous les États ont été et sont encore des États en formation. De plus, la formation d'un État comprend ce que l'on pourrait appeler une déformation (ou un délitement) de l'État, c'est-à-dire une diminution de la concentration de sa capacité de coordination. Les détours, voire les effondrements, ne peuvent être utilisés pour invalider l'histoire : ils en font simplement partie. De même, la métaphore des auteurs sur les « royaumes intermittents⁸⁴ » qui sont devenus plus substantiels au fil du temps, tout comme l'« agriculture en dilettante » s'est transformée en « vraie » agriculture⁸⁵ », est parfaitement compatible avec les notions conventionnelles de formation d'un État. Tous ces processus peuvent être très longs, et ils l'ont souvent été. Les jeux de mots n'apportent aucune contribution substantielle. Peu importe que « les conquistadores espagnols ne se demandaient pas s'ils étaient en présence d'États – un concept alors embryonnaire. Ils parlaient de royaumes, d'empires et de républiques, autant de termes qui font finalement tout aussi bien l'affaire, si ce n'est mieux, à certains points de vue⁸⁶ ». Après tout, le monde a évolué au cours des 500 dernières années et nous avons découvert de nombreux nouveaux concepts analytiques qui peuvent s'appliquer au passé et au présent. Pour une raison ou une autre, Graeber et Wengrow sont très préoccupés par ce fait trivial, opposant les « historiens », qui de façon méritoire, parlent encore de royaumes, d'empires et de républiques, et les « spécialistes des sciences sociales », qui préfèrent parler d'États et de la formation de l'État⁸⁷. Tout cela n'a aucune importance quand on ne définit pas le royaume, l'empire, la république et l'État comme quatre catégories complètement différentes, ce qu'il n'y a aucune raison de faire à moins d'adopter une conception maximaliste de ce dernier.

D'autres hommes de paille apparaissent lorsqu'ils affirment : « on considère généralement que l'on est en présence d'un État lorsqu'une poignée de fonctions gouvernementales essentielles – l'armée, l'administration et la justice – passent aux mains de spécialistes qui s'y consacrent à plein temps⁸⁸ ». Combien de cher-

83. P. 472.

84. Le texte anglais parle de « play kingdoms », par analogie à l'idée de « play farming » développée par les auteurs et traduite par « agriculture en dilettante » (NdT).

85. P. 429.

86. P. 543 ; également p. 468.

87. P. 427-428.

88. P. 543.

cheurs croient-ils à cela ? Il est bien connu que les fonctionnaires prémodernes étaient souvent des membres de l'élite possédante qui exerçaient leurs fonctions à titre accessoire, afin de renforcer leur statut et leurs revenus lorsqu'ils n'étaient pas occupés à gérer leurs domaines et d'autres affaires similaires. Les armées permanentes ont été rares au cours de l'histoire (notons que les candidats les plus plausibles au titre de premiers spécialistes à plein temps, à savoir les scribes, ne sont pas mentionnés). Les « spécialistes des sciences sociales » tant décriés apprendront qu'ils ont réussi à ignorer l'existence d'un « fossé entre les prétentions des élites et leur marge de manœuvre effective⁸⁹ » – ce qui était forcément vrai dans le passé, tout comme aujourd'hui.

Graeber et Wengrow confondent l'espace et les personnes. Ainsi, leur observation – qui vise à remettre en question la formation de l'État en tant qu'élément clé de l'histoire humaine – selon laquelle, pendant « la majeure partie⁹⁰ » des 5 000 dernières années, les « villes, empires et royaumes » étaient « des cas singuliers, des îlots de hiérarchie politique au milieu d'un océan de territoires où vivaient des [...] populations réfractaires par principe à tout système d'autorité fixe et englobant⁹¹ » est techniquement correcte, mais extrêmement trompeuse, dans la mesure où elle privilégie le territoire au détriment du nombre d'habitants. Pour autant que nous puissions l'estimer, la majorité de notre espèce appartient depuis plusieurs milliers d'années à des entités dotées de hiérarchies politiques bien établies. Au début de l'ère commune, près des trois quarts des habitants de la planète vivaient dans seulement quatre empires eurasiens.

L'assimilation par les auteurs de l'absence de monarchie à une politique démocratique mérite également d'être commentée. L'exemple qu'ils retiennent est celui de la Tlaxcala du début du XVI^e siècle, une république quadripartite du centre-est du Mexique, dont la forme de gouvernement, selon les propres termes d'Hernan Cortés, « ressemble à celles de Venise, de Gênes et de Pise, parce qu'il n'y a point de chef qui soit revêtu de l'autorité suprême ; beaucoup de caciques résident dans la ville ; les paysans laboureurs sont leurs vassaux, et possèdent néanmoins des portions de terre plus ou moins considérables. En temps de guerre, ils se réunissent tous, et le capitaine général fait ses dispositions ». Graeber et Wengrow ne citent que la première de ces phrases⁹² : l'omission du pouvoir seigneurial aide à transformer ce système

89. P. 547.

90. Cette nuance n'apparaît pas dans la version française (NdT).

91. P. 484.

92. P. 440.

– gouverné par un conseil de 50 à 100 membres d’une noblesse majoritairement, mais non exclusivement, héréditaire, coordonné par quatre chefs principaux – en une « démocratie⁹³ » dotée d’une « assemblée urbaine mature⁹⁴ ». Ils choisissent en revanche de mettre l’accent sur un récit ultérieur indiquant que ceux qui souhaitaient siéger au conseil devaient se soumettre à une initiation humiliante et douloureuse⁹⁵, sans toutefois mentionner que les rituels sanglants pratiqués en public étaient également courants parmi les puissantes élites mayas, qui n’étaient guère des parangons de gouvernance démocratique.

En 1519, nous dit-on, le conseil de Tlaxcala délibéra sur un éventuel soutien aux Espagnols. Graeber et Wengrow font grand cas des discours élaborés prononcés par l’érudit espagnol Cervantes de Salazar quelque 40 ans plus tard : ils les prennent pour argent comptant, malgré la mention d’une remarque faite par l’un des orateurs selon laquelle une telle alliance aboutirait à nous « [réduire] en esclavage⁹⁶ » – ils notent même sans sourciller qu’il « avait vu juste⁹⁷ ». Cette interprétation littérale de la tradition a pour objectif d’illustrer « l’aisance argumentative de ses politiciens » et du « fonctionnement démocratique de la république tlaxcaltèque⁹⁸ ».

Pourtant, quelle que soit la confiance accordée aux détails de ce récit de troisième main, les concours de performances rhétoriques des oligarques ne traduisent pas nécessairement une « démocratie ». De même que la politique aristocratique tend à constituer un élément clé des systèmes formellement monarchiques, les aristocrates qui chassent les rois pour régler les problèmes entre eux pratiquent simplement une forme plus ouverte de gouvernement par l’élite. Cela peut impliquer des processus plus ou moins démocratiques – le débat sans fin sur le caractère démocratique de la République romaine en est un exemple – mais les spécificités doivent être établies plutôt que supposées. En soi, l’absence de rois et la présence de conseils, voire d’assemblées, sont un piètre indicateur de la dynamique du pouvoir politique.

Tout comme dans leur discussion sur l’agriculture, Graeber et Wengrow finissent par opérer quelques concessions. « Si l’on adopte une vue surplombante, on peut aisément penser que la marche de l’histoire menait inéluctablement à l’autoritarisme. De fait, sur le très long terme, cela s’est vérifié. À l’époque où des sources

93. P. 451 ; également p. 453.

94. P. 447.

95. P. 451.

96. P. 448.

97. P. 448, note 55.

98. P. 448.

écrites deviennent disponibles, seigneurs, rois et autres empereurs à visées planétaires sont déjà en place un peu partout⁹⁹. « C'est un fait avéré que dans la plupart des régions où des villes sont apparues, de puissants royaumes ou empires ont fini par se développer à leur tour¹⁰⁰ ». La manière dont James Scott « décrypte avec brio le fonctionnement du piège de l'agriculture » – son modèle reliant la formation de l'État et l'agriculture céréalière¹⁰¹ – est accueillie avec sympathie¹⁰². À un moment donné, les auteurs semblent même se réconcilier avec la « construction étatique », qui « recouvre un nombre déconcertant de réalités extrêmement différentes. [...] Mais [...] l'éventail des possibilités est loin d'être infini¹⁰³ ». Tout cela est vrai, mais n'a rien de nouveau. Il s'agit simplement d'un bref résumé de ce que disent depuis de nombreuses décennies ceux qui étudient les États archaïques.

Au-delà de la rhétorique combative de Graeber et Wengrow, se trouve l'étude des différents modes de formation de l'État dans différentes parties du globe, principalement en Mésopotamie, en Égypte, en Mésoamérique et dans la région andine, assortie d'observations stimulantes sur les configurations spécifiques des principales bases du pouvoir social. Deux éléments appellent un examen plus approfondi. Le premier est la reconstruction par les auteurs des versions de premier ordre et de second ordre des structures politiques, où les systèmes de second ordre combinent deux des trois bases pour accroître leur capacité de contrôle et d'action collective¹⁰⁴. Il s'agit d'un modèle prometteur, même s'il s'accorde mal avec leur propre verdict selon lequel « partir à la recherche des origines de l'État [...] c'est tout simplement poursuivre des chimères¹⁰⁵ ». En effet, c'est précisément à rechercher ces origines que leur modèle est destiné.

Le deuxième point digne d'intérêt est leur rejet d'un lien entre le pouvoir d'État et la « civilisation¹⁰⁶ », et plus particulièrement leur critique du langage métaphorique profondément enraciné des périodes « pré », « post » et « intermédiaire » qui, dans la pratique, tendent à valoriser par-dessus tout le pouvoir de l'État et les beaux-arts¹⁰⁷.

99. P. 412.

100. P. 362.

101. SCOTT, 2017.

102. P. 564.

103. P. 558.

104. P. 525.

105. P. 543.

106. P. 548-551.

107. P. 479-485.

Les périodes « intermédiaires », lorsque les États forts ont disparu et que les libertés se sont étendues, auraient pu offrir un meilleur sort aux masses¹⁰⁸. Pourtant, même à cet égard, de leur propre aveu, Graeber et Wengrow ne sont pas aussi « radicaux » qu'ils auraient pu l'être, car un récit « vraiment radical » se concentrerait précisément sur ces périodes et ces lieux intermédiaires, alors que « ce chapitre raconte la bonne vieille histoire rebattue¹⁰⁹ », simplement débarrassée de ce qu'ils perçoivent comme la téléologie et la rigidité des modèles par étapes.

Mais une grande partie de cette téléologie est déjà passée de mode¹¹⁰ et les concessions opérées par les auteurs eux-mêmes constituent en fait un aveu de la validité des tendances générales. En fin de compte, dans quelle mesure leur récit de la formation des premiers États diffère-t-il, non seulement du consensus des études récentes – lesquelles ne peuvent que bénéficier d'une synthèse et d'une vulgarisation –, mais aussi, du moins dans les grandes lignes, de ce que nous avons toujours pensé ?

Alternatives

On est en droit de se demander si Graeber et Wengrow partagent ces doutes. Après tout, alors qu'ils viennent de conclure leur discussion sur la formation de l'État, ils décident de changer de cap. Se faisant ostensiblement l'avocat du diable en notant la cohérence parfaite entre les tendances générales, leurs conséquences et le récit conventionnel – « ce qui compte, c'est la façon dont les choses se sont terminées » –, ils se focalisent en réalité sur la contingence : « En fait, résumera notre contradicteur, vous dites simplement que l'inévitable a légèrement tardé à se produire, ce qui ne le rend pas moins inévitable¹¹¹ ». Ne pourrions-nous pas dire, se demandent-ils, que nous avons affaire à des conclusions préétablies ? Tout comme dans le cas de l'agriculture, la construction d'un État a demandé beaucoup de temps, mais a constitué un succès incontestable : une fois les États céréaliers apparus, leurs populations se sont accrues, et ils ont surpassé les autres formes d'organisation¹¹².

Bien entendu, c'est exactement ce qui s'est passé. Mais *fallait-il nécessairement qu'il en soit ainsi* ? « Nos gouvernements actuels, avec leur combinaison particulière de souveraineté territoriale, d'administration tentaculaire et de concurrence poli-

108. P. 378, p. 382.

109. P. 484.

110. P. 570.

111. P. 564.

112. P. 564-565.

tique, avaient-ils quoi que ce soit d'inéluctable ? Étaient-ils l'aboutissement nécessaire de l'histoire ?¹¹³ ». Au moment même où Graeber et Wengrow concèdent que les résultats ultimes ont de l'importance, ils font marche arrière et s'interrogent sur leur « inéluctabilité ». Prise au pied de la lettre, la notion d'inéluctabilité place la barre très haut, la rendant bien plus difficile à franchir que l'identification des cadres et des tendances¹¹⁴. S'agit-il de leur ultime ligne de défense, de leur dernière chance d'obtenir gain de cause sur un point de détail ?

Comment pouvons-nous seulement espérer établir l'absence d'inéluctabilité ? On pourrait envisager le raisonnement contrefactuel, mais les auteurs le considèrent comme « [un] exercice [...] vain¹¹⁵ ». Où donc trouver des alternatives dans la vie réelle ? Graeber et Wengrow sont à deux doigts d'admettre que l'Ancien Monde était une cause perdue depuis le début : l'émergence en de multiples lieux de l'agriculture céréalière et d'États plus performants, ainsi que la croissance des relations interrégionales, rendaient le triomphe de l'État difficilement évitable¹¹⁶.

Les Amériques, préservées en tant que système entièrement isolé jusqu'en 1492, sont « un vrai point de comparaison indépendant¹¹⁷ ». Pour cette raison, dans le cas des Amériques, « il est [en fait]¹¹⁸ possible de se demander : "Était-il inévitable que la monarchie s'impose comme la forme de gouvernement prédominante à l'échelle de la planète ? La culture des céréales est-elle réellement un piège ? [...] Est-ce une fatalité que d'autres suivent son exemple ?" L'histoire de l'Amérique précolombienne, [à tout le moins]¹¹⁹, oppose à toutes ces questions un retentissant : "Non !"¹²⁰ ».

113. P. 567.

114. Leur observation précédente, selon laquelle « Les réponses à toutes ces questions, souvent surprenantes, dessinent une trajectoire historique infiniment moins fixe et immuable, infiniment plus riche en possibilités ludiques, que nous n'avons tendance à le penser » (p. 25), procède d'un certain glissement. Ils s'efforcent de documenter longuement ce dernier point, mais le premier n'en découle pas logiquement : la variation au fil de l'histoire est compatible avec des aboutissements prévisibles ou convergents. Cf. la conclusion de la critique minutieuse et détaillée de Paul: « en ce qui concerne le rejet des macro-tendances historiques et des irréversibilités structurelles, ainsi que des modèles qui, même s'ils ne sont pas totalement convaincants, méritent dans plus d'un cas d'être discutés, les auteurs ont tout simplement tort » (PAUL, 2022).

115. P. 571.

116. P. 571.

117. P. 572.

118. Cette locution est absente de la traduction française (NdT).

119. Idem (NdT).

120. P. 573.

Le décor de l'affrontement final est ainsi planté. De manière laconique, leur utilisation de « en fait » et « à tout le moins » abandonne sans tambour ni trompette la majeure partie du monde au déterminisme de l'évolutionnisme social. Même au sein du Nouveau Monde, l'Amérique du Nord se voit investie d'une charge considérable : une fois l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud mises hors jeu par l'émergence des autocraties aztèque et inca à partir de débuts plus diversifiés, elle reste la seule option réelle¹²¹.

Graeber et Wengrow esquissent une trajectoire familière pour le sud et le centre est de l'Amérique du Nord. Dans la première moitié du premier millénaire de notre ère, la culture Hopewell est parvenue à édifier d'importants ouvrages en terre malgré son investissement limité dans l'agriculture¹²². Après son déclin, la culture du maïs et la guerre sont devenues plus fréquentes¹²³. L'étape suivante fut la création, au XI^e siècle, à Cahokia, dans le sud de l'Illinois, d'un grand site comptant peut-être 15 000 habitants, marqué par des constructions monumentales, des hiérarchies sociales, des massacres et un contrôle de l'élite sur la ville et son arrière-pays, ainsi que par une vaste influence – en d'autres termes, l'émergence d'un État céréalier naissant. Cahokia fut pourtant abandonnée au XIV^e siècle et les cités plus modestes qui lui succédèrent finirent également par disparaître¹²⁴.

Graeber et Wengrow font grand cas de ces échecs et de l'abandon de l'agriculture céréalière dans l'est de l'Amérique du Nord. Cependant, rien de tout cela ne semble particulièrement remarquable dans le contexte de leur propre livre. Une cité beaucoup plus puissante et encore plus influente, Teotihuacan, avait, elle aussi, connu un effondrement spectaculaire, tout comme d'autres centres méso-américains et andins antérieurs. Plus tôt dans leur ouvrage, ils évoquent une interruption de la culture des céréales en Europe centrale et septentrionale après 4 500 avant notre ère¹²⁵ et racontent comment les habitants de la Grande-Bretagne ont abandonné la culture des céréales vers 3 300 avant notre ère pour ramasser des noix tout en élevant des porcs et du bétail¹²⁶. De l'autre côté de l'Atlantique, les Amazoniens ont fait des allers-retours entre plus et moins d'agriculture pendant des milliers d'années¹²⁷.

121. P. 468-479.

122. P. 457-460.

123. P. 464.

124. P. 574, p. 588-595.

125. P. 331-332.

126. P. 140.

127. P. 340.

En ce qui concerne l'Amérique du Nord, ils notent avec justesse qu'elle était « relativement peu peuplée¹²⁸ », une condition essentielle pour qu'existent des échappatoires viables – la dispersion loin des centres agricoles et le retour à la chasse-cueillette. En outre, l'absence de chevaux a limité la capacité des aspirants au pouvoir, réduisant ainsi la possibilité d'accroître l'inégalité et la complexification sociale par l'exercice de la violence organisée. Ces deux facteurs ont concouru à une faiblesse singulière de la conscription, qui en a maximisé la flexibilité.

En l'absence de facteurs puissants en faveur de la formation d'un État ou d'un investissement résolu dans la production alimentaire, il n'y a peut-être tout simplement pas grand-chose à expliquer. Les effondrements et les interruptions ont été courants dans le monde entier, même dans les endroits où les conditions n'étaient pas aussi défavorables aux premiers États qu'elles ne l'étaient pour Cahokia et le cahokianisme. En outre, en l'espace de quelques siècles, l'impact de l'arrivée des Européens a commencé à se faire sentir, amplifiant les obstacles existants à l'agriculture et à la formation d'un État. Comme le notent Graeber et Wengrow, en Amérique centrale et en Amérique du Sud, quelque 50 millions d'hectares de terres cultivées ont été perdus et sont redevenus sauvages à la suite de la conquête européenne et des maladies¹²⁹. En Amérique du Nord, notent-ils également, le fait que de « petits royaumes » aient perduré aux XVI^e et XVII^e siècles, mais se soient effondrés au XVIII^e, est un processus que « beaucoup d'historiens contemporains voient [comme] une réaction au choc de l'invasion européenne, avec son cortège de guerres, d'esclavage, de conquêtes et de maladies¹³⁰ ».

Compte tenu de tout cela – le modèle familial de concentration et de réduction, l'absence de conscription, l'impact croissant de l'attrition induite par les Européens –, il n'est pas évident de comprendre comment les développements au sein des groupes indigènes pourraient représenter une véritable alternative aux tendances générales. Pourtant, faute d'autres candidats ailleurs, Graeber et Wengrow ont besoin qu'il en soit ainsi. Il en résulte un récit dans lequel ce qui s'est produit après le XIV^e siècle n'a pas été déterminé par ces facteurs interdépendants, mais a plutôt résulté d'une « réaction » à l'expérience cahokienne – réaction « si violente que les répercussions s'en font encore sentir aujourd'hui¹³¹ ». Nous les ressentons encore aujourd'hui, c'est-à-dire que selon eux, ce contrecoup a contribué au développement d'une philosophie politique chez les Iroquois (géographiquement très éloignés, de l'aveu même

128. P. 595, également p. 598.

129. P. 327.

130. P. 598.

131. P. 610.

des auteurs, de Cahokia¹³²) qui a ensuite inspiré la pensée européenne des Lumières par l'intermédiaire d'interlocuteurs indigènes (le thème principal du chapitre 2).

Certains y verront un enchevêtrement de conjectures, d'autres un scénario qui mérite réflexion. Graeber et Wengrow sont plus confiants : « Depuis la chute de Cahokia, la tendance dominante était au rejet des chefs suprêmes de tout acabit et à l'adoption de structures institutionnelles mûrement réfléchies pour éviter qu'ils ne réapparaissent¹³³ ». Et c'est cette « réaction » qui a permis aux indigènes d'Amérique du Nord « d'échapper presque totalement au "piège" évolutionniste de l'agriculture – celui-là même qui, à en croire le récit conventionnel, précipiterait inéluctablement les sociétés vers un État ou un empire tout-puissant. Ils l'ont fait en développant des sensibilités politiques qui ont durablement influencé les penseurs des Lumières et qui, par leur truchement, restent bien vivantes aujourd'hui¹³⁴ ».

Si la seconde partie de cette thèse appelle à une critique de la part des historiens de la pensée, la première – le poids attribué à une réaction anti-Cahokia consciente – semble constituer une cible encore plus vulnérable, et pas uniquement du fait qu'elle est tributaire d'une série de conjectures. Plus grave encore, l'importance particulière que Graeber et Wengrow accordent aux développements post-Cahokia ne s'accorde guère avec les prémisses centrales de leur propre travail. Tout au long de leur ouvrage, les auteurs s'efforcent de souligner – à juste titre – la lenteur, la nature graduelle et les fréquents détours empruntés par les grands processus tels que la transition vers une production alimentaire intégrale et des structures étatiques hiérarchiques. J'ai cité certaines de leurs déclarations à ce sujet.

D'un point de vue comparatif, l'Amérique du Nord ne constituait pas une exception flagrante. En Amérique centrale et dans les Andes, environ 7 000 ans séparent les premières traces connues d'agriculture et l'apparition d'États archaïques. Le décalage fut similaire au Moyen-Orient et à peine plus court en Asie de l'Est, au Sahel et en Afrique australe. En Amérique du Nord, la domestication des cultures locales commença au cinquième millénaire avant notre ère et le maïs ne fut introduit que beaucoup plus tard. Au vu des autres chronologies, l'échec de la formation d'un État durable en Amérique du Nord avant la prise de contrôle par les Européens peut difficilement être considéré comme une anomalie. Si le scénario de la réaction à Cahokia est le meilleur que Graeber et Wengrow puissent trouver à l'appui des trajectoires alternatives d'évolution sociale, au bout du compte, les déterministes peuvent dormir tranquilles.

132. P. 611.

133. P. 623.

134. P. 623.

Un diagnostic

Au commencement était... possède de formidables atouts. La volonté et la capacité de ses auteurs à actualiser, enrichir et rééquilibrer les récits conventionnels en prenant en compte des millénaires négligés et des expériences passées sous silence sont impressionnantes et dignes d'éloges. Ils parviennent à montrer « [ce qu'il se passe] quand on met l'accent non pas sur les cinq mille années au cours desquelles la domestication des céréales a donné naissance aux aristocraties ultra-protégées, aux armées de métier et à la servitude pour dette, mais plutôt sur les cinq mille années où cela n'a pas été le cas¹³⁵ ». Graeber et Wengrow ont raison de nous rappeler le risque qu'un récit plus rationalisé fasse « disparaître du panorama de gigantesques pans de notre passé, rendus littéralement invisibles, hormis aux yeux d'une infime minorité de chercheurs » qui n'atteignent généralement pas un public plus large¹³⁶. Leur propre projet vise à se recentrer sur ces expériences plutôt qu'à les marginaliser¹³⁷. À cet égard, leur livre nous rend à tous un grand service. Une vertu connexe tient à leur critique des classicismes qui fétichisent le pouvoir de l'État, la stabilité et les beaux-arts au détriment des libertés et de l'expérimentation, un thème qui – ainsi qu'ils le suggèrent eux-mêmes¹³⁸ – aurait mérité d'être approfondi. Leur perspective résolument globale, essentielle pour la tâche qu'ils se sont fixée, est un autre point fort, et en particulier leur intérêt approfondi pour l'Amérique du Nord. Il est vrai que l'Afrique subsaharienne n'est pas prise en compte, même si des sites tels que Jenne-jeno auraient étayé leur argumentation, mais le livre est déjà très long (et il aurait pu connaître des suites).

Ces qualités, à mes yeux du moins, font que ce livre vaut la peine d'être lu. Dans le même temps, leurs efforts souffrent de diverses lacunes et bizarreries. Graeber et Wengrow s'engagent dans une approche idéaliste avec une ardeur aveugle. Selon eux, les idées, la délibération raisonnée et le libre choix sont les facteurs déterminants des

135. P. 658.

136. P. 562.

137. P. 660. En un certain sens, cependant, ces expériences ont toujours été marginales : l'affirmation des auteurs selon laquelle « si l'on met entre parenthèses l'Eurasie à l'âge du fer [...], ces périodes [de "sociétés libres, ou relativement libres"] sont largement majoritaires dans l'expérience sociale humaine » (p. 523) est vraie en termes d'espace et de temps, mais pas en termes de vies vécues (qui constituent collectivement « l'expérience sociale humaine ») : en proportion, les sociétés agraires parvenues au niveau de l'État possèdent un poids démographique écrasant.

138. P. 382.

faits historiques : en comparaison, les conditions matérielles, de même que les incitations et contraintes environnementales ou technologiques, font pâle figure. Alors même qu'ils invoquent des facteurs écologiques lorsque cela les arrange, le spectre du « déterminisme écologique » n'est jamais loin¹³⁹. Pourtant, le « déterminisme » et leur aveu occasionnel que l'écologie et la technologie ont rendu certains développements « possibles » ne sont que des extrêmes qui délimitent un large spectre d'approches explicatives plus équilibrées. À tout le moins, tout récit plausible des débuts de notre histoire doit accorder l'importance requise à l'influence des ressources naturelles et du changement technologique. Le plus souvent, cependant, Graeber et Wengrow font peu de cas de la géographie, de l'écologie, de la démographie et de la technologie, et évitent généralement les arguments et explications matérialistes : au mieux, ils ne les évoquent que pour les rejeter explicitement¹⁴⁰.

Les auteurs exposent leur position avec une candeur louable. Ils sont en effet conscients que « la conjonction de l'environnement et de la technologie a bel et bien des conséquences, souvent décisives¹⁴¹ ».

Ils admettent donc que les explications environnementales et technologiques (ou culturelles, d'ailleurs) ne sont pas nécessairement mauvaises. Cependant, ils les considèrent comme problématiques pour une raison très spécifique : ces explications « nous considèrent déjà comme bloqués, prisonniers. Voilà pourquoi nous tenons tant, pour notre part, à mettre en avant l'idée d'autodétermination¹⁴². »

Il s'agit peut-être de l'affirmation la plus importante de tout le livre. Les implications sont claires. Si nous accordons trop d'attention à ces facteurs, nous pourrions être amenés à conclure que nos propres structures sociopolitiques sont trop difficiles à changer parce qu'elles sont trop fortement contraintes par la technologie et la culture actuelles. Pour Graeber et Wengrow, peu importe que cela soit vrai ou non : ce qui compte le plus, c'est que ce soit peu attrayant d'un point de vue idéologique. Et ils admettent que c'est pour cette raison qu'ils mettent ces facteurs de côté – en vertu d'un engagement idéologique en faveur de la possibilité actuelle d'un changement par l'action collective.

Au cas où quelqu'un penserait que des a priori aussi tranchés pourraient biaiser leur lecture des débuts de notre histoire, ils nous disent de ne pas nous inquiéter, car « l'endroit précis où nous plaçons le curseur entre liberté et déterminisme relève

139. P. 250.

140. Par exemple, p. 251.

141. P. 264.

142. P. 264-265.

largement de nos préférences personnelles ». Cette prémisse leur permet de « placer le curseur un peu plus à gauche qu'on ne le fait d'ordinaire¹⁴³ ».

Mais est-il vrai que l'équilibre entre la liberté et le déterminisme dans l'élaboration du cours de l'histoire « relève largement de nos préférences personnelles » ? On pourrait penser qu'il s'agit de tout autre chose, à savoir de l'un des plus grands défis intellectuels qui soient : trouver les moyens d'identifier, du mieux que nous pouvons, où se situe cet équilibre. Qu'il ne soit jamais possible d'y parvenir à la satisfaction de tous est loin de signifier que l'on renonce par avance en déclarant qu'il s'agit (« largement ») d'une question de goûts.

Établir un équilibre adéquat est un travail difficile. Plus précisément, cela nécessite le type d'études auxquelles Graeber et Wengrow se refusent : cartographie à grande échelle, traitement et codage des données à l'appui de l'étude statistique des corrélations, des probabilités et de l'importance qui nous aident à comprendre la force et les limites de tendances et de schémas particuliers et à évaluer l'impact de facteurs spécifiques¹⁴⁴. Sans de tels apports, l'exercice de réglage du curseur se réduit en effet à une simple question de goût. Mais il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi, et – au moins parmi les universitaires curieux – il ne devrait pas en être ainsi¹⁴⁵.

D'autres problèmes de fond et de style attirent également l'attention. Dans leur critique attentive, Nancy Lindisfarne et Jonathan Neale¹⁴⁶ accusent Graeber et Wengrow d'avoir négligé les classes sociales et leurs conflits, ce qui me semble légitime. La question la plus intéressante n'est pas tant de savoir s'il y avait un roi ou une bureaucratie ou à quel point ils étaient puissants, mais plutôt de savoir de quelle manière et dans quelle mesure les groupes d'élite exerçaient le pouvoir et jouissaient de privilèges structurels. Après tout, les impôts et les tributs versés aux dirigeants et les rentes perçues par ceux qui contrôlaient les moyens de subsistance n'étaient que les deux faces d'une même médaille, qui reflétait la lutte entre quelques-uns pour les ressources générées par le plus grand nombre. J'ai déjà fait allusion au fait que l'ouvrage négligeait quelque peu la guerre en tant que facteur de développement sociétal.

143. P. 266 ; d'où le titre de mon essai.

144. Par exemple, TURCHIN *et al.*, 2017 ; CURRIE *et al.*, 2020.

145. Leur approche « tous azimuts » est emblématique d'un problème plus fondamental, l'absence de toute méthode identifiable qui pourrait guider leur discussion : voir l'article de Morris dans ce numéro, et plus en détail son article à paraître. [NdT : Walter Scheidel fait ici allusion à des textes de Ian Morris publiés en anglais, notamment dans *L'American Journal of Archaeology*, vol. 126, n° 3. On en trouvera une version sur le blog du traducteur : <https://www.lahuttedesclases.net/2024/01/contre-la-methode-une-critique-de-au.html>]

146. LINDISFARNE & NEALE, 2021.

J'ai également relevé des exemples de la volonté de Graeber et Wengrow de concevoir des scénarios de type « tout ou rien » dans lesquels les écarts par rapport aux modèles simplificateurs sont considérés comme invalidant les modèles en tant que tels. Leur façon de dialoguer avec leurs pairs est également un motif de préoccupation. *Ars longa vita brevis* – quiconque peint sur une toile aussi vaste que la leur doit être sélectif. Il ne fait aucun doute qu'un récit de vulgarisation sur l'aube de « tout¹⁴⁷ » ne peut respecter les normes rigoureuses d'une revue académique de littérature. Encore une fois, Graeber et Wengrow optent pour la parcimonie, renonçant à l'approche conventionnelle qui consiste à exposer différentes interprétations et à expliquer leur propre préférence pour une version particulière en notant que cela aurait accablé le lecteur¹⁴⁸. Pas tout à fait : cela aurait pu facilement alourdir le texte. Mais c'est à cela que servent les notes de bas de page.

Il est difficile de déterminer ce qui est le plus irritant : le rejet tacite des chercheurs qui ont déjà adopté des idées que Graeber et Wengrow présentent comme brillantes et nouvelles ; le rejet tacite de la littérature qui donne la priorité à l'impact de facteurs tels que la géographie, l'écologie, la technologie ou la guerre ; la présentation de citations choisies par des écrivains non spécialisés qui adoptent des positions dépassées, comme si elles représentaient les échecs ordinaires de la recherche contemporaine ; ou la mise en accusation sans référence de positions imaginaires. Au lieu de s'opposer à leurs collègues historiens, archéologues et anthropologues sur des questions de fond, ils préfèrent fustiger des auteurs éclectiques tels que le physiologiste Jared Diamond, le psychologue Steven Pinker ou le primatologue Robin Dunbar¹⁴⁹. Heureusement, les insultes pures et simples du type de celles proférées à l'encontre de plusieurs collègues universitaires en déclarant : « stop, les enfants ont assez joué¹⁵⁰ » restent rares.

147. *L'aube de tout* (*The dawn of everything*) est le titre original du livre de D. Graeber et D. Wengrow – (NdT).

148. P. 649.

149. Graeber et Wengrow s'opposent au seul historien crédible de ce groupe de vilains, Yuval Harari, en déformant ses propos. Il est accusé d'avoir assimilé les chasseurs-cueilleurs du Paléolithique à des singes (p. 124) alors que la citation montre qu'il s'agissait d'une métaphore, et il est réprimandé pour avoir proposé de reconsidérer l'expansion de la culture des céréales du point de vue du blé (qui a fait des humains ses serviteurs, comme les chats de dessins animés le font habituellement avec leurs maîtres), une astuce pédagogique qu'ils font semblant de prendre au pied de la lettre (p. 293-294) – et poursuivent même en notant : « on ne peut nier que, sur le long terme, notre espèce est effectivement devenue esclave de ses cultures » (p. 293) !

150. P. 28, note 12.

Le militantisme

Au départ, Graeber et Wengrow énoncent trois objectifs : la quête de la vérité, le désir de rendre le passé moins « inutilement ennuyeux » en mettant en valeur la diversité et la flexibilité, la volonté d'éviter les « conséquences politiques désastreuses » des récits conventionnels¹⁵¹. Bravo pour la vérité : le postmodernisme a fait son temps. Bravo aussi pour la revivification : les récits linéaires peuvent en effet être perçus comme desséchants et réducteurs¹⁵². Le réductionnisme, bien sûr, est le grand fléau des sciences humaines universitaires, souvent considéré comme l'un des plus graves péchés intellectuels. À leur décharge, Graeber et Wengrow affirment en apprécier la valeur – « Simplifier le monde pour le comprendre et en découvrir de nouveaux aspects est donc une étape naturelle » – et se gardent bien de tout excès – « c'est quand la simplification se prolonge au-delà de la découverte qu'elle n'est plus acceptable¹⁵³ ». En d'autres termes, on ne peut qu'être d'accord avec eux, mais ils posent systématiquement la question de savoir où se situe la limite. Les auteurs n'ont aucun doute sur l'identité des personnes qui simplifient à outrance : « certains chercheurs en sciences sociales¹⁵⁴ » (généralement non nommés)¹⁵⁵. Nous pouvons voir comment Graeber et Wengrow cochent toutes les cases bien connues : la recherche rankienne¹⁵⁶ du « *wie es eigentlich gewesen* » (comment cela s'est-il passé en réalité), l'envie à la mode de compliquer les récits et l'animosité fratricide d'une histoire et d'une anthropologie qui sont passées des sciences sociales aux humanités. Mais qu'en est-il du troisième objectif, la finalité politique ? Graeber et Wengrow sont certains que nous sommes « prisonniers » – comme en témoigne leur question récurrente de savoir comment nous en sommes arrivés là. Ils sont également certains que « l'humanité a bel et bien fait fausse route à un moment donné de son histoire », car « l'état du monde actuel en est une preuve éloquentes¹⁵⁷ ». Mais à quel point les choses ont-elles mal tourné, et de quelle manière ? S'agit-il du capitalisme tardif, des héritages coloniaux racistes, de la menace croissante de la dégradation de l'environnement, ou de tout

151. P. 18.

152. P. 21.

153. P. 39.

154. Le texte anglais évoque bien plutôt « les chercheurs en sciences sociales » en général (NdT).

155. P. 39.

156. Du nom de Léopold von Ranke, historien allemand (1795-1886) (NdT).

157. P. 635.

cela à la fois ? Le lecteur est laissé libre de choisir, ce qui est une stratégie judicieuse étant donné que tout le monde est susceptible d'être contrarié par un aspect ou un autre des affaires humaines.

Leur accusation contre le présent ne se concrétise qu'en une seule occasion : « L'histoire de l'humanité a déraillé, c'est un fait incontestable. Aujourd'hui, un pourcentage infime des habitants de la planète tiennent¹⁵⁸ entre leurs mains la destinée de tous les autres, et ils la gèrent de manière de plus en plus catastrophique¹⁵⁹ ». Comment cette idée s'accorde-t-elle avec le fait que la part de l'humanité vivant dans des démocraties libérales ou électorales est passée de presque rien il y a deux siècles à environ un tiers aujourd'hui ? Cela reste inexpliqué. Cette idée ne prend pas non plus en compte la croissance simultanée de la prospérité, de la santé, de la longévité et de la connaissance. Peu importe : si Graeber et Wengrow concèdent d'emblée qu'il est difficile de contester les statistiques du progrès, ils se demandent si « la "civilisation occidentale" a amélioré la vie de tous¹⁶⁰ » – une formule qui, prise au pied de la lettre, place la barre extrêmement haut.

Quelle que soit la manière dont sont définis les problèmes du présent, les auteurs cherchent à y remédier. En fin de compte, c'est l'objectif de ce livre : une meilleure compréhension du passé nous aidera à rendre notre propre avenir meilleur. Pour ce faire, nous devons d'abord « redécouvrir les libertés qui nous rendent intrinsèquement humains¹⁶¹ » ; les redécouvrir, c'est-à-dire dans les archives historiques. Graeber et Wengrow sont conscients que leur récit pourrait être perçu comme encore plus tragique que les versions téléologiques qu'ils résument, précisément parce qu'il met en lumière des alternatives qui ont existé, mais qui ont disparu depuis longtemps. « Mais il y a aussi une autre manière de voir les choses : les possibilités qui s'ouvrent à l'action humaine aujourd'hui même sont bien plus vastes que nous ne le pensons souvent » (660). Dans le contexte de leur propre récit, ce « même maintenant » sort de nulle part, alors même qu'ils le présentent comme axiomatique, comme allant de soi. On ne nous dit pas pourquoi c'est vrai : on suppose simplement que c'est le cas. Ce n'est pas du pinaillage : Graeber et Wengrow se méfient ostensiblement de tout ce qui ressemble à une affirmation non étayée, et sont prompts à la remettre en question. Pourtant, l'axiome sur lequel repose leur texte en est précisément une.

158. *Sic.*

159. P. 104.

160. P. 35.

161. P. 22.

Est-elle au moins plausible ? Au fur et à mesure qu'un mode de vie particulier devenait dominant, les alternatives antérieures perdaient lentement mais sûrement leur pertinence, à la fois en termes d'héritage – leur impact sur notre propre monde – et en termes d'inspiration – ce qu'elles peuvent nous faire faire aujourd'hui. En conséquence, nous sommes plus profondément façonnés par les coutumes agraires – un fait que Graeber et Wengrow eux-mêmes illustrent de manière évocatrice (312, 391) – que par les habitudes plus lointaines des chasseurs-cueilleurs ancestraux et des « cultivateurs dilettantes ». Cela ne justifie pas de les ignorer ou de les négliger. Mais cela nous oblige à nous confronter à une question fondamentale : que peuvent nous apporter aujourd'hui ces traditions disparues ? Comment peuvent-elles nous apprendre à effectuer des choix différents dans le présent ? Après tout, s'il a longtemps été possible d'échapper à l'emprise de l'État, « ce n'est évidemment plus vrai au XXI^e siècle¹⁶² ».

Tout comme dans leur lecture du passé humain, Graeber et Wengrow entreprennent de combler ce fossé par une démarche idéaliste : « Si l'humanité a bel et bien fait fausse route à un moment donné de son histoire [...] c'est sans doute précisément en perdant la liberté d'inventer et de concrétiser d'autres modes d'existence sociale¹⁶³ ». Le changement découle de l'imagination, hier comme aujourd'hui. C'est pourquoi, selon eux, il est impératif de faire revivre une imagination plus ancienne et plus libre. Mais suffit-il de nous rappeler qu'elle a existé ? Ceux qui contrôlent le passé contrôlent-ils vraiment l'avenir ?

Leur purisme idéaliste enferme Graeber et Wengrow dans une cage qu'ils ont eux-mêmes fabriquée. La prise en compte des perspectives matérialistes les aurait aidés à établir des liens plus significatifs entre le passé et le présent. Si c'est leur mode de vie mobile et leur mode de subsistance hybride qui ont permis aux chasseurs-cueilleurs de l'Holocène d'entrer et de sortir plus facilement de différentes formes de coopération que les agriculteurs à part entière qui se sont retrouvés liés à leurs terres et à leurs cultures, comment pouvons-nous nous situer ? Les économies de services, les outils numériques et la mondialisation sont-ils la promesse d'une nouvelle ère ? Le matérialisme n'est pas l'ennemi de la compréhension historique : il en est une condition essentielle. Il n'est pas non plus l'ennemi de l'activisme social. Il pourrait même être son meilleur allié¹⁶⁴.

162. p. 567.

163. p. 635.

164. Ou, comme Lindisfarne et Neale l'ont exprimé de manière beaucoup plus ferme, « toute politique visant l'égalité ou la survie humaine doit être profondément matérialiste » (LINDISFARNE & NEALE, 2021).

Bibliographie

- BENNETT James S. 2022, “Retrodicting the Rise, Spread, and Fall of Large-scale States in the Old World” in *PLOS One*, DOI : 10.1371/journal.pone.0261816.
- BOGAARD Amy, Mattia FOCHESSATO, & Samuel BOWLES, 2019, “The Farming-inequality Nexus: New Insights from Ancient Western Eurasia” in *Antiquity*, vol. 93, n° 371, p. 1129-1143, DOI : 10.15184/aqy.2019.105.
- BORGERHOFF MULDER Monique, BOWLES Samuel, HERTZ Tom *et al.*, 2009, “Intergenerational Wealth Transmission and the Dynamics of Inequality in Small-scale Societies” in *Science*, vol. 326, n° 5953, p. 6282-326, DOI : 10.1126/science.1178336.
- CURRIE Thomas E., TURCHIN Peter, TURNER Edward, & GAVRILETS Sergey, 2020, “Duration of Agriculture and Distance from the Steppe Predict the Evolution of Large-scale Human Societies in Afro-Eurasia” in *Humanities and Social Sciences Communications*, vol. 7, n° 34, DOI : 10.1057/s41599-020-0516-2.
- EARLE Timothy, 1997, *How Chiefs Come to Power: The Political Economy in Prehistory*, Stanford University Press, Stanford.
- GRAEBER David & WENGROW David, 2021, *The Dawn of Everything: A New History of Humanity*, Farrar, Straus and Giroux, Farrar (version française : *Au commencement était. Une nouvelle histoire de l'humanité*, trad. ROY Elise, Les liens qui libèrent, Paris).
- LINDISFARNE Nancy & NEALE Jonathan, 16 décembre 2021, “All things being equal”, annebonnypirate.org, URL : <https://annebonnypirate.org/2021/12/16/all-things-being-equal/>.
- KOHLER Timothy A., E. SMITH Michael, BOGAARD Amy *et al.*, 2017, “Greater Post-Neolithic Wealth Disparities in Eurasia than in North and Mesoamerica” in *Nature*, vol. 551, n° 7682, p. 619-622, DOI : 10.1038/nature24646.
- MANN Michael, 1986, *The Sources of Social Power, Volume I: A History of Power from the Beginning to A.D. 1760*, Cambridge University Press, Cambridge.
- MAYSHAR Joram, MOAV Omer, and PASCALI Luigi, 2022, “The Origin of the State: Land Productivity or Appropriability?” in *Journal of Political Economy*, vol. 130, p. 1091-1144, DOI : 10.1086/718372.
- MORRIS Ian, 2022, “Against Method” in *American Journal of Archaeology*, vol. 126, n° 3.

- PAUL Axel T, 2022, "Neue Ideen zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht: Literaturessay zu *Anfänge. Eine neue Geschichte der Menschheit* von David Graeber und David Wengrow" in *Soziopolis*, URL : <https://www.sozopolis.de/neue-ideen-zu-einer-allgemeinen-geschichte-in-weltbuergerlicher-absicht.html>.
- SCHEIDEL Walter, 2013, "Studying the State" in BANG P. F. and SCHEIDEL W., *The Oxford Handbook of the State in the Ancient Near East and Mediterranean*, p. 5-57, Oxford University Press, New York, DOI : 10.1093/oxfordhb/9780195188318.013.0002.
- SCOTT James C, 2017, *Against the Grain: A Deep History of the Earliest States*, Yale University Press, New Haven.
- SMITH Michel E, 2017, "The Teotihuacan Anomaly: The Historical Trajectory of Urban Design in Ancient Central Mexico" in *Open Archaeology*, vol. 3, p. 175-193, DOI : 10.1515/opar-2017-0010.
- SMITH Michael E, 2020, "Definitions and Comparisons in Urban Archaeology" in *Journal of Urban Archaeology*, vol. 1, p. 15-30, DOI : 10.1484/J.JUA.5.120907.
- STASAVAGE David, 2020, *The Decline and Rise of Democracy: A Global History from Antiquity to Today*, Princeton University Press, Princeton.
- TURCHIN Peter, CURRIE Thomas E., TURNER Edward A. L. & GAVRILETS Sergey, 2013, "War, Space, and the Evolution of Old World Complex Societies" in *PNAS*, vol. 110, n° 41, p. 16384-16389, DOI : 10.1073/pnas.1308825110.
- TURCHIN Peter, CURRIE Thomas E., WHITEHOUSE Harvey *et al*, 2017, "Quantitative Historical Analysis Uncovers a Single Dimension of complexity that structures global variation in human social organization" in *PNAS*, vol. 115, n° 2, DOI : 10.1073/pnas.1708800115.

Une nouvelle nouvelle histoire de l'humanité. Une lecture de *Au commencement était...* de David Graeber et David Wengrow

Thibaud Lanfranchi

Université de Toulouse Jean Jaurès et Institut Universitaire de France

Les grandes fresques de l'histoire humaine sont à la mode depuis un certain temps maintenant. À la fois réaction à une sur-spécialisation des sciences humaines et sociales en général, et réponse à un désir du public qui n'a sans doute pas perdu le goût des vastes panoramas et des grandes théories, ces ouvrages se sont multipliés ces dernières décennies, les études de paléogénétique venant y adjoindre une profondeur chronologique nouvelle ainsi qu'une dimension scientifique sans équivalent¹. La parution en 2021 du livre *Au commencement, était...* de David Graeber et David Wengrow est venue s'ajouter à ces productions en prétendant déconstruire les grands récits existants et proposer une approche radicalement neuve des origines de nos sociétés². La première originalité du livre réside dans cette écriture à quatre mains associant archéologie et anthropologie ; un mariage qui n'est pas véritablement une nouveauté toutefois si l'on pense à l'œuvre d'Alain Testart par exemple, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir. Est-il besoin de présenter les auteurs ? Sans doute pas pour David Graeber

1. On pensera évidemment aux livres de Jared Diamond (DIAMOND, 1992, 1997 et 2004) ou de Yuval Noah Harari (HARARI, 2014 et 2016), mais aussi à ROBERTS & WESTAD, 2013. Sur la génétique, citons par exemple HEYER, 2020 ou ORLANDO, 2021.

2. La dimension publicitaire de la jaquette de l'édition originale ne parle de rien de moins que d'une révision « radicale et exhaustive » (« *The radical revision of everything* »), à côté du plus traditionnel « révolutionnaire » (« *groundbreaking* »).

dont les livres sur la dette ou sur les bullshit jobs ont rencontré un succès certain bien au-delà des cercles universitaires³. David Wengrow, son co-auteur, est probablement moins connu du grand public même s'il est un archéologue réputé et à l'impeccable pedigree⁴. De prime abord, le livre a donc tout pour plaire et il faut reconnaître qu'il procure à plusieurs reprises un réel plaisir en raison de l'ambition et de la variété du propos. Peu nombreux seront les lecteurs qui n'y découvriront rien qu'ils ignoraient et, pour qui continue à aimer apprendre, il y a déjà là de quoi trouver son bonheur (en n'hésitant pas, cependant, à vérifier certaines affirmations). Avouons aussi sans fard que les universitaires anglo-américains sont moins frileux que ceux d'Europe continentale en la matière et hésitent tout simplement moins à se lancer dans ce type d'entreprise. Le résultat est pourtant loin de susciter une adhésion pleine et entière et, au plaisir de la lecture, s'ajoute parfois l'étonnement voire la perplexité.

Évacuons d'emblée les problèmes formels : l'ouvrage est, à vrai dire, trop épais. Il comporte des longueurs, des redites, ou des rappels de choses connues depuis longtemps⁵. Le découpage des chapitres donne aussi parfois l'impression de dossiers accolés plus que réellement liés par un fil conducteur solide. Tout comme le fait qu'il s'agit d'un projet de longue haleine, la disparition prématurée de David Graeber, le 2 septembre 2020, joua sans doute pour beaucoup dans ces manquements et empêcha peut-être une reprise complète du manuscrit. Au-delà de ces aspects formels, un certain nombre de grandes thématiques traversent le livre, de façon plus ou moins affirmée, et permettent des coupes transversales qui en disent plus long qu'un simple résumé selon l'ordre de l'ouvrage. Au moins cinq sont repérables (sans prétention à l'exhaustivité) :

- Une réflexion sur les chasseurs-cueilleurs, leur organisation et leur mode de vie ainsi que sur le passage à l'agriculture avec la révolution néolithique.
- Une réflexion sur les notions d'État et de propriété.
- En lien avec ces problématiques classiques de l'archéologie, une réflexion sur les modalités d'évolution des sociétés et sur l'évolutionnisme.
- Une réflexion sur la généalogie des idées et sur les filiations intellectuelles, soit une dimension d'histoire intellectuelle qui cherche à réévaluer l'apport des peuples conquis à l'époque des « grandes découvertes » dans l'évolution intellectuelle de l'Europe.

3. GRAEBER, 2011 et 2018.

4. Voir sa page personnelle sur le site de l'University College de Londres : <https://www.ucl.ac.uk/archaeology/people/david-wengrow-professor-comparative-archaeology>.

5. Voir p. 103 ce qui est dit d'Athènes et de Sparte par exemple.

- Une réflexion sur la place des femmes sur le temps long de l’histoire des sociétés humaines.

Ces différentes dimensions réapparaissent et s’entrecroisent tout au long du livre, accompagnées d’éléments épistémologiques et, véritable fil rouge, de considérations politiques. Ce livre est en effet d’abord et avant tout un manifeste politique (et méthodologique) en faveur de la diversité des formes possibles d’organisation des sociétés et de la créativité technique et sociale de l’espèce humaine. Les peuples dits primitifs y sont ainsi des peuples sans États parce qu’ils l’ont choisi et parce qu’ils sont plus imaginatifs que nous, non en raison d’une infériorité congénitale. Manifeste politique et présupposés épistémologiques s’entrecroisent *in fine* aussi en une critique des sciences sociales qui n’auraient pas su s’extraire des ornières de vieilles problématiques, se cantonnant à essayer d’expliquer pourquoi nous ne sommes pas libres, sans jamais chercher à explorer les multiples contre-sociétés attestées dans l’histoire de l’humanité. C’est en cela que le manifeste politique se double d’une profession de foi méthodologique qui s’éloigne des approches classiques (notamment marxistes) centrées sur l’origine des inégalités et qui se rapproche d’un courant dit anarchiste de l’anthropologie bien connu des lecteurs de Graeber⁶. Pour le dire à la manière de ses auteurs, ce livre entend proposer une nouvelle préhistoire de l’humanité, fondée sur les données archéologiques les plus récentes ainsi que sur un virage conceptuel qui la fasse sortir des deux grandes lectures traditionnelles. La première, celle de Rousseau, imagine une trajectoire allant d’une innocence égalitariste originelle⁷ à des sociétés où tout serait allé de travers. La seconde, liée à Hobbes, serait tout entière contenue dans la formule *homo homini lupus*.

Pour Graeber et Wengrow, ces deux visions pessimistes ont conduit à l’oubli de la capacité d’inventivité et de créativité des hommes. Leur livre est ainsi marqué par toute une série de refus : refus de prendre comme boussole la question de l’origine des inégalités, refus de voir dans l’invention de l’agriculture cette étape toujours fondamentale de l’évolution des sociétés, refus de l’équation simpliste « petits groupes humains = sociétés égalitaires *vs* larges groupes humains = inégalités et chefs », etc. Ces refus s’expliquent, car, selon eux, continuer à poser ces questions reviendrait à perpétuer l’idée fautive selon laquelle tout aurait été mieux dans un passé idéalisé (mais qui y croit encore ?) avant que n’intervienne une forme de chute⁸. *A contrario*,

6. Voir GRAEBER, 2004.

7. Mais dont il faudrait rappeler plus fermement qu’elle est comprise chez Rousseau comme un état théorique qui n’a jamais réellement existé.

8. Voir p. 625 : « S’interroger sur les origines de l’inégalité, remarquons-nous, suppose nécessairement de forger un mythe, d’imaginer une chute depuis un état de grâce, comme

ils entendent établir qu'il n'y eut pas d'évolution linéaire des sociétés humaines et qu'il conviendrait donc d'appréhender l'histoire de l'humanité différemment.

L'ambition est vaste et louable. Elle propose une approche optimiste, dont la mise en œuvre soulève néanmoins un certain nombre de questions.

Chasseurs-cueilleurs vs agriculteurs

Cette thématique – la plus attendue dans un livre sur ces sujets – n'est pas traitée d'emblée, sans doute pour dérouter un peu le lecteur qui se voit d'abord entraîné vers l'Amérique d'époque moderne⁹. Cette dimension n'en demeure pas moins centrale et est abordée en détail à partir du chapitre 3 avec comme objectif de battre en brèche les idées reçues, en l'occurrence l'opposition ancienne entre chasseurs-cueilleurs et cultivateurs-éleveurs. L'idée est de souligner la complexité des sociétés de chasseurs-cueilleurs et le fait qu'*a contrario*, les sociétés de cultivateurs-éleveurs ne se structuraient pas nécessairement suivant des configurations complexes et hiérarchisées. À l'encontre de ce que pourrait laisser penser l'expression de « révolution néolithique », cette période fut marquée par une longue et lente transformation des sociétés qui alternèrent, durant plusieurs siècles, entre différents modes de subsistance. L'agriculture n'entraîna pas *ipso facto* l'apparition de la propriété privée ou des inégalités et les premiers cultivateurs étaient des cultivateurs réticents. De ce point de vue, la carte fournie p. 321 atteste la variété des foyers de naissance de l'agriculture qui, tous, présentèrent des visages différents, ce qui implique de rendre son hétérogénéité au processus de néolithisation.

L'Europe centrale, vers 5 000, offre ainsi un exemple de région où l'agriculture entraîna des catastrophes, une chute de population et un hiatus d'environ 1 000 ans avant un nouveau démarrage démographique¹⁰. Inversement, à la même époque, l'Égypte vécut avec succès l'apparition de l'agriculture, mais sous une forme différente de celle du Croissant fertile¹¹. L'Amazonie, enfin, donne à voir encore une autre situation avec le maintien d'une position intermédiaire entre agriculture et chasseurs-cueilleurs. Ce type d'agriculture, appelée « production alimentaire de faible intensité¹² » (« low-level food-production ») fut en réalité très répandu, notamment

si l'on transposait les premiers chapitres de la Genèse à l'ère technologique ».

9. Nous revenons sur ce point *infra*.

10. Voir p. 331-332 et p. 345 pour une explication possible de la chute démographique.

11. Voir p. 335.

12. P. 271.

aux Amériques, mais pas seulement : on la retrouve aussi dans le Croissant fertile ou en Chine, durant une assez longue période. Les auteurs rappellent alors que l'idée même de « Croissant fertile » est un concept moderne qui masque l'existence de deux zones, dont l'une (au nord) semble avoir connu des phénomènes de hiérarchie et de monumentalité absents de celle du sud¹³.

Tout cela pose la question des origines de l'agriculture et en particulier du sens que lui conféraient les premiers agriculteurs. Fut-elle dès le départ une activité sérieuse et centrale, ou bien seulement une forme de complément ? Dans bien des cas, l'agriculture ne fut à l'origine qu'une activité de niche parmi d'autres, pratiquée après que les hommes se furent sédentarisés, car, on l'oublie parfois, elle fut précédée par la sédentarité¹⁴. Or la sédentarité créait de nouveaux besoins (combustible pour le feu, matériau pour le toit, paille pour les paniers, etc.), lesquels purent conférer de l'intérêt aux céréales, avant que leur intérêt alimentaire ne soit exploité. Le va-et-vient entre anthropologie et archéologie permet ici aux auteurs de bien illustrer ces questions. Le chapitre 5 s'ouvre ainsi sur le constat d'une différence entre Indiens de la côte est des États-Unis (qui tous cultivaient, même si dans des proportions variables) et ceux de la côte ouest (qui, « résolument anti-agricoles¹⁵ », ne le firent dans l'ensemble pas, seules certaines plantes étant cultivées, pour des raisons rituelles). Comment expliquer cette divergence ? Les auteurs le font à l'aide de théories de Marcel Mauss qui a montré que, si la circulation des idées, des techniques et des objets a toujours été la règle et non l'exception, les cultures se caractérisent en revanche par la possibilité du refus d'adopter telle ou telle innovation. C'est le facteur culturel du choix qui est ici mis au centre de l'interprétation. Un autre exemple mobilisé est le très fameux site archéologique turc de Çatal Höyük dont les fouilles récentes ont complètement modifié la compréhension. On l'interprète désormais comme une société plutôt égalitaire (pour laquelle on peut supposer des formes de variabilité saisonnière de la structure sociale¹⁶) où l'agriculture n'aurait pas tenu un rôle si central que cela : après tout, elle n'apparaît pas du tout dans les représentations iconographiques. Il n'y avait également pas de bétail domestique alors qu'il était déjà connu à l'époque, ce qui ne peut là aussi que relever d'un choix conscient¹⁷.

13. Voir p. 288.

14. Voir. p. 562-563.

15. P. 215.

16. Voir p. 286 et le chapitre 3.

17. Remarquons que l'ouvrage passe complètement à côté des discussions récentes sur le concept de domestication, sur lesquelles on pourra lire DIGARD, 2010.

La démonstration convainc ici sans peine, car tout ce qui est avancé est en réalité bien connu et n'a rien de révolutionnaire¹⁸. L'agriculture fut effectivement un phénomène relativement tardif dans l'histoire humaine, précisément parce que, pendant longtemps, les humains auraient préféré se tenir à ses marges, ou peut-être plus simplement parce qu'elle n'était qu'une activité parmi d'autres. Le processus de néolithisation fut effectivement très lent (il s'étend sur plus de 3 000 ans), mais on ne s'étonnera de ce délai que si le but était dès le départ de passer à l'état d'agriculteur : ce n'était sans doute pas le cas. Les auteurs s'appuient ici sur les considérables avancées de nos connaissances en la matière depuis les années 1990, bien illustrées par le livre à succès de James C. Scott¹⁹. Ce dernier avait d'ailleurs exhumé une intéressante citation de Lucien Febvre, datant de 1922, qui critiquait déjà les cloisonnements trop étroits entre types d'activités²⁰. Les formes de la démonstration n'en demeurent pas moins intéressantes, notamment par le recours au comparatisme anthropologique, tout en rappelant que si les populations dites primitives du xx^e siècle ne peuvent pas être considérées comme paléolithiques, elles peuvent nous donner des exemples d'angles d'approches auxquels nous n'aurions pas pensé, en particulier la variation saisonnière des systèmes sociaux (p. 102). Pour le dire avec le vocabulaire d'Alain Testart, il existe des éléments transhistoriques dans l'évolution sociale qui permettent des analogies et du comparatisme. Il en résulte d'ailleurs d'intéressantes considérations sur les systèmes sociaux.

Sans entrer dans les linéaments de l'argumentation, les auteurs rappellent, à juste titre, que nous ne savons rien de l'organisation sociale et politique des plus anciens groupes humains, ce qui devrait déjà constituer un appel à la prudence. En outre, lorsqu'elles existent, les données archéologiques – notamment funéraires – vont plutôt dans le sens de sociétés peu égalitaires ou pour le moins complexes : sont convoqués ici, pour les besoins de l'argumentation, les tombes princières ou même

18. On peut remonter ici au moins au classique d'Alain Testart, *Les chasseurs-cueilleurs ou L'origine des inégalités* ou, pour une première approche récente en français, au collectif dirigé par Jean-Pierre Demoule sur *La révolution néolithique dans le monde* (TESTART, 1982 ; DEMOULE, 2010).

19. SCOTT, 2017.

20. *Ibid.* p. 61. La citation peut se lire dans FEBVRE, 1949, p. 293 : « il vaudrait mieux, sans doute, proclamer, tout simplement, ce qui nous paraît actuellement la vérité : à savoir qu'il n'y a que fort peu de pêcheurs, encore moins de chasseurs ou de cultivateurs qui soient "purement", continûment et exclusivement voués à une seule et même espèce d'activité économique ; mais que tous les hommes, en cas de nécessité, savent avoir plusieurs cordes à leur arc ; que, sous l'empire du besoin, les types économiques divers se rapprochent les uns des autres ».

de grands monuments qu'on peine à interpréter comme ceux de Göbekli Tepe. La monumentalité du bâti ne constitue ainsi pas un indice sûr de sédentarité ou de complexité sociale et le livre recense de nombreux contre-exemples sur presque tous les continents, certains bien connus comme Stonehenge, d'autres nettement moins familiers, à l'instar du site de Poverty Point aux États-Unis. Le caractère dispersé et parcellaire de ces données empêche des conclusions fermes, mais questionne de façon convaincante l'équation « monumentalité = sédentarité/agriculture ». La persistance de cette équation²¹ s'expliquerait, selon les auteurs, par le processus d'expropriation des terres en période coloniale, pour lequel il importait de présenter les indigènes comme des populations fainéantes ne cultivant pas la terre (principe de *terra nullius*), alors même qu'existaient en fait des formes de mise en valeur différentes de celle-ci et des formes originales de propriété²².

Ces considérations permettent aux auteurs de justifier leur choix d'insister moins sur l'origine des inégalités que sur le fait de savoir comment nous serions passés de sociétés plus inventives à un seul modèle : « Comment avons-nous été bloqués ? » (« *How did we get stuck?* ») selon leur formule. Sans surprise, sont ici convoqués Pierre Clastres (et son idée selon laquelle les sociétés sans État ont fait le choix conscient de ne pas avoir d'État), et Marshall Sahlins (selon lequel les sociétés d'abondance seraient ces sociétés anciennes). La charge de travail n'aurait fait qu'augmenter depuis et le progrès n'aurait pas été vraiment libérateur. Incidemment, le livre illustre ici sans le vouloir la limite de ce genre d'exercice par la comparaison proposée avec la charge de travail des serfs du Moyen Âge²³. Semblable comparaison n'a pas vraiment de sens, car l'activité de ces serfs variait énormément selon les périodes de l'année. En outre, peut-on subsumer sous le même terme de travail la cueillette des chasseurs-cueilleurs ? Il est permis d'en douter. On est aussi surpris de l'absence totale de référence aux travaux d'Alain Testart qui portent pourtant en partie sur ces questions²⁴. Enfin, doit-on réellement opposer la question de l'origine des inégalités et celle de l'absence d'inventivité sociale ? Ne peuvent-elles se combiner ? Au final, la véritable originalité dans l'approche de ces thématiques tient moins aux résultats avancés qu'à l'ajout des nombreuses comparaisons qui viennent renforcer ce que l'on savait déjà.

21. Encore faudrait-il préciser où ces idées persistent : auprès du grand public (sans doute) ? Ou chez les spécialistes (c'est moins certain) ?

22. Pour le cas australien ici mobilisé, outre PASCOE, 2014 qui est cité, on pourrait renvoyer à GAMMAGE, 2011, qui lui est antérieur.

23. Voir p. 176 et 178.

24. Outre l'ouvrage déjà cité *supra* note 16, pensons, par exemple, à TESTART, 1985, 2004a, 2004b, 2012.

Cités et États

La révolution néolithique, avec les problèmes qu'elle soulève, conduit naturellement à penser l'origine de l'État et donc l'apparition des villes, puisque les deux phénomènes sont souvent liés (au moins dans la production scientifique). C'est pourquoi les auteurs proposent d'abord une analyse du phénomène urbain, avant d'en venir à la question proprement dite de l'origine de l'État. Le traitement des premières villes – qui apparaissent il y a environ 6 000 ans plus ou moins sur tous les continents – est remarquable, car on y trouve un des rares moments du livre où la démonstration ne peut éluder les facteurs matériels. En effet, s'il n'y a pas de développement unitaire de ces cités, on peut toutefois remarquer qu'elles naissent toutes à peu près à la même période (après 5 000 av. J.-C.), ce qui pourrait être lié à deux facteurs environnementaux : d'une part une stabilisation du régime des grands fleuves près desquels naquirent souvent ces cités et, ensuite, un ralentissement de la fonte des glaciers qui entraîna une stabilisation du niveau des mers. La combinaison de ces deux facteurs permit la création des grands deltas fertiles, occasionnant peut-être des possibilités agricoles nouvelles²⁵. L'argument est convaincant et montre tout ce que le livre aurait eu à gagner à prendre plus souvent en compte ces aspects matériels, que le dérèglement climatique a remis sur le devant de la scène. Dans son évitement de ces problématiques au profit d'une approche plus culturelle, le livre s'avère étonnamment inactuel.

Quelles pouvaient être les formes du politique dans ces premières cités ? La question est ardue et les auteurs relèvent qu'elles n'étaient pas forcément associées à un pouvoir autoritaire ou à une exploitation féroce de leur environnement. Des exemples en Chine ou en Mésoamérique témoignent de l'existence de grands sites urbains bien avant les premières traces connues de pouvoir²⁶. L'Europe n'est pas en reste avec des sites de type urbain en Ukraine, certains autant voire plus âgés que les premiers sites urbains de Mésopotamie et qui ne présentent pas de traces de gouvernement centralisé ou de hiérarchisation de la société²⁷. Ici encore, la force du livre tient moins dans ses conclusions que dans la focale placée sur des dossiers moins rebattus qui mettent à l'épreuve les reconstructions habituelles centrées sur les données de Mésopotamie. Cela étant, les auteurs reconnaissent que même le cas mésopotamien est délicat (chose bien connue) : les plus anciennes cités n'y présentent ainsi pas de preuves claires de présence de monarchie. Au contraire, la question a été posée de l'existence de formes de démocraties primitives,

25. P. 364-365.

26. P. 365 avec par exemple le site néolithique de Liangchengzhen.

27. Ils sont datés entre 4 100 et 3 300, voir p. 368-369.

ou de conseils. Le cas d'Uruk est à ce titre emblématique puisque l'interprétation de certains bâtiments pourrait aller dans le sens d'une cité gouvernée par une forme d'assemblée. La bibliographie est ici abondante, mais le problème principal est celui de l'interprétation de l'usage de bâtiments en l'absence de tout autre type de sources, notamment textuelles. Ce problème est mentionné, mais les auteurs s'y arrêtent peu alors qu'il est crucial, d'autant que nous sommes loin de bien connaître l'ensemble de ces cités. On connaît essentiellement, de la cité d'Uruk, les deux ensembles monumentaux d'Eanna et de Kullab, mais la stratigraphie, la chronologie et l'interprétation des bâtiments qui les composent sont très compliquées. C'est principalement la taille de certains bâtiments, et le fait qu'on y ait trouvé de nombreuses tablettes, qui a conduit à y voir la mise en place de véritables structures étatiques. Le gabarit de certains des bâtiments (notamment le D et le E), visiblement conçus pour accueillir de grandes assemblées (mais de quel type ?) semble également en témoigner, mais préciser davantage leur fonction est très difficile. Modéliser la naissance des premières formes étatiques et en proposer une explication rationnelle n'est donc pas chose aisée et il y a là encore de nombreuses questions non résolues : en particulier la façon dont a joué le facteur symbolique (religieux notamment)²⁸. Plus largement, il est bien reconnu à présent que le phénomène fut long, protéiforme et non linéaire²⁹.

Graeber et Wengrow admettent d'ailleurs tout cela et le plus important, à leurs yeux, est que tout fut remanié en Mésopotamie vers la fin du IV^e millénaire et que, vers 2 900, on ait des preuves de royautes (avec ce qu'on appelle les dynasties archaïques). Il n'y aurait donc pas de raison de penser que la royauté ait joué un rôle important au départ, ici comme ailleurs. Une fois encore, la valeur ajoutée du livre vient moins de ces affirmations que de la comparaison avec des cas peu sollicités traditionnellement : des sites turcs comme Arslantepe, avec ses classes aristocratiques guerrières, d'une part (ces sociétés guerrières émergeraient sur les marges du monde des cités mésopotamiennes et en opposition à elles) et, d'autre part, le cas de Mohenjo-Daro et de la civilisation de l'Indus où, là aussi, aucun élément ne permet d'identifier monarchie, bureaucratie ou pouvoir centralisé. Au final, le croisement de ces trois exemples (Ukraine, Mésopotamie, Indus) montre que l'apparition du phénomène urbain ne s'accompagne pas nécessairement de formes de pouvoirs centralisés. La situation de la Mésoamérique permet d'enfoncer le clou, notamment avec le cas de Teotihuacan (fondée vers 100 av. J.-C. et abandonnée vers 600 apr. J.-C.) et celui de

28. Mario Liverani a cherché ainsi à réhabiliter l'idée de cité-temple pour les origines. (LIVERANI, 1998).

29. Voir une bonne présentation du problème par Corinne Castel sur le blog *ArchéOrient* (CASTEL, 2015a et 2015b).

Tlaxcala. Le premier a ceci d'intéressant que l'on n'y retrouve rien de ce qui identifie le pouvoir royal pour d'autres sites, en particulier les sites mayas. Même l'art y est différent et cela relèverait du fait que la Mésoamérique ne possédait pas seulement une tradition royale, mais qu'elle connaissait aussi une tradition plus républicaine³⁰. L'urbanisme même de Teotihuacan est éloquent, car à la phase initiale d'organisation et de construction des grands temples et monuments, ne succède pas un programme palatial, mais des programmes résidentiels. Plus encore, vers 300, on assiste à un abandon des grandes constructions de type pyramide, il n'y a plus de meurtres rituels documentés, mais on continue à construire des appartements. Pour Tlaxcala, c'est la description de son fonctionnement par Hernán Cortés qui retient l'attention, car il la compara aux républiques italiennes (Venise, Gênes, Pise), tandis qu'une chronique espagnole rapporte les délibérations du conseil de la cité.

Cette très grande variété incite à poser à nouveau frais la question de l'origine de l'État, un débat d'une redoutable complexité. Après avoir (trop) brièvement convoqué quelques théories célèbres (Weber et Marx pour l'essentiel)³¹, l'ouvrage cherche à montrer que la question, posée comme telle, n'a pas de sens, car elle impliquerait *nolens volens* que toute organisation sociale un peu complexe nécessiterait un État. À partir d'une ample revue dans la littérature archéologique et ethnographique, les auteurs proposent de la remplacer par une typologie opposant trois libertés fondamentales (se déplacer et partir ; désobéir ou ignorer des ordres ; construire des ordres sociaux différents ou se déplacer entre différentes formes de réalités sociales) à trois formes élémentaires de domination (contrôle de la violence ; contrôle de l'information ; charisme individuel, qu'il serait peut-être plus juste de qualifier de compétition agonistique conférant une reconnaissance personnelle). Les États modernes – qui ne constitueraient en aucun cas l'aboutissement naturel de l'histoire de toute société – seraient nés de la confluence possible (mais pas toujours nécessaire) de ces trois formes de domination politique aux origines différentes et qui ne fonctionnaient pas toujours ensemble par le passé. Dès lors, chercher l'origine de l'État reviendrait à chercher dans le passé ce même amalgame, ce qui n'aurait ni sens ni nécessité³². L'origine de l'État relèverait d'un fantasme similaire à la question de l'origine des inégalités, d'autant que cela conduirait à oublier la possible saisonnalité initiale du phénomène³³.

30. P. 423.

31. On conseillera là aussi plutôt la lecture de TESTART, 2004b, p. 9-43 à qui veut se faire une idée plus juste des théories en présence. Voir aussi le classique BALANDIER, 2013, p. 149-191.

32. Voir les schémas p. 466-467.

33. Voir p. 543-545.

En face des sociétés étatiques (qui combinent les trois formes de domination), les auteurs proposent aussi d'identifier deux autres types de sociétés. Les premières, les « régimes de premier ordre³⁴ » seraient un type de société fondée sur une seule des trois formes de domination. Les Natchez de Louisiane en fourniraient un exemple, fondé sur le contrôle de la violence et donc la souveraineté. Les « régimes de deuxième ordre » désigneraient les entités combinant deux des formes de domination, comme en attesteraient les cas de la Mésopotamie antique et de la Chine. Dans ce cadre théorique, seule l'Égypte antique correspondrait, dès l'Antiquité, au troisième cas, celui des États. C'est pourquoi cet exemple reçoit un traitement plus développé pour essayer d'expliquer le passage – incontestable – des petits royaumes préexistants à la monarchie unifiée. L'hypothèse avancée repose sur la nécessité de fournir certains traitements aux morts (donc un changement culturel) qui aurait suscité des besoins agricoles accrus, lesquels entraînerent à leur tour un renforcement des procédures de type étatique, les deux phénomènes s'auto-alimentant. Combiné aux formes de violence dont témoignent les morts d'accompagnement attestées aux origines de la monarchie égyptienne, cela expliquerait la formation de l'État égyptien. Cette région fournirait ainsi un exemple unique de combinaison d'un facteur culturel (un changement dans le traitement des morts dont on ignore la cause) avec une technique agricole nouvelle³⁵.

On doit reconnaître la très grande inventivité théorique du livre et que les typologies proposées sont suggestives à défaut d'être pleinement convaincantes. Les auteurs transmettent bien la grande diversité des formes possibles d'organisation politique des sociétés du globe. Les conclusions avancées n'en demeurent pas moins problématiques sur certains points. Tout d'abord, s'il est indéniable que l'État n'a pas été (et n'est pas) présent toujours et partout, il est certain que c'est un type d'organisation sociale qui, empiriquement, a souvent fini par dominer et il convient de rendre compte de cette extension géographique très large des sociétés de type étatique. Ensuite, le raisonnement est implicitement sous-tendu par l'idée que l'État constituerait une notion à la fois trop évanescence et trop monolithique pour être pleinement opérante. Cette idée nous paraît inexacte, car s'il est certain que la notion n'est pas toujours définie de façon adéquate, elle n'en est pas moins assez claire et on pourra citer à titre d'exemple les principales caractéristiques qu'Alain Testart donnait aux sociétés étatiques : « une organisation de la force », « une organisation reconnue par toute la communauté sur laquelle l'État a autorité », « tenue pour la seule légitime³⁶ ». Plus

34. P. 525.

35. Cf. p. 511-515.

36. TESTART, 2004b. D'autres définitions seraient bien sûr possibles.

encore, le livre cherche à montrer que les données archéologiques récentes illustreraient que la bureaucratie est née dans de petites communautés (voir le site de Tell Sabi Abyad en Syrie), dans lesquelles les pratiques administratives ne se traduisaient pas par la création de hiérarchies, bien au contraire³⁷. Ce faisant, il perpétue involontairement des malentendus, car – et nous sommes bien obligés de renvoyer ici encore à Alain Testart – « la nature du pouvoir politique n'a rien à voir avec la taille du groupe sur lequel il s'exerce³⁸ ». Une petite communauté n'implique pas forcément absence de structure étatique. De même, « tout État n'est pas bureaucratique³⁹ ». En dépit d'un réel propos théorique, il nous semble donc que le livre ne croise pas vraiment le fer avec la notion d'État dans toutes ses dimensions et avec la bibliographie existante. Le cas des morts d'accompagnement l'illustre de façon criante. Par ailleurs, dans cette partie, le va-et-vient permanent dans la géographie et la chronologie devient très important et ne facilite pas la lecture, même s'il a le mérite d'illustrer que l'évolution des sociétés n'est pas linéaire.

Origines de l'État et évolution des sociétés

Au fond de cet ensemble de problèmes se trouve la question de l'évolution des sociétés et en particulier la critique, formulée à de nombreuses reprises (p. 447-448 par exemple), de la vision néo-évolutionniste, notamment celle qui imagine cette évolution sous la forme de la succession bandes, tribus, chefferies, États. C'est contre cette vision linéaire qu'est construite la typologie croisée des trois libertés fondamentales opposées aux trois formes de domination fondamentales, qui ne permet donc pas seulement d'essayer de s'épargner la notion d'État, mais qui veut aussi battre en brèche la notion même d'évolution. Si on ne peut que suivre les auteurs quant à la méfiance qu'il convient d'avoir face à un rapport trop mécanique entre taille de la société, complexité et hiérarchie, ou face à une vision trop linéaire du mouvement des sociétés⁴⁰, on se doit malgré tout de constater que les sociétés changent, qu'elles évoluent et que, dans bien des cas, des dominations ou des inégalités (quelles qu'elles soient) se créent. Or le livre ne parvient pas vraiment à les expliquer, ni à suggérer comment des structures étatiques voient le jour. En Égypte, on l'a vu, c'est un changement dans les coutumes funéraires qui est mis en avant sans que soient explicitées les raisons de

37. P. 536-537.

38. TESTART, *Ibid.* p. 11.

39. TESTART, *Ibid.* p. 12.

40. Mais les travaux récents ne tombent plus dans cette ornière depuis un certain temps.

ce changement⁴¹. L'hypothèse finalement suggérée – sans être jamais approfondie – pour expliquer l'origine de ces formes de domination est qu'elles naîtraient dans la sphère domestique. En effet, dans la conclusion, les auteurs reviennent sur l'origine du phénomène étatique en soulignant que les grands États ont tendance à se modeler sur l'organisation des maisonnées patriarcales. Ils proposent alors une réflexion à partir du cas romain puisque le vocabulaire romain – et surtout le vocabulaire juridique – a informé notre propre lexique et donc, implicitement, notre conception du monde et des rapports sociaux⁴². Il en dérive une vision assez sombre de la famille romaine et une opposition entre famille romaine et famille amérindienne qui témoigne des raccourcis parfois présents dans ce livre.

Les auteurs reviennent ici sur la notion romaine de propriété en la liant aux esclaves et à la position du *paterfamilias* : celle d'un pouvoir absolu autorisant toutes les violences imaginables. Comme l'héritage romain « continue d'influer sur nos conceptions élémentaires des structures sociales » (p. 644), il en résulterait que notre société serait liée à une situation particulière associant, *care* et violence, qui trouverait sa source dans un modèle familial particulier, exemplifié par Rome. L'analyse s'appuie sur une vision biaisée du droit romain et de la famille romaine. L'image du *paterfamilias* ici convoquée, avec son pouvoir de mise à mort, néglige les avancées de nos connaissances en la matière, notamment les travaux de Yan Thomas⁴³. Elle résulte d'une confusion entre, d'une part, la juridiction concrète et réelle que le père de famille pouvait mettre en œuvre, en cas de délit, à l'encontre des membres de sa famille soumis à sa *potestas* et, d'autre part, le *ius uitae necisque*, cas limite et tout théorique qui est en réalité plus une puissance de vie, instituant une relation père-fils⁴⁴. Comme l'écrit très bien Philippe Moreau :

Le *ius uitae necisque*, en revanche, n'était invoqué, hors de tout contexte délictuel et de toute visée d'application pratique, que dans le seul cas du fils, en tant que définition même du contenu de la *potestas*. Au moment de l'adoption d'un *pater* par un autre (*adrogatio*), on demandait à l'adopté s'il acceptait que son futur *pater* eût sur lui pouvoir de vie et de mort, comme s'il était né (on retrouve là la

41. À la décharge des auteurs, il est certain que pour des périodes aussi anciennes les données manquent pour étayer les hypothèses et arriver à des explications certaines.

42. Voir p. 642 *sq.*

43. Voir THOMAS, 2017 pour une première approche.

44. Certains historiens de Rome, comme B. Shaw, ont même été jusqu'à voir en ce droit une invention des Romains.

fiction juridique) de lui et de son épouse légitime : c'est le cas-limite de ce type rare d'adoption (c'est en général un *pater* qui donnait à adopter son fils à un autre *pater*) qui dit la vérité ultime de ce *ius*. Il représente le « mode le plus abstrait pour désigner l'absolu d'un tel lien », la « définition abstraite du pouvoir », inconditionnel, illimité dans le temps comme dans son étendue, du père romain sur son fils, limite extrême de la notion qui en révèle le contenu et l'extension. Chercher, comme l'ont fait souvent les historiens de Rome, à mesurer la validité de ce *ius* en comptabilisant les cas concrets de mise à mort d'un fils par son père, représente donc, aux yeux de Thomas, le type même de la démarche fourvoyée qui cherche des pratiques là où il n'y a que des catégories⁴⁵.

Ce droit n'a donc rien d'un droit réel, même s'il fonde un rapport absolu. Cela n'ôte rien au fait que Rome était une cité où les pères seuls étaient citoyens de plein droit (*optimo iure*), mais il y a un saut épistémologique énorme entre ce constat et le fait d'y fonder une espèce d'archéologie de la domination. Le droit fonctionne avec des catégories instituantes, pas forcément des pratiques, et l'histoire de Rome fournit moult exemples qui illustrent que fils et femmes n'y étaient pas des marionnettes soumises à la toute-puissance aveugle des pères. Plus largement, on peut se demander jusqu'à quel point des concepts qui ont 2 000 ans peuvent encore réellement modeler à ce point les structures sociales de communautés humaines complètement différentes. Que le mot famille, comme le rappellent nos auteurs, dérive peut-être de *famulus* (esclave) via le latin *familia* fait-il réellement des membres d'une famille des esclaves à l'heure actuelle⁴⁶ ? Certes le droit romain a servi de modèles aux droits européens jusque très tard, certes Friedrich Carl von Savigny a pu intituler son grand œuvre *Système du droit romain contemporain* (*System des heutigen römischen Recht*), certes, du droit romain aux droits continentaux, les filiations sont réelles, mais les différences aussi. En outre, le droit romain lui-même a évolué et possède une histoire, ce que semblent parfois oublier les auteurs, comme en atteste la discussion sur l'origine de la propriété.

Cette origine est en effet reliée à l'idée de sacré. Or l'argumentation laisse perplexe pour plusieurs raisons. Il conviendrait, d'une part, de relever ce à quoi correspond réellement le « sacré » en termes *emic* dans chacune des différentes sociétés convoquées. La façon dont tout est regroupé sous cette seule appellation est un peu cavalière d'autant que l'époque est bien loin où l'on s'accordait sur une définition minimale

45. MOREAU, 2009.

46. Rappelons au passage que seul un lemme de Festus (Fest. 77 L. s.v. *famuli*) évoque cette étymologie à partir de l'osque.

du sacré. L'argumentation repose aussi beaucoup sur des analogies (qualifiées de « parallèles⁴⁷ »), à partir de la définition du sacré par Émile Durkheim comme ce qui est « mis à part⁴⁸ ». Durkheim rapprochait toutefois le sacré du tabou polynésien, ce qui, on le sait aujourd'hui, ne va pas de soi. Pour le cas romain, enfin, rien ne permet de lier l'origine de la catégorie du *dominium* à la sphère religieuse. En outre, contrairement à ce qu'affirment à demi-mot Graeber et Wengrow, et comme le soulignait par exemple Jean-Pierre Coriat :

Les Romains ne nous ont pas donné une analyse systématique du droit de propriété. Conformément à leur démarche toute pragmatique et casuistique, les juristes n'ont jamais développé une analyse dogmatique des droits du propriétaire. Ceux-ci ont été dégagés de manière empirique en étudiant les démembrements de la propriété. Ce sont les juristes du Moyen Âge et de l'époque moderne qui, à partir de textes épars du droit romain, ont formulé une conception absolutiste de la propriété qui découlerait de la notion romaine⁴⁹.

De même ce qui est dit de la propriété en droit romain, à savoir que la « pleine propriété juridique [...] se définit prioritairement par la possibilité de ne pas prendre soin du bien, voire de le détruire à sa guise⁵⁰ » est controvérsé si on pense à l'existence de la prescription acquisitive et à la nécessité de mise en valeur attestée par différentes sources. Enfin, toujours à Rome, cette notion de propriété comprise comme *dominium* n'émerge qu'assez tard sous la République. Cela ne signifie certes pas l'absence antérieure de propriété privée, mais il devient difficile de rétroprojeter le concept et ses attendus aux origines même de l'État romain. Du point de vue épistémologique, la construction du raisonnement et l'administration de la preuve laissent ici à désirer, car aucune de ces pistes ne permet de rendre compte véritablement de l'origine des phénomènes convoqués ou de leur évolution.

C'est que l'évolution déplaît aux auteurs qui se livrent à une critique en règle de l'évolutionnisme. Il n'y a là rien de bien tranchant, car on ne peut pas dire que l'évolutionnisme soit très à la mode. Précisons : la cible principale, ici, est l'évolutionnisme classique d'un Lewis Henry Morgan, ainsi que le néo-évolutionnisme américain porté par Leslie White et surtout Julian Steward avec sa classification en quatre niveaux

47. Le texte anglais précise un « parallèle étroit » (*close parallels*).

48. Voir p. 206.

49. CORIAT, 1995, p. 17.

50. Voir p. 209.

d'intégration sociale. Les critiques formulées envers ces théories sont parfaitement recevables et leurs apories bien connues⁵¹. Le problème n'en demeure pas moins qu'il y a bien évolution des sociétés, en ce sens que les sociétés changent au fil du temps : leurs structures se modifient, les formes du pouvoir ou les hiérarchies sociales de même. Le livre l'illustre d'ailleurs avec de nombreux cas. Citons simplement ici des exemples amérindiens, l'Amérique offrant un beau contrepoint pour montrer que rien n'est inévitable. Ainsi en va-t-il de la culture Hopewell (100 av. J.-C. - 500 apr. J.-C. environ) qui aurait pu développer un État (toutes les conditions y étaient réunies), mais qui ne le fit pas : un cas étonnant, car on peine à définir à quel type de société on avait affaire. Le cas de Cahokia est encore plus parlant. Le site se développa sans doute d'abord comme lieu de pèlerinage, avant de voir naître des formes de hiérarchie, puis de connaître une forte expansion démographique vers 1 050 jusqu'à devenir un centre énorme. D'autres petits royaumes émergèrent dans la foulée et l'ensemble s'effondra avant l'arrivée des Européens (vers 1 400). Les raisons de cette disparition sont très débattues. La ville fut remplacée, dans un premier temps, par de petits royaumes qui, eux aussi, s'éclipsèrent pour l'essentiel au profit, au XVIII^e siècle, de petits établissements égalitaires (des « républiques tribales »), avec migrations saisonnières⁵². Si ce phénomène est souvent interprété comme une réaction à l'arrivée des Européens, les auteurs se demandent s'il ne faut pas plutôt y lire le simple point d'aboutissement logique des évolutions antérieures. Comment expliquer de tels changements ? De la même façon, on pourrait poser la question des facteurs d'évolutions des sociétés du Midwest et de l'est des États-Unis et de la façon dont des formes de gouvernement plus égalitaires, avec conseils, se sont mises en place. Les Osages en constituent un bel exemple. Ils se déplacent entre trois lieux dans l'année : les villages permanents, le camp d'été et le camp pour la chasse aux bisons. L'organisation même du village est révélatrice⁵³.

Certes, rien de tout cela ne correspond à la bonne vieille évolution linéaire à laquelle on pense de prime abord lorsqu'il est question d'évolutionnisme, mais il y a bien évolution et il serait bon d'en rendre compte. Sur ce thème, plus encore sans doute que sur les autres, il est peu compréhensible que l'ouvrage n'engage pas le dialogue avec la pensée d'Alain Testart et en particulier avec *Avant l'histoire*⁵⁴. Ce dernier livre s'ouvre en effet par près de 150 pages de discussion serrée sur les

51. Par exemple, DELIÈGE, 2006, p. 12-48.

52. Voir p. 598.

53. Voir p. 601-603.

54. TESTART, 2012.

conditions de possibilité d'une pensée évolutionniste crédible, à partir d'un état des lieux de l'histoire de cette pensée depuis les années 1750. Comme le souligne avec force Testart, il est incontestable que les sociétés changent : à l'origine, tous les peuples étaient chasseurs, puis l'agriculture a été inventée et certains peuples (une grande majorité) l'ont adoptée. Certes, il a pu exister des stagnations ou des retours en arrière, mais ces phénomènes sont, pour lui, partie intégrante de l'évolution et ne sauraient constituer des contre-exemples. On touche ici à un nœud de l'opposition théorique entre la thèse de Graeber et Wengrow et la pensée de Testart. Pour nos auteurs, les choses changent, évoluent, mais dans n'importe quel sens, sans ordre. À les lire, ces changements ne sont rien de plus qu'une forme de mouvement brownien social, aléatoire et sans trajectoire. Or, comme l'indique bien Testart : « l'évolutionnisme, c'est le changement, l'histoire, plus la notion d'ordre⁵⁵ ». L'exemple chasse-agriculture le montre pour lui, car il y a forcément, avant un éventuel abandon (total ou partiel) de l'agriculture, la nécessité d'une phase « chasse », suivie de l'invention de l'agriculture. Il y a donc bien un ordre, ordre que l'on peut relever dans de multiples cas. Cette notion d'ordre est à ses yeux essentielle, car, à l'encontre d'une tendance évolutionniste qu'on pourrait dire unilinéaire, il cherche à réhabiliter l'idée d'une évolution pensable, modélisable, qui intègre divergence et confluence. Ces quelques mots suffisent, nous semble-t-il, à montrer à quel point ces deux projets théoriques sont peu conciliables et que l'absence totale de discussion des propositions d'Alain Testart pose un problème de positionnement et de démonstration. De démonstration parce qu'en ne prenant pas la peine d'essayer de réfuter des arguments importants, le raisonnement des auteurs perd en persuasion. C'est cependant aussi un problème de positionnement, car *in fine*, on sent les auteurs animés par une volonté de déconstruire des mythes historiographiques persistants (ou supposés tels) sans toujours vraiment engager le pas en direction d'une tentative d'explication complète des phénomènes, ce que toute l'œuvre de Testart s'efforça, elle, de faire⁵⁶. On voit ici que si l'usage d'un matériau très riche (et passionnant) conduit à soulever de nombreuses questions, il ne permet pas réellement aux auteurs d'apporter des réponses satisfaisantes. L'absence du débat avec l'œuvre de Testart est d'autant plus dommageable que le livre développe toute une réflexion sur la généalogie des idées et sur les filiations intellectuelles.

55. *Ibid.*, p. 82.

56. Savoir s'il y a réussi est un autre problème dans lequel nous n'entrerons pas ici.

Une approche historiographique

C'est par une réflexion sur la manière d'écrire l'histoire que commence l'ouvrage, avec la figure de Kandiaronk, un chef wendat qui vécut au XVII^e siècle. Avec lui, nous partons à la rencontre des Amérindiens et des critiques que ces derniers firent aux institutions politiques et sociales européennes. Aussi curieux que cela puisse paraître, pour Graeber et Wengrow, ce détour paraît essentiel à la bonne compréhension de l'histoire de la question de l'origine de l'inégalité. Le développement ainsi proposé est pleinement historiographique et s'inscrit dans la continuité de tout ce qui a été vu jusqu'à présent : identifier le point de départ de ce questionnement pour en démontrer l'inanité.

La thèse avancée par Graeber et Wengrow est que le mythe de l'égalité originelle des hommes en société, égalité perdue à mesure que les sociétés devinrent plus complexes, plus grandes et donc plus inégalitaires, aurait été précisément mis au point en Europe pour neutraliser ces critiques amérindiennes⁵⁷. Au départ, en effet, la vision générale de l'histoire humaine en Occident, marquée par le récit biblique, aurait été plutôt celle d'une chute. La rencontre avec le Nouveau Monde – notamment l'organisation politique de ces populations, leurs critiques à l'égard des sociétés européennes – put alors représenter un défi intellectuel et politique sans précédent, bien illustré par la figure de Kandiaronk et par les dialogues qu'il aurait eus avec Lahontan. Évidemment, les auteurs ne peuvent faire l'impasse sur le problème de l'authenticité de ces dialogues et de ce qu'on sait des critiques de Kandiaronk : ces dialogues mêlent de l'authentique à des éléments rajoutés par Lahontan et faire la part des choses est loin d'être évident. Il paraît toutefois difficile de les écarter comme une forgerie complète et ce texte a eu une longue postérité : François de Graffigny avec ses *Lettres d'une Péruvienne* (1747) ou Montesquieu avec ses *Lettres persanes* (1721) en constituent deux bons exemples. Une étape clef selon Graeber et Wengrow fut alors la lecture par Turgot des *Lettres d'une Péruvienne* et la réponse qu'il y apporta dans ses leçons sur l'histoire du monde avec des stades différents d'évolution⁵⁸. Les théories de l'évolution sociale seraient donc une réponse directe aux critiques amérindiennes et à leur pénétration en Europe par ces différents canaux. Elles témoigneraient d'une évolution dans la pensée européenne depuis l'importance donnée à l'idée de liberté à celle donnée à l'idée d'égalité. C'est cette influence qui aurait poussé à l'élaboration

57. Voir p. 49-51, ainsi que la note 13 p. 58 sur la confédération Haudenosaunee, c'est-à-dire la confédération iroquoise.

58. Voir son *Tableau philosophique des progrès successifs de l'esprit humain* (1750).

d'un puissant schéma évolutionniste (avec classification des sociétés en fonction de leur mode de subsistance) encore actif aujourd'hui.

Si l'idée est tout à fait intéressante, le livre est peut-être victime ici de sa volonté de redonner une place aux Amérindiens. Ce faisant, il tombe dans le travers d'une explication trop univoque : de la pensée de Kandiaronk découle celle de Graffigny, de laquelle découle celle de Turgot. Le processus fut sans doute plus complexe, avec des facteurs purement endogènes à l'Europe. Seule une très fine généalogie des idées permettrait de juger de la pertinence des arguments, mais les problèmes soulevés sont réels et passionnants, notamment celui de la causalité dans le domaine des idées : que peuvent-elles vraiment provoquer ? Le cas d'école est ici celui de la Révolution française, évoquée en passant dans le chapitre et pour lequel on pensera à Roger Chartier et à son livre sur ses origines culturelles⁵⁹, en détournement explicite du livre plus ancien de Daniel Mornet sur ses origines intellectuelles⁶⁰. Avec ce passage d'« intellectuelles » à « culturelles », il n'y a pas simplement, pour Chartier, l'enregistrement – par substitution d'adjectifs – d'innovations conceptuelles récentes de la recherche en histoire, mais plutôt un déplacement de l'interrogation. Il ne s'agit en effet plus de chercher les origines de l'événement dans des idées qui le préfigurent ou le réclament, mais de reconnaître des mutations de croyance et de sensibilité qui le rendent déchiffrable, acceptable, bref, pensable. Ce n'est donc plus chercher des causes, mais repérer les conditions de possibilité de l'événement Révolution. Le détour par Kandiaronk enrichit ici le cadre.

Il l'enrichit d'autant plus que le livre témoigne d'une bibliographie souvent méconnue en France sur l'influence politique des Amérindiens sur la constitution de la nouvelle République américaine⁶¹. La structure fédérale de la confédération Haudenosaunee pourrait ainsi avoir servi de modèle à la constitution des États-Unis. Ces idées interpellent puisque l'on sait que, classiquement, les pères fondateurs ne font pas du tout référence à une telle influence et se réfèrent plutôt à l'Antiquité classique. John Adams en est un bon exemple, qui écrit dans *A Defense of the Constitutions of Government of the United States of America* (1787) : « Je me propose de réunir en masse les opinions et les raisonnements des philosophes, politiques et historiens, qui ont observé en grand les hommes et la société, et dont les écrits, justement estimés, furent sous les yeux de ceux qui ont jeté les fondements et bâti l'édifice de nos consti-

59. CHARTIER, 1990.

60. MORNET, 1933.

61. Chose qui serait valable aussi en France, avec l'idée de fraternité, car Montesquieu passe du temps sur la fraternité chez les Osages dans l'*Esprit des lois*.

tutions américaines. Dans le nombre de ces autorités respectables sont incontestablement les écrits de Polybe. », ou encore : « La constitution romaine a formé le peuple le plus vaillant et la plus grande puissance qui ait jamais existé. Si tous les pouvoirs des consuls, du sénat et du peuple eussent été concentrés dans une seule assemblée, soit collective, soit représentative, peut-on croire que la république eût pendant si longtemps conservé sa liberté et sa grandeur ? ». Évidemment, l'absence de référence aux Amérindiens ne signifie nullement absence d'influence et le livre ouvrira sans doute ici des horizons intellectuels neufs à bien des lecteurs. On pourrait d'ailleurs y ajouter d'autres lectures, comme celle d'Eric Nelson qui a cherché à montrer que les révolutionnaires américains se considéraient en fait comme des royalistes et donc comme des rebelles envers le parlement, mais fidèles au roi. Seul l'échec de leur appel au roi contre le parlement aurait conduit à la séparation d'avec la mère patrie⁶².

Ce chapitre réussit à montrer que la question de l'origine des inégalités n'a rien d'évident, mais il est moins convaincant lorsqu'il veut en tirer l'idée que ce n'est peut-être pas la meilleure des façons de poser le problème de l'histoire de l'humanité. Pour Graeber et Wengrow, poser la question de cette façon reviendrait à poser celle de l'origine de la civilisation, ce qui impliquerait nécessairement une conception de l'histoire à la Turgot, c.-à-d. une vision téléologique et surplombante. Cette perspective charrierait encore ce concept problématique de « civilisation » qui empêcherait d'appréhender les sociétés antérieures dans toute leur complexité. On s'écartera ici à nouveau des auteurs. Oui, incontestablement, le concept de civilisation pose problème. Il est bien connu que c'est uniquement au XVIII^e siècle que la notion émerge et elle a été définie alors de trois façons différentes (empruntée au *Dictionnaire historique de la langue française* d'Alain Rey) :

- Ce qui rend les individus plus aptes à la vie en société.
- Le processus historique de progrès (nous dirions maintenant d'évolution) matériel, social et culturel.
- Le résultat du processus décrit à l'instant, sous la forme d'une société donnée.

Bref, le terme peut désigner soit un état social, soit le processus conduisant à la formation de cet état social, généralement caractérisé en bout de course par son degré d'avancement : une civilisation est *a priori* avancée. Toutefois, dès cette époque, Rousseau ne voit pas forcément le concept d'un bon œil (voir son *Émile ou de l'éducation*) et, surtout, c'est en fait principalement au XIX^e siècle, avec le début de l'emploi du mot au pluriel (les civilisations), que l'on est petit à petit passé d'un contenu processuel

62. NELSON, 2014.

plutôt neutre (celui du XVIII^e siècle, pour simplifier) à l'idée que la civilisation désigne également les caractéristiques culturelles profondes d'un peuple, son esprit national en quelque sorte, lesquelles diffèrent d'un peuple à l'autre, justifiant le passage au pluriel et le fait que toutes les civilisations ne se valent pas. L'idée d'inégalités entre civilisations mit donc peut-être plus de temps à naître. Le concept est en outre désormais largement perçu comme problématique et le terme est parfois concurrencé par celui de « culture ». De même, des travaux comme ceux de Lévi-Strauss ont montré combien ce qu'il appelle la « pensée sauvage » est une pensée à part entière, mais aussi la très grande complexité des structures de parenté de certains peuples dits primitifs, qui sont des formes d'organisation sociale aussi complexes que celles des sociétés européennes. Bref, croire que s'intéresser aux inégalités impliquerait nécessairement de traîner avec soi les lunettes d'un Turgot est réducteur et conduit à faire fi de toutes les évolutions conceptuelles développées entre temps, notamment marxistes. Le juste constat de l'histoire de la question des inégalités en tant que question historique ne démonétise pas forcément la question elle-même. D'autant qu'une inégalité fondamentale persiste à l'heure actuelle, une inégalité sur laquelle le livre s'attarde *in fine* assez peu, à savoir celle entre les hommes et les femmes.

La place des femmes dans ces processus historiques

Impossible d'achever un tour d'horizon de ce copieux volume sans dire un mot de la place qui y est réservée au rôle des femmes dans l'histoire de l'humanité. Curieusement, cette question ne fait pas l'objet d'un chapitre autonome et bien identifié, mais court tout au long de l'ouvrage en revenant par petites touches. C'est d'abord en discutant les travaux de Marija Gimbutas qu'elle apparaît. Les auteurs reviennent en effet sur les recherches controversées de cette chercheuse pour expliquer qu'au moins une de ses hypothèses (la migration kourgane) a peut-être reçu, depuis peu, une forme de confirmation par le biais des analyses ADN⁶³. De façon curieuse – car il n'y a pas de lien de causalité entre les deux – ils reviennent alors sur une autre hypothèse de Gimbutas, celle de sociétés gynocratiques. En se demandant ce qu'on entend exactement par le terme de matriarcat, Graeber et Wengrow cherchent à montrer qu'en fonction de la définition retenue, il pourrait en exister des exemples, notamment dans les sociétés indiennes d'Amérique du Nord⁶⁴. Le thème n'est cepen-

63. Voir p. 278-279.

64. Voir p. 279-280. Pour une présentation des thèses de Marija Gimbutas, voir DEMOULE, 2014, p. 288-407 et DARMANGEAT, 2022, p. 63-67.

dant pas du tout approfondi et le glissement d'une hypothèse à l'autre, sans réelle raison logique, interroge sur les présupposés à l'œuvre.

La question resurgit quand les auteurs évoquent la naissance de l'agriculture, pour mettre en avant le fait, on l'a vu, qu'on devenait souvent cultivateur par défaut, et qu'il s'agissait d'une activité de niche. C'est l'occasion pour eux d'avancer l'hypothèse d'un grand rôle des femmes en la matière, mais cette hypothèse n'est appuyée sur rien d'autre qu'un hypothétique invariant anthropologique : l'association entre les femmes et les plantes, en l'occurrence via les travaux domestiques autour de l'osier⁶⁵. Les mêmes associations d'idées se retrouvent lorsqu'il est proposé de basculer de la domestication et de l'agriculture au concept de simple jardinage et maraîchage pour les premiers temps du phénomène (« gardening ») : là encore un fort rôle des femmes est supposé, en même temps qu'un lien est esquissé avec le livre de Silvia Federici sur les sorcières, un livre qui soulève de nombreux problèmes⁶⁶.

La question de la place des femmes refait surface au moment où est traitée la naissance de l'État et où est critiquée la notion de civilisation. Selon nos auteurs, ce qu'on devrait en réalité appeler civilisation est ce qui se développa d'abord dans les « communautés morales étendues » qui existaient entre les premières cités et États. Dans ces espaces interstitiels – souvent représentés vides sur les cartes des premières formes sociales données dans les manuels d'histoire ancienne – se seraient développé un ensemble de connaissances et de savoirs, en lien avec les femmes, ce qui permettrait de suggérer que ce qu'on appelle classiquement civilisation serait une appropriation par les hommes d'activités où les femmes jouaient un rôle central⁶⁷. Aucun argument véritable n'est toutefois mobilisé à l'appui de ce qui demeure une pure hypothèse. Une société, cependant, est présentée comme potentiel exemple d'une forme de puissance féminine originelle : la Crète minoenne. L'argumentation repose tout entier sur le fait que les représentations iconographiques retrouvées en Crète minoenne impliquent majoritairement des femmes. On devrait alors en tirer la conclusion que la région aurait été dominée par une société féminine pacifique qui aurait été renversée par la

65. P. 301-302 et p. 306, avec cette phrase très révélatrice : « Nous n'avons aucun moyen de savoir précisément qui faisait quoi dans ce meilleur des mondes, mais il est certain que le labeur et le savoir féminins ont joué un rôle décisif dans sa naissance. »

66. P. 303-304. Il n'entre pas dans les limites de cette discussion de revenir sur les débats soulevés par FEDERICI 2004. Pour un compte-rendu critique, on peut lire KINDO & DARMANGEAT, 2017.

67. Cf. p. 550. Nos auteurs rejoignent ici des idées déjà avancées dans deux ouvrages bien antérieurs (non cités dans la bibliographie) : KOLLONTAÏ, 1978 (les conférences datent de 1921) et REED, 1975.

société guerrière (et masculine) venue de Mycènes. Un seul véritable argument est proposé : des scènes similaires – en Égypte par exemple – sont interprétées ailleurs comme signes d'un pouvoir masculin, mais seraient ici vues à tort comme de simples figures féminines divines. Cette interprétation limitative n'aurait d'autre origine que les œillères de chercheurs majoritairement masculins qui n'ont fait que reproduire, dans leurs interprétations, les préjugés de leur temps et de leurs sociétés. On touche là à un des passages les plus faibles de l'ouvrage. Soulignons en effet que les auteurs font fi ici des nombreux autres documents qui attestent des formes du pouvoir en Égypte et qui n'existent pas en Crète, à commencer par des documents textuels. Le raisonnement ne s'y fonde donc pas sur le même type de documentation et la mise en parallèle devient de la sorte particulièrement maladroite. En outre, l'intention militante – certes louable – empiète ici fortement sur l'administration de la preuve. Pour le dire autrement : le problème soulevé n'est-il pas davantage celui de l'interprétation hâtive de fresques comme attestant ailleurs un pouvoir souverain masculin que celui d'une mauvaise interprétation dans les palais crétois ? Et n'y a-t-il pas ici une volonté de projeter à tout prix un pouvoir féminin sur des sources évanescentes alors même que rien ne le permet ? Plus largement, la question de la préhistoire des rapports de genre a fait l'objet d'une considérable bibliographie ces vingt dernières années, bibliographie qui est largement ignorée et non discutée alors même qu'elle a montré qu'on peine encore très largement à prouver ce genre d'hypothèses⁶⁸. Le résultat est une série de petites touches qui vise à une sorte de réhabilitation à mots couverts, si ce n'est du matriarcat en tant que tel, à tout le moins de formes de pouvoir féminin archaïque. Le problème est que l'ouvrage tombe alors dans des spéculations dénuées de tout fondement analytique solide et qui ne s'appuient pas du tout sur la bibliographie récente disponible sur ces sujets. C'est dommage, car la question du rôle des femmes méritait mieux que ces suggestions non développées.

Conclusion

Cette question de la dimension féminine de l'histoire montre le plus clairement les limites de ce livre. Le matériau historique, archéologique et ethnographique rassemblé est foisonnant, passionnant et attire l'attention du lecteur sur la très grande diversité empirique des formes possibles d'organisation humaine. On retrouve parfois, face à l'accumulation des données, cette sensation de vertige que peuvent procurer certains des livres d'Alain Testart. Le traitement de ces données manque malheureusement

68. Citons, en se limitant au français et à des publications récentes, AUGEREAU, 2021 ; DARMANGEAT, 2022 ; AUGEREAU & DARMANGEAT, 2022.

parfois de rigueur et est biaisé par une approche trop unilatérale et militante. Les allers-retours dans la chronologie et l'espace noient parfois un peu le lecteur qui aurait besoin de guides plus fermes et de quelques appuis comme une chronologie sommaire. L'absence de certaines thématiques se fait également ressentir. Ayant reproché au livre d'être trop épais au début de cette chronique, on aurait quelque mauvaise grâce à lui faire cette critique, mais elle s'impose pourtant : on trouve à peine quelques pages sur le phénomène de la guerre (essentiellement dans la conclusion) et pratiquement rien sur la monnaie. Incidemment, ce livre soulève un intéressant phénomène, qui tend à se répéter de plus en plus : la disjonction entre une réception enthousiaste dans la presse généraliste et le grand public, et un écho plus nuancé (voire franchement critique) dans le monde académique. Cette divergence doit nous interpeller.

Bibliographie

- AUGEREAU Anne, 2021, *Femmes néolithiques : le genre dans les premières sociétés agricoles*, CNRS Éditions, Paris, 304 p.
- AUGEREAU Anne & DARMANGEAT Christophe, *Aux origines du genre*, PUF, Paris, 107 p.
- BALANDIER Georges, 2013, *Anthropologie politique*, PUF, Paris, 6^e éd., 272 p.
- CASTEL Caroline, 2015a, « La première ville n'existe pas. La ville au Proche-Orient pré-classique, selon les archéologues (1^{re} partie) » in *ArchéOrient - Le Blog*, DOI : <https://doi.org/10.58079/bctw>.
- CASTEL Caroline, 2015b, « La première ville n'existe pas. Les premières villes ne sont pas toutes sumériennes... (2^e partie) » in *ArchéOrient - Le Blog*, DOI : <https://doi.org/10.58079/bctx>.
- CHARTIER Roger, 1990, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Éditions du Seuil, Paris, 244 p.
- CORIAT Jean-Pierre, 1995, « La notion romaine de propriété : une vue d'ensemble » in FARON Olivier & HUBERT Étienne (dir.), *Le sol et l'immeuble. Les formes dissociées de propriété immobilière dans les villes de France et d'Italie (XII^e-XIX^e siècles)*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1995, p. 17-26.
- DARMANGEAT Christophe, 2022, *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était. Aux origines de l'oppression des femmes*, Smolny, Toulouse, 3^e éd., 390 p.

- DELIÈGE Robert, 2006, *Une histoire de l'anthropologie. Écoles, auteurs, théories*, Éditions du Seuil, Paris, 334 p.
- DEMOULE Jean-Paul (dir), 2010, *La révolution néolithique dans le monde*, CNRS Éditions, Paris, 488 p.
- DEMOULE Jean-Paul, 2014, *Mais où sont passés les indo-européens. Le mythe d'origine de l'Occident*, Éditions du Seuil, Paris, 742 p.
- DIAMOND Jared, 1992, *The Third Chimpanzee: The Evolution and Future of the Human Animal*, Harper Collins, New York, 407 p.
- DIAMOND Jared, 1997, *Guns, Germs and Steel. The Fates of Human Societies*, Jonathan Cape, London, 480 p.
- DIAMOND Jared, 2004, *Collapse. How Societies Choose to Fail or Succeed*, Penguin, New York, 592 p.
- DIGARD Jean-Pierre, 2010, « Les voies de la domestication animale, entre tendances, hasard et nécessité » in DEMOULE Jean-Paul (dir), *La révolution néolithique dans le monde*, CNRS Éditions, Paris, p. 165-179.
- FEBVRE Lucien, 1949, *La terre et l'évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire*, Paris, Albin Michel, (1^{re} édition, 1922), 475 p.
- FEDERICI Silvia, 2004, *Caliban and the Witch. Women, the Body and Primitive Accumulation*, Autonomedia, Brooklyn, 288 p.
- GAMMAGE Bill, 2011, *The Biggest Estate on Earth: How Aborigines Made Australia*, Allen & Unwin, Crows Nest, 434 p.
- GRAEBER David, 2004, *Fragments of an Anarchist Anthropology*, Prickly Paradigm Press, Chicago, 118 p.
- GRAEBER David, 2011, *Debt: the first 5000 years*, Melville House, New York, 544 p.
- GRAEBER David, 2018, *Bullshit Jobs: A Theory*, Simon & Schuster, New York, 368 p.
- HARARI Yuval Noah, 2014, *Sapiens. A Brief History of Humankind*, Harvill Secker, London, 456 p.
- HARARI Yuval Noah, 2016, *Homo Deus. A Brief History of Tomorrow*, Harvill Secker, London, 440 p.
- HEYER Évelyne, 2020, *L'odyssée des gènes*, Flammarion, Paris, 388 p.

- KINDO Yann & DARMANGEAT Christophe, 2017, « Caliban et la sorcière, ou l'Histoire au bûcher » in *Le blog Mediapart* et *La Hutte des classes*, URL : <https://blogs.mediapart.fr/yann-kindo/blog/101217/caliban-et-la-sorciere-ou-l-histoire-au-bucher-12-0> et <https://www.lahuttedesclasses.net/2017/12/caliban-et-la-sorciere-silvia-federici.html>.
- KOLLONTAÏ Aleksandra Mikhailovna, 1978, *Conférences sur la libération des femmes*, Éditions La Brèche, Paris, 296 p.
- LIVERANI, Mario, 1998, *Uruk la prima città*, Laterza, Roma et Bari, 137 p.
- MOREAU Philippe, 2009, « Yan Thomas et l'anthropologie de la parenté : la souveraineté du père » in *Agenda de la pensée contemporaine* n° 14, p. 141-147.
- MORNET Daniel, 1933, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Armand Colin, Paris, 552 p.
- NELSON Eric, 2014, *The Royalist Revolution: Monarchy and the American Founding*, The Belknap Press, Harvard, 350 p.
- ORLANDO Ludovic, 2021, *L'ADN fossile, une machine à remonter le temps*, Odile Jacob, Paris, 256 p.
- PASCOE Bruce, 2014, *Dark Emu. Black Seeds: Agriculture or Accident?* Magabala Books, Broome, 278 p.
- REED Evelyn, *Woman's Evolution. From Matriarchal Clan to Patriarchal Family*, Pathfinder Press, New York 1975, 629 p.
- ROBERTS John Morris & WESTAD Odd Arne, 2013, *The History of the World*, Oxford University Press, Oxford, 6^e ed., 1280 p.
- SCOTT James C., 2017, *Against the Grain. A Deep History of the earliest States*, Yale University Press, New Haven and London, 312 p.
- TESTART Alain, 1982, *Les chasseurs-cueilleurs ou l'origine des inégalités*, Société d'ethnographie, Paris, 254 p.
- TESTART Alain, 1985, *Le communisme primitif. I. Économie et idéologie*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 548 p.
- TESTART Alain, 2004a, *Les morts d'accompagnement. La servitude volontaire I*, Éditions Errance, Paris, 264 p.
- TESTART Alain, 2004b, *L'origine de l'État. La servitude volontaire II*, Éditions Errance, Paris, 190 p.

TESTART Alain, 2012, *Avant l'histoire. L'évolution des sociétés de Lascaux à Carnac*, Gallimard, Paris, 560 p.

THOMAS Yan, 2017, *La mort du père. Sur le crime de parricide à Rome*, Albin Michel, Paris, 304 p.

Iulian Bocai, *Filologii. Instituționalizarea studiului literar în Europa* [Philologies. L'institutionnalisation des études littéraires en Europe], Bucarest, Editura Tracus Arte, 386 pages, 2020, en roumain

Alexandru Bumbas

IRET / Université Sorbonne Nouvelle Paris 3

PLIDAM / Inalco - Paris

Le volume que présente Iulian Bocai tente de répondre à une question vertigineuse : quel type de pensée est la pensée philologique ? Structuré en six grands chapitres accompagnés de ce que l'auteur appelle une « étude préliminaire d'histoire de l'éducation philologique moderne » et d'une conclusion qui prend la forme d'un « épilogue », l'ouvrage rassemble un nombre conséquent d'objets d'étude : des pédagogies et des programmes universitaires, des histoires littéraires, des institutions d'enseignement et des pratiques pédagogiques qui y sont développées, ainsi que des conférences et des cursus universitaires. Tous ces objets sont analysés à l'aune d'une méthodologie pluridisciplinaire qui relie l'histoire institutionnelle à l'histoire intellectuelle, d'une part, et la sociologie de l'enseignement et la philosophie de l'éducation, d'autre part.

L'ambition analytique de l'auteur s'impose dès le début de l'ouvrage lorsque les nombreux objets d'étude sont insérés dans une aire spatiotemporelle qui recouvre pratiquement la quasi-totalité du XIX^e siècle (prenant comme point de départ l'année 1820 – date qui coïncide plus ou moins avec l'entrée des études littéraires dans les universités),

mais qui explore aussi le monde universitaire européen composé de pays comme la France, l'Allemagne et l'Angleterre. La particularité du propos de l'auteur consiste dans l'association à ce champ d'études déjà très vaste d'un autre territoire académique qui est celui de la Roumanie. Ainsi, l'auteur parvient à remplir un manque dans l'histoire de l'université roumaine, laquelle n'est ni bien étudiée ni bien documentée (p. 12).

Ce faisant, et après avoir circonscrit les objets d'étude et les territoires d'investigation, Iulian Bocai débute son analyse avec un premier chapitre qui se construit sous le fond d'une réalité qui relève de l'histoire intellectuelle de l'Europe, celle de la « confusion disciplinaire des universités occidentales » de la fin de l'époque des Lumières (p. 30). Tout au long de ce chapitre, l'auteur montre que les universités européennes étaient « bloquées » dans leur évolution institutionnelle, phénomène paradoxal compte tenu du progrès scientifique propre à cette époque. Bocai pointe également l'avènement de l'écrivain comme une figure plus « charismatique » (p. 46) que le savant, dans la mesure où l'écrivain devient lui-même un critique acerbe du contexte dans lequel il vit. Cela mène à une ouverture de l'écrivain vers son public, phénomène qui oppose et qui expose également la fermeture du milieu savant de l'époque.

Le deuxième chapitre, plus descriptif qu'analytique, s'inscrit toujours dans l'*a priori* de l'époque étudiée par l'auteur, et pose les bases d'une distinction théorique fondamentale : celle qui s'établit entre l'idée « d'étudier les classiques » tels que Homère, Cicéron, Térence et l'idée « d'étudier la littérature ». Autrement dit, Bocai observe que l'entrée de la littérature dans le curriculum académique n'est pas concevable. Le réinvestissement des « classiques » s'avère plus important que l'étude de la littérature nationale même, laquelle est très souvent appréhendée avec beaucoup de méfiance, voire de rejet (p. 73).

Le troisième chapitre est situé dans l'horizon analytique de ce que Bocai appelle « la préhistoire de la philologie moderne » (p. 119), c'est-à-dire une méthodologie pluridisciplinaire qui conçoit l'étude littéraire comme une pratique partagée entre les théologiens, les esthéticiens et même les historiens. De ce fait, opine Bocai, il est pratiquement impossible d'attester la « naissance » (p. 119) de la philologie moderne, car ses racines se perdent dans des chemins théoriques divers, lesquels sont tout sauf véritablement littéraires. De faibles tentatives d'arracher le fait littéraire à « l'inertie du classicisme » sont à trouver chez des auteurs comme Lessing, Marmontel ou Germaine de Staël. Enfin, de vrais positionnements littéraires seraient à trouver dans les programmes universitaires des savants de France (Abel-François Villemain) ou d'Allemagne (les frères Schlegel).

Au quatrième chapitre, Bocai commence à se focaliser véritablement sur la spécificité roumaine, d'abord en sondant « la protohistoire de la culture intellectuelle roumaine » (p. 158) et ensuite en explorant l'émergence des hautes écoles roumaines

(de Bucarest et de Yassy) ainsi que de l'École transylvaine (Școala Ardeleană). Entre des périodes de stagnation culturelle spécifiques aux principautés roumaines – dues, selon l'auteur, à une réalité historique marquée par des changements politiques constants et par une préoccupation extrême pour la question territoriale –, et l'intrusion de l'Église de l'Orient dans la vie sociale, la thèse de Bocai est implacable : il n'existe pas un humanisme roumain à proprement parler (p. 160), il n'existe que des personnes hautement éduquées issues de la bourgeoisie de l'époque. Ni les hautes écoles de Bucarest et de Yassy, ni l'École transylvaine – sorte de mouvements intellectuels de l'époque – ne s'affirment comme des foyers de consolidation ou de transmission des études littéraires. Pourtant, comme l'École transylvaine a comme objet d'étude l'histoire, les efforts de ses membres – qui consistent à prouver que « les Roumains sont les continuateurs et les héritiers inaltérés historiquement d'un grand empire antique » (p. 185) – sont largement salués par Bocai.

Ce n'est qu'au cinquième chapitre de l'ouvrage que le XIX^e siècle annoncé initialement comme étant le cœur de cette recherche commence à être exploré plus en profondeur. C'est, selon les dires de l'auteur, un siècle où commence une « véritable confusion entre l'habileté intellectuelle et l'acte d'étudier » (p. 204). Bocai pointe ainsi l'augmentation du nombre de professeurs universitaires en Europe, tout en précisant que les écrivains et les artistes sont restés en dehors des hiérarchies universitaires, et ce jusqu'après la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, l'auteur constate également qu'au fil du siècle, et surtout en Allemagne, les hommes de lettres et les philosophes se dirigent vers les universités pour « tenter d'institutionnaliser les domaines humanistes » (p. 204). Les cas de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne sont ensuite étudiés séparément, du fait de l'évolution des universités dans chaque pays. Le chapitre clôt sur le cas des principautés roumaines et de l'apparition des premiers philologues, d'une académie et d'une culture littéraire moderne, et ce à partir de 1821 précisément. L'auteur montre que la culture dans les principautés est de moins en moins religieuse et donc qu'elle est plus tournée vers la littérature, sans que la rupture soit totale (p. 242).

Le dernier chapitre achève l'analyse en s'axant plutôt sur les différences entre les histoires littéraires du début et de la fin du siècle que sur une critique purement philologique. En sous-chapitre, reprenant le fil de la réflexion du cinquième chapitre, Bocai poursuit la mise en évidence du commencement de la philologie roumaine qui – tout comme la majorité des historiens de la culture l'affirment – n'existe à proprement parler qu'à partir des écrits de Titu Maiorescu.

Dans l'épilogue, Iulian Bocai tire la conclusion que « la pensée philologique des deux derniers siècles a été rarement une espèce de pensée majeure » (p. 335) puisque celle-ci n'a fait qu'emprunter un vocabulaire et des méthodologies provenant des

disciplines scientifiques et humanistes. Autrement dit, pour répondre à la question initiale de l'ouvrage, la pensée philologique n'est qu'un conglomerat de méthodologies pratiquement toutes extérieures à la littérature elle-même.

Globalement, l'ouvrage de Iulian Bocai frappe par son érudition, par la multiplication d'exemples pluriculturels, ainsi que par l'agencement de plusieurs chantiers méthodologiques. Pourtant, ce qui fait la spécificité de cet ouvrage – unique dans le domaine de la recherche roumaine – peut être aussi considéré comme sa majeure défaillance. Tout d'abord, le traitement de plusieurs champs disciplinaires – qui sont souvent éclipsés par l'analyse purement historique – rend la lecture difficile, dans la mesure où le lecteur (avisé ou pas) peut avoir du mal à discerner le passage d'un champ théorique à un autre, et d'un registre d'objets d'étude à un autre. Qui plus est, l'emploi de certains concepts fondamentaux est parfois confus ; par exemple, la notion même de philologie (écrite au pluriel dans le titre du livre) manque d'une véritable définition et elle est souvent associée au concept d'histoire littéraire (ou encore d'histoire de la littérature). Une analyse étymologique, par exemple, aurait pu éclairer un certain nombre d'aspects méthodologiques.

Ensuite, les trois (très grandes) aires culturelles étudiées (la France, l'Angleterre et l'Allemagne) sont appréhendées à l'aune d'une étude comparatiste, à ceci près que les espaces italophones et hispanophones (plus proches du cas roumain étant donné le partage des racines latines de la langue), par exemple, manquent dans cette approche ; ceci d'autant plus que le concept « d'Occident » est souvent convoqué. Ces aires culturelles, pour aussi complexes et compliquées qu'elles puissent être, font souvent l'objet de sous-chapitres et non pas de chapitres entiers, comme si elles étaient étudiées comme des exceptions et non pas comme des « modèles ».

On peut aussi et surtout reprocher à l'auteur le fait qu'au cas de la Roumanie – lequel, bien entendu, est visiblement de moindre portée comparée aux autres aires étudiées – il n'ait accordé qu'un seul chapitre sur six. Et lorsque le cas de la Roumanie (plus précisément des principautés roumaines, dans le souci d'éviter l'anachronisme) est évoqué, il est souvent présenté selon une lecture négative, centrée notamment sur le fait d'être *sub vremi*¹ (p. 158). On peut donc légitimement se demander quelle est la pertinence méthodologique du cas roumain – soit un territoire qui manque d'un véritable humanisme, selon les dires de l'auteur – appréhendé à l'aune des aires culturelles véritablement et profondément humanistes ? Le « cas roumain » n'aurait-il pas gagné davantage en spécificité s'il avait été étudié dans une perspective d'échanges culturels, par exemple ?

1. « Sous le poids du temps » autrement dit, fortement dépendant des contingences historiques et politiques.

Pour conclure, l'ouvrage de Iulian Bocai, *Filologii. Instituționalizarea studiului literar în Europa*, mérite sans doute l'attention des exégètes, et une éventuelle traduction – compte tenu de sa dimension transculturelle – ne ferait qu'éclairer certains aspects et ainsi harmoniser les données savantes, très riches et diversifiées.

**Vladimir Crețulescu, 2021, *Ethnicité
aroumaine, nationalité roumaine :
la construction discursive d'une identité
nationale (1770-1878)*, Paris, L'Harmattan**

Nicolas Pitsos
BULAC, CREE/Inalco

Dans cet ouvrage, Vladimir Crețulescu s'attelle à étudier une des questions centrales du champ des études aroumaines, en rapport avec l'identité nationale des Aroumains. Entre le discours roumain considérant les Aroumains comme les descendants des colons et des militaires romains de la Moesie, faisant d'eux des représentants d'une latinité orientale, issu du processus d'ethnogenèse du peuple roumain ; le discours grec qui voit dans les Aroumains un groupe de Grecs romanisés et l'école de Fribourg considérant les Aroumains comme une nation à part entière, l'auteur essaye de retracer le parcours évolutif du discours identitaire aroumain-roumain. Son objet de recherche est l'essor de ce discours visant à faire de l'ethnicité aroumaine un volet de la nationalité roumaine.

Le choix du découpage chronologique, qui s'étale de 1770 à 1878, se justifie pleinement. L'année 1878 coïncide avec l'indépendance de la Roumanie, date à partir de laquelle la question de l'identité des Aroumains se transforme en un volet des relations internationales, s'inscrivant dans les séquences diplomatiques de la question d'Orient dans sa version balkanique. Quant à la période délimitant le début de son étude, elle correspond à la fois à l'avènement de publications en langue aroumaine et aux prémices d'une transformation de l'identification collective des sujets ottomans, incarnée pendant longtemps par le système d'appartenance à un millet, une communauté religieuse, et laissant progressivement sa place à des critères d'ordre national.

Afin d'étudier les évolutions sémantiques et les considérations idéologiques du discours identitaire aroumain-roumain, l'auteur explore des textes publiés en aroumain ou destinés à la promotion de la langue aroumaine, tels que des dictionnaires multilingues, des manuels de grammaire, des écrits académiques.

Pour analyser les discours véhiculés dans et à travers ces textes, l'auteur souscrit d'emblée à une théorie constructionniste de la nation. Dans une telle perspective, la nation est perçue comme le produit d'une construction discursive moderne portant sur l'identité d'un groupe ethnique. Rappelant que le postulat de la nationalité comme essence immuable, ayant ses origines dans le nationalisme romantique du XIX^e siècle, fait depuis longtemps l'objet d'une réévaluation, sous l'influence, notamment, des théories contemporaines de la nation, Vladimir Crețulescu ancre son étude dans une approche intellectuelle considérant la nation comme une construction idéologique s'appuyant sur des structures discursives.

En parallèle, il mobilise certains concepts de la théorie de Benedikt Anderson, notamment la notion du capitalisme de l'imprimé et la révolution lexicographique qui rendent possible l'imagination de communautés nationales. Or la création d'idiomes vernaculaires standardisés diffusés par et à travers le marché de l'imprimé constitue, selon la théorie d'Anderson l'une des conditions requises pour le rassemblement de communautés de lecteurs qui commencent à s'auto-imaginer en termes nationaux.

L'ouvrage est divisé en trois parties dessinant une généalogie des stratégies discursives derrière l'élaboration d'une identité aroumaine. La première partie est concentrée sur l'ethnicité aroumaine définie par et dans les écrits et les propos des membres de l'élite intellectuelle aroumaine de Moscopolis, à l'instar de Teodor Anastasie Cavalioti ou de Daniel le Moscopolitain. La deuxième partie est consacrée aux traités d'histoire et de linguistique des intellectuels aroumains dans l'espace germanophone en Europe centrale. À ce propos, l'auteur démontre que les intellectuels aroumains de la diaspora centrale européenne sont influencés par le latinisme du mouvement national roumain de Transylvanie ; alors qu'en même temps un premier rapprochement entre la structuration discursive de l'ethnicité aroumaine et le discours national roumain s'y profile. La troisième partie a pour objectif de saisir l'aboutissement de la transformation de l'ethnicité aroumaine en nationalité roumaine, processus achevé par des membres de l'élite intellectuelle roumaine ayant participé à la révolution roumaine de 1848, comme Dimitrie Bolintineanu.

Au fil des chapitres, nous assistons à la reconstitution d'un écosystème éditorial qui soutient l'émergence d'une prise de conscience linguistique aboutissant à une prise de conscience identitaire. Comme point de départ de cette trajectoire sont évoqués les glossaires plurilingues de Cavalioti et de Daniel le Moscopolitain, plaçant l'aroumain dans une position d'égalité implicite avec d'autres langues pratiquées dans les Balkans

et les diasporas balkaniques de l'Europe centrale à la fin du XVIII^e siècle, telles que le grec, l'albanais ou le bulgare. Avec la parution à Vienne de la *Nouvelle pédagogie*, un manuel rédigé par Constantin Ucuta, curé de la paroisse aroumaine de la ville de Posen, localité incluse, à l'époque, dans la Prusse méridionale, nous assistons selon Vladimir Crețulescu à un saut qualitatif dans la substance du discours identitaire roumain. Le manuel d'Ucuta a pour vocation d'élever son idiome maternel à un statut de langue digne d'être cultivée, enseignée, respectée.

Un autre document évoqué est celui de Michel Boiagi, Aroumain de la diaspora centrale européenne qui publie en 1813 sa *Grammaire aroumaine ou Macédovalaque*. Dans l'introduction de cet opus, Boiagi manifeste son adhésion au discours identitaire latiniste et roumanophone.

D'après Vladimir Crețulescu, la diaspora aroumaine de l'empire des Habsbourg est divisée dans ses options identitaires. Une partie des Aroumains est disposée à s'assimiler à d'autres « nations » formées sur les possessions des Habsbourg, tandis qu'une autre partie s'attache à son identité ethnique aroumaine dont les principaux vecteurs sont la latinité linguistique et culturelle ainsi que les supposées origines romaines. L'auteur met en évidence les contacts que les adhérents à ce deuxième groupe nouent avec le mouvement national roumain de Transylvanie en montrant comment ils entament un processus de mise en congruence des marqueurs identitaires de la communauté ethnique aroumaine avec les marqueurs identitaires de la nation roumaine.

Ensuite, l'auteur revient sur l'influence exercée par les écrivains quarante-huitards sur les Aroumains. En tenant compte de leurs propos sur les « frères sud-danubiens », il les partage en deux catégories : les idéologues, ceux qui soutiennent la latinité des Aroumains, leurs origines romaines et leur appartenance au peuple roumain ; et les activistes, ceux qui conçoivent des moyens pour éveiller la conscience nationale roumaine des Aroumains. Les principaux moyens d'action envisagés par ces activistes sont la création d'écoles roumaines au sud du Danube afin que les enfants aroumains puissent bénéficier d'enseignement dans leur propre langue et la pétition du droit des Aroumains d'utiliser leur propre idiome dans le service religieux.

En 1863, les batailles linguistiques au sein du Rùm millet et de sa diaspora en Europe centrale, rejoignent la question d'Orient. À cette époque, les architectes de l'idéologie nationale roumaine aspirent à pouvoir influencer sur le sort des populations aroumaines dans les Balkans ottomans. Dimitrie Bolintineanu, figure emblématique des lettres roumaines au XIX^e siècle, intéressé à l'émancipation linguistique des Aroumains et sensibilisé au sort des populations valaques dans les Balkans, est un des auteurs de cette génération étudiés par Vladimir Crețulescu.

Tout au long de son ouvrage, Vladimir Crețulescu distingue le groupe ethnique (qui s'autodéfinit de l'intérieur) et la catégorie ethnique définie d'en dehors par des

allogènes. Cette différenciation lui permet de distinguer la notion de valaque, signifiant la catégorie ethnique employée par les allogènes pour désigner les Aroumains de l'extérieur, de celle d'arman, à savoir le groupe ethnique avec lequel les Aroumains eux-mêmes s'autodéfinissent en tant que communauté. En termes de sociologie linguistique, nous pourrions employer le concept d'endonyme¹, *Armāni* (Aroumains) et les exonymes *Βλάχοι* en grec, *çoban* en albanais, *Tsintsars* en serbe, *Macedo-Români* en roumain.

Ces précautions dans l'usage des termes utilisés pour désigner les principaux acteurs de son étude ne sont toutefois pas appliquées avec les mêmes nuances sémantiques quand il s'agit d'employer le terme « grec » pour désigner une communauté ethnique. C'est ainsi qu'à la page 18, l'auteur affirme que « les Aroumains entretiennent des rapports étroits avec les autres populations orthodoxes des Balkans, notamment avec les Grecs », alors qu'à la page 90, il précise que « les Grecs de l'époque byzantine et post-byzantine s'autodésignaient par l'ethnonyme romaios ». Nous sommes là face, à la fois, à une approche essentialiste du terme grec et à deux amalgames définitionnels : celui de « Grec » égale « chrétien orthodoxe » et celui entre Grec et Romaios (Romios ou Rûm). En ce qui concerne le premier amalgame, on devrait souligner qu'à partir du moment de la création d'un État grec au début du XIX^e siècle, le terme de « Grec » renvoie, dans son acceptation laïque, à l'ensemble des citoyens de cet État, indépendamment de leurs appartenances confessionnelles. En attendant, il est vrai qu'il était employé en parallèle par des observateurs extérieurs à l'espace ottoman pour désigner avec un terme générique les membres du Rûm millet, autrement dit, de la communauté confessionnelle réunissant les adeptes de la confession chrétienne de rite byzantin, et cela indépendamment de leurs pratiques linguistiques.

L'usage du terme « Grec » pour qualifier en bloc les sujets Rûms du sultan remonte à l'époque médiévale, quand les héritiers de l'Empire romain d'Occident nommaient ainsi les habitants de l'Empire romain d'Orient en faisant référence à la langue officielle de cet État, tout en souhaitant se réserver l'apanage de l'emploi impérial du terme romain. De leur côté, les souverains de l'Empire romain d'Orient n'ont jamais abandonné l'usage du terme « Romain » pour s'identifier eux-mêmes et ainsi désigner également leurs sujets. Le terme byzantin pour parler de l'Empire romain d'Orient n'est quant à lui, qu'une invention des humanistes du XVI^e siècle. Le terme de Romain, *Rûm* en turc ottoman, *Romios* en grec, restait, par contre, toujours utilisé dans l'administration et la nomenclature ottomane afin de désigner les sujets du sultan

1. L'endonyme est le nom employé régulièrement et couramment par une population pour se désigner elle-même. L'exonyme est le nom employé par des observateurs externes à cette population pour la désigner par un nom distinct de celui utilisé par la population en question pour se désigner elle-même.

de confession chrétienne de rite byzantin. Or, à la fin du XVIII^e siècle, nous assistons à un glissement sémantique dans l'usage de ce terme au sein de l'Empire ottoman, synonyme d'une certaine hellénisation de son sens, comme cela se reflète par exemple dans un extrait de *Thourios* (chant révolutionnaire) de Rigas Velestinlis, également cité par Vladimir Creţulescu : « Bulgares et Arvanites, Arméniens et Romioi, [...] tous avec le même élan. »

Dans un tel contexte, le terme *Romioi*, renvoie à des populations hellénophones, juxtaposées à celles d'expression bulgarophone, albanophone ou arménophone. De même, Daniel le Moscopolitain dans la préface de son ouvrage *Enseignement introductif* (*Εισαγωγική διδασκαλία*), édité en 1794 à Venise, lance un appel aux populations d'Europe du Sud-Est afin qu'elles abandonnent leurs langues maternelles au profit du grec : « Albanais, Valaques, Bulgares, allophones, réjouissez-vous et préparez-vous à devenir Romaioi. »

Dans un tel énoncé, le terme *Romaioi*, correspond exclusivement aux chrétiens grecophones. Cette perception s'oppose à l'emploi dans la nomenclature ecclésiastique et civile ottomane du terme *Romaïos/Rûm* définissant auparavant les sujets chrétiens de rite byzantin de la Sublime Porte, sans distinctions linguistiques. On observe donc une nouvelle catégorisation des sujets au sein du Rûm millet, en fonction non plus d'une confession commune pratiquée, mais par rapport aux langues d'expression utilisées.

Cette évolution rejoint le processus d'ethnogenèse ou d'éveil des consciences nationales dans les Balkans ottomans, à tel point que dans plusieurs cas, les soulèvements ou mouvements indépendantistes dans cette région, ont pris la forme d'une triple lutte : politique, pour l'émancipation à l'égard du pouvoir du sultan ; ecclésiastique, contre l'autorité de l'institution religieuse du Patriarcat de Constantinople et linguistique, vis-à-vis de la suprématie du grec, comme Vladimir Creţulescu le démontre dans l'analyse de son corpus. À une époque où *Graikos*/Grec devient de plus en plus synonyme de *Romios*/hellénophone et *Romios* de chrétien grecophone, certains Aroumains souhaitent revisiter leur rapport avec la langue aroumaine. Vladimir Creţulescu analyse de manière éloquente cette séquence historique dans la première partie de son ouvrage. En revanche, il commet un anachronisme quand il affirme que « les Grecs craignaient qu'au moment même où les Aroumains allaient mettre leur propre idiome latin sur pied d'égalité avec la sainte langue hellène, ils seraient définitivement perdus à la cause de la *Megali Idea* » (p. 78). La « Grande Idée » à laquelle l'auteur fait allusion, projet visant à inclure au sein des frontières de l'État grec l'ensemble des populations considérées comme acquises à une conscience nationale grecque dans les Balkans, n'est énoncée qu'au milieu du XIX^e siècle, quasi un demi-siècle après la publication des documents commentés par l'auteur dans la première partie de son ouvrage.

En dehors de ces observations marginales, l'ouvrage de Vladimir Crețulescu constitue une véritable avancée historiographique renouvelant le regard porté sur la genèse et les métamorphoses des discours sur l'identité aroumaine à l'époque des nationalismes émergents en Europe centrale et orientale. L'auteur réussit à sortir du débat roumano-grec sur l'identité roumaine ou grecque des Aroumains, en prenant ses distances des conceptions et approches essentialistes qui ont conditionné les historiographies grecques et roumaines relatives à l'identité aroumaine. En se demandant comment s'est structuré et développé le discours identitaire aroumain-roumain, il aborde la question de l'identification collective des Aroumains comme un système de représentation, un palimpseste de stratégies discursives. Sa recherche et sa démarche intellectuelle offrent ainsi aux études aroumaines un nouveau socle de réflexion épistémologique et une issue au piège de l'alternative identitaire roumaine, grecque ou autre.

**EWING William A. & ROUSSEL Holly, 2018,
Civilization : Quelle époque !
Éditions du MUCEM, Marseille, 2021**

***Civilization: The Way We Live Now,*
Thames & Hudson Ltd, Londres.
Exposition au MUCEM, février – mai 2021**

Madalina Vârtejanu-Joubert
Professeur des Universités, PLIDAM, Inalco

The Way We Live Now : tel est le sous-titre original de l'exposition qui a donné lieu à ce catalogue. Ce n'est pas par pédanterie que nous le rappelons ici, mais parce qu'il nous plonge dans une mise en abîme faisant remonter le temps jusqu'aux dernières années de la République romaine. *The Way We Live Now* est le titre que choisit Anthony Trollope pour le plus connu de ses romans, un classique de la littérature britannique, publié en 1875 au retour d'un long voyage en Australie et en Nouvelle-Zélande. Trollope lui-même avait trouvé l'inspiration chez Cicéron et son très connu « *Sic vivitur* » (« Telle est la vie ! »), complété dans le contexte d'origine par la phrase « *quod actum est, di adprobent* » (« Fasse le ciel que ce qui est fait soit bien fait ! »)¹. Une critique satirique et fataliste se lit à travers cette chaîne de citations, critique qui se fait sentir également chez les deux curateurs de l'exposition et, *a fortiori*, chez les photographes qui exposent. L'objectif poursuivi est de *rendre visibles* les travers majeurs de notre civilisation et notamment

1. Cicéron, *Lettres familières*, 2 et 15.

l'incapacité de l'humanité à « appuyer sur le frein ». La vitesse, l'individualisme de masse, mais aussi la nouvelle intimité planétaire, la création d'illusions plus vraies que nature, la réécriture de l'histoire, l'hybris – « nous sommes avant tout en admiration de... nous-mêmes » (p. 19).

Le terme « civilisation » est choisi ici pour remplacer le « mode de vie » du siècle de Trollope. Cette civilisation est entendue comme planétaire, contemporaine et de masse (p. 23). Le parti pris est celui de la « civilisation humaine » dans son ensemble et non celui des « diverses civilisations ». Mais en tant que civilisation « contemporaine », comment en rendre compte dans l'instant présent ? Quels sont les photographes qui appartiennent à cette tranche temporelle qu'est le « présent » ? La seule manière de s'en sortir est de considérer que tout phénomène a une épaisseur et que la chose qui « est » l'est pour un certain « temps ». Le début de cette civilisation est situé par les auteurs dans les années 1990 et c'est par rapport à ce repère chronologique qu'ils construisent leur propos : « certains aspects de notre vie ont peu évolué... écoles, hôtels tribunaux, parkings, centres commerciaux, trains, gares ou encore aéroports... » (p. 24).

Un second défi épistémologique est celui de la portée de l'instantané photographique. À quel point le découpage de la réalité et sa transformation en donnée visuelle aboutissent à la création d'objets à valeur documentaire ? Les photographies ainsi créées sont-elles représentatives de la civilisation planétaire ? La réponse des auteurs est d'appuyer sur le caractère révélateur de la vie quotidienne : « toute image d'un moment donné (de ce quart de siècle) est un échantillon valable » (p. 25). Et si cette vie quotidienne n'est pas en tous points identique partout dans le monde, elle comporte « suffisamment d'aspects universels » (p. 26) permettant à chaque visiteur de s'y identifier. L'exposition – et son catalogue – nous pourvoit de quelques centaines de cas particuliers illustrant ce propos (elle réunit plus de cent photographes). On renoue ainsi, de manière paradoxale, avec la philosophie de la photographie-document qui a marqué les débuts de cette pratique au XIX^e siècle.

Le choix opéré au sein de la riche production photographique du dernier quart de siècle répond à huit grands thèmes considérés par les curateurs comme majeurs pour nous révéler notre propre civilisation. Le monde est une « ruche », les gens y vivent « seuls ensemble », ils créent un « flux » permanent, subissent des techniques de « persuasion », sont sous « contrôle » ou en « rupture », font l'expérience de l'« évasion » et imaginent l'« après ».

Dans la section intitulée « ruche », il est question de la ville. Il n'est pas rare, dans l'historiographie occidentale, de voir la ville comme l'expression ultime de notre temps, forme de vie tentaculaire et hégémonique, concentration humaine et concentré de notre civilisation. Les auteurs ne font pas exception. Cependant, contrairement à cet imaginaire de la ville, la population rurale mondiale croît en nombre et presque

la moitié de l'humanité (43 %) travaille dans le domaine de la production agricole. Certains États, en Afrique et en Asie, ont un taux de ruralité autour de 70 %. Le poids de la ville doit être par conséquent relativisé ou mieux démontré. Mais qu'est-ce qu'une ville ? La réponse nous est donnée par des plans larges ou des vues aériennes visant, comme aux débuts de la photographie, à tout enregistrer et donner à voir un tout. Vont dans ce sens les photographies, entre autres, de Robert Polidori (*Amrut Nagar #3, Mumbai, India*²), Pablo Lopez Luz (*Vista Aerea de la Ciudad de Mexico, XIII*³), Francesco Zizola (*A paradise in peril : Maldives, Malé*), Philippe Chancel (*Construction de la tour Burj Khalifa*). La répétition est une autre technique stylistique, doublée du même plan large et vue aérienne. Ainsi, les cellules se rassemblent et se ressemblent : vue plongeante à l'intérieur des boxes d'habitation (Benny Lam, *Trapped – sub-divided*), dizaines de rangées d'individus travaillant à l'usine (Edward Burtynsky, *Manufacturing #17, Deda Chicken Processing Plant, Dehui City, Jilin Province, China*⁴), succession de photos de chambres d'hôtel identiques dans nombre de villes sur le globe (Roger Eberhard, série *Standard*).

Individualisme et grégarité, tel est le paradoxe que soulève la deuxième section, intitulée « seuls ensemble ». Les parades (George Georgiou, *Mermaid Parade, Coney Island, New York, USA*⁵, etc.), les prières collectives (Andrew Esiebo, *God is Alive*⁶, Ahmad Zamroni, *Muslims at prayer, Jakarta*), les concours d'admission (Michele Borzoni, *Open competitive examination for recruitment...*), les matchs (Mitch Epstein, *Poca High School and Amos Plant, West Virginia, 2004*), sont autant d'événements où la communauté devient « visible à elle-même » (p. 74) en articulant expérience individuelle et expérience collective. Et ici encore, les vues d'ensemble sont concurrencées par les portraits : pilotes (Adam Ferguson, *Skyping Soldier*), familles (Dona Schwartz, *Empty Nesters*⁷), objets (Penelope Umbrico, *Ceramic Cats (eBay)*⁸).

Dans la troisième section, la photographie nous donne à voir ce qui n'est pas accessible à l'œil nu. Le flux est avant tout une image mentale et une métaphore

2. URL : www.domusweb.it/en/interviews/2016/11/18/robert_polidori.html.

3. URL : www.artsy.net/artwork/pablo-lopez-luz-vista-aerea-de-la-ciudad-de-mexico-xiii-from-terrazo.

4. URL : www.artdependence.com/articles/edward-burtynsky-manufacturing-17-deda-chicken-processing-plant-dehui-city-jilin-province-china-2005.

5. URL : www.georgegeorgiou.net/offset-prints/p/ap16.

6. URL : www.andrewesiebo.com/godisalive.

7. URL : <https://www.donaschwartz.com/nest-empty-images>.

8. URL : <http://www.penelopeumbrico.net/index.php/project/ceramic-cats-portraits/>.

souvent évoquée pour décrire le monde globalisé. C'est certainement dans le cadre de cette section que le rapport entre voir et savoir est le plus problématisé. Des flux à l'horizontale nous sont montrés à travers les routes, les rails, les lumières des voitures dans la nuit, les rues, les conteneurs alignés dans les bateaux de commerce. D'en haut, les choses se présentent différemment, les formes perdent de leur relief et révèlent ainsi des réalités inaperçues, des phénomènes qui n'avaient pas atteint notre conscience. L'itération des formes régulières agencées en lignes et en colonnes construit ces données de la connaissance. Mais le flux s'élançe aussi à la verticale et transparait, par exemple, dans « l'architecture de la densité » que Michael Wolf identifie en supprimant, dans ses photos de Hong Kong, toute ligne d'horizon. Le gratte-ciel devient ainsi abstraction. Quels autres moyens visuels pour saisir cette abstraction ? La synecdoque apparaît ici plusieurs fois : le ministre des Finances des îles Vierges britanniques pour la circulation mondialisée des capitaux, la sortie « terrestre » des câbles sous-marins pour l'ensemble du réseau mondial, le radiotélescope Effelsberg pour les communications par satellite, etc. Mais c'est aussi par antinomie qu'on peut décrire le flux : les sémaphores et les arrêts de bus sont les lieux privilégiés pour capter les infinitésimales pauses dans la vie trépidante de la ville. Ce dernier procédé révèle les limites de la documentation visuelle, car ces images en soi ne délivrent pas un tel message et c'est le cartel qui vient renseigner le public sur les intentions premières de l'auteur. Mais il met aussi en exergue la nécessité, pour celui qui analyse la société, d'aller au-delà des apparences ou de l'explicite.

La quatrième section se penche sur la « persuasion » : notre époque est celle d'un individu assailli d'informations. Pour illustrer ce trop-plein, les photographies de cette section misent sur le « trop grand » et reproduisent l'hyperbole des images géantes qui s'affichent sur les murs des métropoles : Andy Freeberg, *Sean Kelly*⁹, Natan Dvir, *Desigual*¹⁰, Sato Shintaro, *Dotonbori*, Chuo Ward, *Osaka*, etc. L'illusion optique vient compléter la critique implicite de notre monde hyperconnecté, « non authentique », peut-être. Au premier regard porté sur *The funeral of Pope John Paul II broadcast live from Vatican, Warsaw, Poland* de Mark Power, nous avons l'impression de voir une foule au premier plan ; au deuxième regard, analytique, l'œil réalise qu'au premier plan se trouve en réalité le mur des écrans de transmission. La réalité – un bien grand mot – semble perdre de sa substance dans cette civilisation du paraître et de la persuasion.

La section dédiée au « contrôle » cherche à montrer l'extension du domaine sur lequel l'homme exerce son emprise. La vie, l'environnement, le cosmos : l'homme

9. URL : www.artsy.net/artwork/andy-freeberg-art-fare-sean-kelly.

10. URL : www.elephant.art/glossy-photo-book-civilization-unpicks-way-live-now-unsettling-results/pg167-natan-dvir-desigual-1/.

est capable d'intervenir dans les processus naturels. Un paradoxe, car les curateurs partent du principe qu'une civilisation « en bonne santé » n'exerce qu'un « contrôle restreint sur son existence ». Force est de constater que la machine est de plus en plus présente et coconstruit avec l'homme la civilisation contemporaine. La série *Almost Nature* de Gerco de Ruijter (seuls le *Lot #2* et *Tag #1* sont reproduits ici¹¹) illustre bien à la fois l'idée de « presque-nature », mais aussi le penchant pour l'esthétisation de la réalité, une réalité parfois rude et inhospitalière. Les prisons peintes en rose (Che Onejoon, *Detention room, Siheung Police station*) et les défilés d'un bel effet en rouge et noir de l'armée nord-coréenne (Philippe Chancel, *DPRK – North Korea*) nous rappellent encore le contraste entre le beau et le vrai.

Cette civilisation à l'allure toute puissante et qui « fonctionne », selon les termes des curateurs, connaît des crises, des phénomènes de « rupture » qui font l'objet de la sixième section. Notion visuelle, « la rupture » est observable à certains endroits. Le choix des photographes se porte sur les frontières, les murs de séparation, les terrains de guerre, les quartiers sinistrés des villes et, bien entendu, les catastrophes naturelles. La détresse est photogénique. *La soupe de plastique* de Mandy Barker¹² rassemble et redispense en studio des débris recueillis sur les plages du monde. Comment appréhender la beauté de ces compositions ? Un autre contraste, tout aussi esthétisant, se donne à voir dans le diptyque *Mother at the Mexico-USA border* et *Daughter at the USA-Mexico border* de Alejandro Cartagena, où mère et fille ne sont que des ombres derrière les grilles de séparation. Ce diptyque fait partie de la série intitulée, par antinomie, *Without Walls*. C'est un parti pris des photographes illustrant cette section, de rendre visible non seulement l'état des faits, mais également de suggérer son opposé. Les objets de contrebande saisis aux frontières (Taryn Simon, *Handbags, Louis Vuitton*¹³) sont-ils le reflet d'un contrôle ou celui d'un inébranlable acharnement à le défier ? Et que dire de la tente rouge d'une personne sans domicile fixe au premier plan de *Traces de vie de SDF, Paris les Halles* de Alexa Brunet¹⁴ ? Censée cacher cet individu, par le prisme de la photographie, cette tente capte notre entier regard. Saisir les failles de sa propre civilisation n'est pas du domaine de l'*évidence*. Ces images doivent être composées, construites, pour qu'on y prête attention.

11. URL : www.gercoderuijter.com/gerco2/site/project/photo/992.

12. URL : www.mandy-barker.com/soup/9sjtryaqlci9gaoo1owfi5cubzln2.

13. URL : www.artsy.net/artwork/taryn-simon-handbag-louis-vuitton-counterfeit.

14. URL : www.alexabrunet.fr/-/galleries/france/terres-communes/-/medias/723cbce8-0ece-426a-8dd5-4fc68591b758-terres-communes.

Quelles sont les échappatoires de la civilisation contemporaine ? Cette question fait l'objet de la septième section, intitulée « évasion ». La simulation et l'artifice semblent définir ces pratiques. Les zoos (Sheng-Wen Lo, *Diergaarde Blijdorp, Rotterdam, The Netherlands*¹⁵), parcs aquatiques (Reiner Riedler, *Wild River, Florida*¹⁶), les cérémonies grandioses (Giles Price, *Opening ceremony, London Olympic Stadium. E20 12 Under Construction*¹⁷), les plateaux de tournage (An-My Lê, *Film-set, Free State of Jones, Battle of Corinth*¹⁸) : tout autant d'exemples révélateurs. Mais « le paradis est devenu une demeure inconfortable » (p. 297) et l'évasion a lieu dans l'air (Mathieu Gafsou, *Traces 3 a, série Ether*¹⁹) et dans la mer (Richard Misrach, *Untitled #586-04 Ophelia*²⁰).

Après avoir cartographié la civilisation « au présent », la dernière section explore les visions d'avenir : « après ». Partant du postulat des « mégaproblèmes » énoncés par James Martin²¹, la sélection photographique est organisée en conséquence. Ces « mégaproblèmes » concernent, grosso modo, le rapport à la nature et plus précisément le remplacement de la nature par l'artifice : prothèses humaines (Max Aguilera-Hellweg, *Rocket Powered Arm*²²), pommes carrées et œufs incassables (Robert Zhao Renhui, *Square apple*²³ et *Unbreakable egg*²⁴), la conquête de l'espace (Michael Najjar, *f.a.s.t., série « outer space*²⁵ »), les super-arbres de Singapour (Olaf Otto Beck, *Supertree Grove, Garden by the Bay, Singapore*), entre autres.

Au terme de ce parcours, le visiteur-lecteur prend conscience du caractère encyclopédique de celui-ci, tellement l'information y est dense. Outre les questions de représentativité évoquées en début de ce compte rendu, celles de la portée docu-

15. URL : www.shengwenlo.com/whitebear/rotterdam-zoo.

16. URL : www.souslesetoilesgallery.net/artists/reiner-riedler.

17. URL : www.pinterest.co.uk/pin/giles-price-olympic-stadium-with-opening-ceremony-being-constructed--79868593363059236/.

18. URL : www.mariangoodman.com/artists/81-an-my-le/works/38882/.

19. URL : www.gafsou.ch/ether.

20. Dans le même esprit et du même auteur, voir URL : www.artsy.net/artwork/richard-misrach-untitled-the-swimmer.

21. *The Meaning of the 21st Century: A Vital Blueprint for Ensuring Our Future*, Londres, Eden Project Books (UK), 2006.

22. www.stanmed.stanford.edu/physician-photographer-max-aguilera-hellweg/.

23. www.fotografiaartistica.it/la-natura-modificata-di-robert-zhao-renhui/.

24. lf-online.de/ccemes/en/blog/book-of-the-month-february-1803.html.

25. www.michaelnajjar.com/artworks/outer-space/works/fast.

mentaire de la photographie se posent avec beaucoup de force. La conviction des auteurs-curateurs se résume dans une des affirmations du photographe Richard Misrach : « *Beauty can be a very powerful conveyor of difficult ideas* » – « La beauté peut être un vecteur très puissant d'idées difficiles ».

L'exposition *Civilization* tourne depuis 2018 partout dans le monde et a été accueillie en 2023 à la Saatchi Gallery de Londres. La temporalité de son discours semble s'inscrire dans la durée.

**BADRINATHAN Vasumathi,
PEJOSKA-BOUCHEREAU Frosa, RACINE Odile,
SZENDE Thomas (dir.), *Médier entre langues,
cultures et identités : enjeux, outils, stratégies.*
*Mediating between languages, cultures,
identities : challenges, tools, strategies,*
Éditions des archives contemporaines
(Coll. Plidam), 2022**

Olivera Mladenov
Inalco, PLIDAM

La médiation constitue un domaine d'étude et de pratique important dans un monde de plus en plus interconnecté et diversifié. L'ouvrage intitulé *Médier entre langues, cultures et identités : enjeux, outils, stratégies. Mediating between languages, cultures, identities : challenges, tools, strategies*, coordonné par Vasumathi Badrinathan, Frosa Pejoska-Bouchereau, Odile Racine et Thomas Szende, offre une exploration approfondie de ces domaines et des perspectives riches et variées qui se dégagent de l'étude d'un large éventail de sujets. La médiation, dans divers contextes, se présente comme un lien fondamental entre les langues, les cultures et les identités. Elle joue un rôle essentiel dans la compréhension mutuelle, la communication effective et la préservation de la diversité.

Cet ouvrage est divisé en trois parties, chacune développant des aspects spécifiques. La première partie se concentre sur la médiation entre langues et cultures par l'examen du rôle des médiateurs dans la compréhension et la communication entre des groupes culturellement et linguistiquement distincts. La deuxième partie explore la médiation dans un contexte plurilingue et pluriculturel, mettant en lumière les défis et les opportunités liés à la diversité linguistique, culturelle et identitaire. Enfin, la troisième partie examine le rôle de la médiation dans le contexte éducatif, professionnel et technologique, où les médiateurs jouent un rôle déterminant dans la transmission des connaissances et des compétences.

Au fil des onze contributions, des questions fondamentales émergent, telles que la définition de la médiation, les compétences requises pour être un médiateur efficace, les défis spécifiques rencontrés dans des contextes variés, et l'impact de la médiation sur la réduction des stéréotypes culturels.

Cette publication présente les enjeux de la médiation, à savoir établir une communication interculturelle efficace à même de réduire les incompréhensions et d'éviter les stéréotypes et les préjugés. C'est pourquoi il est essentiel de définir le terme « médiation », notamment parce que ni les linguistes ni les didacticiens ne s'y sont réellement penchés auparavant. Même si les résultats des recherches démontrent que les compétences linguistiques sont fondamentales, ce sont les sociologues, les psychologues, les anthropologues et surtout les juristes qui s'y sont le plus intéressés¹.

L'ouvrage aborde la médiation médicale, juridique et éducative, en mettant en évidence les multiples domaines où la médiation linguistique s'avère pertinente, et suggère que celle-ci peut jouer un rôle fondamental dans de nombreux contextes de la vie moderne. Cependant, l'accent est mis sur la médiation entre langue et culture lors de l'apprentissage des langues, lors de la traduction ou encore dans les milieux universitaires. Plusieurs outils sont ainsi présentés : le corpus audiovisuel en cours de français pour les étrangers, l'adaptation audiovisuelle d'un texte littéraire, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, les formations en ligne (MOOC). Partout l'humain reste au centre de ces outils et joue le rôle de médiateur entre langues, cultures et identités.

Aujourd'hui, il apparaît que c'est le monde professionnel qui fixe les objectifs d'apprentissage langagier et ses finalités. L'enseignant ou le formateur se doit de répondre aux besoins culturels en adoptant des démarches et outils pédagogiques adaptés².

1. LECONTE, « La médiation entre français et langues de la migration en France », p. 17-28.

2. BALAJI VEMULAPADU, « Former les traducteurs en pharmacovigilance par le système de parrainage. Compte rendu d'expérience », p. 93-98.

L'utilisation de la technologie dans la médiation interculturelle et linguistique est un domaine en constante évolution. L'ouvrage explore comment les outils technologiques peuvent être utilisés pour faciliter la médiation entre langues et cultures. D'après Cybèle Berk³, le MOOC est un outil pédagogique hybride au service de l'apprentissage d'une langue et de l'enseignement à distance ou en présentiel qui, avant tout, sert à attirer, puis à inciter un public désirant apprendre la langue et la culture. À travers des vidéos explicatives, l'apprenant rencontre différents éléments linguistiques et culturels qu'il pourrait reproduire dans un contexte professionnel ou dans la vie quotidienne.

Parmi les autres outils pédagogiques, d'après Louise Ouvrard⁴, le corpus audiovisuel est un moyen de transmettre des données culturelles inconnues de l'apprenant. Le dialogue entre les cultures est facilité par les images du corpus audiovisuel. Elle considère qu'en confrontant l'apprenant à des situations culturelles ou linguistiques authentiques, du point de vue de sa propre culture, il peut difficilement comprendre et appréhender les réalités de l'autre culture. Il a donc besoin de prendre conscience, non seulement des réalités linguistiques, mais aussi culturelles, sociales, littéraires, etc., de cette autre culture. Ainsi l'apprenant peut les distancier de ses propres pratiques et mieux les comprendre.

De la même manière, dans une expérience universitaire et linguistique de Alain Desoulières⁵, l'outil d'adaptation audiovisuelle, autrement nommée traduction audiovisuelle, est pratiqué sur un public d'étudiants en traductologie. Ils adaptent des classiques littéraires au langage audiovisuel pour des audiences très différentes du public visé par l'œuvre originale. « Il faut encore s'assurer de la connaissance de traits culturels propres à la langue source et pratiquer la recherche d'équivalents ou de solution de remplacement dans la langue cible », dit l'auteur. Il met en évidence le besoin de faire un choix linguistique qui aboutit par une médiation culturelle parce que l'adaptation (ou traduction) audiovisuelle est un outil qui sert à sortir du cadre étroit des études de traductologie limitées à la traduction des textes, pour aborder le cadre large de la médiation. Le fait de faire réfléchir les apprenants et les futurs traducteurs de cette manière les prépare à leur futur rôle de médiateurs culturels, traducteurs-médiateurs qui transposent une fiction d'une aire culturelle à une autre⁶.

3. BERK, « Le MOOC de Turc. Un outil hybride de médiation au service de l'enseignement à distance et en présentiel », p. 123-132.

4. OUVRARD, « Un corpus audiovisuel de chants funéraires malgaches au service de la médiation entre cultures éloignées », p. 7-16.

5. DESOULIÈRES, « Histoires de traductions littéraires et d'adaptations de la littérature classique à l'audio-visuel », p. 109-122.

6. DESOULIÈRES, p. 110, 119.

Pour aller plus loin, Asha Puri, à travers une expérience d'enseignement universitaire⁷, va jusqu'à former des étudiants-traducteurs à la médiation en vue de mettre en place une méthodologie capable de résoudre d'une manière pragmatique les problèmes de la traduction littéraire à l'audiovisuel. Cette étude vise le développement des capacités linguistiques, métalinguistiques et culturelles des étudiants-traducteurs. Par l'exercice de contextualisation des textes, ils arrivent à mieux les comprendre, à mieux interpréter les codes qui leur sont étrangers et à fournir une traduction ou une communication plus adaptée à tout public.

Les stratégies proposées soulignent le rôle fondamental du médiateur. Dans un contexte d'apprentissage de langue, c'est l'enseignant qui a un rôle de médiateur. Il accompagne le visionnage des images par des descriptions et des analyses des situations. Il met également en place une activité comparative entre langue et culture de la langue source et celles de la langue cible⁸. Il révèle et contextualise l'implicite afin de permettre la compréhension du sens. En découvrant l'implicite, les apprenants peuvent décoder ce qui n'est pas verbalisé. Ainsi, ils arrivent à créer un concept en se faisant une représentation mentale arbitraire. C'est pour cette raison que le visionnage des images nécessite un accompagnement par l'enseignant-médiateur, car l'apprentissage est « une activité comparative, par la recherche de similitudes et de différences, et aussi par le développement des capacités d'analyse et d'interprétation que l'enseignant de langue fera appréhender les contenus culturels⁹ ».

Selon Iona Sarieva et Albena Vassileva-Yordanova¹⁰, la formation des médiateurs est un sujet stratégique. Il est clairement établi que la formation est nécessaire pour préparer efficacement les médiateurs à leur rôle de transmission. L'enseignement des compétences en médiation facilite l'internationalisation et répond au besoin de bien préparer les étudiants à un milieu universitaire international et à un monde professionnel globalisé. Afin de les former aux compétences interculturelles et à l'habileté de médiation, il est nécessaire d'augmenter la prise de conscience interculturelle dans un contexte formel et éducatif où l'interprétation est au cœur du processus, tout en développant les compétences interculturelles transposables et applicables à différentes

7. PURI, « Traduction littéraire en audiovisuel. Adaptation et sous-titrage en atelier pratique », p. 99-108.

8. OUVREARD, p. 11.

9. SZENDE, « De l'observable à l'inobservable », in Alao G., Medhat-Lecocq H., Yun-Roger S., Szende T. (dir.), *Implicites, stéréotypes, imaginaires – La composante culturelle en langue étrangère*, Paris : Éditions des Archives Contemporaines, 2010, p. 1-5.

10. SARIEVA & VASSILEVA-YORDANOVA, « Guiding the Intercultural Mediators of Tomorrow », p. 29-44.

situations requérant une médiation interculturelle. L'objectif est de mettre ces compétences au profit du quotidien interculturel. Les auteurs arrivent à la conclusion que les compétences interculturelles sont à l'intersection du savoir, de l'habileté et des attitudes, complétés par les valeurs que l'on détient. C'est aussi savoir interagir avec les « autres », accepter leurs perspectives et leurs représentations du monde, médier entre les différentes perceptions et être conscient des différences¹¹. Dans leur étude, elles testent trois approches d'apprentissage : expérientielles, par projet et par problème. Elles en déduisent que c'est pendant l'apprentissage par problème que les étudiants développent le plus les compétences de médiation parce que la consigne guide les étudiants vers une analyse critique des expériences d'exploration de la culture de l'autre. Cette approche oblige l'étudiant à passer par la réflexion, l'interprétation, la collecte de données et leur analyse. Ce type d'activité favorise une négociation interculturelle fondée sur les valeurs des deux parties. Ainsi les étudiants créent des liens entre la pratique et la théorie en posant des hypothèses, en engageant une réflexion sur leurs propres pratiques et perceptions culturelles, puis les étendent au contexte interculturel.

En revanche, dans un milieu très hétérogène, de plurilinguisme, comme celui présenté par Foued Laroussi¹², le manque de formation adéquate des enseignants-médiateurs se reflète sur la qualité de la médiation et représente un frein à la communication et à la médiation interculturelle. Précisément, à cause de la mixité ethnique des habitants et des langues utilisées dans les structures de santé à Mayotte, des doutes sur le contenu de la traduction peuvent naître pour diverses raisons. Les inférences sont possibles puisque les systèmes de référence viennent de sources sociolinguistiques différentes. Sans formation appropriée, le personnel-interprète se trouve dans une position très indécise¹³. Dans le domaine de la traductologie, les compétences linguistiques sont à la base de l'activité dite « sociale » et ont une position centrale dans cette activité souvent considérée comme allant de soi et ne nécessitant pas de formation. L'absence de reconnaissance du rôle fondamental de la médiation linguistique et culturelle est marquante.

Dans un milieu semblable de bi ou plurilinguisme, Babacar Faye¹⁴ nous présente la médiation dans un contexte littéraire où la langue d'écriture n'est pas la langue première de l'auteur. Lors de l'écriture en langue seconde, des déductions sont éga-

11. *Ibid.*, p. 41-42.

12. LAROUSSE, « Plurilinguisme et santé à Mayotte. Interprétariat et médiation sociale lors des consultations médicales », p. 47-62.

13. *Ibid.*, p. 51-52.

14. FAYE, « Plurilinguisme, "Sui generisité" et stratégies de médiation dans l'écriture francophone », p. 63-70.

lement possibles puisque le monde représenté à l'écrit est différent du monde qui a vu naître la langue source : un problème de coïncidence sémantique se pose. Le traducteur, comme l'écrivain, doit prévoir une interprétation via un métalangage. Lors de l'écriture en langue seconde, il y a des réalités et des expériences qui ne peuvent être décrites ou correctement exprimées. Il y a des mots qui n'existent pas dans la langue seconde alors que ceux-là sont disponibles dans la langue d'expression orale en tant que langue source¹⁵. D'après Asha Puri, il est impératif que le texte soit contextualisé afin de saisir toutes ses nuances, ses contraintes et l'implicite, pour obtenir une connaissance explicite et critique du texte et identifier les difficultés de médiation linguistique et culturelle pour pouvoir transposer la réalité des références et des éléments culturels de manière complète au public¹⁶.

L'enjeu de la médiation est ainsi de permettre une réduction des malentendus et de favoriser la compréhension mutuelle, de faire le lien entre les mondes culturel et linguistique, facilitant ainsi le dialogue et la coopération. À travers la médiation, ce qui est valorisé, ce sont les points communs et non les sources de divergences¹⁷. Elle permet surtout d'éviter un jugement puisque le regard de chacun ne fournit pas toujours des éléments d'interprétation et de compréhension fiables. Justement, elle évite l'émergence de stéréotypes, générateurs de comportements et de jugements discriminatoires.

Comme la langue joue parfois un rôle hautement politisé, il est dangereux aujourd'hui de mettre en cause une culture, des traditions, une histoire, en un mot la réalité d'un peuple jusqu'à nier la langue, la culture ou ce qui est inséparable d'eux : l'identité, dit dans sa contribution à l'ouvrage Frosa Pejaska-Bouchereau¹⁸. Elle examine comment la délégitimation de la langue macédonienne a des implications profondes non seulement pour la langue elle-même, mais aussi pour l'identité nationale et culturelle des Macédoniens. Elle met en lumière les mécanismes par lesquels la langue macédonienne, pourtant scientifiquement reconnue, a été systématiquement niée ou minimisée par des États voisins pour des raisons géostratégiques. Dans ce contexte, la médiation révèle comment ces dynamiques de pouvoir et de négation linguistique impactent profondément les stratégies de médiation entre langues, cultures et identités, soulignant l'importance de la reconnaissance et de la légitimité dans les processus de médiation interculturelle, car ce travail de médiation

15. *Ibid.*, p. 64-65.

16. PURI, p. 102-104.

17. OUVARD, p. 14.

18. PEJASKA-BOUCHEREAU, « Enjeux de la délégitimation de la langue macédonienne en contexte plurilingue. L'Accord cadre d'Ohrid », p. 71-90.

permet justement de mettre en évidence les fondements culturels partagés par toutes les sociétés humaines, non la source des conflits, et de promouvoir une vision plus objective des différentes langues et cultures.

Une des questions centrales soulevées par l'ouvrage concerne la définition même de la médiation interculturelle et linguistique. Fabienne Leconte s'aperçoit que les linguistes et les didacticiens ne se penchent que très récemment sur le terme « médier ». Dans les premières expériences des interprètes-médiateurs dans le domaine médical à l'Hôpital du Havre, aucun linguiste n'a été consulté pour choisir le procédé de création lexicale des mots n'ayant pas d'équivalent dans les langues sources. Cependant, la réflexion et l'expertise linguistiques auraient pu être utiles.

Dans la quête d'une définition, il faut retenir que la médiation est inséparable de la traduction et de l'interprétation. Elle intervient après la traduction (à l'écrit) et l'interprétation (à l'oral) quand la reformulation est nécessaire pour faire comprendre le sens exact aux deux parties¹⁹. La médiation commence au moment où la personne doit trouver des subterfuges pour rendre la communication optimale²⁰.

À la fin de la lecture de l'ouvrage, nous n'obtenons pas une définition complète du terme « médiation », mais nous apprenons que celle-ci se doit de respecter, entre autres, la neutralité, la distance et l'anonymat²¹. La position intermédiaire oblige le médiateur à développer une résistance aux pressions et à conserver son indépendance²². L'opinion critique, l'adaptabilité, la flexibilité, la créativité, la prise de décision, la collaboration, l'automotivation et l'ouverture d'esprit aux changements deviennent aujourd'hui des qualités. Selon Monika Szirmai, l'apprentissage ne peut donc plus se limiter à parler, écouter, lire et écrire. L'objectif du système éducatif est de préparer les apprenants à intégrer une société fonctionnelle²³.

En conclusion, l'ouvrage *Médier entre langues, cultures et identités : enjeux, outils, stratégies* propose des approches riches et nuancées de la médiation interculturelle et linguistique. Il met en lumière le rôle fondamental des médiateurs dans notre monde de plus en plus divers et connecté. Cependant, il soulève également des questions sur les défis et les limites de la médiation, invitant ainsi à une réflexion continue sur ce domaine en constante évolution. Il contribue de manière significative à notre compréhension de la médiation et encourage la poursuite de la recherche dans le domaine.

19. LECONTE, p. 21.

20. FAYE, p. 65.

21. LECONTE, p. 24.

22. *Ibid.*, p. 27.

23. SZIRMAI, « New Challenges and the Changing Role of Language Teachers in Japan », p. 133-146.

Bibliographie

Articles de l'ouvrage recensé

- BALAJI VEMULAPADU Ajey, « Former les traducteurs en pharmacovigilance par le système de parrainage. Compte rendu d'expérience », p. 93-98.
- BERK Cybèle, « Le MOOC de Turc. Un outil hybride de médiation au service de l'enseignement à distance et en présentiel », p. 123-132.
- DESOULIÈRES Alain, « Histoires de traductions littéraires et d'adaptations de la littérature classique à l'audio-visuel », p. 109-122.
- FAYE Babacar, « Plurilinguisme, "Sui generisité" et stratégies de médiation dans l'écriture francophone », p. 63-70.
- LAROUSSE Foued, « Plurilinguisme et santé à Mayotte. Interprétariat et médiation sociale lors des consultations médicales », p. 47-62.
- LECONTE Fabienne, « La médiation entre français et langues de la migration en France », p. 17-28.
- OUVRARD Louise, « Un corpus audiovisuel de chants funéraires malgaches au service de la médiation entre cultures éloignées », p. 7-16.
- PEJOSKA-BOUCHEREAU Frosa, « Enjeux de la délégitimation de la langue macédonienne en contexte plurilingue. L'Accord cadre d'Ohrid », p. 71-90.
- PURI Asha, « Traduction littéraire en audiovisuel. Adaptation et sous-titrage en atelier pratique », p. 99-108.
- SARIEVA Iona & VASSILEVA-YORDANOVA Albena, « Guiding the Intercultural Mediators of Tomorrow », p. 29-44.
- SZIRMAI Monika, « New Challenges and the Changing Role of Language Teachers in Japan », p. 133-146.

Autre

- SZENDE Thomas, 2010, « De l'observable à l'inobservable » *in* ALAO George, MEDHAT-LECOCQ Héba, YUN-ROGER Soyoungh & SZENDE Thomas (dir.), *Implicites, stéréotypes, imaginaires – La composante culturelle en langue étrangère*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, p. 1-5.

**PECQUEUX Anthony, POUPIN Perrine
& VUILLEROD Jean-Baptiste (coord.),**
*Tracés, hors-série n° 22 : L'interdisciplinarité
« en effet » : sciences sociales, sciences naturelles*

Camille Robert-Boeuf
Centre de recherche PAscape, université de Vilnius

Le numéro hors-série de la revue *Tracés* intitulé *L'interdisciplinarité « en effet » : sciences sociales, sciences naturelles*, paru en 2022, porte sur les processus de production et les enjeux épistémologiques de la recherche interdisciplinaire appliquée aux problématiques environnementales. Il est coordonné par trois chercheurs issus des sciences sociales : deux sociologues du CNRS, Anthony Pecqueux, rattaché au Centre Max Weber (ENS de Lyon, universités Lyon 2 et Saint-Étienne) ; Perrine Poupin, membre du laboratoire AAU (CRESSON) et un philosophe, Jean-Baptiste Vuillerod, postdoctorant au Centre Arcadie (université de Namur) et chercheur rattaché au laboratoire Sophiapol (université de Nanterre). Ce numéro est structuré autour d'une introduction écrite par les coordinateurs du numéro, de cinq articles interdisciplinaires et de deux entretiens – avec Vinciane Despret et Francis Chateauraynaud. Il propose une analyse riche et essentielle portant sur l'interdisciplinarité entre les sciences sociales et les sciences naturelles et la manière dont cette interdisciplinarité fait « face à la question écologique » (titre de l'introduction). De fait, le dialogue disciplinaire est souvent complexe et reste encore largement à construire ou à enrichir, comme en attestent les différents textes. Ce numéro illustre l'intérêt grandissant des chercheurs et des institutions académiques françaises pour les approches interdisciplinaires (notamment le travail de la commission interdisciplinaire 52 « Environnements

sociétés : du savoir à l'action » du CNRS). Cependant, l'approche pragmatique des différents articles et la volonté des coordinateurs d'interroger une interdisciplinarité « en acte » (introduction p. 14) soulignent les apports et les difficultés des démarches interdisciplinaires afin d'en tirer un discours critique. L'angle choisi pour aborder la thématique du numéro est donc original. Il ne manquera pas d'intéresser tous les chercheurs souhaitant s'engager dans des recherches interdisciplinaires ou adopter un regard réflexif sur leurs propres pratiques.

L'introduction propose une réflexion approfondie des « expériences interdisciplinaires » portant sur les questions écologiques « avec tout ce qu'elles comportent de fragilités et de difficultés dans leur mise en œuvre » (p. 9). Les trois auteurs reviennent sur les tensions qui existent entre l'injonction des institutions universitaires à l'interdisciplinarité, la nécessité de cette interdisciplinarité pour aborder des objets « hybrides » entre humains et non-humains, et la difficulté méthodologique et épistémologique très concrète de cette articulation entre sciences sociales et sciences naturelles. Le texte commence par aborder la difficulté de construire des passerelles entre les disciplines, avec des formes de dialogue asymétriques, puisque les sciences de la nature sont plus difficiles à transmettre et nécessitent « l'intermédiaire d'une vulgarisation importante » (p. 12). Ensuite, l'introduction revient sur les questionnements éthiques et les démarches méthodologiques de la construction de l'interdisciplinarité, tout en relevant l'importance de sa dimension politique. Elle se termine sur les « niveaux de l'interdisciplinarité » et définit, à partir des différents textes du numéro, plusieurs formes plus ou moins avancées d'articulation entre disciplines.

Les cinq articles scientifiques qui suivent exposent des démarches interdisciplinaires de façons différentes : deux d'entre eux fondent leur propos sur un projet spécifique ; trois appréhendent sur le temps long leurs parcours scientifiques et déconstruisent l'évolution de leur objet de recherche au prisme de l'interdisciplinarité. En outre, deux des cinq textes sont rédigés par un large collectif de chercheurs, ce qui est peu habituel pour des articles publiés dans une revue de sciences sociales, comme le mentionnent les coordinateurs. Ainsi, la réalisation du numéro en lui-même interroge la faisabilité de l'interdisciplinarité et les ajustements et compromis nécessaires pour la réaliser.

Le premier article porte sur la construction de l'environnement nocturne à la Réunion en tant qu'objet de recherche interdisciplinaire. Ce texte, issu d'un travail collectif, est écrit par le géographe Samuel Challéat et l'urbaniste Dany Lapostolle (contributeurs principaux) ainsi que Johan Milian, Rémi Bénos, Kévin Barré, Nicolas Farrugia, Matthieu Renaud, Marion Maisonobe, Sylvain Morvan, Charles Ronzani, Hélène Foglar et David Loose (contributeurs secondaires). Il décrit la collaboration

scientifique et institutionnelle des auteurs avec le parc national de La Réunion. Il montre que la réalisation de plusieurs enquêtes participatives a réussi à faire émerger un objet d'étude commun issu de la culture créole, le fénoir, et ainsi d'aborder les enjeux de la pollution lumineuse nocturne et d'articuler « les dimensions mesurées et les dimensions perçues » (p. 35). Les auteurs mettent en exergue la nécessité d'adosser les recherches à des supports institutionnels (ici la création du collectif Renoir et de l'Observatoire réunionnais de l'environnement nocturne) afin de favoriser un accompagnement sur le temps long de la fabrique des politiques locales, induisant un engagement politique des démarches scientifiques associées.

Le deuxième article est également porté par un collectif d'auteurs : d'une part, Paul Lhoste, docteur en génie des procédés de l'environnement et Yann-Phillipe Tastevin, chercheur en ethnologie (contributeurs principaux) et, d'autre part, Rémi de Bercegol, Shankare Gowda, Méлина Macouin et Laurent Cassayre (contributeurs secondaires). L'article présente un travail qui croise les approches anthropologique et géographique avec les sciences de l'ingénieur (génie des procédés) et les géosciences (géophysiques, géochimie) pour traiter du recyclage du plomb dans des ateliers artisanaux en Inde (Uttar Pradesh). Les auteurs exposent les apports de l'articulation entre des techniques d'enquêtes qualitatives (observation, observation participante, rédaction d'un journal de terrain, entretiens...) et des méthodes quantitatives issues du génie des procédés pour « expliciter les savoirs implicites » (p. 64) dans le recyclage du plomb. Le texte revient alors sur la co-production des données scientifiques que cette recherche sous-tend : les ajustements, le partage de savoir-faire et les problématiques sociopolitiques et éthiques.

Dans le troisième article, l'anthropologue Alix Levain analyse la constitution d'une « communauté épistémique hybride » et d'un « champ d'expérience partagé » (p. 84) autour de la question des algues vertes sur les littoraux. Le texte se fonde sur son travail ethnographique d'une dizaine d'années auprès de chercheurs en sciences des sols, en hydrologie et en agronomie. Le propos s'appuie aussi sur sa collaboration, au sein du laboratoire Sol'Eau, avec ces mêmes chercheurs, pour traiter de la crise environnementale et agricole dans les milieux littoraux. L'autrice montre comment les chercheurs en sciences naturelles se sont retrouvés confrontés à cette crise environnementale et à l'apparente inefficacité de leur travail face à l'ampleur des enjeux. Elle décrit comment leurs méthodes ont évolué pour intégrer des manières de penser « à la façon des sciences sociales, par "cas" » (p. 84). Si cette collaboration semble « réussie » (p. 92) avec des publications communes, une qualité des relations, et la production d'un savoir collectif, Alix Levain conclue que « l'interdisciplinarité en SHS se formule encore davantage comme un désir [...] qu'elle ne dessine un agir » (p. 93).

Dans le quatrième article, l'éco-anthropologue Élise Demeulenaere retrace son parcours académique et les « inconforts » qu'elle a pu avoir lors de recherches interdisciplinaires et participatives sur la biodiversité au travers de trois expériences. L'autrice aborde tour à tour son travail ethnographique et ses démarches participatives sur le mouvement de réappropriation paysanne des semences, les dispositifs participatifs d'observation de la biodiversité et une collaboration entre des éleveurs, des microbiologistes et des anthropologues. De ces expériences, elle tire plusieurs thèmes transversaux et enseignements. Elle souligne les relations complexes qui peuvent exister entre sciences sociales et sciences naturelles, à cause de phénomènes de hiérarchisation au profit de certaines disciplines (sciences « dures » *vs* sciences « molles »), ce qui interroge la « raison d'être des anthropologues dans les collaborations scientifiques interdisciplinaires » (p. 111) et, plus largement, le rôle des sciences sociales dans ces collaborations. L'autrice met enfin en exergue trois conditions pour mener une recherche interdisciplinaire effective : avoir un horizon normatif commun, développer des relations interpersonnelles, assumer la part d'inconfort inhérente à un tel projet.

L'anthropologue Germain Meulemans et l'artiste indépendante Anaïs Tondeur abordent dans le cinquième article la construction du projet Pétrichor, une « recherche-crédation » traitant des sols urbains en croisant l'anthropologie, l'écologie et l'art. Les auteurs présentent une expérience de recherche artistique et participative développée dans le cadre du programme *Knowing From the Inside* (KFI) et une résidence alliant art et science portée par l'association COAL. L'article montre une démarche spécifique qui articule sciences et arts plastiques et pose autrement les questionnements interdisciplinaires. Cette recherche-crédation illustre un champ spécifique de la recherche-action qui considère que « produire une œuvre ou un artefact peut être une forme de recherche légitime » (p. 119). Les auteurs présentent comment ils ont produit une expérience artistique reproduisant les odeurs du sol en faisant des collectes d'échantillons de sol et en décrivant, avec des mots, les odeurs. L'expérience artistique a été partagée et reproduite avec des habitants, aboutissant à la construction d'une « expérience collective d'invention d'un monde commun » (p. 134). L'article affirme alors que la recherche-crédation peut apporter de nouvelles façons de comprendre les sols urbains, notamment leurs dimensions sensibles et sensorielles (ici, particulièrement la dimension olfactive).

Les deux entretiens du numéro reviennent sur l'intégration de l'interdisciplinarité dans les parcours académiques des deux chercheurs interviewés. Le premier entretien réalisé par Anthony Pecqueux et Jean-Baptiste Vuillerod donne la parole à Vinciane Despret, philosophe et psychologue de l'université de Liège. La chercheuse y raconte son parcours de formation, puis développe comment l'éthologie et l'intégration dans des recherches interdisciplinaires (avec des éthologues et agronomes) ont marqué

ses travaux scientifiques. Le texte permet d'ouvrir l'horizon des études environnementales en considérant d'autres thématiques que celles évoquées par les articles scientifiques, par exemple les neurosciences ou l'éthologie animale.

Le deuxième entretien réalisé par Anthony Pecqueux et Perrine Poupin présente le cheminement interdisciplinaire de Francis Chateauraynaud, sociologue et chercheur à l'EHESS. Celui-ci explicite ses stratégies pour travailler, en tant que chercheur en sciences sociales, sur les controverses environnementales comme les OGM, le nucléaire et l'électrosensibilité. Il montre comment il a dû se familiariser avec plusieurs disciplines de sciences naturelles pour comprendre la complexité de ses objets de recherche et maintenir une démarche de veille tout au long de sa carrière pour suivre les évolutions de ces controverses.

Pour finir, nous allons revenir sur trois points qui nous paraissent particulièrement intéressants dans ce dossier hors-série.

Premièrement, ce numéro évoque à plusieurs reprises les phénomènes de hiérarchisation des disciplines et la valorisation des méthodes quantitatives face aux méthodes qualitatives. De fait, ces dernières sont jugées moins « scientifiques », car elles ne posent pas leur problématique de « façon définitive » (p. 111) et invitent à une réinterrogation permanente du processus de recherche. Dans les démarches interdisciplinaires, les sciences de la nature sont circonscrites à un « rôle de pétitionnaire » et les sciences sociales souvent réduites à « une fonction de traduction » (p. 41) ou à une forme de pédagogie, d'accompagnement des sciences naturelles auprès des populations. En filigrane, le numéro hors-série appelle ainsi à réfléchir à la construction des disciplines et aux rôles donnés à chacune par les institutions dans les programmes de recherche afin de mieux appréhender l'interdisciplinarité. Plus largement, les coordinateurs et auteurs invitent à une nécessaire relégitimation des démarches ouverte, pragmatique, inductive et empirique en sciences, notamment pour étudier les objets environnementaux, puisque ceux-ci ne sont pas uniquement écologiques ou biologiques, ils cristallisent des dynamiques sociales et politiques. L'articulation entre les sciences sociales et les sciences naturelles semble un moyen de dépasser ces stéréotypes disciplinaires et de s'ouvrir à de nouvelles démarches (recherches participatives, recherche-création, etc.).

Deuxièmement, à la lecture de ces différents articles, il apparaît que l'interdisciplinarité se construit, entre autres, sur une double dynamique spatiale et temporelle. L'articulation des sciences naturelles et sociales nécessite d'abord des espaces dédiés qui favorisent l'interconnaissance, c'est-à-dire une proximité intellectuelle et souvent géographique. Dans les différents dispositifs de recherche présentés ici, les auteurs évoquent une synergie créée dans le cadre d'un même laboratoire, d'un même territoire et de rencontres régulières. L'interdisciplinaire a donc besoin de proximité spatiale

pour se construire et fonctionner. Cette proximité demande également du temps, tous les projets et réflexions du numéro se fondent sur plusieurs années d'expériences interdisciplinaires et pointent la nécessité (et la difficulté) de prendre du temps, dans des contextes de travail où les chercheurs en ont de moins en moins. Finalement, la volonté d'interdisciplinarité amène les chercheurs à discuter des conditions mêmes de production de la recherche.

Et c'est ce troisième point qui est, nous semble-t-il, un des atouts principaux du numéro : l'analyse critique portée sur la fabrication des projets scientifiques et comment les conditions de travail promeuvent ou, au contraire, contraignent les activités des chercheurs. En effet, les différents auteurs reviennent sur le financement des travaux scientifiques et la constitution des programmes dans lesquels ils ont pu être intégrés. Ils mentionnent très souvent un sujet central ; la précarité de nombreux membres des institutions universitaires. Les auteurs explicitent comment cette précarité complexifie les études sur le long terme, fragilise les carrières, ainsi que les échanges interdisciplinaires. Les auteurs évoquent aussi les contradictions existantes entre l'injonction à l'interdisciplinarité et l'essor des appels à projets sur le court terme, ce qui pousse les chercheurs à passer de plus en plus de temps à chercher des financements plutôt qu'à produire des articulations entre disciplines. Plusieurs contributions montrent que la structuration du milieu universitaire, à travers ses conditions de travail en mutation et ses effets de hiérarchisation des disciplines, peut impacter et contraindre les recherches participatives (manque de temps pour construire de vraies démarches participatives, utilisation de ces recherches pour légitimer des réglementations environnementales, etc.).

Ces effets de la transformation du métier de chercheur sont bien connus et sont un champ à part entière de la sociologie du travail, néanmoins ce dossier décoratif avec pertinence l'influence des conditions de travail des universitaires sur les approches épistémologiques et méthodologiques, notamment dans le champ des études environnementales.